



NIGER

Août 2019

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, QUATRIÈME REVUE DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITE ELARGIE DE CREDIT, ET DEMANDES DE DEROGATION POUR NON RESPECT D'UN CRITERE DE REALISATION, DE MODIFICATION DE CRITERES DE REALISATION, ET DE PROROGATION ET DE REECHELONNEMENT DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITE ELARGIE DE CREDIT — COMMUNIQUE DE PRESSE, RAPPORT DES SERVICES DU FMI ET DECLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LE NIGER

Dans le cadre des consultations de 2019 au titre de l'article IV et de la quatrième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit, les documents suivants ont été publiés et figurent dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration de la présidence du conseil d'administration et résumant les avis du conseil d'administration tels que formulés lors de l'examen du rapport des services du FMI sur les questions liées aux consultations au titre de l'article IV et à l'accord avec le FMI, le 26 juin 2019.
- Le **rapport des services du FMI** préparé par une équipe des services du FMI pour être soumis à l'examen du conseil d'administration le 26 juin 2019. Le rapport a été préparé à la suite des entretiens qui ont pris fin le 28 mai 2019 avec les autorités du Niger sur l'évolution de la situation et des politiques économiques. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 13 juin 2019.
- Une **annexe d'information** préparée par les services du FMI.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour le Niger.

Les documents énumérés ci-après ont été ou seront publiés séparément :

Lettre d'intention adressée par les autorités nigériennes au FMI*
Mémoire de politique économique et financière des autorités nigériennes*
Protocole d'accord technique*
Questions générales

*Figure aussi dans le rapport des services du FMI

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : (202) 623-7430 • Fax : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington, D.C.



Communiqué de presse n° 19/247
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
26 juin 2019

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Le conseil d'administration du FMI achève la quatrième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit, approuve un décaissement de 47,0 millions de dollars et achève les consultations de 2019 au titre de l'article IV avec le Niger

- La mise en œuvre du programme a été globalement satisfaisante, avec un renforcement des finances publiques comme prévu, des progrès dans l'exécution du programme de réformes structurelles et quelques dérapages dans l'apurement des arriérés de paiement intérieurs.
- La croissance économique s'est affermie en 2018 et les perspectives sont prometteuses grâce au lancement de plusieurs projets d'envergure par des investisseurs privés et des partenaires du développement.
- Il convient de renforcer le secteur privé formel local pour assurer des niveaux de vie durablement plus élevés et créer des emplois pour une main-d'œuvre en rapide croissance.

Le 26 juin 2019, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé la quatrième revue du programme économique et financier du Niger appuyé par la [facilité élargie de crédit](#) (FEC). L'achèvement de la revue permet de décaisser 33,84 millions de DTS (environ 47,0 millions de dollars), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 90,24 millions de DTS (environ 125,4 millions de dollars).

Le conseil d'administration a également approuvé la demande présentée par les autorités d'une dérogation pour non-observation du critère de réalisation relatif à l'apurement des arriérés de paiement intérieurs, d'une modification d'un critère de réalisation, d'une prolongation de l'accord jusqu'au 22 avril 2020 et d'un rééchelonnement des décaissements.

L'accord triennal en faveur du Niger a été approuvé le 23 janvier 2017 pour un montant de 98,7 millions de DTS (environ 134,04 millions de dollars) à l'appui du plan national de développement économique des autorités. Il vise à consolider la stabilité macroéconomique et à favoriser une croissance élevée et équitable, à relever les revenus et à créer des emplois, tout en renforçant les bases d'un développement durable. Le 10 décembre 2018, le conseil d'administration du FMI a décidé d'augmenter le montant global de l'accord au titre de la FEC à 118,44 millions de DTS (environ 164,1 millions de dollars, soit 90 % de la quote-part du Niger).

À l'issue des délibérations du conseil d'administration sur le Niger, Tao Zhang, directeur général adjoint et président par intérim, a rendu publique la déclaration suivante :

« Les résultats obtenus par le Niger dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont été globalement satisfaisants malgré une situation sécuritaire tendue et des difficultés de développement considérables. Les autorités restent déterminées à mettre en œuvre leur programme de réforme.

« Le renforcement des finances publiques s'est largement poursuivi comme prévu et les autorités sont déterminées à continuer sur cette voie pour satisfaire au critère de convergence budgétaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine l'année prochaine. Ces efforts contribueront à pérenniser la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette publique.

« Le programme structurel qui sous-tend le renforcement des finances publiques est mis en œuvre pour accroître les recettes et améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Il est toutefois possible d'avancer plus rapidement. Il est également essentiel de tirer pleinement parti de meilleures modalités administratives pour exploiter au mieux les nouvelles possibilités offertes.

« Les autorités s'emploient à remédier au dérapage dans l'apurement des arriérés de paiement intérieurs. Beaucoup de progrès ont été accomplis ces dernières semaines. Des assurances sont en place pour mener à bien le programme d'apurement d'ici au mois d'octobre prochain.

« La mise en œuvre du programme de réformes structurelles des autorités devrait se poursuivre avec vigueur afin de soutenir durablement une hausse des niveaux de vie et une croissance inclusive. Les efforts du Niger pour promouvoir la bonne gouvernance et intensifier la lutte contre la corruption, qu'il convient de saluer, devraient également se poursuivre avec détermination. »

Le conseil d'administration a également achevé les consultations de 2019 au titre de l'article IV avec le Niger¹.

Le Niger se heurte à des difficultés de développement considérables, aggravées par des incursions terroristes, la faiblesse des prix à l'exportation de l'uranium et le changement climatique. Toutefois, la croissance du PIB a augmenté à 6,5 % l'année dernière et devrait être supérieure à 7 % en moyenne au cours des cinq prochaines années grâce aux réformes, au soutien considérable des bailleurs de fonds, à plusieurs grands projets et à l'impulsion exceptionnelle liée au démarrage des exportations de pétrole brut prévu en 2022.

¹Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des informations économiques et financières et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission établissent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

La politique budgétaire reste sur une trajectoire d'assainissement pour contenir la dette publique et respecter le plafond de 3 % du PIB fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine pour le déficit budgétaire en 2020. Le déficit extérieur est élevé et témoigne des besoins urgents du Niger en matière de développement, de sécurité et de soutien des bailleurs. Il devrait davantage se creuser au cours de la phase de construction des grands projets à forte intensité d'importation, mais diminuer fortement une fois que ces projets entreront en phase d'exploitation.

Évaluation par le conseil d'administration ²

Les administrateurs saluent les progrès accomplis par les autorités dans la mise en œuvre de leur programme de réformes, ainsi que leur forte volonté, en dépit de la situation sécuritaire difficile. Ils jugent encourageante la bonne performance en matière de croissance économique enregistrée l'an dernier et notent que les grands projets en cours devraient continuer de porter la croissance dans la période à venir. Les administrateurs soulignent l'importance des réformes structurelles pour s'attaquer aux défis du Niger, du soutien continu de la communauté internationale pour faire face à ses besoins de développement et de sécurité, ainsi que d'une assistance technique et d'un développement des capacités bien articulés et coordonnés.

Les administrateurs saluent la détermination dont les autorités font preuve pour remplir le critère de convergence de l'UEMOA relatif au déficit budgétaire. Dans ce contexte, ils les encouragent à exécuter rapidement et rigoureusement le programme de réformes structurelles budgétaires afin de renforcer davantage les recettes, l'efficacité des dépenses et la gestion des finances publiques. Ils les encouragent aussi à considérer avec prudence les emprunts extérieurs prévus, ainsi qu'à renforcer la gestion et la transparence de la dette. Ils mettent aussi fortement l'accent sur l'apurement des arriérés intérieurs.

Les administrateurs encouragent les autorités à maintenir le cap en ce qui concerne la mise en œuvre de leur programme plus général de réformes structurelles. Ils recommandent d'accorder la priorité au développement du secteur privé local formel, qui est essentiel pour relever durablement les niveaux de vie et réaliser une croissance inclusive, ainsi que pour fournir des emplois à une main-d'œuvre en croissance rapide. Il sera crucial d'améliorer le climat des affaires, de favoriser le développement du secteur privé, de développer le secteur financier et de renforcer l'inclusion financière.

Les administrateurs saluent les efforts que le Niger déploie pour promouvoir la bonne gouvernance et intensifier la lutte contre la corruption, et les engagent à mener une action résolue en la matière. Ils notent que bon nombre des mesures prévues dans le programme de

² À l'issue des délibérations, le directeur général, en qualité de président du conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. Une explication des termes convenus utilisés communément dans les résumés du conseil d'administration est disponible à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>.

réformes du pays, par exemple l'intensification de la concurrence dans les marchés publics et la réduction des exonérations fiscales, devraient contribuer à réduire la vulnérabilité à la corruption. Les administrateurs notent avec satisfaction les progrès accomplis dans le renforcement du cadre juridique et institutionnel, et engagent les autorités à s'attaquer aux problèmes de mise en œuvre. Ils soulignent l'importance de la transparence dans le secteur pétrolier. Ils encouragent aussi les autorités à mettre en œuvre les recommandations du récent rapport d'évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

| Niger : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2016-24 | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| | (Variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | | |
| Revenu national et prix | | | | | | | | | |
| PIB à prix constants | 4,9 | 4,9 | 6,5 | 6,3 | 6,0 | 5,6 | 11,9 | 6,1 | 6,8 |
| Volume des exportations | -3,3 | 19,2 | -3,8 | 14,0 | 5,5 | 2,7 | 81,1 | 10,1 | 12,4 |
| Volume des importations | -14,3 | 7,3 | 12,8 | 14,7 | 15,0 | -7,2 | 3,7 | 0,3 | 6,2 |
| IPC (moyenne annuelle) | 0,2 | 0,2 | 2,7 | 1,6 | 2,5 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| IPC (fin de période) | -2,2 | 1,8 | 1,6 | 2,9 | 2,0 | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | |
| Monnaie au sens large | 8,7 | -4,9 | -2,1 | 8,4 | 5,0 | 8,9 | 17,7 | 16,8 | 13,6 |
| Crédit intérieur | 14,2 | 11,4 | 11,4 | 10,4 | 6,1 | 12,3 | 10,0 | 9,0 | 8,3 |
| Crédit à l'État (net) | 605,7 | 48,1 | 127,8 | 8,0 | -14,2 | 10,3 | -2,0 | -10,9 | -20,2 |
| Crédit à l'économie | 5,5 | 7,7 | -4,5 | 11,2 | 12,5 | 12,8 | 12,8 | 13,1 | 12,9 |
| | (En pourcentage du PIB) | | | | | | | | |
| Finances publiques | | | | | | | | | |
| Total des recettes | 14,3 | 14,4 | 16,7 | 16,0 | 17,2 | 17,8 | 19,3 | 19,7 | 19,9 |
| Total des dépenses et prêts nets | 26,3 | 26,8 | 29,2 | 28,9 | 28,4 | 27,6 | 28,1 | 28,0 | 27,7 |
| Dépenses courantes | 14,0 | 14,1 | 13,7 | 13,5 | 12,9 | 13,3 | 13,9 | 14,2 | 14,3 |
| Dépenses en capital | 12,3 | 12,7 | 15,5 | 15,4 | 15,5 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 13,5 |
| Solde de base (hors dons) | -4,2 | -5,0 | -4,0 | -3,0 | -1,1 | -1,0 | -0,7 | -0,9 | -0,7 |
| Solde global (dons compris) | -6,1 | -5,7 | -4,1 | -4,1 | -3,0 | -2,7 | -2,4 | -2,3 | -2,0 |
| Investissement brut | | | | | | | | | |
| Non public | 38,4 | 40,0 | 42,9 | 45,3 | 47,9 | 44,4 | 36,3 | 34,1 | 33,0 |
| Public | 26,0 | 27,3 | 27,5 | 30,0 | 32,4 | 30,1 | 22,1 | 20,4 | 19,6 |
| | 12,3 | 12,7 | 15,5 | 15,4 | 15,5 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 13,5 |
| Solde des transactions extérieures courantes | | | | | | | | | |
| (dons compris) | -15,5 | -15,7 | -18,2 | -19,8 | -22,4 | -19,4 | -14,5 | -12,9 | -11,8 |
| (hors dons) | -17,4 | -18,5 | -20,9 | -22,8 | -24,8 | -21,6 | -16,4 | -14,9 | -13,7 |
| Total de la dette contractée ou garantie par l'État | | | | | | | | | |
| Dette extérieure contractée ou garantie par l'État | 44,6 | 54,4 | 53,8 | 54,2 | 52,7 | 51,0 | 47,0 | 45,3 | 43,3 |
| VAN de la dette extérieure | 33,5 | 35,3 | 35,0 | 36,5 | 37,1 | 37,1 | 35,3 | 35,1 | 34,7 |
| Dette publique intérieure | 25,5 | 23,1 | 24,5 | 26,2 | 26,4 | 26,3 | 24,9 | 24,7 | 24,4 |
| | 11,1 | 19,1 | 18,8 | 17,8 | 15,6 | 13,9 | 11,7 | 10,2 | 8,6 |
| | (Milliards de francs CFA) | | | | | | | | |
| PIB à prix courants du marché | 4.511 | 4.726 | 5.163 | 5.571 | 6.056 | 6.527 | 7.402 | 8.011 | 8.721 |

Sources : Autorités nigériennes ; estimations et projections des services du FMI.



NIGER

13 juin 2019

RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, LA QUATRIÈME REVUE DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT, ET LES DEMANDES DE DÉROGATION POUR NON RESPECT D'UN CRITÈRE DE RÉALISATION, DE MODIFICATION DE CRITÈRES DE RÉALISATION, ET DE PROROGATION ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Contexte. Le Niger est confronté à des problèmes considérables de développement, aggravés par des incursions terroristes, la faiblesse des prix de l'uranium à l'exportation, et le changement climatique. Toutefois, la croissance du PIB s'est redressée pour atteindre à 6,5 % l'année dernière devrait être supérieure à 7 % en moyenne au cours des cinq prochaines années, grâce aux réformes, à une aide importante des bailleurs de fonds, à la mise en œuvre de plusieurs projets de grande envergure, ainsi qu'à une impulsion ponctuelle liée au démarrage prévu des exportations de pétrole brut en 2022.

Évolution économique. Les politiques budgétaires maintiennent le cap sur l'assainissement des finances publiques pour maîtriser la dette publique et parvenir à se conformer en 2020 au plafond de 3 % du PIB fixé pour le déficit budgétaire par l'UEMOA. Le déficit extérieur est élevé, ce qui témoigne des besoins urgents du pays en matière de développement et de sécurité, ainsi que de l'appui des bailleurs de fonds. Il devrait continuer d'augmenter durant la phase de construction de grands projets à forte intensité d'importations, mais devrait diminuer nettement après leur mise en service.

Résultats du programme. La mise en œuvre du programme a été globalement satisfaisante. Tous les objectifs quantitatifs à fin décembre 2018 et à fin mars 2019 ont été atteints, à l'exception de l'apurement de tous les arriérés de paiement intérieurs à fin décembre et de l'objectif continu relatif aux arriérés intérieurs au titre de 2019, ce qui témoigne des tensions intermittentes sur les marchés obligataires régionaux. Un remboursement élevé a été effectué en juin, et un plan de trésorerie révisé visant à apurer tous les arriérés restants d'ici octobre constitue une mesure préalable. Le programme de réformes structurelles progresse raisonnablement bien, mais il convient de renforcer la mise en œuvre des réformes visant à accroître les recettes. L'officialisation des plans de performance pour les administrations fiscales constitue également une mesure préalable.

Entretiens. Les priorités restent l'amélioration des finances publiques, l'accroissement des recettes et l'amélioration de la qualité des dépenses. Les consultations au titre de l'article IV ont porté principalement sur les moyens de stimuler un secteur privé formel qui reste au stade embryonnaire et de favoriser au mieux une bonne gouvernance.

Risques. Les résultats pourraient souffrir de problèmes de mise en œuvre et d'une détérioration de la situation sécuritaire. Du côté positif, la combinaison de réformes, d'une hausse de l'aide des bailleurs de fonds et du démarrage de plusieurs projets de grande envergure pourrait déclencher un cercle vertueux plus intense que prévu.

Vues des services du FMI. Les services du FMI appuient les conclusions de la quatrième revue, ce qui entraînera le décaissement de 33,84 millions de DTS.

Approuvé par
David Owen et
Johannes Wiegand

Les entretiens se sont déroulés à Niamey du 15 au 28 mai 2019. La mission était composée de M. Klingen (chef de mission), M. Keller, M. Staines, Mme Woldemichael, M. Cangul (représentant résident), M. Abdou (économiste local) (tous du département Afrique) et M. de Bidegain (département des finances publiques). Mme Pilouzoue (département Afrique) a apporté son aide administrative au siège de l'institution.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE, RÉSULTATS DU PROGRAMME ET PERSPECTIVES | 5 |
| A. Évolution récente et résultats du programme | 5 |
| B. Perspectives et risques | 8 |
| ENTRETIENS | 11 |
| A. Enjeux du programme | 11 |
| B. Développement du secteur privé | 16 |
| C. Favoriser la bonne gouvernance et lutter contre la corruption | 19 |
| MODALITÉS DU PROGRAMME | 21 |
| ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI | 22 |
| ENCADRÉ | |
| 1. Importance macroéconomique de l'oléoduc d'exportation de pétrole | 12 |
| GRAPHIQUES | |
| 1. Évolution économique récente et perspectives | 24 |
| 2. Évolution de la situation budgétaire, 2013–2018 | 25 |
| 3. Composition du PIB et volatilité de la production | 26 |
| 4. Performance fiscale, 2014–2018 | 27 |
| 5. Indicateurs d'inclusion financière | 28 |
| 6. Indicateurs clés du secteur de la microfinance, 2011–2018 | 29 |
| 7. Démographie | 30 |
| TABLEAUX | |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2016–2024 | 31 |
| 2. Opérations financières de l'administration centrale, 2016–2024 (en milliards de francs CFA) | 32 |
| 3. Opérations financières de l'administration centrale, 2016–2024 (en % du PIB) | 33 |
| 4. Situation monétaire, 2016–2024 | 34 |

| | |
|---|----|
| 5. Balance des paiements, 2016–2024 (Milliards de francs CFA) | 35 |
| 6. Balance des paiements, 2016–2024 (pourcentage % du PIB) | 36 |
| 7. Indicateurs de solidité financière, déc. 2012–juin 2018 | 37 |
| 8. Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2018–2028 | 38 |

ANNEXES

| | |
|---|----|
| I. Note sur la stratégie de développement des capacités | 39 |
| II. Évaluation du secteur extérieur | 41 |
| III. Impact économique des tensions sécuritaires | 44 |
| IV. Importance économique du secteur des ressources naturelles | 50 |
| V. Matrice d'évaluation des risques | 54 |
| VI. État d'avancement des principales recommandations issues des consultations de 2016 au titre de l'article IV | 55 |

APPENDICE

| | |
|---|----|
| I. Lettre d'intention | 57 |
| Pièce jointe I. Mémoire de politiques économiques et financières du gouvernement du Niger | 59 |
| Pièce jointe II. Protocole d'accord technique | 77 |

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE, RÉSULTATS DU PROGRAMME ET PERSPECTIVES

1. Le gouvernement dispose d'une forte majorité au parlement, mais fait face à des menaces croissantes sur le plan de la sécurité extérieure. Les élections de 2016 ont investi le Président Issoufou d'une solide mission de réforme pour son dernier mandat jusqu'au début de l'année 2021. L'amélioration du faible niveau de développement humain au Niger constitue une tâche ardue face à l'augmentation des incursions terroristes transfrontalières, au changement climatique et à une croissance de la main-d'œuvre qui dépasse largement la création d'emplois. La détermination des autorités a empêché dans une large mesure les réseaux terroristes de s'implanter, mais la tendance doit encore être inversée, et les finances publiques et la croissance économique en souffrent. Le mécontentement social face à la faiblesse du niveau de vie, aux hausses d'impôts et au code électoral a donné lieu à des manifestations sporadiques, qui ont suscité une vigoureuse réaction du gouvernement.

| Niger : Principaux indicateurs de développement dans une perspective régionale | | | | | | | |
|--|---------------------------------|------------------------------------|---|--|--|---|---|
| | Espérance de vie à la naissance | Années de scolarisation escomptées | Revenu national brut (RNB) par habitant | Taux de fécondité | Taux de pauvreté nationale | Emplois dans l'agriculture | Indice de parité homme-femme |
| | (en années, 2017) | (en années, 2017) | (en dollars PPA de 2011, 2017) | (nombre de naissances par femme, 2016) | (pourcentage de la population vivant avec moins de 1,9 dollar, 2014) | (en pourcentage du total des emplois, 2017) | (taux de scolarisation brut, en primaire et secondaire, 2017) |
| Niger | 60 | 5,4 | 906 | 7,2 | 45 | 76 | 0,8 |
| UEMOA | 60 | 9,5 | 1.930 | 5,3 | 44 | 53 | 0,9 |
| AfSS | 62 | 10,5 | 4.700 | 4,5 | 39 | 54 | 1,0 |

Sources : Indice de développement humain, PNUD; et Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

2. Le Niger bénéficie d'une aide considérable des bailleurs de fonds. Cette aide financière correspond à près de 40 % des dépenses publiques, principalement au titre des projets et souvent sous forme d'une assistance technique pour laquelle la capacité d'absorption constitue un obstacle. Le Niger est un utilisateur intensif de l'assistance technique du FMI (annexe I). Cette dernière porte principalement sur l'accroissement des recettes, avec des visites trimestrielles d'experts auprès des administrations des impôts et des douanes, et sur la gestion des finances publiques, avec un conseiller résident en poste au Niger pour la mise en place d'un compte unique du Trésor (CUT). Les fonctionnaires nationaux participent à des séminaires et ateliers régionaux, mais l'utilisation des cours de formation du FMI est limitée.

A. Évolution récente et résultats du programme

3. En 2018 l'évolution économique a été encourageante. La croissance du PIB réel a atteint 6,5 %, portée par d'abondantes récoltes, une forte augmentation de la production aurifère artisanale et une solide activité dans les secteurs de la construction et des services, qui ont bénéficié du lancement de plusieurs grands projets et des préparatifs du sommet de l'Union africaine (UA) qui se

tient en juillet. Toutefois, les cours mondiaux défavorables et un débrayage des activités d'entretien à la raffinerie de pétrole ont ralenti les secteurs de l'uranium et du pétrole. Le secteur privé formel local est en difficulté, et a peu d'impact sur les agrégats économiques, compte tenu de sa petite taille. La fin d'une montée des prix des denrées alimentaires à la fin de l'année 2017 a ramené l'inflation à moins de 3 %. L'expansion des circuits financiers reste insaisissable, le crédit au secteur privé peinant à suivre le rythme de la croissance économique. Les besoins de développement considérables maintiennent le déficit des transactions courantes à un niveau élevé de 18,2 % du PIB, financé essentiellement par les bailleurs de fonds et l'IDE. Le Niger a recours aux réserves de change centralisées de l'UEMOA, qui correspondaient à 4,3 mois d'importations de l'Union à fin 2018.

4. L'assainissement budgétaire s'est poursuivi en 2018 et au cours du premier trimestre de 2019. Le déficit a baissé, en passant de 5,7 % du PIB en 2017 à 4,1 % du PIB en 2018, grâce à un effort budgétaire de 1 % du PIB mesuré par l'amélioration du solde de base¹. Cette amélioration s'explique essentiellement par une maîtrise rigoureuse des dépenses de trésorerie financées sur ressources intérieures et par le recours à des dons plutôt qu'à des emprunts pour le financement de l'investissement par les bailleurs de fonds. Les recettes de trésorerie ont stagné en pourcentage de 0,1 pourcent du PIB, mais cette situation cache des gains issus d'une série de mesures et de réformes administratives qui sont estimés à 0,6 % du PIB. Ces gains ont été engloutis par des pertes de recettes de 0,9 % du PIB liées à l'abolition d'une importante taxe sur les télécommunications et à la baisse des recettes tirées des ressources naturelles, malgré une hausse exceptionnelle des recettes non fiscales de 0,3 % du PIB. L'évolution des finances publiques au premier trimestre de 2019 a été plus ou moins conforme aux attentes, mais il serait recommandé de redoubler d'efforts pour accroître les recettes afin de respecter les objectifs du programme pour le reste de l'année.

| Niger : Évolution des finances publiques. 2017–2018 | | | |
|--|------|------|-----------|
| | 2017 | 2018 | Variation |
| (en pourcentage du PIB) | | | |
| Recettes | 14,4 | 16,7 | 2,3 |
| Cash d'ordre de paiement | 13,7 | 13,7 | 0,0 |
| Hors espèces | 0,7 | 3,0 | 2,3 |
| Dons | 6,7 | 8,3 | 1,6 |
| Dépenses | 26,8 | 29,2 | 2,3 |
| Dépenses courantes | 14,1 | 13,7 | -0,4 |
| Dépenses en capital | 12,7 | 15,5 | 2,8 |
| Intérieures | 5,3 | 7,0 | 1,7 |
| En espèces | 4,5 | 3,9 | -0,6 |
| Hors espèces | 0,7 | 3,0 | 2,3 |
| Extérieures | 7,4 | 8,5 | 1,1 |
| Financées sur prêts | 3,2 | 2,6 | -0,5 |
| Financées sur dons | 4,3 | 5,9 | 1,6 |
| Solde | -5,7 | -4,1 | 1,5 |

Sources : Niger, Ministère des finances; et calculs des services du FMI.

¹ Le solde de base est la différence entre les recettes de trésorerie intérieures et les dépenses de trésorerie financées sur ressources intérieures.

5. L'apurement des arriérés de paiement intérieurs n'a guère progressé. Leur apurement total a été envisagé au cours de l'année 2018, mais les arriérés s'établissaient encore à 43,6 milliards de FCFA (0,8 % du PIB) à la fin de l'année, soit à peine 10,8 milliards de FCFA (0,2 5 du PIB) de moins qu'un an plus tôt, ce que les autorités ont expliqué par les tensions sur les marchés financiers régionaux. Les services du FMI ont reconnu un assèchement inattendu de la liquidité en décembre dernier lorsque le Niger a annulé deux adjudications prévues. Toutefois, les marchés ont été relativement favorables depuis l'automne 2018 et le problème des arriérés aurait pu être évité par un réaménagement plus habile du calendrier d'émission, une augmentation des volants de liquidité plus importants et un stock plus faible de l'encours de factures impayées. Dans ce contexte, les autorités ont fait part de leur intérêt pour une opération garantie sur la base de la politique (PBG) avec la Banque mondiale, ce qui permettrait au Niger d'emprunter jusqu'à 500 millions de dollars (5,2 % du PIB) auprès de banques étrangères avec une garantie partielle, lui assurant ainsi un financement à long terme à des conditions favorables. Les services du FMI reconnaissent les avantages d'un allongement des échéances, mais il est essentiel que le remplacement de la dette intérieure par une dette extérieure ne mette pas en péril la notation de risque modéré de surendettement extérieur du Niger qui résulte de l'analyse de viabilité de la dette (AVD), et que la discipline budgétaire soit maintenue. Les autorités entendent opérer dans le cadre de ces contraintes.

6. Le ratio dette publique/PIB est resté essentiellement stable en 2018, mais a été révisé à la hausse par rapport à la précédente revue. À 53,8 %, ce ratio demeure gérable et la baisse minimale par rapport à 2017 est rassurante. Les données rétrospectives sur la dette ont été révisées à la hausse de 3,8 % du PIB, pour tenir compte de quatre prêts extérieurs qui avaient été préalablement omis par inadvertance des rapports officiels sur la gestion de la dette.

7. La mise en œuvre du programme a bien progressé en ce qui concerne les objectifs quantitatifs, en dépit de certains retards.

- **Trois critères de réalisation sur quatre et tous les objectifs indicatifs à fin décembre 2018 ont été respectés.** Le Niger n'a pas enregistré d'arriéré de paiement extérieur, la nouvelle dette publique extérieure qui a été contractée est restée inférieure au plafond du programme, et l'objectif de financement budgétaire intérieur net a été largement respecté. Tous les objectifs relatifs au déficit budgétaire de base (avec et sans dons), au total des recettes, aux dépenses consacrées à la lutte contre la pauvreté et aux dépenses exceptionnelles ont été atteints. Toutefois, l'apurement des arriérés de paiements intérieurs avant la fin de l'année 2018 s'est heurté à des problèmes liés aux conditions de financement restrictives, et l'objectif a été manqué de 0,9 % du PIB (en conséquence, l'objectif continu relatif aux arriérés intérieurs pour 2019 a également été manqué). Les autorités se sont engagées à effectuer un remboursement important, financé par une émission supplémentaire de titres publics, à accorder une autorisation de financement dans une loi de finances rectificative pour l'apurement des arriérés, et à réviser leur plan de trésorerie conformément au calendrier révisé d'apurement des arriérés (*mesure préalable*). Elles entendent également mettre à niveau leur suivi de l'évolution des

arriérés et mettre en place une unité chargée de la gestion de la dette au sein du Trésor pour mieux intégrer la gestion de la dette et la gestion de trésorerie.

- **Enfin, les résultats en matière d'objectifs indicatifs pour fin mars 2019 ont également été satisfaisants.** Tous les objectifs indicatifs ont été atteints.

8. La mise en œuvre du programme structurel a bien progressé, malgré un certain nombre de retards liés à l'ampleur du programme de réformes et à des capacités limitées.

- **Quatre repères structurels sur cinq ont été satisfaits et le cinquième fait l'objet d'une mesure préalable.** Le compte unique du Trésor a été mis en place comme prévu, le paiement en espèces des impôts et des droits de douane a été supprimée, et un livre blanc sur un recours accru au secteur bancaire pour les paiements budgétaires a été fourni. L'élaboration des plans de performance 2019 pour les administrations fiscale et douanière a été retardée, mais ces plans sont en cours d'officialisation et d'amélioration à partir de l'expérience des plans 2018 (*mesure préalable*).
- **Cinq repères structurels récurrents sur six ont été observés au quatrième trimestre 2018 et au premier trimestre 2019, et le sixième a été mis en œuvre avec retard.** Les objectifs relatifs au suivi régulier de l'exécution et des engagements budgétaires, et des plans de gestion de la trésorerie et de la dette ont été respectés. Le recensement des exonérations fiscales discrétionnaires accordées depuis le début de l'année 2018 a été achevé, bien qu'avec retard par rapport au calendrier.
- **Les autorités progressent également vers l'atteinte des objectifs structurels à fin juin 2019.** La stratégie d'inclusion financière a déjà été adoptée et les préparatifs d'une table ronde des bailleurs de fonds sont bien avancés. Les autorités ont indiqué que le système de suivi envisagé pour les principaux programmes de protection sociale peut être facilement mis en place, compte tenu du passage à un budget-programme en 2018. Les délibérations internes sur la rationalisation des exonérations fiscales s'intensifient, mais la présentation au Parlement des projets de loi de réforme sera vraisemblablement retardée.

B. Perspectives et risques

9. Les autorités et les services du FMI conviennent que la croissance économique restera forte au cours des prochaines années. Un léger ralentissement s'établissant à 6,3 % est probable en 2019, avec le retour à la normale de la production agricole, après la récolte record de l'an dernier. Les secteurs de la construction et des services devraient prendre la relève en tant que principaux moteurs de croissance, dans la mesure où plusieurs grands projets s'intensifient, notamment la rénovation de l'aéroport, la construction du barrage de Kandadji, les activités du Millennium Challenge Corporation et une cimenterie. Ces projets sont essentiellement financés par le secteur privé ou les bailleurs de fonds. Le sommet de l'UA en juillet 2019 à Niamey contribue à ce nouvel élan. La croissance devrait avoisiner 7,3 % en moyenne par an sur les cinq prochaines années, en raison essentiellement de deux projets d'oléoducs : l'un pour transporter les produits pétroliers

raffinés à la frontière avec le Burkina Faso, et l'autre, plus important encore, jusqu'à la côte du Bénin, permettrait au Niger de devenir exportateur de pétrole brut et un producteur beaucoup plus important. La croissance bondirait à près de 12 % en 2022, une fois ces oléoducs entrés en service. L'exploitation aurifère artisanale se développe rapidement et pourrait bientôt supplanter l'uranium comme deuxième source de recettes d'exportations. Hormis une sécheresse, l'inflation devrait rester confortablement au-dessous du critère de convergence de l'UEMOA de 3 % sur toute la période de projection.

10. Le solde des transactions courantes devrait, semble-t-il, continuer de se détériorer, avant de s'améliorer à moyen terme. Les importations liées aux grands projets feront grimper le déficit courant de 18,2 % du PIB en 2018 à un pic de 22,4 % du PIB en 2020. Une fois la construction terminée et les projets démarrés, les exportations augmenteront considérablement, les importations seront de plus en plus remplacées par la production intérieure, et les intrants extérieurs destinés à la construction diminueront. D'ici 2024, le déficit des transactions courantes devrait diminuer pour se situer à environ 12 % du PIB.

11. Les autorités et les services du FMI s'accordent que le déficit extérieur élevé du Niger s'explique essentiellement par ses considérables besoins de développement. Ce déficit mérite d'être considéré avec prudence et il est plus faible que ne le suggère les principes fondamentaux et cadres de politique souhaitable (annexe II). Il peut toutefois être aussi considéré comme le revers d'importants apports de capitaux des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers qui répondent aux immenses besoins de développement du pays. Les interlocuteurs du secteur privé formel local ont fait part de leurs craintes en matière de compétitivité, bien que ces dernières soient liées davantage à des problèmes structurels (position géographique défavorable du Niger, médiocrité des infrastructures, omniprésence de la contrebande et lacunes du climat des affaires) qu'à un désalignement du taux de change.

12. Les autorités poursuivent l'assainissement des finances publiques dans des circonstances difficiles. Leurs efforts se heurtent à de forts vents contraires qui ont ajouté plus de 3½ % du PIB au déficit : la lutte contre le terrorisme a ajouté au moins 2 % du PIB aux dépenses de sécurité depuis 2011, tout en pesant sur l'activité économique et sur les recettes (annexe III), et la faiblesse des cours des produits de base a diminué les recettes d'environ 1½ % du PIB depuis 2014 (annexe IV). Toutefois, les autorités sont déterminées à redoubler d'efforts sur le plan budgétaire en 2019 et à réduire le déficit budgétaire de base d'environ 1 % du PIB, comme l'énonce la loi de finances, grâce à un train de mesures. Une loi de finances rectificative en grande partie neutre pour le déficit est en cours d'élaboration : elle tient compte d'une aide extérieure inattendue de 1,2 % du PIB, augmente les dépenses consacrées à la sécurité de 0,6 % du PIB, accroît légèrement et remanie les autres dépenses, et met de côté des montants élevés pour apurer les arriérés. En conséquence, le déficit budgétaire est légèrement plus faible et le déficit de base, qui ne tient pas compte des recettes sous la forme de dons, est légèrement plus élevé par rapport à la troisième revue du programme. Les autorités ont également souligné leur volonté de se conformer au critère de convergence de l'UEMOA d'un déficit budgétaire global de 3 % du PIB en 2020. Les recettes supplémentaires liées au développement futur de la production de pétrole brut permettront de

continuer de réduire le déficit à compter de 2022, parallèlement à l'augmentation des dépenses consacrées au développement.

| | Milliards de FCFA | Pourcentage du PIB |
|--|----------------------|-----------------------|
| Taxe sur les télécommunications (TATTIE) | 23,4 | 0,41 |
| Recouvrement des arriérés fiscaux | 15,0 | 0,26 |
| Seuil de TVA et imposition forfaitaire | 5,8 | 0,10 |
| Intégration du régulateur des télécommunications | 5,2 | 0,09 |
| Taxe bancaire au lieu de la TVA (TAFI) | 5,0 | 0,09 |
| Marquage des produits pétroliers | 3,0 | 0,05 |
| Total | 57,4 | 1,01 |

Source : Estimations des services du FMI.

13. La dynamique de la dette publique reste en général favorable, mais la faible base d'exportation du Niger limite ses capacités à contracter de la dette extérieure². Le cadre macroéconomique convenu entre les autorités et les services du FMI prévoit une réduction cumulée du ratio dette publique/PIB de quelque 10 points de pourcentage au cours des cinq prochaines années. La nouvelle analyse de viabilité de la dette (AVD) publique, réalisée pour la présente revue, est qualitativement identique à la version de décembre 2018 : tous les indicateurs restent nettement inférieurs aux seuils applicables dans le scénario de référence, mais le ratio dette/exportations dépasserait le plafond en cas de choc sur les cours des produits de base. En conséquence, le Niger obtient une notation de risque « modéré » de surendettement. Sur la base de la nouvelle AVD, l'opération PBG demandée précédemment par les autorités ramènerait probablement le ratio dette /exportations aux seuils applicables jusqu'à la fin de 2021, lorsque la base d'exportation du Niger se renforcera grâce au démarrage prévu des exportations de pétrole brut en 2022. Tous les autres indicateurs resteraient favorables. Il convient d'organiser, à partir de la nouvelle AVD, une réflexion entre toutes les parties prenantes sur les avantages, les coûts, les risques, la viabilité et la conception appropriée de cette opération.

14. Les risques liés aux perspectives de référence sont orientés vers la baisse (annexe V). Sur le plan économique, une aggravation des conditions de sécurité pourrait nuire à la croissance et aux finances publiques. Les autorités soulignent leur volonté de maintenir la situation sous contrôle et d'inverser progressivement la tendance, en s'attachant en priorité à prévoir des dépenses de sécurité adéquates dans le budget, tout en continuant de chercher à améliorer l'efficacité des dépenses afin d'utiliser au mieux des ressources limitées. Les perspectives pourraient également être assombries par une mise en œuvre décevante des grands projets, en particulier de l'oléoduc destiné aux exportations de pétrole brut (encadré). Du côté positif, un effort de grande envergure pour stimuler le secteur privé pourrait déclencher un cercle vertueux au-delà de ce qui est prévu dans les projections de référence.

² Voir Niger : Analyse de viabilité de la dette, juin 2019.

ENTRETIENS

Les entretiens entrant dans le cadre de la revue du programme appuyé par le FMI ont porté essentiellement sur l'évaluation des résultats budgétaires et du programme de réformes structurelles budgétaires. La consultation au titre de l'article IV a été axée sur les mesures visant à dynamiser le développement du secteur privé, clé de la réussite économique du Niger à moyen terme, et sur les moyens de renforcer les réformes de la gouvernance, en particulier l'amélioration de leur application. Le Niger affiche un bilan satisfaisant en matière de mise en œuvre des recommandations issues des consultations antérieures au titre de l'article IV (annexe VI).

A. Enjeux du programme

15. Les autorités et les services du FMI conviennent que le principal objectif du programme reste de faire de la solidité des finances publiques l'élément central de la stabilité macroéconomique. Le budget 2019 et la volonté d'abaisser le déficit budgétaire à 3 % du PIB au maximum en 2020 constituent un cadre approprié pour guider l'action des pouvoirs publics à cet égard. Les services du FMI notent qu'il faudra redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de 2020 : il s'agira notamment d'établir une solide base de recettes en mettant totalement en œuvre les réformes déjà en cours et de rationaliser les exonérations de manière ambitieuse. Les services du FMI insistent également sur la nécessité de mieux se prémunir contre les arriérés de paiements intérieurs, qui nuisent au secteur privé et sapent la crédibilité des autorités. Ces dernières sont d'accord sur le principe, mais soulignent les difficultés pratiques qu'elles rencontrent pour lever des fonds à temps sur des marchés locaux parfois capricieux. Une restructuration de la dette dans le cadre de l'opération PBG inaugurerait une période de financement plus stable. Un consensus s'est également dégagé sur la stratégie budgétaire à deux volets, à savoir accroître les recettes et améliorer la qualité des dépenses. Les services du FMI ont mis en garde contre toute pression budgétaire excessive sur le secteur privé formel local qui risquerait de nuire aux résultats économiques. Avec uniquement 550 grandes et moyennes entreprises immatriculées auprès des autorités fiscales, il est urgent d'élargir l'assiette fiscale.

Encadré 1. Importance macroéconomique de l'oléoduc d'exportation de pétrole

Les perspectives du secteur pétrolier au Niger sont bonnes. Les projections de référence intègrent les plans de construction par la CNPC d'un oléoduc qui permettra au Niger d'exporter du pétrole brut. La production de pétrole a démarré en 2011, lorsque la CNPC a mis en valeur un gisement pétrolier et construit une raffinerie locale. Toutefois, la production de pétrole brut et les exportations de produits pétroliers raffinés sont actuellement limitées par les capacités de la raffinerie de 20.000 barils par jour, et par la logistique des transports. L'oléoduc proposé, qui traversera le Bénin jusqu'à la côte, pourrait transporter jusqu'à 185.000 barils par jour, avec une expansion initiale de la capacité de production à 90.000 barils par jour. La mise en œuvre de ce projet devrait commencer cette année et durer trois ans, pour un coût de 5,7 milliards de dollars pour l'oléoduc et la poursuite de la mise en valeur du gisement.

L'expansion de la production et l'exportation de pétrole brut auront une forte incidence économique. Elles devraient démarrer en 2022 et atteindre leur pleine capacité d'ici 2025, ce qui ferait décoller la croissance du PIB réel à quelque 12 % en 2022 ainsi que les années suivantes, mais dans de moindres proportions. La croissance du revenu national brut (RNB) augmenterait également par le montant du contenu local et des recettes budgétaires supplémentaires. Ce projet nécessitera beaucoup d'importations durant la phase de construction, mais serait substantiellement bénéfique aux soldes intérieur et extérieur une fois lancées les exportations de pétrole brut. Selon les projections des cours mondiaux du pétrole des *Perspectives de l'économie mondiale*, les recettes d'exportation et les recettes budgétaires atteindraient toutes deux un pic en 2025, respectivement à 9 et 2 % du PIB.

Toutefois, ce projet comporte aussi des risques. Même s'il est financièrement viable en fonction des projections actuelles des cours du pétrole, ce projet implique la nécessité de négocier un itinéraire de passage à travers le Bénin et de prendre en compte les risques sécuritaires élevés dans la région. En conséquence, les projections doivent prendre en compte les risques de retards de mise en œuvre, notamment au niveau de la dette.

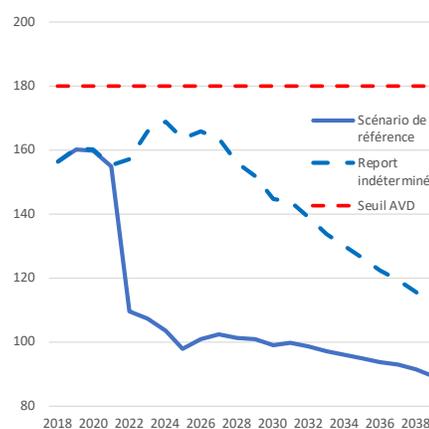
L'impact économique du projet est important. Son ajournement illimité modifierait considérablement les projections relatives à la croissance du PIB réel, aux recettes d'exportations et recettes budgétaires, et aux principaux indicateurs de la dette publique (en supposant que les objectifs de solde global du scénario de référence restent valables). Plus particulièrement, un retard indéfini du projet de pétrole brut rapprocherait temporairement la valeur actuelle de la dette publique extérieure du seuil de 180 % des exportations, ce qui menacerait la notation de risque « modéré » de surendettement public du Niger, établie par l'AVD. La politique budgétaire doit prendre ces risques en considération et éviter de dépenser les futures recettes pétrolières tant qu'elles ne se sont pas concrétisées.

Niger : Impact d'un report indéterminé du projet de pétrole brut

| | 2018-21 | 2022-25 | 2026-30 | 2031-39 |
|---|---------|---------|---------|---------|
| Croissance du PIB réel, % | | | | |
| Scénario de référence | 6,1 | 8,1 | 5,8 | 5,9 |
| Report indéterminé | 6,1 | 5,6 | 6,3 | 6,2 |
| Exportations de biens et services, % PIB | | | | |
| Scénario de référence | 16,4 | 23,5 | 23,6 | 22,4 |
| Report indéterminé | 16,4 | 16,1 | 16,3 | 17,4 |
| Recettes budgétaires, % PIB | | | | |
| Scénario de référence | 16,9 | 19,8 | 20,8 | 21,6 |
| Report indéterminé | 16,9 | 18,6 | 19,6 | 20,8 |
| VA dette publique, % PIB | | | | |
| Scénario de référence | 42,0 | 33,8 | 29,4 | 27,7 |
| Report indéterminé | 42,0 | 36,0 | 30,7 | 27,7 |
| VA dette extérieure, % des exportations de biens et services | | | | |
| Scénario de référence | 157,9 | 104,5 | 100,8 | 94,8 |
| Report indéterminé | 157,9 | 163,9 | 156,3 | 126,7 |

Sources : Autorités nigériennes ; et calculs des services du FMI.

Niger : Valeur actuelle de la dette extérieure contractée et garantie par l'État (CGE) (en pourcentage des exportations)



Sources : Autorités nigériennes ; et calculs des services du FMI.

Gestion des finances publiques

16. Les services du FMI préconisent la consolidation des progrès récents en matière de gestion de la dette publique. Depuis la mise en place du Comité interministériel de gestion de la dette et de l'appui budgétaire au milieu de l'année 2016, la dette contractée est beaucoup mieux contrôlée, mais la récente révision des données relatives à la dette et la persistance d'arriérés montrent qu'il existe encore une marge d'amélioration. Les autorités conviennent de mettre en place toutes les dispositions juridiques et organisationnelles nécessaires à la création d'un service dédié de gestion de la dette au sein du Trésor, avec une structure moderne de « front-middle-back office », conformément aux recommandations de l'assistance technique du FMI, d'ici la fin de l'année (*repère structurel proposé* pour fin décembre 2019). Compte tenu du recours croissant aux partenariats public-privé (PPP) et d'une certaine opacité sur la dette intérieure des entreprises publiques, les autorités acceptent la proposition des services du FMI consistant à élargir le mandat du Comité interministériel de façon à prendre en compte les risques budgétaires associés. En outre, elles rassurent les services du FMI que, contrairement à l'impression générale, seules quatre conventions de PPP ont été signées depuis l'adoption de la nouvelle législation en mars 2018. Les quatre sont structurées en opérations de construction-exploitation-transfert (CET), et ne présentent donc que peu de risque pour les finances publiques.

17. La mise en place du compte unique du Trésor (CUT) a bien avancé. La quasi-totalité des comptes des entités publiques auprès des banques commerciales ayant été clos, il reste à renforcer les fonctions bancaires du Trésor. Les services du FMI proposent également de virer le plus rapidement possible les comptes de trois entités importantes ayant bénéficié d'une dérogation. Les autorités devraient également se pencher sur l'écart considérable, de l'ordre de 1 % du PIB, entre les soldes initiaux des entités auprès des banques commerciales et les montants virés au CUT. Les autorités sont d'accord, tout en signalant que les entités publiques ont des besoins de dépenses légitimes depuis l'enquête réalisée en décembre 2016. Le conseiller technique résident du FMI continuera d'apporter son appui, qui portera aussi sur les questions de gestion de trésorerie.

Augmentation des recettes

18. Il est fondamental d'accroître les recettes pour assainir les finances publiques et dégager un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires. Les autorités et les services du FMI sont d'accord sur ce point, et les services du FMI engagent les autorités à accélérer les mesures administratives, en particulier dans le but d'établir une solide base de recettes pour le budget 2020. S'agissant de la politique fiscale, il est devenu impossible de respecter le repère structurel à fin juin 2019 relatif à un texte de loi sur la réduction des exonérations fiscales, mais un comité présentera ses propositions en juin pour examen et les modifications juridiques seront intégrées à loi de finances 2020 (*il est proposé de reporter les repères structurels* à fin juin et fin septembre 2019). Les autorités soulignent également qu'il est possible d'améliorer la gestion des exonérations, notamment en prévenant mieux les pertes liées aux importations exonérées d'impôts sur le marché intérieur. En 2022, le démarrage prévu des exportations de pétrole brut devrait permettre d'accroître les recettes environ 2 % du PIB.

19. D'importantes réformes des administrations fiscale et douanière sont en cours :

- **Un dispositif consacré au recouvrement des arriérés fiscaux** a été mis en place. Les services du FMI ont engagé les autorités à accélérer la réduction du stock d'arriérés, qui est resté plus ou moins identique depuis la dernière revue, en suivant les objectifs quantitatifs fixés dans le plan de performance de l'administration fiscale.
- **Le marquage moléculaire des produits pétroliers** serait un outil très efficace pour lutter contre la contrebande, qui reste omniprésente malgré certains succès enregistrés grâce aux mesures d'application de sanctions. La recherche d'un prestataire efficace à un prix abordable a été plus longue que prévu. Le marquage devrait être appliqué à compter de la fin de l'année 2019, selon les autorités.
- **Le régime de valorisation des importations de l'OMC** est en cours de mise en place avec l'assistance technique du FMI et a déjà permis de dégager d'importantes augmentations de recettes. La constitution en cours de la base de données sur les valeurs et l'application intégrale du régime de valorisation des importations par les valeurs transactionnelles présentent un potentiel considérable de recettes supplémentaires.
- **Les logiciels informatiques** des administrations fiscale et douanière sont connectés, ce qui doit donner lieu à des résultats significatifs dès que le service de renseignements fiscaux intensifiera les recoupements fondés sur le risque. L'assistance technique du FMI accompagnera cet effort de réforme dans le cadre de l'aide générale au renforcement de l'administration fiscale.
- **Les plans de performance** des administrations fiscale et douanière sont en cours de finalisation (*mesure préalable*). Les autorités et les services du FMI sont convenus d'indicateurs qui tiennent compte des principaux engagements, à savoir accroître le nombre de contribuables fiscalement actifs et élargir l'application de la valeur transactionnelle dans l'évaluation des importations, sur la base des recommandations de l'assistance technique du FMI.

Qualité et efficacité des dépenses de l'État

20. Malgré les efforts déployés pour accroître les recettes, l'enveloppe de ressources du Niger reste modeste, d'où l'importance d'optimiser la qualité et l'efficacité des dépenses de l'État. Les autorités souscrivent pleinement à cet impératif. Elles soulignent que l'efficacité des dépenses est particulièrement importante pour laisser de la place aux dépenses de sécurité fondamentales, qui font elles-mêmes l'objet d'un strict contrôle d'efficacité, notamment par une étroite surveillance des prix d'achat d'équipements. Plus particulièrement :

- **Le budget-programme**, établi pour la première fois en 2018 sur les recommandations de l'assistance technique du FMI, sera amélioré pour 2020, avec une meilleure affectation des coûts généraux par programme et indicateur de résultats.
- **Le double cadre d'autorisations d'engagements et de crédits de paiements (AE/CP)** sera mis en place pour les principaux ministères dans le budget 2020. Le vote de plans triennaux de

dépenses assorti de confirmations annuelles contribuera à assurer la continuité des programmes en cours et à faciliter la planification. Cette réforme est également accompagnée par l'assistance technique du FMI.

- L'amélioration de **l'efficacité du programme d'investissement public** est une priorité absolue pour les autorités. Le double cadre d'autorisations d'engagements et de crédits de paiements y contribuera, mais sur la base des conclusions du récent rapport d'évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA), les services du FMI suggèrent également de mieux respecter l'obligation d'évaluer les propositions d'investissement avant de les soumettre au comité de sélection. Le programme d'investissement public serait plus cohérent si les PPP étaient mieux pris en compte.
- Les autorités se sont fixé des objectifs ambitieux pour réformer **le système de passation des marchés publics**. Elles surveillent étroitement la proportion d'appels d'offres concurrentiels, en vue de la faire passer d'environ deux tiers actuellement au taux de 95 % qui est la norme de l'UEMOA. L'arriéré des vérifications en suspens des marchés publics est en cours de règlement et le système informatique est en cours de mise à niveau.
- Les autorités ont assuré l'équipe du FMI que **les risques budgétaires associés aux PPP** sont faibles. Elles ont toutefois accepté de les faire entrer dans le mandat du Comité interministériel de la dette publique et de l'appui budgétaire et de les inclure dans leurs rapports trimestriels. Les services du FMI ont recommandé d'avoir de moins en moins recours aux offres de PPP non sollicitées et aux attributions de contrats sans appel d'offre concurrentiel, le cas échéant.

Efficiences du secteur public

21. D'autres réformes visant à améliorer l'efficacité du secteur public sont en cours.

- Dans le cadre de la réforme de la gestion des **ressources humaines**, un examen fonctionnel des ministères et la préparation d'une base de données biométrique de tous les fonctionnaires et employés de l'État sont en cours.
- Les autorités entreprennent une **réforme de la gouvernance des entreprises publiques et des entités administratives publiques**. Des contrôles de la performance des principales entreprises et entités administratives publiques ont été réalisés et sont en cours d'évaluation par le ministère des Finances. Leurs conclusions serviront de fondement à l'amélioration des structures de gouvernance, notamment la surveillance financière, la sélection des membres des conseils d'administration, les audits et le traitement des informations financières. Les services du FMI ont souligné l'importance d'avoir des entreprises publiques avec des situations financières saines pour se prémunir contre les risques budgétaires et assurer des services de qualité suffisante au secteur privé. Ces contrôles devront être évalués rapidement et communiqués aux services du FMI.

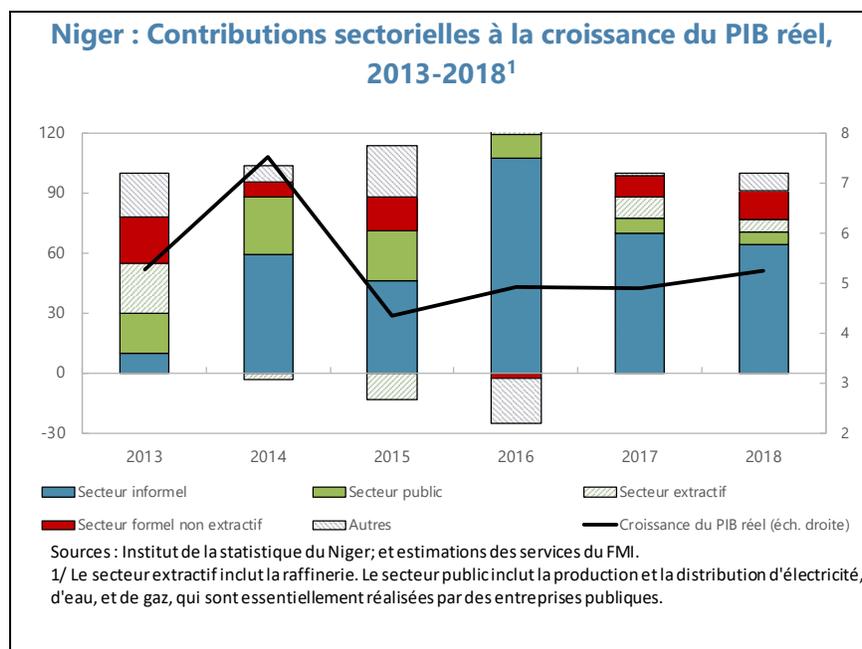
- Les autorités entendent remédier à la **prolifération d'organismes publics** dans le cadre d'un examen des fonctions de l'État. Les services du FMI ont fait part de leur inquiétude face à la complexité et la croissance de ces organismes, qui coûtent cher, dispersent les ressources, enferment les talents dans des procédures bureaucratiques, compliquent l'identification d'interlocuteurs appropriés pour les bailleurs de fonds, et finissent par nuire à la qualité des services rendus à la population. Des mesures intérimaires devront être envisagées en attendant la fin de cet examen.
- Un examen de **l'efficacité des programmes d'aide sociale** est en cours. Les autorités mettent en place un mécanisme de suivi des principaux programmes sociaux (*repère structurel* à fin juin 2019), qui devrait renforcer l'efficacité de ces programmes, tels que celui des cantines scolaires.

B. Développement du secteur privé³

22. L'avenir économique du Niger passe par le développement de son secteur privé formel local, qui reste au stade embryonnaire. La croissance du PIB repose essentiellement sur le secteur informel et le secteur public. Le secteur privé formel local représente moins de 10 % du PIB. Même s'il a vu sa part s'accroître lentement ces dernières années, il est en présence d'une concurrence déloyale de la part du secteur informel et de la contrebande de marchandises. Compte tenu de la faible productivité du secteur informel et des limites par rapport à la taille du secteur public, il est impératif de formaliser l'économie et de développer le secteur privé formel local pour relever les niveaux de vie et créer des emplois. En effet, avec la plus forte croissance démographique au monde, le Niger doit compléter l'effort de création d'emplois par des mesures visant à réduire la croissance démographique, telles qu'elles sont énoncées dans son Plan de développement économique et social 2017-2021.

23. Les autorités et les services du FMI conviennent qu'une masse critique de réformes structurelles pourrait aider le secteur privé à passer à la vitesse supérieure. Les autorités font des progrès, mais un effort ambitieux et global de développement du secteur privé pourrait enclencher un cercle vertueux. Il s'agit de donner une impulsion pour élaborer une stratégie efficace.

³ Voir le prochain document de travail du FMI intitulé « Constructing a Positive Shock to Unlock the Private Sector in Niger ».



24. Les autorités et les services du FMI conviennent également qu'il appartient aux autorités de prendre l'initiative d'une vaste mobilisation de toutes les parties prenantes en faveur du développement du secteur privé. Il serait bon que les autorités fassent connaître leur volonté en proposant une liste prioritaire de mesures concrètes et réalisables. Des consultations assorties de délais avec le secteur privé et les bailleurs de fonds permettraient de mieux définir le programme des autorités. Ces consultations permettraient également d'obtenir des engagements de la part du secteur privé, tels que la construction d'infrastructures, et des bailleurs de fonds, tels qu'un renforcement et un recentrage de leur appui. Les services du FMI mettent en garde contre la création de nouvelles plateformes pour ce dialogue indispensable, mais préconisent de conjuguer et de renforcer celles qui existent déjà qui, selon les interlocuteurs du secteur privé, ne sont pas vraiment propices à un réel dialogue.

25. Compte tenu des ressources financières et des capacités humaines limitées, une démarche ciblée s'impose. La stratégie doit être axée sur des réformes qui bénéficient au secteur privé dans son ensemble. Toutefois, en cas d'établissement de priorités sectorielles, la stratégie pourrait s'appuyer sur des options accessibles, déjà recensées dans les études existantes : extension de la chaîne de valeur, productivité agricole, activités de substitution des importations, et secteur des ressources naturelles. Les bienfaits de l'IDE seraient optimisés par un fort contenu local, des contributions budgétaires équitables, et des incitations maîtrisées.

26. Les priorités des réformes structurelles sont bien connues grâce aux études existantes. Les principaux obstacles sont les suivants :

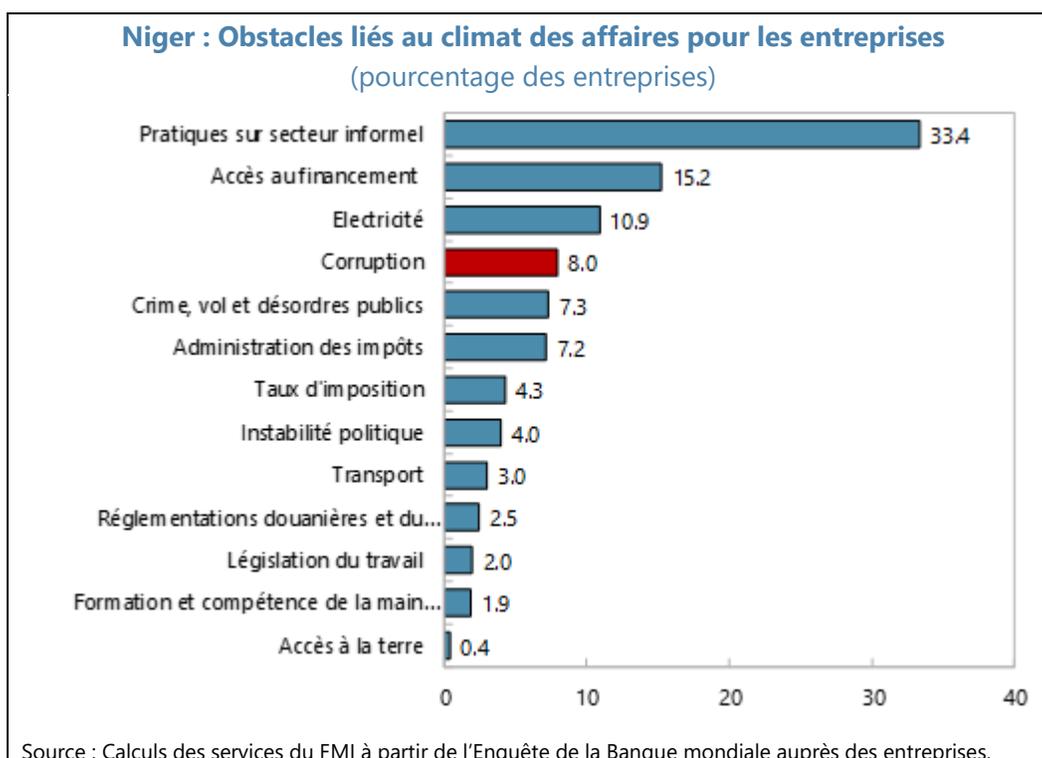
- **Accès au financement.** Les banques nigériennes sont stables, mais le crédit au secteur privé, à 14 % du PIB, est limité. Il convient de prendre des mesures pour renforcer l'intermédiation

financière et encourager les banques à prêter davantage au secteur privé. La bancarisation en cours des opérations financières de l'État devrait contribuer à augmenter les dépôts et les volumes de prêt des banques. La consolidation des finances publiques devrait être utile aussi, ainsi que le bureau de crédit, désormais pleinement opérationnel. Les services du FMI recommandent de rendre pleinement opérationnels les nouveaux dispositifs de financement et de mieux les faire connaître. Le crédit-bail et les garanties ne sont pas encore utilisés dans la pratique, et ni le dispositif régional de crédit de la BCEAO, ni le fonds spécial FISAN de crédit au secteur rural, ne sont prêts. Le crédit appuyé par les bailleurs de fonds auprès du guichet spécial de la Maison de l'Entreprise est freiné par des obligations de cofinancement.

- **Microfinance.** Le secteur de la microfinance, très dysfonctionnel, contribue à hauteur de 0,7 % du PIB au crédit au secteur privé. Sur la base de la nouvelle stratégie d'inclusion financière, il conviendra de redynamiser la microfinance, notamment en organisant une table ronde des bailleurs de fonds pour assurer son financement, consolider ses institutions, dispenser des programmes d'éducation financière, et en renforçant les capacités des institutions de microfinance. L'instance de réglementation devra intensifier la sélection de nouveaux prestataires et le contrôle des institutions de microfinance existantes.
- **Électricité.** L'accès à une électricité fiable constitue une préoccupation majeure. Eu égard aux récentes hausses tarifaires et des conclusions d'un nouveau rapport d'audit, il convient de réformer d'urgence l'entreprise publique d'électricité et de la tenir responsable de la fiabilité des services fournis et de sa viabilité financière, tandis que les bailleurs de fonds contribueront à étendre l'accès. Les prix à la consommation sont du même ordre que ceux des États-Unis, alors que les coupures de courant sont très fréquentes, même dans la capitale.
- **Secteur informel.** La difficulté de contrôler les frontières, l'application insuffisante de la réglementation et de la fiscalité, et la petite taille des entreprises sont autant de facteurs qui nourrissent le secteur informel. Compte tenu des nombreux obstacles, notamment le manque de services d'homologation, la difficulté de faire respecter les contrats, et l'accès limité au crédit, il existe peu d'incitations, même pour le secteur formel, à créer des entreprises formelles. Une refonte à la fois des coûts et des avantages s'impose pour encourager les entreprises à entrer dans le secteur formel. Les avantages pourraient consister notamment à avoir accès à des dispositifs spéciaux de financement, aux services d'organismes redynamisés d'établissement de règles et de normes, qui sont essentielles pour les exportateurs, et à bénéficier de procédures douanières simplifiées. En revanche, les entreprises informelles dépassant une certaine taille devraient se soumettre à des mesures d'application appropriées. Il conviendrait également d'élargir l'assiette fiscale pour mettre toutes les entreprises sur un pied d'égalité et réduire la charge qui pèse sur celles déjà présentes dans le secteur formel.

C. Favoriser la bonne gouvernance et lutter contre la corruption⁴

27. La mauvaise gouvernance nuit au secteur privé au Niger. La corruption est envahissante au Niger, 86 % des personnes interrogées la décrivant comme « généralisée ». Les administrations fiscale et douanière sont perçues comme les pires responsables, suivies de la police et des marchés publics. La corruption se classe au quatrième rang des obstacles auxquels se heurtent les entreprises, et l'analyse des services du FMI constate une incidence très négative des pots-de-vin sur la croissance du chiffre d'affaires et de la productivité, notamment pour les jeunes entreprises et les exportateurs.

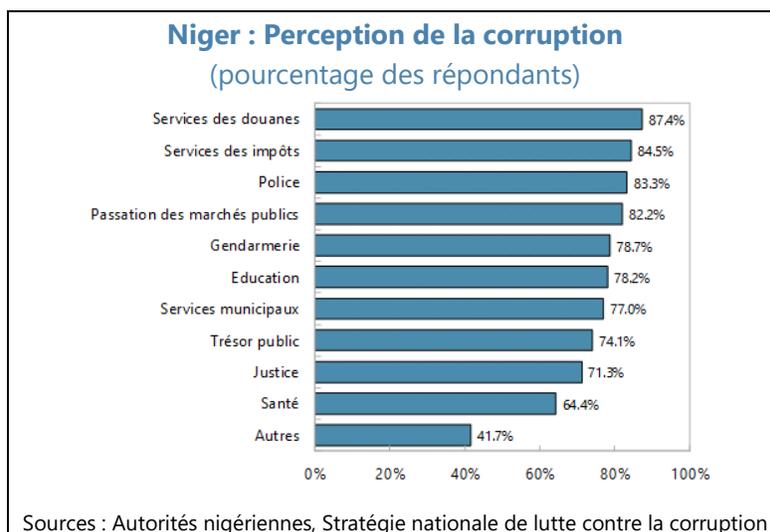


28. Les autorités ont entrepris des réformes salutaires, mais il reste du travail à accomplir.

Le Niger est partie aux conventions anti-corruption des Nations-Unies, de l'UA, et de la CEDEAO. Il a créé en 2011 une autorité de lutte contre la corruption (HALCIA), qu'il a renforcée en 2016. Le ministère de la Justice a mis en place une ligne téléphonique gratuite dédiée au dépôt de plaintes en 2011, et les autorités ont adopté une nouvelle stratégie de lutte contre la corruption l'an dernier. Le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) a aussi été considérablement renforcé. En outre, le Niger qui a fait marche arrière en se retirant de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, est en train d'annuler ce processus, et sa réintégration est en bonne voie d'ici la fin de l'année. Toutefois, des lacunes subsistent dans les cadres institutionnels et juridiques, et la mise en œuvre reste un problème de taille. L'Indépendance

⁴ Voir document de la série des questions générales intitulé « Navigating the Challenges of Governance in Niger ».

de HALCIA doit être renforcée. Les défaillances de l'état de droit sont flagrantes et des améliorations s'imposent notamment en matière d'exécution des contrats.



29. Les autorités et les services du FMI conviennent qu'il est nécessaire de remanier le régime de déclaration de patrimoine des hauts responsables nigériens, comme mesure directe de lutte contre la corruption. En vertu de la constitution, les hauts responsables sont tenus de déclarer leur patrimoine. Toutefois, à défaut de dispositions subordonnées précisant les autres responsables de haut niveau soumis à cette obligation et la liste des avoirs à déclarer, et compte tenu du faible respect de cette obligation, seule la déclaration des avoirs personnels du Président est à jour et accessible au public. Les autorités préparent une législation sur la déclaration de patrimoine, conforme aux pratiques optimales internationales, en consultation avec le département Juridique du FMI (*repère structurel* à fin septembre 2019). Les services du FMI ont fait part des principaux éléments à inclure : définition raisonnable des représentants de l'État soumis à cette obligation de déclaration de patrimoine ; liste des catégories d'actifs à déclarer, notamment ceux détenus par des parents proches et associés ; établissement de délais clairs pour la remise des déclarations et de sanctions en cas de non-conformité ; vérification fondée sur le risque et publication intégrale des déclarations.

30. Parallèlement au renforcement des cadres juridique et institutionnel, il conviendra de redoubler d'efforts pour assurer une meilleure application. Les autorités entendent réexaminer le financement de grandes institutions, telles que la Cour des comptes, encourager un suivi plus rigoureux des dossiers, et accroître la visibilité des organismes chargés de la lutte contre la corruption en faisant mieux connaître leur travail, notamment en affichant les rapports annuels de l'HALCIA sur leur site Web.

31. Les autorités reconnaissent également l'importance de lutter indirectement contre la corruption en réduisant les risques de corruption. Plusieurs réformes déjà envisagées sont utiles à cet égard, essentiellement en rationalisant les procédures pour limiter les points de contact direct

entre agents de la fonction publique ayant la possibilité de prendre des décisions discrétionnaires. Il s'agit notamment de favoriser la mise en concurrence pour les marchés publics, d'améliorer la gouvernance des entreprises publiques et des industries extractives, de réduire les exonérations discrétionnaires, bancarisation des paiements budgétaires, de mettre en place un CUT, d'instituer des contrôles douaniers fondés sur le risque, de poursuivre l'automatisation en ligne des procédures administratives et de simplifier les procédures administratives de manière générale.

32. Les autorités et les services du FMI conviennent que le renforcement de la transparence budgétaire aidera à enrayer la responsabilité vis-à-vis du public. Une plus grande transparence aiderait à enrayer les pratiques de corruption en permettant à la société civile de contribuer à la surveillance des finances publiques que les fonctionnaires surchargés ne peuvent pas effectuer eux-mêmes. La publication du projet de loi de finances 2019 soumis au Parlement a été une première étape. L'effort doit maintenant être élargi en instaurant l'obligation légale de publier les principaux documents en temps opportun, tels que les résultats budgétaires, les projets de budget et les lois de finances votées, y compris les lois de finances rectificatives, un budget citoyen, les grandes conventions signées avec les investisseurs étrangers, les contrats de PPP, et les attributions de marchés publics. Le Journal officiel de l'État doit être accessible en ligne gratuitement.

MODALITÉS DU PROGRAMME

33. Les autorités sollicitent une prorogation du programme de 3 mois jusqu'à avril 2020 et un rééchelonnement des décaissements, pour maintenir l'espace semestriel entre les dernières revues et avoir davantage de temps pour achever les grandes réformes, notamment l'apurement des arriérés intérieurs et la gestion de la dette, qui, sinon, dépasseront la période du programme. La date d'évaluation pour l'achèvement de la sixième revue du programme sera repoussée à décembre 2019. De nouveaux critères de réalisation quantitatifs, repères structurels, et objectifs indicatifs sont proposés pour fin décembre 2019 conformément aux projections de la troisième revue. Un nouveau repère structurel est proposé pour fin décembre 2019. Les critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs proposés pour mars à décembre 2019 sont présentés au tableau 2 du MPEF. Les repères structurels existants, ceux proposés pour de nouvelles dates, et les repères structurels nouvellement proposés et récurrents pour juin à décembre 2019 figurent aux tableaux 4 et 6 du MPEF. Le calendrier de décaissements révisé est indiqué au tableau 7 du MPEF.

34. Les autorités font part de leur volonté de remédier aux lacunes dans la mise en œuvre du programme. Les mesures préalables proposées sont un plan d'apurement des arriérés de paiements intérieurs et de prévention de leur réapparition, et l'adoption de plans de performance pour les administrations fiscale et douanière. En raison des retards dans l'apurement des arriérés, les autorités sollicitent, avec le soutien des services du FMI, i) une dérogation pour non-observation du critère de réalisation périodique relatif au plafond sur le stock d'arriérés à fin décembre 2018 et du critère de réalisation continu relatif aux arriérés intérieurs pour 2019, compte tenu des mesures correctrices incluses dans la mesure préalable à la présente revue ; ii) la modification du critère de réalisation continu relatif au plafond sur le stock d'arriérés à l'avenir ; et iii) la modification de

l'élément d'ajustement du critère de réalisation relatif au plafond sur le financement intérieur à fin juin 2019. En outre, les autorités sollicitent, et les services du FMI appuient leur demande, la mise en place d'un nouvel élément d'ajustement limité, à la hausse et à la baisse des critères de réalisation relatifs au plafond sur le financement intérieur et au plafond sur la dette extérieure contractée, pour prendre en compte la restructuration de la dette dans le cadre d'une éventuelle opération garantie sur la base de la politique (PBG) avec la Banque mondiale.

35. La capacité du Niger à rembourser le FMI reste convenable, mais est sujette à des risques, que des mesures figurant dans le programme visent à atténuer. Compte tenu de la solidité et de la mise en œuvre du programme jusqu'à présent, le Niger devrait avoir une capacité suffisante à rembourser le FMI, notamment lorsque les remboursements atteindront des pics de 1,6 % des recettes fiscales en 2024 et 1,4 % des exportations en 2021 (tableau 8). Les principaux risques concernent l'évolution de la situation sécuritaire, les chocs climatiques et les capacités d'exécution. Le programme demeure intégralement financé.

36. Une évaluation actualisée des sauvegardes de la BCEAO a été achevée en 2018. Ses conclusions sont les suivantes : la banque centrale régionale conserve un dispositif de contrôle solide, les dispositions relatives aux audits sont globalement conformes aux normes internationales et les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales de communication financière (IFRS). La BCEAO a récemment renforcé le rôle de surveillance de son comité d'audit, conformément aux recommandations de l'évaluation.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

37. La mise en œuvre par les autorités du programme appuyé par la FEC reste globalement satisfaisante dans un contexte difficile. Tous les objectifs quantitatifs périodiques à fin décembre 2018 et fin mars 2019 ont été atteints, à l'exception de l'objectif à fin décembre et du critère de réalisation continu relatifs à l'apurement des arriérés de paiements intérieurs. La volonté des autorités d'apurer tous les arriérés restants au cours du troisième trimestre 2019 après le versement d'un important remboursement en juin, et d'éviter l'apparition de nouveaux arriérés, est bienvenue. Les réformes structurelles ont raisonnablement bien progressé, en dépit d'un certain nombre de retards. La volonté des autorités d'achever les plans de performance pour les administrations des recettes, afin de guider le renforcement systématique des capacités pour accroître les recettes, est importante. Les services du FMI encouragent les autorités à poursuivre l'ensemble des réformes budgétaires structurelles, notamment la réduction des exonérations fiscales.

38. La croissance enregistrée récemment par le Niger est encourageante. L'accélération de plusieurs projets de grande envergure financés par le secteur privé ou les bailleurs de fonds donne une forte impulsion à l'économie. L'oléoduc éventuel d'exportation de pétrole serait un précieux atout pour l'économie, dans la mesure où il permettrait de tirer parti du contenu local et de générer des ressources pour le budget. Pour pérenniser la dynamique, il importe que le secteur privé formel local devienne partie intégrante de cette réussite. Il est actuellement confronté à de multiples

obstacles auxquels les autorités et les bailleurs doivent remédier d'urgence en privilégiant des solutions qui permettent de réaliser des progrès tangibles immédiats sur le terrain.

39. Le Niger a besoin d'une aide extérieure pour faire face à une situation sécuritaire difficile. Les autorités accordent à juste titre la priorité absolue à la sécurité, qu'elles considèrent comme un préalable au développement, mais l'insuffisance des ressources entrave leurs meilleurs efforts. Une aide extérieure supplémentaire, non génératrice d'endettement, pour les services de sécurité constituera un bon investissement non seulement pour le Niger mais pour l'ensemble de la région et même au-delà.

40. Le Niger a renforcé considérablement ses finances publiques. Le déficit budgétaire a été sensiblement réduit ces dernières années, et en particulier en 2018. Les autorités restent déterminées à se conformer au critère de convergence de l'UEMOA d'un déficit budgétaire global maximum de 3 % du PIB. Les exportations de pétrole et la hausse de la production qui sont attendues consolideraient aussi largement les finances publiques, dont la solidité demeure le pilier de la stabilité macroéconomique.

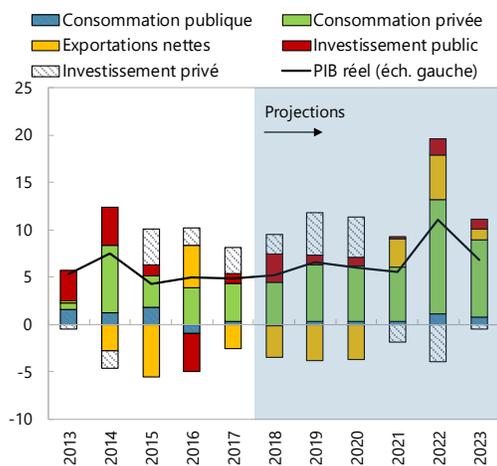
41. Les services du FMI encouragent les autorités à continuer de mettre en œuvre leur programme de réformes structurelles plus large. Il doit être prioritaire de remédier aux lacunes législatives qui subsistent et d'assurer la bonne mise en œuvre des dispositifs de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. En outre, le programme de réformes des autorités comporte nombre d'éléments qui ont pour effet secondaire de limiter les risques de corruption, notamment la réforme des entreprises publiques, l'ouverture à la concurrence de la passation des marchés publics, l'élimination progressive des paiements en espèces dans le secteur public et la diminution du nombre d'exonérations fiscales.

42. Les services du FMI appuient les demandes des autorités : i) une dérogation pour non-observation du critère de réalisation relatif à l'apurement des arriérés de paiements intérieurs à fin décembre 2018 et du critère de réalisation continu pour 2019, compte tenu des corrections apportées au titre de la mesure préalable ; ii) une proposition de modification de critères de réalisation ; iii) la conclusion de la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC ; et iv) une prorogation de l'accord au titre de la FEC. La lettre d'intention et le mémorandum de politiques économiques et financières (MPEF) en annexe énoncent les mesures à prendre en vue d'atteindre les objectifs du programme en 2019.

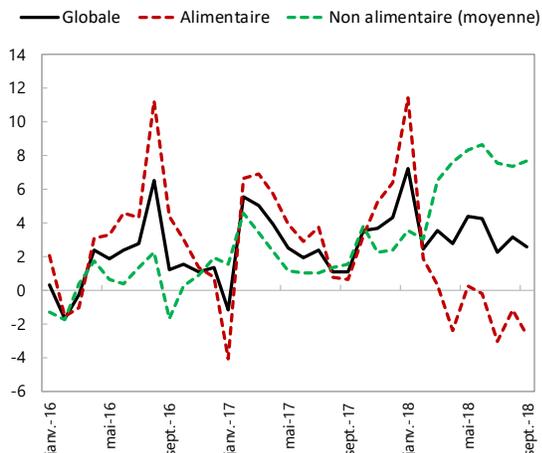
43. Il est proposé que les prochaines consultations au titre de l'article IV se déroulent selon le cycle de 24 mois.

Graphique 1. Niger : Évolution économique récente et perspectives

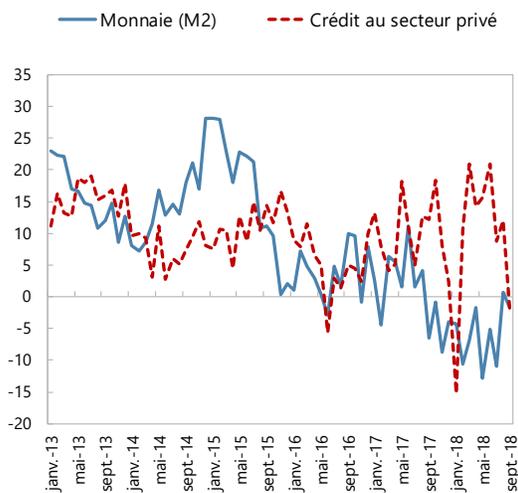
Contribution à la croissance du PIB réel, 2013-2023
(variation de pourcentage, en glissement annuel)



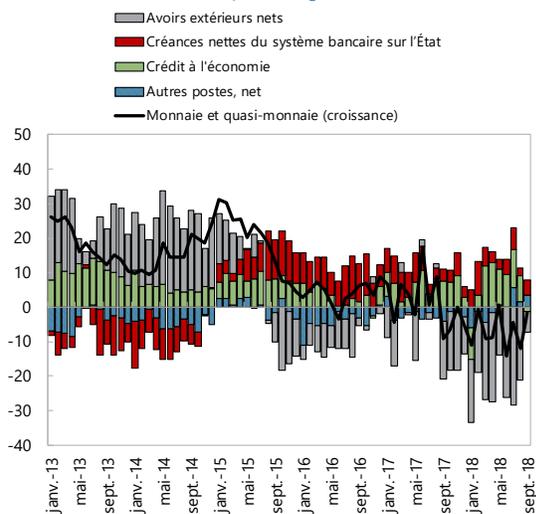
Inflation, jan. 2016- déc. 2018
(variation de pourcentage, en glissement annuel)



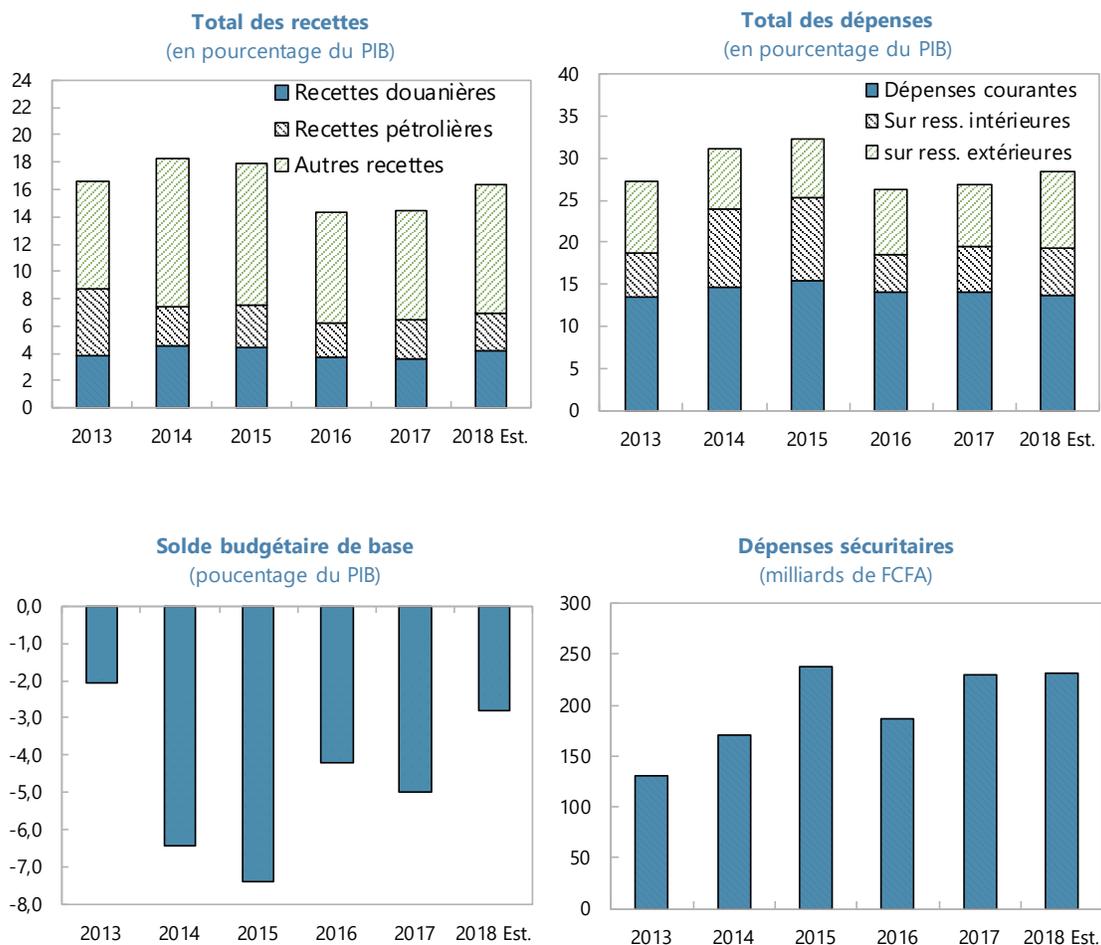
Croissance du crédit et de la monnaie, jan. 2013- déc. 2018
(variation de pourcentage en glissement annuel)



Contribution à la croissance de la monnaie au sens large, jan. 2013- déc. 2018
(pourcentage)



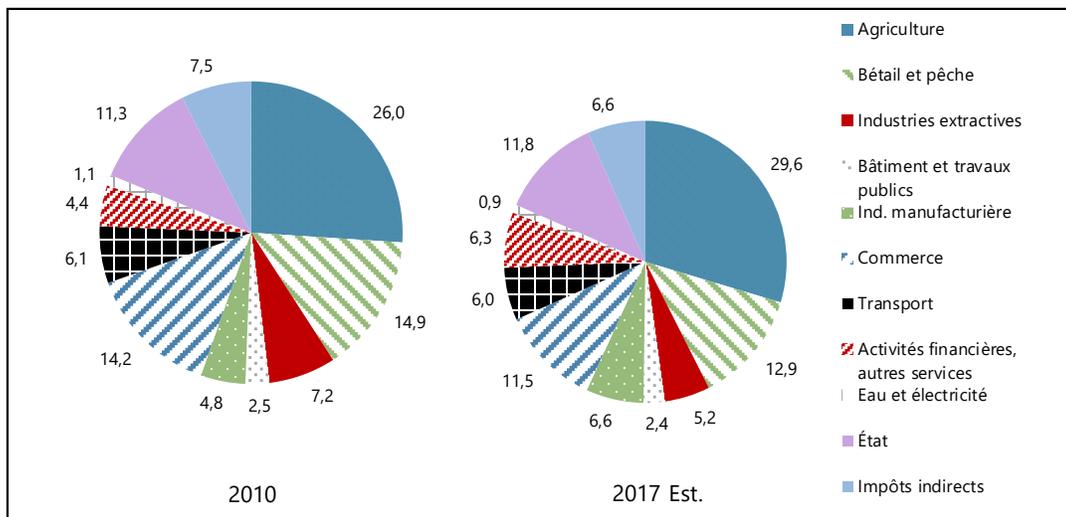
Sources: Autorités nigériennes ; et calculs des services du FMI.

Graphique 2. Niger : Évolution de la situation budgétaire, 2013–2018

Sources : Autorités nigériennes ; et calculs des services du FMI.

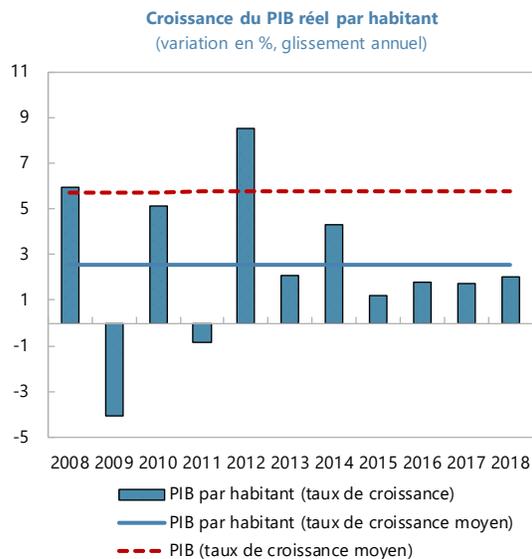
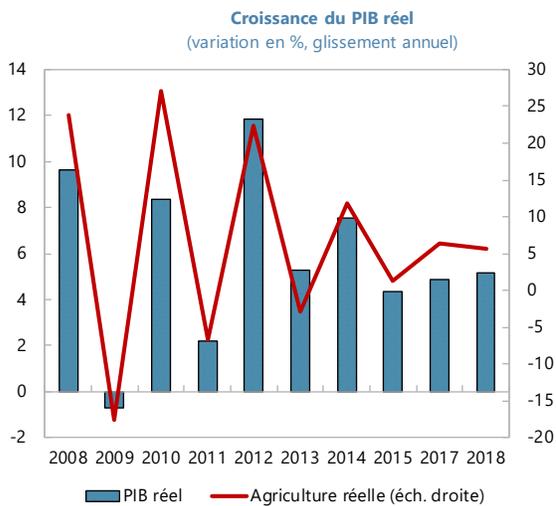
Graphique 3. Niger : Composition du PIB et volatilité de la production

La part des industries extractives dans le PIB reste faible et a encore diminué en raison de la baisse des cours internationaux. La part de l'agriculture et du bétail continue à dominer.



En conséquence, la croissance du PIB est très instable et en proie aux chocs climatiques sur l'agriculture.

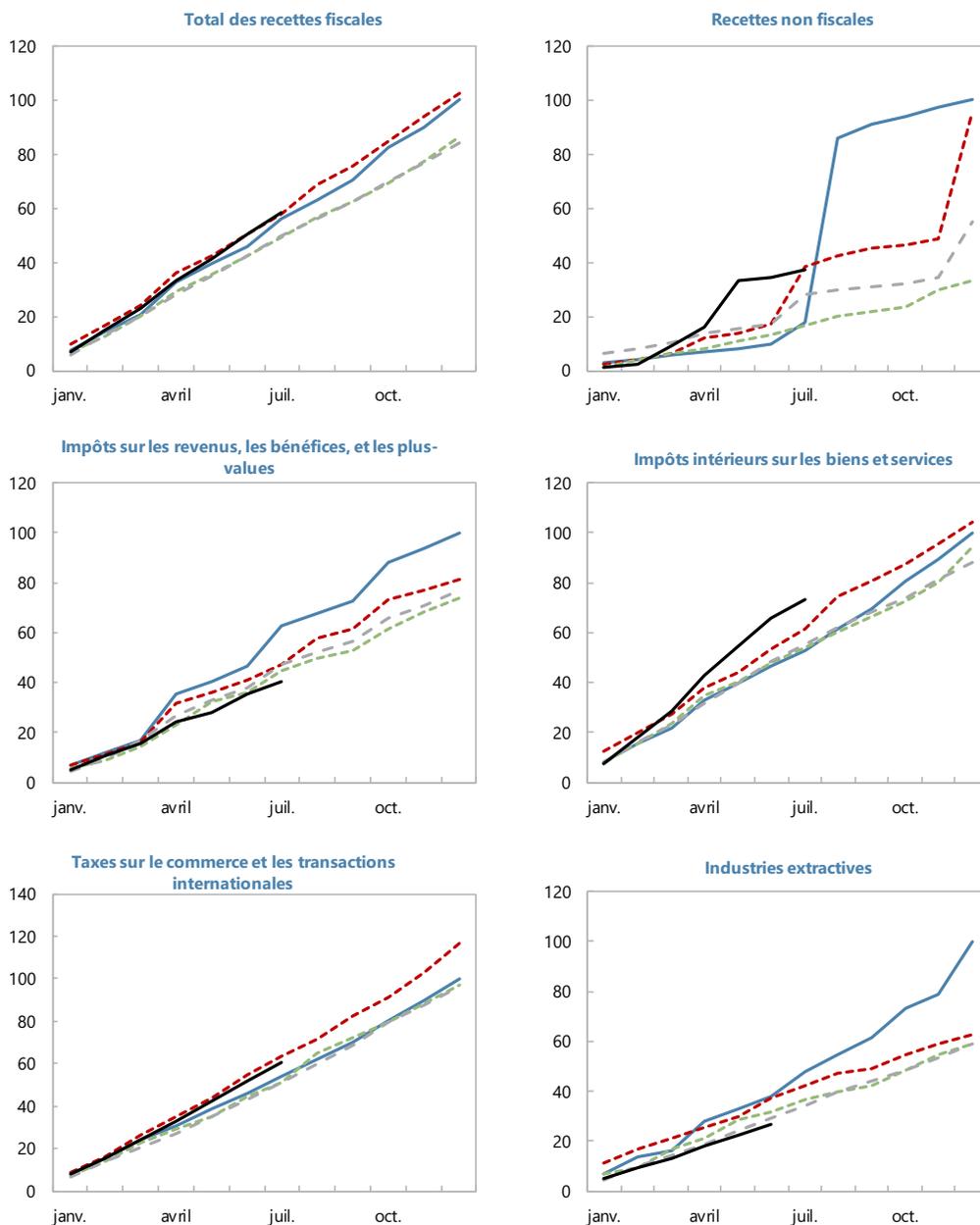
La croissance du PIB par habitant est très instable et, en raison d'une forte croissance démographique, elle est en moyenne faible.



Sources : Autorités nigériennes; et calculs des services du FMI.

Graphique 4. Niger : Performance fiscale, 2014–2018
 (valeurs cumulées, décembre 2014 = 100, actualisées avec PIB nominal)

— 2014 - - - 2015 - - - 2016 - - - 2017 — 2018

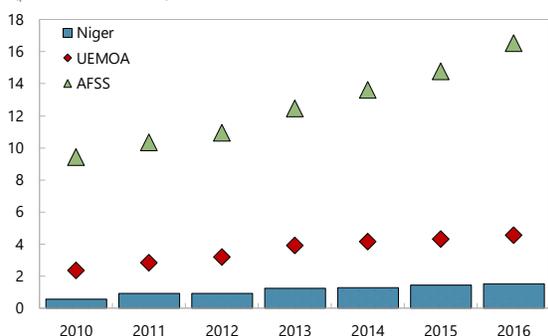


Sources : Autorités nigériennes; et calculs des services du FMI.

Graphique 5. Indicateurs d'inclusion financière
(valeurs cumulées, décembre 2014 = 100, PIB nominal actualisé)

Guichets automatiques, 2010-2016

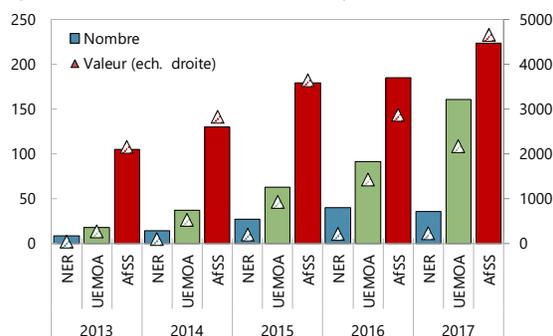
(pour 100.000 adultes)



Source : Enquête du FMI sur l'accès aux services financiers.

Transactions par téléphonie mobile, 2013-2017

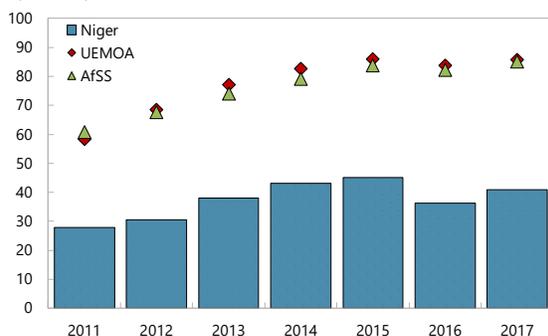
(nombre en millions; valeur en milliards de FCFA)



Source : Enquête du FMI sur l'accès aux services financiers.

Abonnements de téléphonie mobile, 2011-2017

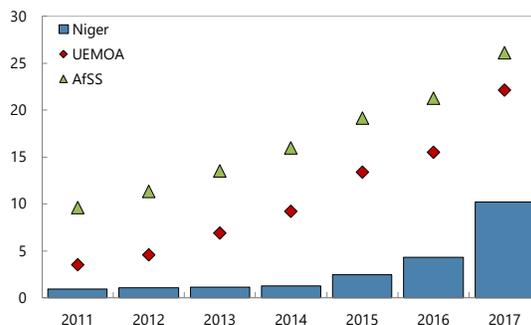
(pour 100 personnes)



Source : Indicateurs du développement dans le monde.

Utilisateurs d'internet, 2011-2017

(pourcentage de la population)

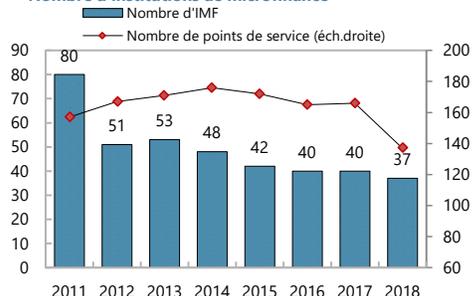


Source : Indicateurs du développement dans le monde.

Graphique 6. Niger: Indicateurs clés du secteur de la microfinance, 2011-2018

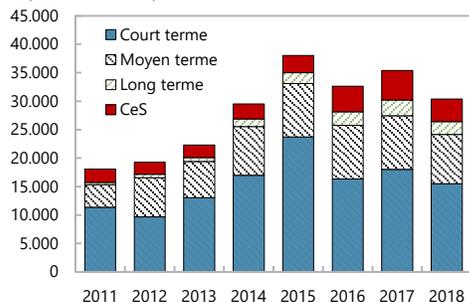
Le secteur de la microfinance n'a cessé de régresser depuis 2011.

Nombre d'institutions de microfinance



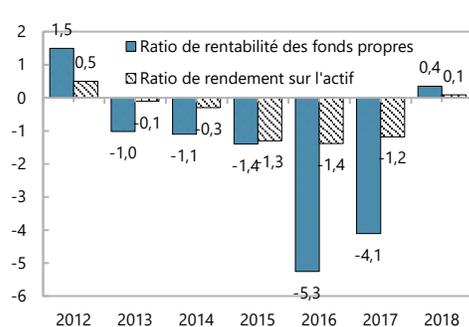
... pour financer les crédits à court et à moyen terme.

Répartition des crédits par échéance (millions de FCFA)



... et les IMF ont enregistré une rentabilité négative...

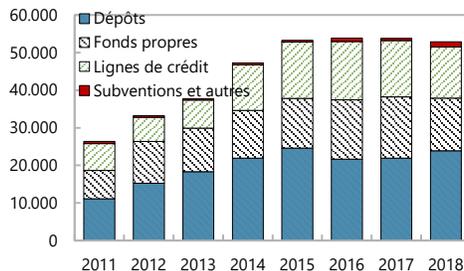
Rentabilité des institutions de microfinance



Sources : ARSM; et calculs des services du FMI. Les données de 2018 se rapportent à juin 2018. CeS: Créances en souffrance

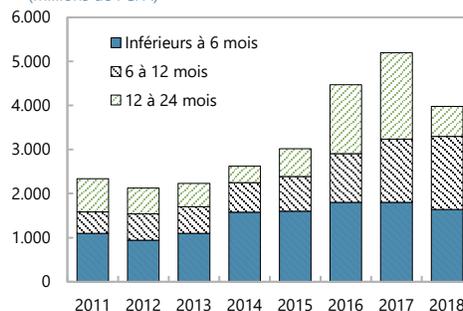
Les institutions de microfinance (IMF) comptent essentiellement sur les dépôts ...

Ressources des institutions de microfinance



Mais les créances en souffrance n'ont cessé d'augmenter...

Créances en souffrance (millions de FCFA)



... tandis que la conformité aux ratios prudentiels a été inégale.

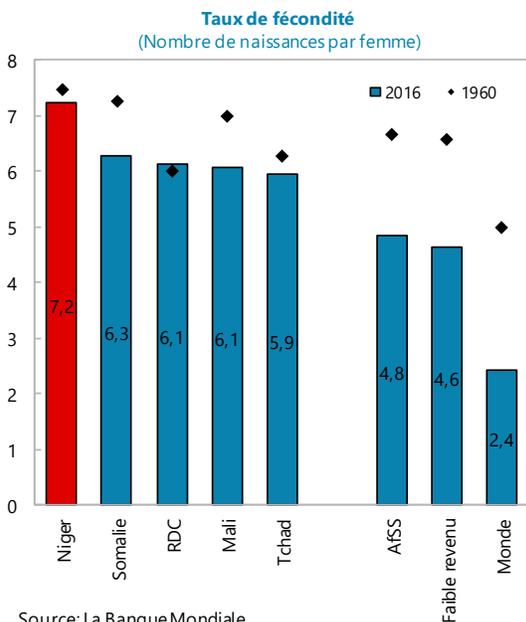
Conformité aux ratios prudentiels, fin juin 2018 (% d'IMF en conformité)



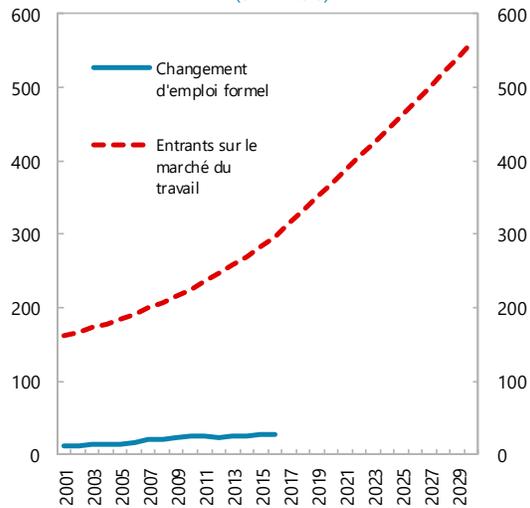
Graphique 7. Niger : Démographie

Le Niger a le taux de fécondité le plus élevé du monde et, à 3,9 %, l'un des taux de croissance démographique les plus élevés.

Cette situation rend encore plus difficile la création d'emplois dans l'économie formelle pour le flot grandissant de nouveaux arrivants sur le marché du travail.



Entrants sur le marché du travail et création d'emplois formels
(en milliers)

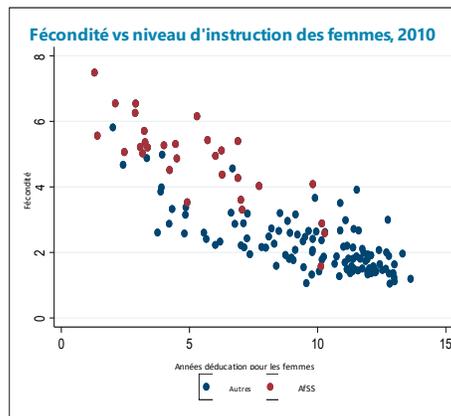
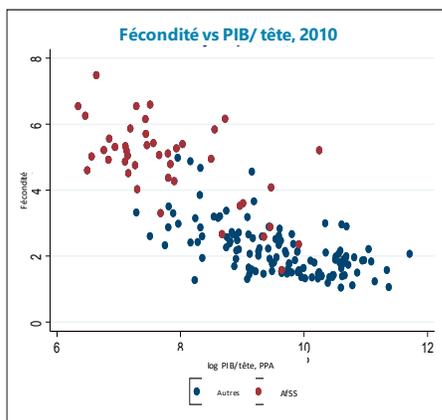


Source: La Banque Mondiale.

Sources: La Banque Mondiale; OIT; et estimations des services du FMI.

La fécondité élevée coïncide avec un faible revenu par habitant et une faible croissance du PIB réel par habitant.

Le relèvement du niveau d'instruction des femmes est un moyen de faire baisser les taux de fécondité. La réduction de la mortalité infantile est également efficace à cet égard.



Source : Estimations des services du FMI.

Tableau 1. Niger : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2016–2024

| | 2016 | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|-------|-------|---------------|-------|---------------|-------|-------|-------|-------------|-------|-------|
| | | | 3ème revue | Est. | 3ème revue | Prog. | | | Projections | | |
| (Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Produit intérieur brut et prix | | | | | | | | | | | |
| PIB à prix constants | 4,9 | 4,9 | 5,2 | 6,5 | 6,5 | 6,3 | 6,0 | 5,6 | 11,9 | 6,1 | 6,8 |
| Production pétrolière (milliers de barils par jour) | 17 | 18 | 18 | 17 | 20 | 20 | 20 | 20 | 70 | 83 | 97 |
| Déflateur du PIB | 0,2 | -0,1 | 3,3 | 2,6 | 2,4 | 1,5 | 2,5 | 2,1 | 1,4 | 2,0 | 2,0 |
| Indice des prix à la consommation | | | | | | | | | | | |
| Moyenne de la période | 0,2 | 0,2 | 3,3 | 2,7 | 2,4 | 1,6 | 2,5 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| Fin de période | -2,2 | 1,8 | 2,9 | 1,6 | 2,2 | 2,9 | 2,0 | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | | | | |
| Exportations, f.à.b. (en francs CFA) | -4,9 | 14,4 | 6,3 | -3,7 | 11,7 | 14,6 | 8,3 | 6,1 | 62,5 | 10,4 | 12,8 |
| <i>Dont: exportations autres que l'uranium</i> | 7,9 | 22,6 | 18,5 | 3,3 | 15,2 | 16,4 | 9,7 | 9,3 | 72,1 | 14,5 | 13,5 |
| Importations, f.à.b. (en francs CFA) | -13,0 | 11,7 | 15,8 | 15,0 | 17,7 | 15,9 | 16,4 | -4,8 | 5,5 | 2,4 | 8,2 |
| Volume d'exportations | -3,3 | 19,2 | 2,1 | -3,8 | 11,8 | 14,0 | 5,5 | 2,7 | 81,1 | 10,1 | 12,4 |
| Volume d'importations | -14,3 | 7,3 | 12,7 | 12,8 | 16,4 | 14,7 | 15,0 | -7,2 | 3,7 | 0,3 | 6,2 |
| Termes de l'échange (détérioration -) | -3,2 | -7,7 | -1,7 | -1,7 | -0,7 | -0,5 | 1,4 | 0,8 | -11,9 | -1,7 | -1,6 |
| Finances publiques | | | | | | | | | | | |
| Recettes totales | -16,2 | 5,7 | 23,8 | 26,7 | 5,6 | 3,7 | 16,4 | 11,6 | 22,8 | 10,4 | 10,5 |
| Dépenses totales et prêts nets | -14,4 | 6,7 | 15,5 | 18,8 | 8,9 | 6,9 | 7,0 | 4,6 | 15,5 | 7,7 | 8,0 |
| <i>Dont: dépenses budgétaires courantes</i> | -4,5 | 5,6 | 4,7 | 6,0 | 8,4 | 6,4 | 4,0 | 10,6 | 19,2 | 10,4 | 9,2 |
| <i>Dont: dépenses en capital</i> | -23,4 | 7,8 | 27,4 | 33,0 | 9,3 | 7,3 | 9,6 | -0,4 | 12,1 | 5,1 | 6,8 |
| (Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | | | |
| Crédit intérieur | 14,2 | 11,4 | 20,7 | 11,4 | 14,7 | 10,4 | 6,1 | 12,3 | 10,0 | 9,0 | 8,3 |
| Crédits à l'État (net) | 605,7 | 48,1 | 49,1 | 127,8 | 10,5 | 8,0 | -14,2 | 10,3 | -2,0 | -10,9 | -20,2 |
| Crédits à l'économie | 5,5 | 7,7 | 16,9 | -4,5 | 15,5 | 11,2 | 12,5 | 12,8 | 12,8 | 13,1 | 12,9 |
| Avoirs intérieurs nets | 22,8 | 10,7 | 29,6 | 13,5 | 19,6 | 17,9 | 11,4 | 14,5 | 11,2 | 9,0 | 6,3 |
| Monnaie au sens large (pourcentage) | 8,7 | -4,9 | 12,0 | -2,1 | 7,4 | 8,4 | 5,0 | 8,9 | 17,7 | 16,8 | 13,6 |
| Vitesse de circulation de la monnaie au sens large (ratio) | 3,7 | 4,1 | 4,0 | 4,6 | 4,0 | 4,6 | 4,7 | 4,7 | 4,5 | 4,2 | 4,0 |
| (Pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Finances publiques | | | | | | | | | | | |
| Total des recettes | 14,3 | 14,4 | 16,4 | 16,7 | 15,9 | 16,0 | 17,2 | 17,8 | 19,3 | 19,7 | 19,9 |
| Dépenses totales et prêts nets | 26,3 | 26,8 | 28,5 | 29,2 | 28,4 | 28,9 | 28,4 | 27,6 | 28,1 | 28,0 | 27,7 |
| <i>Dont: Dépenses courantes</i> | 14,0 | 14,1 | 13,6 | 13,7 | 13,5 | 13,5 | 12,9 | 13,3 | 13,9 | 14,2 | 14,3 |
| <i>Dont: Dépenses en capital</i> | 12,3 | 12,7 | 14,9 | 15,5 | 14,9 | 15,4 | 15,5 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 13,5 |
| Solde budgétaire de base (dons exclus) 1/ | -4,2 | -5,0 | -2,8 | -4,0 | -2,8 | -3,0 | -1,1 | -1,0 | -0,7 | -0,9 | -0,7 |
| Solde budgétaire global (base engagements, dons inclus) 2/ | -6,1 | -5,7 | -4,4 | -4,1 | -4,5 | -4,1 | -3,0 | -2,7 | -2,4 | -2,3 | -2,0 |
| Formation brute de capital fixe | | | | | | | | | | | |
| Privée | 38,4 | 40,0 | 43,0 | 42,9 | 45,5 | 45,3 | 47,9 | 44,4 | 36,3 | 34,1 | 33,0 |
| Publique | 26,0 | 27,3 | 28,1 | 27,5 | 30,5 | 30,0 | 32,4 | 30,1 | 22,1 | 20,4 | 19,6 |
| Epargne nationale brute | 12,3 | 12,7 | 14,9 | 15,5 | 14,9 | 15,4 | 15,5 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 13,5 |
| Dont épargne privée | 22,8 | 24,3 | 23,8 | 24,8 | 24,4 | 25,5 | 25,5 | 25,0 | 21,7 | 21,2 | 21,2 |
| Epargne intérieure | 20,0 | 20,3 | 18,2 | 18,0 | 18,8 | 19,0 | 17,8 | 17,2 | 13,6 | 12,9 | 12,6 |
| Epargne extérieure | 21,3 | 21,5 | 22,0 | 21,8 | 22,2 | 22,3 | 22,8 | 22,6 | 22,0 | 21,8 | 21,8 |
| Solde du compte extérieur courant | | | | | | | | | | | |
| Hors dons pour l'assistance budgétaire | -17,4 | -18,5 | -21,2 | -20,9 | -23,6 | -22,8 | -24,8 | -21,6 | -16,4 | -14,9 | -13,7 |
| Dons pour l'assistance budgétaire compris | -15,5 | -15,7 | -19,2 | -18,2 | -21,1 | -19,8 | -22,4 | -19,4 | -14,5 | -12,9 | -11,8 |
| Ratio du service de la dette en pourcentage | | | | | | | | | | | |
| Des exportations de biens et de services | 7,6 | 5,1 | 7,9 | 7,1 | 9,2 | 9,6 | 11,4 | 13,6 | 9,4 | 8,9 | 8,0 |
| Des recettes budgétaires | 8,6 | 6,2 | 8,0 | 6,7 | 9,8 | 9,8 | 10,9 | 12,9 | 11,1 | 10,4 | 9,5 |
| Total de la dette contractée et garantie par l'État 3/ | 44,6 | 54,4 | 50,5 | 53,8 | 50,8 | 54,2 | 52,7 | 51,0 | 47,0 | 45,3 | 43,3 |
| Dette extérieure contractée et garantie par l'État | 33,5 | 35,3 | 34,0 | 35,0 | 34,9 | 36,5 | 37,1 | 37,1 | 35,3 | 35,1 | 34,7 |
| VAN de la dette extérieure | 25,5 | 23,1 | 22,5 | 24,5 | 23,7 | 26,2 | 26,4 | 26,3 | 24,9 | 24,7 | 24,4 |
| Dette publique intérieure 3/ | 11,1 | 19,1 | 16,5 | 18,8 | 15,8 | 17,8 | 15,6 | 13,9 | 11,7 | 10,2 | 8,6 |
| Aide étrangère | 10,5 | 10,6 | 12,0 | 11,5 | 12,9 | 13,9 | 13,1 | 11,6 | 10,7 | 10,0 | 9,7 |
| (En milliards de francs CFA) | | | | | | | | | | | |
| PIB à prix courants du marché | 4.511 | 4.726 | 5.135 | 5.163 | 5.600 | 5.571 | 6.056 | 6.527 | 7.402 | 8.011 | 8.721 |
| PIB à prix courants (variation annuelle en pourcentage) | 5,2 | 4,8 | 8,6 | 9,2 | 9,1 | 7,9 | 8,7 | 7,8 | 13,4 | 8,2 | 8,9 |

Sources : Autorités nigériennes; estimations et projections des services du FMI.

1/ Recettes hors dons moins dépenses nettes des dépenses de capital financées sur ressources extérieures.

2/ Recettes dons compris moins dépenses; critère de l'UEMOA.

3/ À partir de 2017, le stock de la dette inclut la dette associée aux

contrats PPP qui représente 4,5 et 4,2 pourcent du PIB en 2017 &

2018 respectivement et qui devrait être progressivement

remboursée d'ici 2033.

Tableau 2. Niger : Opérations financières de l'administration centrale, 2016–2024
(en milliards de francs CFA)

| | 2016 | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---------|---------|---------------|---------|---------------|---------|---------|---------|-------------|---------|---------|
| | | | 3ème revue | Est. | 3ème revue | Prog. | | | Projections | | |
| Total des recettes | 643,8 | 680,8 | 842,8 | 862,4 | 889,8 | 894,0 | 1.040,6 | 1.160,8 | 1.426,1 | 1.574,3 | 1.739,4 |
| <i>Dont</i> : recettes d'ordre de paiement | 36,1 | 35,0 | 125,0 | 156,1 | 75,3 | 75,3 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Recettes fiscales | 606,9 | 619,9 | 766,5 | 787,7 | 834,0 | 834,0 | 960,6 | 1.068,3 | 1.299,6 | 1.431,2 | 1.584,7 |
| Commerce international | 164,7 | 172,2 | 215,9 | 194,1 | 244,4 | 244,4 | 283,8 | 318,9 | 372,8 | 419,5 | 456,6 |
| Biens et services | 239,0 | 233,8 | 307,3 | 354,2 | 323,8 | 323,8 | 346,2 | 374,8 | 461,0 | 485,8 | 552,0 |
| Revenus | 156,2 | 170,8 | 178,0 | 175,8 | 206,1 | 206,1 | 265,7 | 298,1 | 379,1 | 432,2 | 473,7 |
| Autres | 47,0 | 43,1 | 65,3 | 63,5 | 59,7 | 59,7 | 64,9 | 76,4 | 86,7 | 93,8 | 102,4 |
| Recettes non fiscales | 27,9 | 48,6 | 65,7 | 66,8 | 39,0 | 43,2 | 60,3 | 64,8 | 95,1 | 109,1 | 117,6 |
| Recettes des comptes spéciaux | 8,9 | 12,3 | 10,6 | 7,9 | 16,8 | 16,8 | 19,7 | 27,7 | 31,4 | 34,0 | 37,1 |
| Dépenses totales et prêts nets | 1.187,9 | 1.267,1 | 1.462,9 | 1.505,3 | 1.592,8 | 1.608,9 | 1.720,9 | 1.799,7 | 2.079,4 | 2.239,4 | 2.419,0 |
| <i>Dont</i> : dépenses financées sur ressources intérieures | 832,7 | 916,5 | 987,2 | 1.066,9 | 1.047,6 | 1.063,7 | 1.108,2 | 1.229,1 | 1.476,9 | 1.642,9 | 1.797,9 |
| <i>Dont</i> : financement sur recettes intérieures, numéraire | 796,7 | 881,4 | 862,2 | 910,7 | 972,4 | 988,5 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Total des dépenses courantes | 631,3 | 666,9 | 698,1 | 707,1 | 756,6 | 752,6 | 782,5 | 865,0 | 1.031,3 | 1.138,3 | 1.243,6 |
| Dépenses budgétaires | 609,5 | 642,7 | 674,2 | 688,0 | 731,0 | 727,0 | 761,1 | 845,5 | 1.009,1 | 1.114,3 | 1.217,4 |
| Traitements et salaires | 265,1 | 269,7 | 276,4 | 273,5 | 284,7 | 284,7 | 295,3 | 330,0 | 400,7 | 445,7 | 489,6 |
| Matériels et fournitures | 107,1 | 112,0 | 115,0 | 134,9 | 130,1 | 120,5 | 124,9 | 139,7 | 169,6 | 188,6 | 207,2 |
| Subventions et transferts | 197,6 | 215,3 | 219,6 | 212,8 | 241,9 | 247,5 | 256,7 | 286,9 | 348,3 | 387,4 | 425,6 |
| Intérêts exigibles | 41,9 | 47,0 | 63,2 | 67,6 | 74,3 | 74,3 | 84,3 | 88,9 | 90,6 | 92,7 | 95,1 |
| <i>Dont</i> : dette extérieure | 18,4 | 16,4 | 23,1 | 21,2 | 26,8 | 26,8 | 35,6 | 41,5 | 44,4 | 47,3 | 50,4 |
| Ajustements et dépenses fiscales | -2,4 | -1,4 | 0,0 | -0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Budgets annexes/comptes spéciaux 1/ | 21,8 | 24,2 | 23,9 | 19,1 | 25,6 | 25,6 | 21,4 | 19,6 | 22,2 | 24,0 | 26,1 |
| Dépenses en capital et prêts nets | 556,6 | 600,2 | 764,8 | 798,2 | 836,2 | 856,3 | 938,4 | 934,7 | 1.048,1 | 1.101,1 | 1.175,4 |
| Dépenses | 556,6 | 600,2 | 764,8 | 798,2 | 836,2 | 856,3 | 938,4 | 934,7 | 1.048,1 | 1.101,1 | 1.175,4 |
| Sur ressources intérieures | 201,4 | 249,6 | 289,1 | 359,8 | 291,0 | 311,1 | 325,7 | 364,1 | 445,7 | 504,6 | 554,3 |
| <i>Dont</i> : financement sur recettes intérieures, cash | 165,4 | 214,6 | 164,1 | 203,7 | 215,7 | 235,8 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Sur ressources extérieures | 355,2 | 350,6 | 475,7 | 438,5 | 545,2 | 545,2 | 612,7 | 570,6 | 602,5 | 596,5 | 621,1 |
| <i>Dont</i> : dons extérieurs | 204,0 | 201,0 | 307,5 | 303,3 | 334,7 | 334,7 | 364,4 | 331,5 | 347,5 | 336,2 | 348,2 |
| prêts extérieurs | 151,2 | 149,6 | 168,2 | 135,2 | 210,5 | 210,5 | 248,3 | 239,1 | 255,0 | 260,3 | 272,9 |
| Prêts nets | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde global (base engagement dons compris, critère de l'UEMOA) | -273,9 | -267,4 | -228,1 | -214,0 | -249,9 | -226,0 | -183,2 | -176,3 | -179,0 | -187,4 | -175,7 |
| Solde de base 2/ | -188,9 | -235,7 | -144,4 | -204,5 | -157,9 | -169,8 | -67,6 | -68,3 | -50,9 | -68,6 | -58,5 |
| Variation des arriérés et fonds en route (réduction -) | 19,0 | -53,7 | -54,3 | -10,8 | 0,0 | -43,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| <i>Dont</i> : variation des arriérés de paiement | 19,0 | -53,7 | -54,3 | -10,7 | 0,0 | -43,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde global (base encais./décaissements) | -525,1 | -640,1 | -674,4 | -653,7 | -703,1 | -758,6 | -680,3 | -638,9 | -653,3 | -665,1 | -679,6 |
| Financement | 525,1 | 640,1 | 674,4 | 653,7 | 687,6 | 758,6 | 680,3 | 638,9 | 653,3 | 665,1 | 679,6 |
| Financement extérieur | 441,2 | 480,4 | 574,0 | 563,1 | 649,6 | 717,9 | 723,1 | 653,8 | 682,0 | 696,8 | 744,0 |
| Dons | 270,3 | 319,0 | 392,0 | 428,9 | 453,2 | 489,0 | 497,1 | 462,6 | 474,3 | 477,7 | 503,9 |
| <i>Dont</i> : financement du budget | 66,2 | 118,0 | 84,5 | 125,7 | 118,5 | 154,3 | 132,7 | 131,1 | 126,9 | 141,5 | 155,7 |
| Prêts | 203,4 | 182,9 | 222,4 | 166,4 | 252,1 | 284,6 | 299,0 | 293,9 | 314,8 | 326,9 | 345,8 |
| <i>Dont</i> : financement du budget | 52,2 | 33,3 | 54,1 | 31,2 | 41,6 | 74,1 | 50,7 | 54,8 | 59,8 | 66,7 | 73,0 |
| Amortissement exigible | -32,5 | -21,5 | -40,3 | -32,2 | -55,7 | -55,7 | -73,0 | -102,6 | -107,2 | -107,8 | -105,8 |
| Allègement de la dette (y compris dette en négociation) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Financement intérieur | 84,0 | 159,7 | 100,4 | 90,6 | 38,0 | 40,7 | -42,8 | -14,9 | -28,7 | -31,7 | -64,4 |
| Secteur bancaire | 11,6 | 105,1 | 59,8 | 47,3 | 19,0 | 22,2 | -42,5 | 26,5 | -5,7 | -30,4 | -50,1 |
| FMI | 6,6 | 19,2 | 20,7 | 18,1 | 16,1 | 32,1 | 3,3 | -16,4 | -18,4 | -21,0 | -21,7 |
| Avances statutaires (y compris autres avances) | -8,2 | -8,4 | 0,0 | -8,7 | 0,0 | 0,0 | -3,6 | -1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépôts auprès de la BCEAO | 31,0 | -65,3 | 12,6 | 62,3 | -1,1 | -1,1 | 0,0 | 0,0 | -5,0 | -10,0 | -15,0 |
| Titres d'Etat nets et autres | -17,8 | 159,6 | 26,5 | -24,4 | 4,0 | -8,8 | -42,3 | 43,9 | 17,7 | 0,6 | -13,3 |
| Secteur non bancaire | 72,4 | 54,6 | 40,6 | 43,4 | 18,9 | 18,5 | -0,3 | -41,4 | -22,9 | -1,3 | -14,3 |
| Écart de financement (+) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Sources: Autorités nigériennes ; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Les comptes spéciaux incluent le financement du Fonds national des retraites, du fonds d'investissement prioritaires, et du fonds pour formation professionnelle continue

2/ Revenu moins dépenses nettes des dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

Tableau 3. Niger : Opérations financières de l'administration centrale, 2016–2024
(en pourcentage du PIB)

| | 2016 | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|-------|-------|---------------|-------|---------------|-------|-------|------|------|------|------|
| | | | 3ème revue | Est. | 3ème revue | Prog. | | | | | |
| Total des recettes | 14,3 | 14,4 | 16,4 | 16,7 | 15,9 | 16,0 | 17,2 | 17,8 | 19,3 | 19,7 | 19,9 |
| <i>Dont</i> : recettes d'ordre de paiement | 0,8 | 0,7 | 2,4 | 3,0 | 1,3 | 1,4 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Recettes fiscales | 13,5 | 13,1 | 14,9 | 15,3 | 14,9 | 15,0 | 15,9 | 16,4 | 17,6 | 17,9 | 18,2 |
| Commerce international | 3,7 | 3,6 | 4,2 | 3,8 | 4,4 | 4,4 | 4,7 | 4,9 | 5,0 | 5,2 | 5,2 |
| Biens et services | 5,3 | 4,9 | 6,0 | 6,9 | 5,8 | 5,8 | 5,7 | 5,7 | 6,2 | 6,1 | 6,3 |
| Revenus | 3,5 | 3,6 | 3,5 | 3,4 | 3,7 | 3,7 | 4,4 | 4,6 | 5,1 | 5,4 | 5,4 |
| Autres | 1,0 | 0,9 | 1,3 | 1,2 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 |
| Recettes non fiscales | 0,6 | 1,0 | 1,3 | 1,3 | 0,7 | 0,8 | 1,0 | 1,0 | 1,3 | 1,4 | 1,3 |
| Recettes des comptes spéciaux | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Dépenses totales et prêts nets | 26,3 | 26,8 | 28,5 | 29,2 | 28,4 | 28,9 | 28,4 | 27,6 | 28,1 | 28,0 | 27,7 |
| <i>Dont</i> : dépenses financées sur ressources intérieures | 18,5 | 19,4 | 19,2 | 20,7 | 18,7 | 19,1 | 18,3 | 18,8 | 20,0 | 20,5 | 20,6 |
| <i>Dont</i> : financement sur recettes intérieures, cash | 17,7 | 18,6 | 16,8 | 17,6 | 17,4 | 17,7 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Total des dépenses courantes | 14,0 | 14,1 | 13,6 | 13,7 | 13,5 | 13,5 | 12,9 | 13,3 | 13,9 | 14,2 | 14,3 |
| Dépenses budgétaires | 13,5 | 13,6 | 13,1 | 13,3 | 13,1 | 13,0 | 12,6 | 13,0 | 13,6 | 13,9 | 14,0 |
| Traitements et salaires | 5,9 | 5,7 | 5,4 | 5,3 | 5,1 | 5,1 | 4,9 | 5,1 | 5,4 | 5,6 | 5,6 |
| Matériels et fournitures | 2,4 | 2,4 | 2,2 | 2,6 | 2,3 | 2,2 | 2,1 | 2,1 | 2,3 | 2,4 | 2,4 |
| Subventions et transferts | 4,4 | 4,6 | 4,3 | 4,1 | 4,3 | 4,4 | 4,2 | 4,4 | 4,7 | 4,8 | 4,9 |
| Intérêts exigibles | 0,9 | 1,0 | 1,2 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,2 | 1,2 | 1,1 |
| <i>Dont</i> : dette extérieure | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 |
| Adjustements et dépenses fiscales | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Budgets annexes/comptes spéciaux 1/ | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Dépenses en capital et prêts nets | 12,3 | 12,7 | 14,9 | 15,5 | 14,9 | 15,4 | 15,5 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 13,5 |
| Dépenses | 12,3 | 12,7 | 14,9 | 15,5 | 14,9 | 15,4 | 15,5 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 13,5 |
| Sur ressources intérieures | 4,5 | 5,3 | 5,6 | 7,0 | 5,2 | 5,6 | 5,4 | 5,6 | 6,0 | 6,3 | 6,4 |
| <i>Dont</i> : financement sur recettes intérieures, cash | 3,7 | 4,5 | 3,2 | 3,9 | 3,9 | 4,2 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Sur ressources extérieures | 7,9 | 7,4 | 9,3 | 8,5 | 9,7 | 9,8 | 10,1 | 8,7 | 8,1 | 7,4 | 7,1 |
| <i>Dont</i> : dons extérieurs | 4,5 | 4,3 | 6,0 | 5,9 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 5,1 | 4,7 | 4,2 | 4,0 |
| prêts extérieurs | 3,4 | 3,2 | 3,3 | 2,6 | 3,8 | 3,8 | 4,1 | 3,7 | 3,4 | 3,2 | 3,1 |
| Prêts nets | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde global (base engagement dons compris, critère de l'UEMOA) | -6,1 | -5,7 | -4,4 | -4,1 | -4,5 | -4,1 | -3,0 | -2,7 | -2,4 | -2,3 | -2,0 |
| Solde de base 2/ | -4,2 | -5,0 | -2,8 | -4,0 | -2,8 | -3,0 | -1,1 | -1,0 | -0,7 | -0,9 | -0,7 |
| Variation des arriérés et fonds en route (réduction -) | 0,4 | -1,1 | -1,1 | -0,2 | 0,0 | -0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| <i>Dont</i> : variation des arriérés de paiement | 0,4 | -1,1 | -1,1 | -0,2 | 0,0 | -0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde global (base encais./décaissements) | -11,6 | -13,5 | -13,1 | -12,7 | -12,6 | -13,6 | -11,2 | -9,8 | -8,8 | -8,3 | -7,8 |
| Financement | 11,6 | 13,5 | 13,1 | 12,7 | 12,3 | 13,6 | 11,2 | 9,8 | 8,8 | 8,3 | 7,8 |
| Financement extérieur | 9,8 | 10,2 | 11,2 | 10,9 | 11,6 | 12,9 | 11,9 | 10,0 | 9,2 | 8,7 | 8,5 |
| Dons | 6,0 | 6,7 | 7,6 | 8,3 | 8,1 | 8,8 | 8,2 | 7,1 | 6,4 | 6,0 | 5,8 |
| <i>Dont</i> : financement du budget | 1,5 | 2,5 | 1,6 | 2,4 | 2,1 | 2,8 | 2,2 | 2,0 | 1,7 | 1,8 | 1,8 |
| Prêts | 4,5 | 3,9 | 4,3 | 3,2 | 4,5 | 5,1 | 4,9 | 4,5 | 4,3 | 4,1 | 4,0 |
| <i>Dont</i> : financement du budget | 1,2 | 0,7 | 1,1 | 0,6 | 0,7 | 1,3 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Amortissement exigible | -0,7 | -0,5 | -0,8 | -0,6 | -1,0 | -1,0 | -1,2 | -1,6 | -1,4 | -1,3 | -1,2 |
| Allègement de la dette (y compris dette en négociation) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Financement intérieur | 1,9 | 3,4 | 2,0 | 1,8 | 0,7 | 0,7 | -0,7 | -0,2 | -0,4 | -0,4 | -0,7 |
| Secteur bancaire | 0,3 | 2,2 | 1,2 | 0,9 | 0,3 | 0,4 | -0,7 | 0,4 | -0,1 | -0,4 | -0,6 |
| FMI | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,6 | 0,1 | -0,3 | -0,2 | -0,3 | -0,2 |
| Avances statutaires (y compris autres avances) | -0,2 | -0,2 | 0,0 | -0,2 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépôts auprès de la BCEAO | 0,7 | -1,4 | 0,2 | 1,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,2 |
| Titres d'Etat nets et autres | -0,4 | 3,4 | 0,5 | -0,5 | 0,1 | -0,2 | -0,7 | 0,7 | 0,2 | 0,0 | -0,2 |
| Secteur non bancaire | 1,6 | 1,2 | 0,8 | 0,8 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | -0,6 | -0,3 | 0,0 | -0,2 |
| Écart de financement (+) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Sources : Autorités nigériennes; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Les comptes spéciaux incluent le financement du Fonds national des retraites, du fonds d'investissement prioritaires, et du fonds pour formation professionnelle continue

2/ Revenu moins dépenses net des dépenses de capital financées extérieurement.

Tableau 4. Niger : Situation monétaire, 2016–2024

| | 2016 | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|---------|---------|---------------|---------|---------------|---------|---------|-------------|---------|---------|---------|
| | | | 3ème revue | Est. | 3ème revue | Prog. | | Projections | | | |
| (En milliards de francs CFA) | | | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 569,8 | 441,8 | 370,2 | 322,0 | 286,1 | 272,6 | 225,6 | 187,2 | 299,2 | 454,5 | 623,5 |
| BCEAO | 458,4 | 357,7 | 286,1 | 261,0 | 201,9 | 211,7 | 164,7 | 126,3 | 238,3 | 393,6 | 562,6 |
| Banques commerciales | 111,4 | 84,1 | 84,1 | 60,9 | 84,1 | 60,9 | 60,9 | 60,9 | 60,9 | 60,9 | 60,9 |
| Avoirs intérieurs nets | 640,9 | 709,3 | 919,4 | 805,0 | 1.099,5 | 948,7 | 1.056,9 | 1.209,9 | 1.345,1 | 1.465,7 | 1.558,4 |
| Crédit intérieur | 909,5 | 1.012,8 | 1.222,9 | 1.128,4 | 1.402,9 | 1.246,2 | 1.322,1 | 1.484,8 | 1.632,9 | 1.779,4 | 1.927,1 |
| Créances nettes sur l'Etat | 82,2 | 121,8 | 181,5 | 277,4 | 200,6 | 299,6 | 257,1 | 283,5 | 277,8 | 247,4 | 197,4 |
| BCEAO | 58,1 | 4,7 | 38,0 | 75,4 | 53,0 | 106,4 | 106,1 | 88,7 | 65,2 | 34,2 | -2,5 |
| Créances | 119,9 | 130,6 | 151,4 | 140,1 | 167,5 | 172,1 | 171,9 | 154,4 | 136,0 | 115,0 | 93,3 |
| <i>Dont</i> : avances statutaires | 12,5 | 9,7 | 6,8 | 6,8 | 3,8 | 3,8 | 0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépôts | -61,7 | -125,9 | -113,3 | -64,7 | -114,4 | -65,8 | -65,8 | -65,8 | -70,8 | -80,8 | -95,8 |
| Banques commerciales | 24,1 | 117,0 | 143,5 | 202,0 | 147,5 | 193,2 | 150,9 | 194,9 | 212,6 | 213,2 | 199,9 |
| Créances | 168,6 | 261,2 | 287,7 | 343,8 | 291,7 | 335,0 | 292,8 | 336,7 | 354,4 | 355,0 | 341,7 |
| Dépôts | -144,5 | -144,2 | -144,2 | -141,8 | -144,2 | -141,8 | -141,8 | -141,8 | -141,8 | -141,8 | -141,8 |
| Crédit aux autres secteurs | 827,3 | 891,0 | 1.041,4 | 851,0 | 1.202,4 | 946,7 | 1.065,1 | 1.201,2 | 1.355,1 | 1.532,0 | 1.729,7 |
| <i>Dont</i> crédit au secteur privé | 707,4 | 741,4 | 826,2 | 727,5 | 925,0 | 816,9 | 927,5 | 1.056,0 | 1.200,5 | 1.369,0 | 1.556,6 |
| Autres postes nets | -268,7 | -303,5 | -303,5 | -323,4 | -303,5 | -297,5 | -265,2 | -274,9 | -287,8 | -313,7 | -368,7 |
| Monnaie et quasi-monnaie | 1.210,7 | 1.151,1 | 1.289,7 | 1.126,9 | 1.385,5 | 1.221,3 | 1.282,6 | 1.397,1 | 1.644,3 | 1.920,2 | 2.181,9 |
| Circulation fiduciaire hors banques | 598,7 | 490,1 | 549,1 | 480,4 | 589,9 | 520,6 | 546,7 | 595,6 | 700,9 | 818,6 | 930,1 |
| Dépôts bancaires | 612,0 | 661,0 | 740,6 | 646,5 | 795,6 | 700,7 | 735,8 | 801,5 | 943,3 | 1.101,7 | 1.251,8 |
| (Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | -3,6 | -22,5 | -16,2 | -27,1 | -22,7 | -15,3 | -17,2 | -17,0 | 59,8 | 51,9 | 37,2 |
| BCEAO | -5,1 | -22,0 | -20,0 | -27,0 | -29,4 | -18,9 | -22,2 | -23,3 | 88,7 | 65,2 | 42,9 |
| Banques commerciales | 3,1 | -24,5 | 0,0 | -27,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Avoirs intérieurs nets | 22,8 | 10,7 | 29,6 | 13,5 | 19,6 | 17,9 | 11,4 | 14,5 | 11,2 | 9,0 | 6,3 |
| Crédit intérieur | 14,2 | 11,4 | 20,7 | 11,4 | 14,7 | 10,4 | 6,1 | 12,3 | 10,0 | 9,0 | 8,3 |
| Créances nettes sur l'Etat | 605,7 | 48,1 | 49,1 | 127,8 | 10,5 | 8,0 | -14,2 | 10,3 | -2,0 | -10,9 | -20,2 |
| BCEAO | 96,1 | -91,9 | 707,3 | 1.499,9 | 39,5 | 41,1 | -0,2 | -16,4 | -26,4 | -47,5 | -107,3 |
| <i>Dont</i> : avances statutaires | -17,9 | -22,4 | -29,7 | -29,7 | -43,6 | -43,6 | -79,7 | -100,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Banques commerciales | -233,8 | 386,2 | 22,6 | 72,6 | 2,8 | -4,3 | -21,9 | 29,1 | 9,1 | 0,3 | -6,3 |
| Créances | 42,9 | 54,9 | 10,1 | 31,6 | 1,4 | -2,6 | -12,6 | 15,0 | 5,3 | 0,2 | -3,8 |
| Dépôts | 6,3 | -0,3 | 0,0 | -1,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Crédit aux autres secteurs | 5,5 | 7,7 | 16,9 | -4,5 | 15,5 | 11,2 | 12,5 | 12,8 | 12,8 | 13,1 | 12,9 |
| <i>Dont</i> : crédit au secteur privé | 9,6 | 4,8 | 11,4 | -1,9 | 12,0 | 12,3 | 13,5 | 13,9 | 13,7 | 14,0 | 13,7 |
| Autres postes nets | -2,0 | 13,0 | 0,0 | 6,6 | 0,0 | -8,0 | -10,9 | 3,7 | 4,7 | 9,0 | 17,5 |
| Monnaie au sens large | 8,7 | -4,9 | 12,0 | -2,1 | 7,4 | 8,4 | 5,0 | 8,9 | 17,7 | 16,8 | 13,6 |
| <i>Pour mémoire</i> | | | | | | | | | | | |
| Vitesse de circulation de la monnaie au sens large (ratio) | 3,7 | 4,1 | 4,0 | 4,6 | 4,0 | 4,6 | 4,7 | 4,7 | 4,5 | 4,2 | 4,0 |
| Crédit à l'économie (pourcentage du PIB) | 18,3 | 18,9 | 20,3 | 16,5 | 21,5 | 17,0 | 17,6 | 18,4 | 18,3 | 19,1 | 19,8 |
| Crédit au secteur privé (pourcentage du PIB) | 15,7 | 15,7 | 16,1 | 14,1 | 16,5 | 14,7 | 15,3 | 16,2 | 16,2 | 17,1 | 17,8 |
| PIB à prix courants (variation annuelle en %) | 5,2 | 4,8 | 8,6 | 9,2 | 9,1 | 7,9 | 8,7 | 7,8 | 13,4 | 8,2 | 8,9 |

Sources : BCEAO; et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 5. Niger : Balance des paiements, 2016–2024
(Milliards de francs CFA, sauf indication contraire)

| | 2016 | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---------|---------|------------|----------|------------|----------|----------|----------|-------------|----------|----------|
| | | | 3ème revue | Est. | 3ème revue | Prog. | | | Projections | | |
| Solde des transactions courantes | -700,2 | -741,6 | -985,5 | -938,3 | -1.181,6 | -1.102,6 | -1.357,6 | -1.266,8 | -1.075,8 | -1.037,1 | -1.029,1 |
| Balance commerciale de biens, services et revenus | -865,1 | -981,1 | -1.190,1 | -1.208,5 | -1.424,4 | -1.406,4 | -1.656,4 | -1.569,7 | -1.384,8 | -1.367,3 | -1.422,3 |
| Balance commerciale de biens | -405,3 | -435,8 | -616,7 | -631,7 | -769,5 | -741,5 | -925,4 | -789,0 | -326,6 | -219,5 | -164,5 |
| Exportations, f.à.b. | 611,9 | 700,2 | 734,5 | 674,3 | 820,8 | 772,7 | 836,7 | 888,0 | 1.442,8 | 1.593,0 | 1.797,1 |
| Uranium | 177,7 | 168,0 | 117,0 | 124,3 | 109,2 | 132,3 | 134,0 | 120,1 | 121,3 | 80,4 | 79,9 |
| Pétrole | 91,3 | 151,4 | 208,8 | 129,0 | 238,0 | 162,1 | 152,0 | 141,2 | 621,4 | 738,4 | 864,8 |
| Autres produits | 342,8 | 380,8 | 408,7 | 421,0 | 473,6 | 478,3 | 550,7 | 626,7 | 700,2 | 774,3 | 852,4 |
| Importations, f.à.b. | 1.017,2 | 1.136,0 | 1.351,2 | 1.306,0 | 1.590,3 | 1.514,2 | 1.762,1 | 1.676,9 | 1.769,4 | 1.812,5 | 1.961,5 |
| Produits alimentaires | 207,6 | 262,9 | 294,9 | 273,5 | 318,2 | 304,1 | 319,1 | 336,5 | 347,4 | 358,5 | 388,4 |
| Produits pétroliers | 57,8 | 74,0 | 77,9 | 67,4 | 81,8 | 70,7 | 74,3 | 78,0 | 81,9 | 86,0 | 90,3 |
| Biens d'équipement | 280,0 | 293,9 | 394,1 | 364,5 | 492,0 | 463,5 | 576,6 | 494,3 | 540,1 | 583,6 | 635,3 |
| Autres | 471,8 | 505,2 | 584,4 | 600,6 | 698,2 | 675,9 | 792,1 | 768,2 | 800,0 | 784,4 | 847,6 |
| Services et revenus (net) | -459,8 | -545,3 | -573,4 | -576,7 | -654,9 | -664,9 | -731,0 | -780,7 | -1.058,2 | -1.147,9 | -1.257,8 |
| Services (net) | -363,1 | -439,9 | -463,2 | -461,5 | -534,8 | -540,6 | -595,9 | -635,1 | -727,0 | -765,7 | -819,8 |
| Revenus (net) | -96,7 | -105,5 | -110,2 | -115,2 | -120,2 | -124,3 | -135,1 | -145,6 | -331,2 | -382,2 | -438,0 |
| <i>Dont: intérêts sur dette publique extérieure</i> | -18,4 | -16,4 | -23,1 | -21,2 | -26,8 | -26,8 | -35,6 | -41,5 | -44,4 | -47,3 | -50,4 |
| Transferts courants sans contrepartie (net) | 164,9 | 239,5 | 204,6 | 270,2 | 242,8 | 303,8 | 298,8 | 302,9 | 308,9 | 330,2 | 393,2 |
| Privés | 82,1 | 107,4 | 100,1 | 130,6 | 104,6 | 135,8 | 152,6 | 158,5 | 169,1 | 176,1 | 225,2 |
| Publics | 82,8 | 132,1 | 104,5 | 139,6 | 138,2 | 168,0 | 146,3 | 144,4 | 139,8 | 154,2 | 168,1 |
| <i>Dont: dons pour assistance budgétaire</i> | 66,2 | 118,0 | 84,5 | 125,7 | 118,5 | 154,3 | 132,7 | 131,1 | 126,9 | 141,5 | 155,7 |
| Compte de capital et d'opérations financières | 684,1 | 610,0 | 913,9 | 818,4 | 1.082,0 | 1.053,2 | 1.310,6 | 1.228,4 | 1.187,8 | 1.192,4 | 1.198,1 |
| Compte de capital | 229,6 | 237,0 | 354,6 | 350,3 | 411,8 | 411,2 | 473,9 | 459,9 | 459,6 | 465,2 | 421,3 |
| Transferts privés de capital | 25,9 | 33,1 | 47,1 | 47,0 | 49,8 | 49,2 | 53,9 | 63,3 | 65,3 | 67,2 | 73,1 |
| Dons-projets | 204,0 | 201,0 | 307,5 | 303,3 | 362,0 | 362,0 | 420,1 | 396,6 | 394,3 | 398,0 | 348,2 |
| Actifs non financiers, non produits | -0,3 | 2,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Compte des opérations financières | 454,5 | 373,0 | 559,3 | 468,1 | 670,2 | 642,0 | 836,7 | 768,5 | 728,2 | 727,2 | 776,7 |
| Investissements directs | 154,7 | 179,8 | 270,8 | 269,1 | 385,7 | 371,8 | 539,0 | 487,8 | 426,3 | 415,3 | 434,0 |
| Investissements de portefeuille | 99,1 | 31,0 | 34,4 | 54,2 | 37,5 | 29,2 | 44,5 | 52,7 | 59,8 | 61,5 | 63,6 |
| Autres investissements | 200,6 | 162,2 | 254,2 | 144,9 | 247,0 | 241,1 | 253,2 | 228,0 | 242,1 | 250,5 | 279,2 |
| <i>Dont: secteur public (net)</i> | 170,9 | 161,4 | 182,1 | 134,2 | 196,4 | 228,9 | 226,0 | 191,2 | 207,7 | 219,1 | 240,1 |
| Décaissements | 203,4 | 182,9 | 222,4 | 166,4 | 252,1 | 284,6 | 299,0 | 293,9 | 314,8 | 326,9 | 345,8 |
| prêts budgétaires | 52,2 | 33,3 | 54,1 | 31,2 | 41,6 | 74,1 | 50,7 | 54,8 | 59,8 | 66,7 | 73,0 |
| prêts-projets | 151,2 | 149,6 | 168,2 | 135,2 | 210,5 | 210,5 | 248,3 | 239,1 | 255,0 | 260,3 | 272,9 |
| Amortissement | 32,5 | 21,5 | 40,3 | 32,2 | 55,7 | 55,7 | 73,0 | 102,6 | 107,2 | 107,8 | 105,8 |
| Autres (net) | 29,7 | 0,8 | 72,1 | 10,7 | 50,6 | 12,1 | 27,1 | 36,7 | 34,4 | 31,3 | 39,1 |
| Erreurs et omissions | -5,4 | 3,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde global | -21,5 | -128,0 | -71,6 | -119,9 | -99,7 | -49,3 | -47,0 | -38,4 | 112,0 | 155,3 | 169,0 |
| Financement | 21,5 | 128,0 | 71,6 | 119,9 | 84,2 | 49,3 | 47,0 | 38,4 | -112,0 | -155,3 | -169,0 |
| Avoirs extérieurs nets (BCEAO) | 24,9 | 100,7 | 71,6 | 96,7 | 84,2 | 49,3 | 47,0 | 38,4 | -112,0 | -155,3 | -169,0 |
| <i>Dont: utilisation nette des ressources du FMI</i> | 6,6 | 19,2 | 20,7 | 18,1 | 16,1 | 32,1 | 3,3 | -16,4 | -18,4 | -21,0 | -21,7 |
| Avoirs extérieurs nets (banques commerciales) | -3,4 | 27,3 | 0,0 | 23,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Rééchelonnements obtenus | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Écart de financement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | | | |
| Compte courant (hors subventions, pourcentage du PIB) | -783,0 | -873,7 | -1.090,0 | -1.077,9 | -1.319,8 | -1.270,6 | -1.503,8 | -1.411,2 | -1.215,7 | -1.191,3 | -1.197,1 |
| Exportations de biens et services | 729,2 | 830,2 | 859,3 | 807,8 | 950,6 | 911,4 | 1.000,2 | 1.106,4 | 1.681,0 | 1.840,0 | 2.054,4 |
| Réserves internationales brutes communes, UEMOA (en milliards de dollars) | 10,5 | 13,0 | ... | 15,1 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves internationales, UEMOA (milliards de FCFA) | 6.529 | 7.184 | ... | 8.384 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| En mois d'importations de biens et services de l'année suivante | 3,9 | 4,1 | ... | 4,3 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| En pourcentage de la masse monétaire au sens large | 37,7 | 38,7 | ... | 39,7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| PIB à prix courants | 4.511 | 4.726 | 5.135 | 5.163 | 5.600 | 5.571 | 6.056 | 6.527 | 7.402 | 8.011 | 8.721 |

Sources : Autorités nigériennes; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 6. Niger : Balance des paiements, 2016–2024
(en pourcentage du PIB)

| | 2016 | 2017 | 2018 | | 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|-------|-------|---------------|-------|---------------|-------|-------|-------------|-------|-------|-------|
| | | | 3ème revue | Est. | 3ème revue | Prog. | | Projections | | | |
| Solde des transactions courantes | -15,5 | -15,7 | -19,2 | -18,2 | -21,1 | -19,8 | -22,4 | -19,4 | -14,5 | -12,9 | -11,8 |
| Balance commerciale de biens, services et revenus | -19,2 | -20,8 | -23,2 | -23,4 | -25,4 | -25,2 | -27,4 | -24,0 | -18,7 | -17,1 | -16,3 |
| Balance commerciale de biens | -9,0 | -9,2 | -12,0 | -12,2 | -13,7 | -13,3 | -15,3 | -12,1 | -4,4 | -2,7 | -1,9 |
| Exportations, f.à.b. | 13,6 | 14,8 | 14,3 | 13,1 | 14,7 | 13,9 | 13,8 | 13,6 | 19,5 | 19,9 | 20,6 |
| Uranium | 3,9 | 3,6 | 2,3 | 2,4 | 2,0 | 2,4 | 2,2 | 1,8 | 1,6 | 1,0 | 0,9 |
| Pétrole | 2,0 | 3,2 | 4,1 | 2,5 | 4,3 | 2,9 | 2,5 | 2,2 | 8,4 | 9,2 | 9,9 |
| Autres produits | 7,6 | 8,1 | 8,0 | 8,2 | 8,5 | 8,6 | 9,1 | 9,6 | 9,5 | 9,7 | 9,8 |
| Importations, f.à.b. | 22,6 | 24,0 | 26,3 | 25,3 | 28,4 | 27,2 | 29,1 | 25,7 | 23,9 | 22,6 | 22,5 |
| Produits alimentaires | 4,6 | 5,6 | 5,7 | 5,3 | 5,7 | 5,5 | 5,3 | 5,2 | 4,7 | 4,5 | 4,5 |
| Produits pétroliers | 1,3 | 1,6 | 1,5 | 1,3 | 1,5 | 1,3 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 1,1 | 1,0 |
| Biens d'équipement | 6,2 | 6,2 | 7,7 | 7,1 | 8,8 | 8,3 | 9,5 | 7,6 | 7,3 | 7,3 | 7,3 |
| Autres | 10,5 | 10,7 | 11,4 | 11,6 | 12,5 | 12,1 | 13,1 | 11,8 | 10,8 | 9,8 | 9,7 |
| Services et revenus (net) | -10,2 | -11,5 | -11,2 | -11,2 | -11,7 | -11,9 | -12,1 | -12,0 | -14,3 | -14,3 | -14,4 |
| Services (net) | -8,0 | -9,3 | -9,0 | -8,9 | -9,5 | -9,7 | -9,8 | -9,7 | -9,8 | -9,6 | -9,4 |
| Revenus (net) | -2,1 | -2,2 | -2,1 | -2,2 | -2,1 | -2,2 | -2,2 | -2,2 | -4,5 | -4,8 | -5,0 |
| <i>Dont: intérêts sur dette publique extérieure</i> | -0,4 | -0,3 | -0,4 | -0,4 | -0,5 | -0,5 | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Transferts courants sans contrepartie (net) | 3,7 | 5,1 | 4,0 | 5,2 | 4,3 | 5,5 | 4,9 | 4,6 | 4,2 | 4,1 | 4,5 |
| Privés | 1,8 | 2,3 | 1,9 | 2,5 | 1,9 | 2,4 | 2,5 | 2,4 | 2,3 | 2,2 | 2,6 |
| Publics | 1,8 | 2,8 | 2,0 | 2,7 | 2,5 | 3,0 | 2,4 | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 1,9 |
| <i>Dont: dons pour assistance budgétaire</i> | 1,5 | 2,5 | 1,6 | 2,4 | 2,1 | 2,8 | 2,2 | 2,0 | 1,7 | 1,8 | 1,8 |
| Compte de capital et d'opérations financières | 15,2 | 12,9 | 17,8 | 15,8 | 19,3 | 18,9 | 21,6 | 18,8 | 16,0 | 14,9 | 13,7 |
| Compte de capital | 5,1 | 5,0 | 6,9 | 6,8 | 7,4 | 7,4 | 7,8 | 7,0 | 6,2 | 5,8 | 4,8 |
| Transferts privés de capital | 0,6 | 0,7 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 1,0 | 0,9 | 0,8 | 0,8 |
| Dons-projets | 4,5 | 4,3 | 6,0 | 5,9 | 6,5 | 6,5 | 6,9 | 6,1 | 5,3 | 5,0 | 4,0 |
| Actifs non financiers, non produits | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Compte des opérations financières | 10,1 | 7,9 | 10,9 | 9,1 | 12,0 | 11,5 | 13,8 | 11,8 | 9,8 | 9,1 | 8,9 |
| Investissements directs | 3,4 | 3,8 | 5,3 | 5,2 | 6,9 | 6,7 | 8,9 | 7,5 | 5,8 | 5,2 | 5,0 |
| Investissements de portefeuille | 2,2 | 0,7 | 0,7 | 1,0 | 0,7 | 0,5 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,7 |
| Autres investissements | 4,4 | 3,4 | 5,0 | 2,8 | 4,4 | 4,3 | 4,2 | 3,5 | 3,3 | 3,1 | 3,2 |
| <i>Dont: secteur public (net)</i> | 3,8 | 3,4 | 3,5 | 2,6 | 3,5 | 4,1 | 3,7 | 2,9 | 2,8 | 2,7 | 2,8 |
| Décaissements | 4,5 | 3,9 | 4,3 | 3,2 | 4,5 | 5,1 | 4,9 | 4,5 | 4,3 | 4,1 | 4,0 |
| prêts budgétaires | 1,2 | 0,7 | 1,1 | 0,6 | 0,7 | 1,3 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| prêts-projets | 3,4 | 3,2 | 3,3 | 2,6 | 3,8 | 3,8 | 4,1 | 3,7 | 3,4 | 3,2 | 3,1 |
| Amortissement | 0,7 | 0,5 | 0,8 | 0,6 | 1,0 | 1,0 | 1,2 | 1,6 | 1,4 | 1,3 | 1,2 |
| Autres (net) | 0,7 | 0,0 | 1,4 | 0,2 | 0,9 | 0,2 | 0,4 | 0,6 | 0,5 | 0,4 | 0,4 |
| Erreurs et omissions | -0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde global | -0,5 | -2,7 | -1,4 | -2,3 | -1,8 | -0,9 | -0,8 | -0,6 | 1,5 | 1,9 | 1,9 |
| Financement | 0,5 | 2,7 | 1,4 | 2,3 | 1,5 | 0,9 | 0,8 | 0,6 | -1,5 | -1,9 | -1,9 |
| Avoirs extérieurs nets (BCEAO) | 0,6 | 2,1 | 1,4 | 1,9 | 1,5 | 0,9 | 0,8 | 0,6 | -1,5 | -1,9 | -1,9 |
| <i>Dont: utilisation nette des ressources du FMI</i> | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,6 | 0,1 | -0,3 | -0,2 | -0,3 | -0,2 |
| Avoirs extérieurs nets (banques commerciales) | -0,1 | 0,6 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Rééchelonnements obtenus | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Écart de financement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | | | |
| Compte courant (hors subventions, pourcentage du PIB) | -17,4 | -18,5 | -21,2 | -20,9 | -23,6 | -22,8 | -24,8 | -21,6 | -16,4 | -14,9 | -13,7 |
| Exportations de biens et services (en pourcentage du PIB) | 16,2 | 17,6 | 16,7 | 15,6 | 17,0 | 16,4 | 16,5 | 17,0 | 22,7 | 23,0 | 23,6 |
| Réserves internationales, UEMOA (en milliards de dollars) | 10,5 | 13,0 | ... | 15,1 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves internationales, UEMOA (milliards de FCFA) | 6.529 | 7.184 | ... | 8.384 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| En mois d'importations de biens et services de l'année suivante | 3,9 | 4,1 | ... | 4,3 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| En pourcentage de monnaie au sens large | 37,7 | 38,7 | ... | 39,7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |

Sources : Autorités nigériennes et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 7. Niger : Indicateurs de solidité financière, déc. 2012–juin 2018
(en pourcentage)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2017 | 2018 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| | déc | déc | déc | déc | déc | jun. | déc | jun.1/ |
| Normes de fonds propres | | | | | | | | |
| Fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques | 17,5 | 16,2 | 16,2 | 13,5 | 13,9 | 12,5 | 16,8 | 13,3 |
| Fonds propres noyau dur/actifs pondérés en fonction des risques | 17,5 | 15,7 | 14,4 | 7,7 | 13,5 | 12,2 | 16,4 | 13,2 |
| Fonds propres de catégorie 1 (CET 1) sur actifs pondérés en fonction des risques | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 13,2 |
| Provisions générales/actifs pondérés en fonction des risques | 10,4 | 12,1 | 13,0 | 12,6 | 12,1 | 14,1 | 14,0 | 11,9 |
| Fonds propres/total des actifs | 10,5 | 9,6 | 9,0 | 7,6 | 8,9 | 7,4 | 9,4 | 9,1 |
| Composition et qualité des actifs | | | | | | | | |
| Total des crédits/total des actifs | 60,0 | 57,5 | 54,2 | 57,0 | 58,1 | 54,8 | 55,4 | 56,6 |
| Concentration 2/ | 130,8 | 126,1 | 108,8 | 170,9 | 144,5 | 123,9 | 98,8 | 96,0 |
| Créances en souffrance bruts/total des crédits | 17,1 | 16,4 | 17,6 | 15,5 | 17,7 | 19,0 | 18,8 | 19,0 |
| Provisions générales/crédits en souffrance bruts | 54,6 | 67,4 | 66,8 | 71,4 | 66,5 | 69,7 | 66,1 | 65,9 |
| Créances en souffrance nets des provisions/total des crédits | 8,6 | 6,0 | 6,6 | 5,0 | 6,7 | 6,6 | 7,3 | 7,4 |
| Créances en souffrance nets des provisions/fonds propres | 49,2 | 36,1 | 39,9 | 37,5 | 43,7 | 48,9 | 42,8 | 46,3 |
| Résultats et rentabilité | | | | | | | | |
| Coût moyen des fonds empruntés | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 1,3 | 2,2 | ... | 2,2 | ... |
| Taux d'intérêt moyen sur crédits | 10,5 | 10,1 | 9,7 | 6,1 | 8,8 | ... | 8,4 | ... |
| Marge d'intérêt moyenne | 8,3 | 8,1 | 7,7 | 4,8 | 6,6 | ... | 6,3 | ... |
| Rendement net d'impôt des actifs moyens (ROA) | 0,8 | 1,4 | 1,8 | 2,5 | 1,8 | ... | 1,6 | ... |
| Rendement net d'impôt des fonds propres moyens (ROE) | 7,4 | 12,6 | 20,5 | 26,0 | 19,5 | ... | 15,4 | ... |
| Dépenses hors intérêts/revenu bancaire net | 54,5 | 51,5 | 49,8 | 51,8 | 56,5 | ... | 59,3 | ... |
| Traitements et salaires/revenu bancaire net | 23,3 | 23,5 | 22,2 | 23,6 | 25,9 | ... | 25,5 | ... |
| Liquidité | | | | | | | | |
| Actifs liquides/total des actifs | 32,5 | 30,3 | 29,2 | 31,4 | 30,0 | 27,6 | 29,2 | 29,9 |
| Actifs liquides/total des dépôts | 51,4 | 49,7 | 46,0 | 50,9 | 51,1 | 47,9 | 53,4 | 55,6 |
| Total des crédits/total des dépôts | 104,7 | 105,8 | 96,7 | 104,0 | 112,3 | 109,4 | 116,0 | 120,3 |
| Total des dépôts/total des passifs | 63,2 | 61,0 | 63,5 | 61,7 | 58,7 | 57,7 | 54,6 | 53,8 |
| Total des dépôts à vue/total des passifs | 42,0 | 40,1 | 41,1 | 37,9 | 36,6 | 36,8 | 35,3 | 33,1 |
| Total des dépôts et emprunts à terme/total des passifs | 21,2 | 21,0 | 22,4 | 23,8 | 22,0 | 20,8 | 19,3 | 20,7 |

Source : BCEAO.

1/Établi selon les normes Bâle II/III. Non comparable avec les années précédentes.

2/ Crédit aux 5 principaux emprunteurs/ fonds propres réglementaires.

Tableau 8. Niger : Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2018–2028

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|
| (En millions de DTS, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Obligations du FMI sur la base crédit existant | | | | | | | | | | | |
| Principal | 5,8 | 4,8 | 11,6 | 19,1 | 21,8 | 25,2 | 26,1 | 21,6 | 13,8 | 9,9 | 4,2 |
| Commissions et intérêts | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Obligations du FMI sur la base du crédit et prospectif | | | | | | | | | | | |
| Principal | 5,8 | 4,8 | 11,6 | 19,1 | 21,8 | 25,2 | 26,1 | 32,6 | 26,2 | 22,3 | 16,6 |
| Commissions et intérêts | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Total des obligations sur la base du crédit existant et prospectif | | | | | | | | | | | |
| Millions de DTS | 5,8 | 4,8 | 11,6 | 19,1 | 21,8 | 25,2 | 26,1 | 32,6 | 26,2 | 22,3 | 16,6 |
| Milliards de FCFA | 4,6 | 3,9 | 9,3 | 15,2 | 17,4 | 20,2 | 20,9 | 26,1 | 20,9 | 17,8 | 13,3 |
| En pourcentage des exportations de biens et services | 0,6 | 0,4 | 0,9 | 1,4 | 1,0 | 1,1 | 1,0 | 1,1 | 0,8 | 0,7 | 0,5 |
| En pourcentage du service de la dette ¹ | 5,2 | 1,9 | 4,4 | 5,9 | 6,3 | 7,0 | 7,1 | 9,3 | 7,3 | 5,6 | 3,8 |
| En pourcentage du PIB | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,1 |
| En pourcentage des recettes fiscales | 0,6 | 0,5 | 1,0 | 1,4 | 1,3 | 1,4 | 1,3 | 1,5 | 1,1 | 0,9 | 0,6 |
| En pourcentage de la quote-part | 4,4 | 3,7 | 8,8 | 14,5 | 16,6 | 19,2 | 19,8 | 24,7 | 19,9 | 16,9 | 12,6 |
| Encours des crédits du FMI sur la base tirages existants et prospectifs | | | | | | | | | | | |
| Millions de DTS | 160,6 | 201,1 | 203,6 | 184,5 | 162,7 | 137,5 | 111,4 | 78,9 | 52,7 | 30,5 | 13,8 |
| Milliards de FCFA | 126,2 | 161,2 | 162,6 | 147,4 | 130,0 | 110,0 | 89,2 | 63,2 | 42,2 | 24,4 | 11,1 |
| En pourcentage des exportations de biens et services | 15,6 | 17,7 | 16,3 | 13,3 | 7,7 | 6,0 | 4,3 | 2,7 | 1,7 | 0,9 | 0,4 |
| En pourcentage du service de la dette ¹ | 144,3 | 80,4 | 77,2 | 57,1 | 47,0 | 38,1 | 30,4 | 22,6 | 14,8 | 7,7 | 3,2 |
| En pourcentage du PIB | 2,4 | 2,9 | 2,7 | 2,3 | 1,8 | 1,4 | 1,0 | 0,7 | 0,4 | 0,2 | 0,1 |
| En pourcentage des recettes fiscales | 16,0 | 19,3 | 16,9 | 13,8 | 10,0 | 7,7 | 5,6 | 3,6 | 2,2 | 1,2 | 0,5 |
| En pourcentage de la quote-part | 122,1 | 152,8 | 154,7 | 140,2 | 123,6 | 104,5 | 84,7 | 59,9 | 40,1 | 23,1 | 10,5 |
| Utilisation nette du crédit du FMI (millions de DTS) | | | | | | | | | | | |
| Décaissements | 28,2 | 45,4 | 14,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -32,6 | -26,2 | -22,3 | -16,6 |
| Remboursements et rachats | 5,8 | 4,8 | 11,6 | 19,1 | 21,8 | 25,2 | 26,1 | 32,6 | 26,2 | 22,3 | 16,6 |
| <i>Pour mémoire :</i> | | | | | | | | | | | |
| Exportations de biens et de services (milliards de FCFA) | 808 | 911 | 1.000 | 1.106 | 1.681 | 1.840 | 2.054 | 2.353 | 2.465 | 2.616 | 2.826 |
| Service de la dette extérieure (milliards de FCFA) ¹ | 87 | 201 | 211 | 258 | 277 | 289 | 293 | 280 | 285 | 316 | 349 |
| PIB nominal (milliards de FCFA) | 5.163 | 5.571 | 6.056 | 6.527 | 7.402 | 8.011 | 8.720 | 9.560 | 10.276 | 11.085 | 11.966 |
| Recettes fiscales (milliards de FCFA) | 788 | 834 | 961 | 1.068 | 1.300 | 1.431 | 1.585 | 1.768 | 1.939 | 2.084 | 2.268 |
| Quote-part (millions de DTS) | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 | 131,6 |
| Source : Estimations et projections des services du FMI. | | | | | | | | | | | |
| 1/Le total du service de la dette inclut les rachats et les remboursements au FMI. | | | | | | | | | | | |

Annexe I. Note sur la stratégie de développement des capacités

Stratégie

1. La stratégie de l'exercice 2020 pour le Niger prolonge de manière générale la stratégie précédente. 1) Elle continue d'accorder la priorité à l'accroissement des recettes, l'un des principaux objectifs du programme, en renforçant à la fois la politique fiscale et l'administration des recettes, grâce notamment à une simplification de la politique fiscale pour la mettre en adéquation avec les capacités administratives. 2) Elle est davantage axée sur le renforcement de l'élaboration et de l'exécution du budget dans le cadre de la mise en place du budget-programme, en accordant plus d'attention au contrôle de qualité, notamment une évaluation de la gestion de l'investissement public et un examen des dépenses publiques. 3) Cette stratégie améliorera la capacité du Niger à gérer les recettes tirées des ressources naturelles, compte tenu de la forte augmentation prévue de la production pétrolière. 4) Elle continue également d'encourager l'amélioration des statistiques macroéconomiques et financières, en particulier le lien entre les finances publiques et les statistiques monétaires dans le cadre de la mise en place du compte unique du Trésor.

Priorités générales pour l'avenir

| Priorités | Objectifs |
|--|---|
| Politique fiscale et administration des recettes | Accroître les recettes intérieures. Il serait plus facile d'atteindre cet objectif en simplifiant la politique fiscale, en adéquation avec l'administration des recettes. |
| Gestion des finances publiques et de la dette | Améliorer l'élaboration, l'exécution, et le contrôle du budget, notamment la qualité des dépenses. Cet objectif serait facilité par un vaste examen des dépenses publiques. |
| Gestion des recettes des ressources naturelles | Renforcer les capacités de gestion des recettes des ressources naturelles, compte tenu de l'augmentation future de la production pétrolière. |
| Statistiques macroéconomiques et financières | Améliorer les statistiques de la comptabilité nationale, des finances publiques et de la balance des paiements. |

Principaux risques et atténuation

2. Les autorités se félicitent de l'assistance technique du FMI et se montrent fermement déterminées à absorber et à mettre en œuvre cette assistance. Toutefois, l'absorption se heurte à l'insuffisance des ressources humaines, qui est accentuée par une concentration des prestations d'assistance technique, une centralisation excessive de l'effort de réforme et une forte rotation des cadres. Les autorités pourraient recourir davantage aux formations proposées par l'Institut du FMI pour le développement des capacités et le centre régional d'assistance technique et de formation (AFRITAC-Ouest).

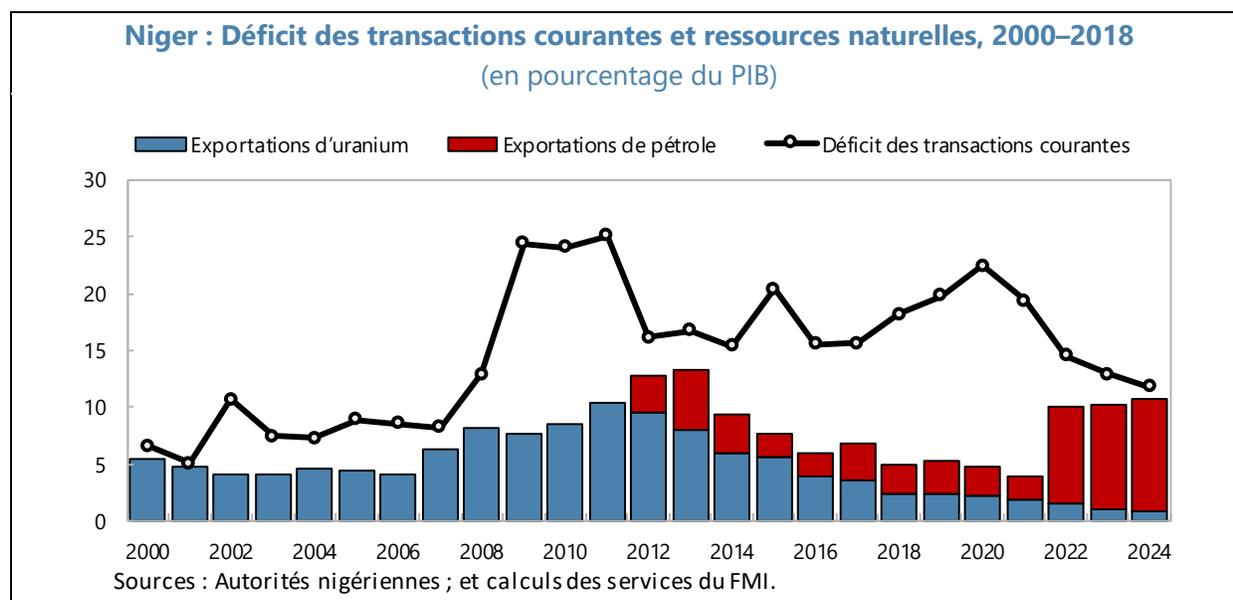
Vues des autorités

3. Les autorités apprécient l'assistance technique du FMI, qu'elles jugent bien ciblée. Elles saluent l'assistance technique sous forme de diagnostic dispensée par le siège du FMI et l'assistance technique opérationnelle assurée de façon continue par AFRITAC-Ouest. Elles ont fait part de leur crainte que le calendrier des missions d'assistance technique soit parfois surchargé.

Annexe II. Évaluation du secteur extérieur

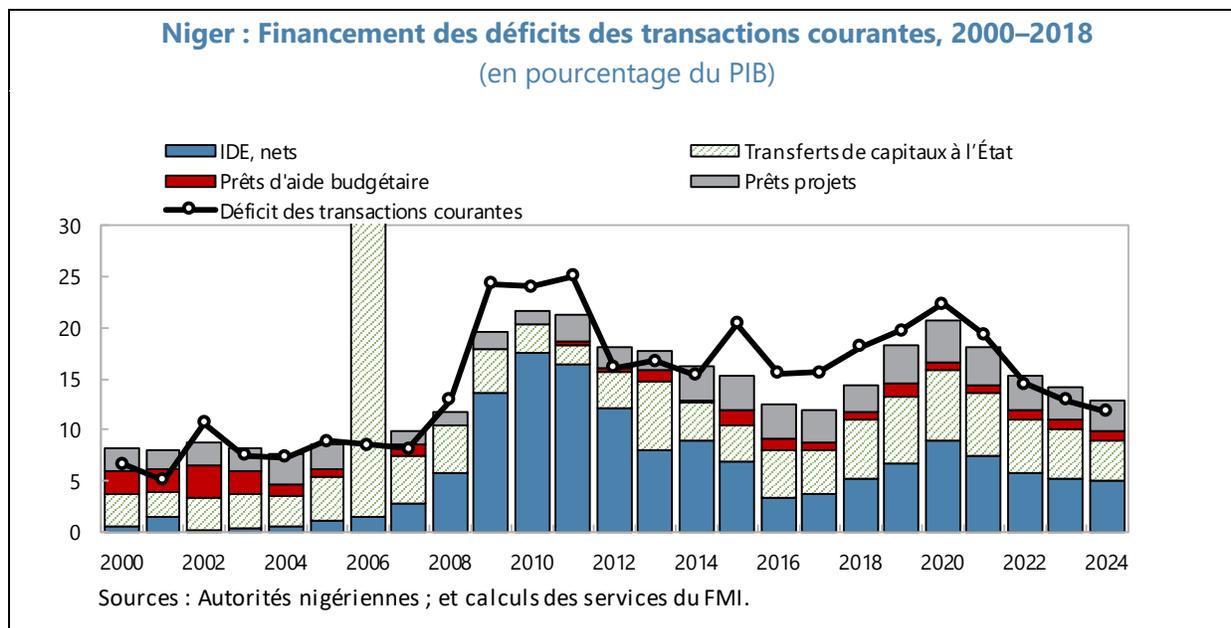
La position extérieure du Niger a été plus faible que celle correspondant aux paramètres fondamentaux et aux politiques souhaitables en 2018. Toutefois, le déficit élevé des transactions courantes s'explique et est financé essentiellement par les bailleurs de fonds et les investisseurs directs étrangers, ce qui est souhaitable compte tenu des besoins considérables du pays en termes de développement. Des investissements étrangers et une aide des bailleurs de fonds de niveau élevé devraient continuer de creuser le déficit extérieur au cours de la phase de construction, puis le réduire considérablement lors de la phase de production. Pour remédier à la faiblesse de la position extérieure, le développement d'un secteur privé dynamique à moyen terme est préférable à une dépréciation du taux de change à court terme.

1. Le déficit des transactions courantes du Niger est élevé : à 18,2 % du PIB, il est le deuxième du continent africain et le plus élevé de l'UEMOA, selon des estimations. En effet, bien que le Niger ne représente que 7½ % du PIB de l'Union, son déficit des transactions courantes représente près d'un cinquième du déficit extérieur de 6,8 % du PIB de l'Union. Son déficit s'est considérablement creusé à compter de 2008 pour avoisiner en moyenne 18,6 % du PIB ces dix dernières années. L'effondrement des cours mondiaux de l'uranium à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima en 2011 a pesé sur les comptes extérieurs du Niger, mais les exportations de produits de base ne sont pas le principal facteur.



2. Le déficit extérieur du Niger constitue le revers des prêts des bailleurs de fonds et de l'investissement direct étranger. Sur les dix dernières années, ces derniers ont financé près de 90 % du déficit des transactions courantes (entre 75 et 100 % selon les années). L'achèvement du programme au titre de l'initiative en faveur des PPTTE avec le Niger en 2016 a entraîné une hausse de l'aide des bailleurs de fonds sous forme de prêts et de transferts de capitaux, et la détérioration de la situation sécuritaire à partir de 2012 environ a joué un rôle également. Plus important encore, le

point d'achèvement de l'initiative PPTTE a coïncidé avec l'apport d'investissements directs étrangers considérables, notamment de la part de la CNPC pour mettre en valeur des gisements pétroliers et construire une raffinerie. Compte tenu du modeste PIB du Niger (tout juste 9 milliards de dollars en 2018), de tels projets représentent tout de suite un pourcentage élevé du PIB.



3. Selon le modèle EBA-lite du FMI, le solde courant du Niger est nettement plus faible que celui correspondant aux paramètres fondamentaux. Concrètement, le déficit des

transactions courantes du Niger dépasse de 9,5 % du PIB la norme calculée à partir des principales variables fondamentales du modèle. Les divergences entre les politiques économiques et leurs niveaux souhaités à moyen terme jouent un rôle négligeable dans cet écart : le déficit budgétaire relativement élevé et les contrôles relativement stricts des mouvements de capitaux creusent le déficit, mais leurs effets sont neutralisés dans une large mesure par l'accumulation insuffisante de réserves extérieures et la croissance relativement faible du crédit au secteur privé, qui réduisent le déficit. Comblé cet écart uniquement en ajustant le taux de change exigerait une forte dépréciation de 17 %, en supposant une élasticité des exportations de 0,47 et une élasticité des importations de 1,32, selon les calibrages de Tokarick pour le Niger (FMI, WP/10/180). Il convient toutefois d'interpréter ces résultats avec prudence, dans la mesure où le modèle EBA-lite ne tient pas compte de tous les facteurs pertinents dans le cas du Niger. Il ne tient pas compte, par exemple, de dons en capitaux élevés (5,9 % du PIB en 2018). Si ces derniers étaient considérés comme un paramètre fondamental et déduits du déficit des transactions courantes, la surévaluation ne serait plus que de 6 %.

Niger : Résultats du modèle EBA-lite

| | |
|--|-------|
| CC-réel (% du PIB) | -18,2 |
| CC réel corrigé pour variations conjoncturelles (% du PIB) | -17,8 |
| Norme de CC (% du PIB) | -9,3 |
| Norme de CC corrigée pour variations conjoncturelles (% du PIB) | -8,8 |
| Norme de CC corrigée pour variations conjoncturelles et conjoncturelles (% du PIB) | -8,3 |
| Ecart de CC (% du PIB) | -9,5 |
| dont écart des politiques (% du PIB) | -0,1 |
| Elasticité | -55,2 |
| Ecart TCER (surévaluation en %) | 17,2 |
| CC ajusté (% du PIB) | -9,1 |
| Résiduel | -9,1 |

Source : Calculs des services du FMI.

4. Le modèle du taux de change réel d'équilibre du FMI conclut à une bien moindre surévaluation du taux de change. Il estime un taux de change réel qui serait conforme aux paramètres fondamentaux et évalue l'écart par rapport au taux de change effectif. Contrairement

au modèle EBA-lite, ce modèle ne prend pas explicitement en compte le solde des transactions courantes mais plutôt l'aide extérieure et met davantage l'accent sur la démographique et le revenu par habitant. Ce modèle aboutit à une surévaluation plus modeste du taux de change effectif réel du Niger, de 3,9 %.

Niger : Résultats du modèle TCER

| | |
|---------------------------------|------|
| Ln(TCER) réel | 4,60 |
| Ln(TCER) ajusté | 4,58 |
| Ln(TCER) norme | 4,56 |
| Résiduel | 0,02 |
| Ecart TCER (surévaluation en %) | 3,88 |
| Ecart des politiques | 2,01 |

Source : Calculs des services du FMI.

5. Dans l'ensemble, les services du FMI estiment que la position extérieure du Niger est plus faible que celle suggérée par les paramètres fondamentaux et les politiques souhaitables.

Les résultats moins favorables obtenus avec le modèle du compte courant EBA-lite doivent être nuancés par sa démarche qui ne tient pas compte des transferts de capitaux, importants dans le cas du Niger, et contrebalancés par la surévaluation modérée obtenue avec le modèle du taux de change. Plus important encore peut-être, le déficit élevé des transactions courantes du Niger peut être justifié pour le moment, compte tenu des gigantesques besoins de développement de ce pays qui est le plus sous-développé au monde et enregistre une croissance démographique record. Sur ces deux tableaux, les investissements nécessaires dépassent de très loin les capacités de financement intérieures. En ce sens, l'investissement direct étranger et l'appui des bailleurs de fonds sont salutaires, et par extension, le déficit extérieur qu'ils impliquent. Cela dit, les avertissements lancés par ces modèles et la taille à elle seule du déficit des transactions courantes justifient un suivi rapproché de la position extérieure du Niger. Il sera impératif d'utiliser ces ressources extérieures à bon escient, d'assurer des investissements de haute qualité, de rechercher des dons plutôt que des prêts extérieurs et surtout de développer le secteur privé intérieur encore embryonnaire au Niger, pour qu'il puisse mieux se substituer aux importations et permettre une hausse des exportations à l'avenir.

Annexe III. Impact économique des tensions sécuritaires

1. La stabilité du Niger est sensible aux tensions sécuritaires qui émanent essentiellement de sources extérieures, et se traduisent surtout par des incursions terroristes en provenance du Nigéria, du Mali, et du Burkina Faso. Même si les réseaux terroristes ne se sont en général pas implantés sur son territoire, le Niger risque toutefois d'être entraîné dans les tensions sécuritaires plus vastes au niveau de la région. La position de ce pays, qui chevauche une grande voie de transit à travers le Sahel, l'expose également à la criminalité organisée liée au trafic d'êtres humains et de stupéfiants vers l'Europe. Le nombre d'incidents terroristes au Niger a considérablement augmenté depuis 2015 pour atteindre 2 incidents pour 1 million d'habitants en 2018, avec 250 victimes. Toutefois, ce taux reste relativement modeste par rapport au Mali, qui a enregistré 7 fois plus d'incidents terroristes. Cette aggravation de l'insécurité régionale s'est aussi accompagnée d'un flot de réfugiés et de déplacés à l'intérieur du Niger, qui sont aujourd'hui au nombre de 350.000, soit 1,8 % de la population¹.

2. La dimension régionale de la menace sécuritaire a suscité une vaste riposte internationale. L'importance stratégique et la vulnérabilité du Niger ont donné lieu à un appui des bailleurs de fonds et à une assistance militaire sous forme de forces étrangères, de matériel basé au Niger à des fins nationales et régionales, et de petits équipements pour les forces nigériennes. En outre, une contribution de 600 millions de dollars a été promise à la force commune du « G5 Sahel », qui regroupe le Niger, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, et la Mauritanie, bien qu'elle ne soit pas encore pleinement opérationnelle et qu'une grande partie des fonds n'ait toujours pas été décaissée.

3. La vulnérabilité accrue du Niger a obligé les autorités à augmenter considérablement les dépenses de sécurité tout en répondant aux immenses besoins du pays en termes de développement. À 2 % du PIB au début de la décennie, les dépenses de sécurité ont depuis largement doublé, pour atteindre un pic de 5,2 % du PIB en 2015. Cette hausse a été essentiellement consacrée aux investissements en matière de défense et activités annexes. Malgré la pénurie de données comparatives entre pays, les dépenses militaires au sens plus strict montrent que celles du Niger sont comparables à celles de ses pairs : le Niger, le Mali et le Tchad y ont tous consacré 2 % du PIB, tandis que le Nigéria et le Cameroun y ont consacré environ 1,3 % du PIB².

4. Les dépenses budgétaires en faveur de la sécurité sont essentiellement financées par des ressources intérieures et ont contribué à augmenter les déficits et la dette intérieurs. Les pressions sur les dépenses de sécurité sont survenues à un moment où les recettes intérieures souffraient de la faiblesse des cours des produits de base et des perturbations économiques liées à l'insécurité. En conséquence, le déficit budgétaire base s'est aggravé au cours de la décennie,

¹ Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés et Bureau des Nations-Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

² Données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI).

passant de 3,3 % du PIB en 2010–11 à 5,5 % du PIB au cours des années 2015–17, avec un pic de 7,4 % du PIB en 2015. Ce déficit a été pour l'essentiel financé par la dette intérieure, qui a augmenté de 4 à 17 % du PIB entre 2010 et 2017, ce qui correspond plus ou moins aux dépenses supplémentaires consacrées à la sécurité.

5. La hausse du financement des bailleurs de fonds a contribué à maintenir les dépenses sociales, mais au prix d'une augmentation de la dette extérieure. La proportion des dépenses de sécurité dans le budget intérieur a doublé à 22 %. Même si cette évolution n'a pas été nécessairement préjudiciable au développement, qui repose sur un impératif de sécurité, elle a menacé d'autres dépenses prioritaires du budget intérieur, notamment les dépenses sociales, et en particulier les dépenses sociales et de développement indispensables dans les zones menacées d'insécurité. La forte augmentation du financement des bailleurs de fonds, de près de 4 % du PIB, a toutefois atténué ces pressions budgétaires. L'enveloppe budgétaire globale s'est accrue de 8 % du PIB et les dépenses sociales, entre autres, ont augmenté par rapport au PIB. Toutefois, cet appui supplémentaire des bailleurs en faveur des dépenses sociales n'a pas été sans coût, car il a été pour moitié constitué de prêts, qui ont doublé la dette extérieure au cours des dix dernières années à plus de 30 % du PIB.

6. L'impact des menaces sécuritaires sur l'activité économique est difficile à jauger, mais selon l'analyse des services du FMI, il semblerait important dans le cas du Niger. Selon une récente étude internationale du FMI, les conflits diminuent la croissance du PIB réel par habitant de 1 à 3 % chaque année, selon l'intensité du conflit³. L'application de ce modèle au Niger semble indiquer que la croissance a diminué de moins d'1 % entre 2012 et 2014, mais de 2,7 % entre 2015 et 2018, période de forte intensité du conflit, pour atteindre un impact négatif cumulé d'environ 12 %. Ces résultats correspondent au net ralentissement de la croissance, observé à compter de 2015. Ils sont aussi comparables à l'impact cumulé subi au cours de la même période par le Tchad, mais nettement inférieurs à ceux subis par le Mali et le Nigéria (plus de 20 %).

7. Selon cette étude, l'impact se transmet essentiellement par la productivité, les investissements et les exportations, ainsi que par des tensions sur les finances publiques. Ces canaux semblent avoir opéré au Niger. Une claire indication de l'impact sur l'activité économique est la chute considérable des voyages vers le Niger en 2012, qui a diminué la croissance du PIB de 0,3 point de pourcentage cette année-là⁴. Les exportations de marchandises ont également été touchées : les exportations vers le Nigéria, le Burkina Faso, et le Mali, qui représentaient environ 5 % du PIB en 2012–13, ont chuté de 80 %. L'augmentation du déficit budgétaire aurait pu avoir un effet compensatoire en relançant l'économie, mais cet effet a probablement été limité dans la mesure où les déficits se sont creusés en raison des dépenses de sécurité, qui ont un fort contenu en importations.

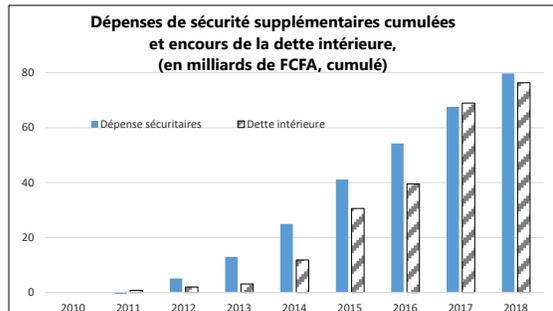
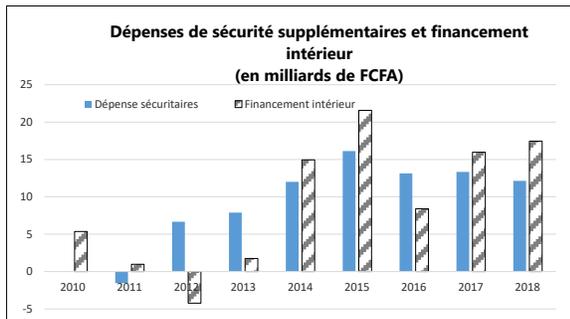
³ Perspectives économiques régionales du FMI pour l'Afrique subsaharienne : « The Economic Consequences of Conflict », printemps 2019. À paraître.

⁴ Conseil mondial du voyage et du tourisme des Nations-Unies : « Niger : Travel and Tourism Economic Impact Report, 2018 ».

8. Compte tenu des dépenses de sécurité nécessaires, il est important d'accroître les recettes et d'améliorer l'efficacité des dépenses, notamment des dépenses de sécurité elles-mêmes. Le budget 2019 a fait un premier pas dans cette direction en procédant à un examen des programmes de dépenses et à des compressions ciblées, notamment dans les crédits alloués aux ministères de la Défense et de l'Intérieur, mais il faut redoubler d'effort pour améliorer la qualité des dépenses. Le Niger a obtenu un score médiocre à l'Indice de lutte contre la corruption en matière de défense de Transparency International pour 2015. Un examen des dépenses de sécurité par l'UE en 2016 a fait état de recettes et de dépenses extrabudgétaires et de la nécessité d'améliorer les prévisions budgétaires et l'exécution des dépenses⁵.

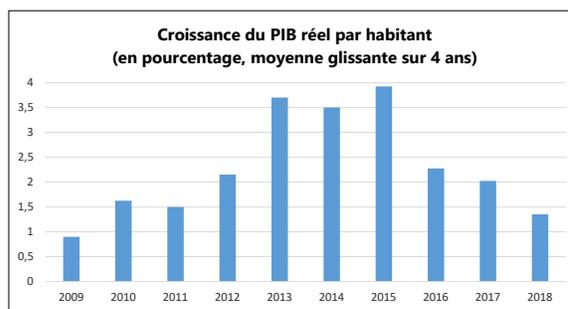
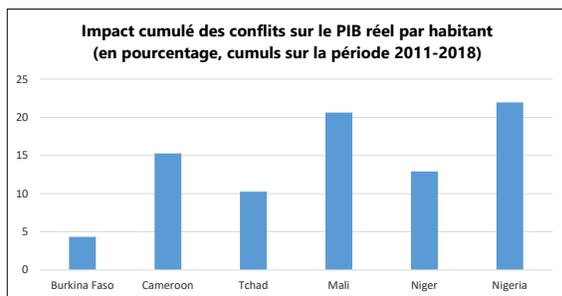
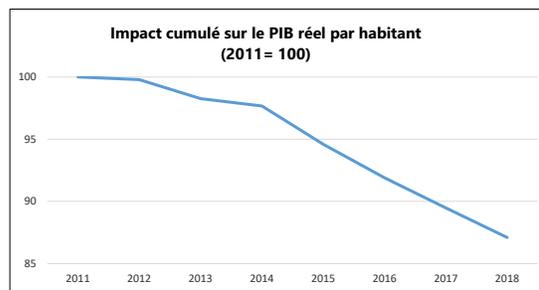
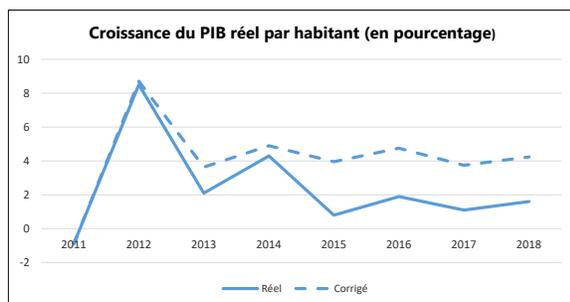
⁵ Union Européenne : « Revue des dépenses publiques du secteur de la sécurité au Niger, 2014–16 ».

Niger : Dépenses de sécurité, financement du budget intérieur, et dette publique intérieure



Source : Calculs des services du FMI.

Niger : Impact des tensions sécuritaires sur l'activité économique



Source : Calculs des services du FMI.

Pays du Sahel : Incidents terroristes
(pour 1 million d'habitants)

| | Burkina Faso | Cameroun | Tchad | Côte d'Ivoire | Mali | Mauritanie | Niger | Nigéria | Sénégal |
|------|--------------|----------|-------|---------------|------|------------|-------|---------|---------|
| 2011 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,1 |
| 2012 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,2 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 2,6 | 0,8 |
| 2013 | 0,0 | 1,9 | 0,0 | 0,0 | 3,7 | 0,0 | 0,3 | 2,0 | 0,0 |
| 2014 | 0,0 | 1,9 | 0,0 | 0,0 | 3,6 | 0,0 | 0,3 | 1,9 | 0,0 |
| 2015 | 0,1 | 1,9 | 1,6 | 0,2 | 4,7 | 0,0 | 1,4 | 2,0 | 0,1 |
| 2016 | 0,5 | 2,9 | 0,3 | 0,1 | 6,2 | 0,0 | 1,5 | 1,2 | 0,1 |
| 2017 | 3,1 | 4,4 | 0,3 | 0,0 | 11,2 | 0,0 | 1,1 | 1,4 | 0,0 |
| 2018 | 6,6 | 11,9 | 2,1 | 0,1 | 14,2 | 0,3 | 1,9 | 1,2 | 0,3 |

Sources : Control Risk ; et calculs des services du FMI.

Niger : Dépenses de sécurité en perspective, 2010–2017

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2010-11 | 2015-17 | Variation | 2012-17 | Variation |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|---------|-----------|---------|-----------|
| Pourcentage du PIB | | | | | | | | | | | | | |
| Sécurité | 2,1 | 1,5 | 3,6 | 3,7 | 4,4 | 5,2 | 4,3 | 4,1 | 1,8 | 4,5 | 2,7 | 4,2 | 2,4 |
| Salaires | 1,1 | 0,7 | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 1,5 | 1,9 | 1,9 | 0,9 | 1,8 | 0,9 | 1,5 | 0,7 |
| Matériels | 0,6 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,6 | 0,5 | 0,7 | 0,1 | 0,7 | 0,2 |
| Subventions | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Administration | 0,1 | 0,2 | 1,6 | 1,5 | 1,9 | 2,8 | 1,5 | 1,4 | 0,1 | 1,9 | 1,7 | 1,8 | 1,6 |
| Investissements, financés sur ressources intérieures | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | -0,2 | 0,1 | -0,2 |
| Investissements, financés sur ressources extérieures | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| Pourcentage des dépenses de sécurité | | | | | | | | | | | | | |
| Salaires | 49,9 | 44,2 | 34,4 | 33,1 | 29,1 | 29,9 | 44,5 | 46,9 | 47,0 | 40,4 | -6,6 | 36,3 | -10,7 |
| Matériels | 27,9 | 31,5 | 17,6 | 20,2 | 18,9 | 14,5 | 15,9 | 15,0 | 29,7 | 15,1 | -14,6 | 17,0 | -12,7 |
| Subventions | 0,7 | 1,6 | 0,8 | 3,2 | 1,8 | 1,4 | 2,0 | 2,0 | 1,1 | 1,8 | 0,7 | 1,9 | 0,8 |
| Administration | 5,5 | 11,1 | 43,4 | 41,0 | 42,7 | 53,6 | 36,0 | 33,2 | 8,3 | 40,9 | 32,6 | 41,6 | 33,3 |
| Investissements, financés sur ressources intérieures | 13,4 | 11,6 | 3,0 | 0,9 | 2,8 | 0,0 | 0,9 | 0,3 | 12,5 | 0,4 | -12,1 | 1,3 | -11,2 |
| Investissements, financés sur ressources extérieures | 2,6 | 0,0 | 0,7 | 1,6 | 4,6 | 0,6 | 0,7 | 2,7 | 1,3 | 1,3 | 0,0 | 1,8 | 0,5 |
| Pourcentage du PIB | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Don't</i> : dépenses financées sur ressources intérieures ² | 16,4 | 16,4 | 17,0 | 18,6 | 24,0 | 23,1 | 17,7 | 18,6 | 16,4 | 19,8 | 3,4 | 19,9 | 3,5 |
| Total budget ¹ | 20,6 | 20,9 | 22,5 | 27,2 | 31,1 | 32,4 | 26,3 | 26,8 | 20,8 | 28,5 | 7,7 | 27,7 | 6,9 |
| Sécurité | 2,1 | 1,5 | 3,6 | 3,7 | 4,4 | 5,2 | 4,3 | 4,1 | 1,8 | 4,5 | 2,7 | 4,2 | 2,4 |
| Hors sécurité | 18,5 | 19,4 | 19,0 | 23,5 | 26,6 | 27,2 | 22,1 | 22,7 | 19,0 | 24,0 | 5,0 | 23,5 | 4,6 |
| Social | 8,0 | 9,2 | 10,0 | 11,4 | 16,4 | 10,6 | 9,1 | 12,1 | 8,6 | 10,6 | 2,0 | 11,6 | 3,0 |
| Santé | 1,4 | 1,8 | 1,7 | 2,0 | 1,9 | 1,7 | 1,4 | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 0,0 | 1,7 | 0,2 |
| Infrastructure | 1,4 | 1,0 | 1,7 | 1,7 | 3,1 | 1,7 | 1,6 | 2,8 | 1,2 | 2,1 | 0,9 | 2,1 | 0,9 |
| Éducation | 3,9 | 4,2 | 4,3 | 4,9 | 7,1 | 5,8 | 5,0 | 4,8 | 4,0 | 5,2 | 1,2 | 5,3 | 1,3 |
| Développement rural | 1,3 | 2,3 | 2,3 | 2,7 | 4,3 | 1,5 | 1,1 | 2,7 | 1,8 | 1,8 | -0,1 | 2,4 | 0,6 |
| Autre | 10,5 | 10,2 | 8,9 | 12,1 | 10,2 | 16,5 | 13,0 | 10,6 | 10,4 | 13,4 | 3,0 | 11,9 | 1,5 |
| Pourcentage des dépenses budgétaires ¹ | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Don't</i> : dépenses financées sur ressources intérieures ² | 79,4 | 78,3 | 75,5 | 68,5 | 77,2 | 71,5 | 67,1 | 69,6 | 78,9 | 69,4 | -9,5 | 71,6 | -7,3 |
| Sécurité | 10,3 | 7,1 | 15,9 | 13,5 | 14,3 | 16,0 | 16,1 | 15,3 | 8,7 | 15,8 | 7,1 | 15,2 | 6,5 |
| Hors sécurité | 89,7 | 92,9 | 84,1 | 86,5 | 85,7 | 84,0 | 83,9 | 84,7 | 91,3 | 84,2 | -7,1 | 84,8 | -6,5 |
| Social | 38,8 | 44,0 | 44,6 | 41,9 | 53,0 | 32,9 | 34,5 | 45,2 | 41,4 | 37,5 | -3,9 | 42,0 | 0,6 |
| Santé | 6,6 | 8,4 | 7,6 | 7,4 | 6,0 | 5,1 | 5,2 | 6,3 | 7,5 | 5,5 | -2,0 | 6,3 | -1,2 |
| Infrastructure | 6,9 | 4,6 | 7,7 | 6,3 | 10,1 | 5,3 | 6,2 | 10,6 | 5,8 | 7,3 | 1,6 | 7,7 | 1,9 |
| Éducation | 19,0 | 19,9 | 18,9 | 18,2 | 23,0 | 17,9 | 19,2 | 18,1 | 19,4 | 18,4 | -1,1 | 19,2 | -0,2 |
| Développement rural | 6,3 | 11,1 | 10,3 | 10,1 | 13,9 | 4,5 | 4,0 | 10,2 | 8,7 | 6,3 | -2,4 | 8,8 | 0,1 |
| Autre | 50,9 | 48,9 | 39,6 | 44,5 | 32,8 | 51,1 | 49,4 | 39,5 | 49,9 | 46,7 | -3,2 | 42,8 | -7,1 |
| Pourcentage du PIB | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses financées sur ressources intérieures ² | 16,4 | 16,4 | 17,0 | 18,6 | 24,0 | 23,1 | 17,7 | 18,6 | 16,4 | 19,8 | 3,4 | 19,9 | 3,5 |
| Sécurité | 2,1 | 1,5 | 3,6 | 3,7 | 4,4 | 5,2 | 4,3 | 4,1 | 1,8 | 4,5 | 2,7 | 4,2 | 2,4 |
| Hors sécurité | 14,2 | 14,9 | 13,4 | 15,0 | 19,5 | 18,0 | 13,4 | 14,6 | 14,6 | 15,3 | 0,7 | 15,6 | 1,1 |
| Pourcentage des dépenses financées sur ressources intérieures | | | | | | | | | | | | | |
| Sécurité | 13,0 | 9,1 | 21,0 | 19,7 | 18,5 | 22,3 | 24,1 | 22,0 | 11,0 | 22,8 | 11,7 | 21,3 | 10,2 |
| Hors sécurité | 87,0 | 90,9 | 79,0 | 80,3 | 81,5 | 77,7 | 75,9 | 78,0 | 89,0 | 77,2 | -11,7 | 78,7 | -10,2 |
| Pourcentage des dépenses de sécurité | | | | | | | | | | | | | |
| Intérieur | 35,4 | 38,1 | 23,3 | 25,3 | 31,8 | 28,8 | 24,4 | | 36,8 | 26,6 | -10,2 | 26,7 | -10,1 |
| Infrastructure | 48,5 | 48,4 | 43,8 | 43,4 | 33,1 | 36,7 | 46,3 | | 48,5 | 41,5 | -7,0 | 40,7 | -7,8 |
| Développement rural | 16,1 | 13,4 | 32,9 | 31,3 | 35,1 | 34,5 | 29,3 | | 14,7 | 31,9 | 17,2 | 32,6 | 17,9 |
| <i>Pour mémoire :</i> | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires, % du PIB ⁴ | 13,6 | 14,2 | 15,3 | 16,6 | 17,6 | 15,8 | 13,5 | 13,7 | 13,9 | 14,3 | 0,4 | 15,4 | 1,5 |
| Recettes tirées des impôts sur le commerce (en pourcentage du PIB) | 4,8 | 5,4 | 3,5 | 3,9 | 3,8 | 4,4 | 3,7 | 3,6 | 5,1 | 3,9 | -1,2 | 3,8 | -1,3 |
| Solde budgétaire de base, % du PIB | -2,9 | -3,7 | -1,7 | -2,1 | -6,4 | -7,4 | -4,2 | -5,0 | -3,3 | -5,5 | -2,2 | -4,5 | -1,2 |
| Financement extérieur net, % du PIB ³ | 5,6 | 6,5 | 8,2 | 10,7 | 8,4 | 9,7 | 9,8 | 10,2 | 6,0 | 9,9 | 3,9 | 9,5 | 3,5 |
| Financement sous la forme de dons extérieurs (en pourcentage du PIB) | 4,6 | 3,8 | 6,1 | 8,0 | 5,5 | 5,4 | 6,0 | 6,7 | 4,2 | 6,1 | 1,9 | 6,3 | 2,1 |
| Financement sur prêts extérieurs, % du PIB | 1,2 | 3,0 | 2,5 | 3,1 | 3,5 | 4,9 | 4,5 | 3,9 | 2,1 | 4,4 | 2,3 | 3,7 | 1,6 |
| Paiements d'amortissement extérieurs (en pourcentage du PIB) | -0,4 | -0,3 | -0,5 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,7 | -0,5 | -0,4 | -0,6 | -0,2 | -0,5 | -0,2 |
| Financement budgétaire extérieur net, % du PIB ³ | 1,3 | 1,9 | 2,6 | 2,2 | 1,3 | 2,7 | 1,9 | 2,7 | 1,6 | 2,4 | 0,9 | 2,2 | 0,7 |
| Financement sur prêts budgétaires extérieurs nets, % du PIB ³ | -0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | -0,3 | 0,9 | 0,4 | 0,2 | -0,2 | 0,5 | 0,7 | 0,3 | 0,5 |
| Financement intérieur, % du PIB | 1,9 | 0,3 | -1,2 | 0,5 | 3,7 | 5,0 | 1,9 | 3,4 | 1,1 | 3,4 | 2,3 | 2,2 | 1,1 |
| Dette intérieure, % du PIB | 3,7 | 3,8 | 3,5 | 3,6 | 5,5 | 9,6 | 11,1 | 16,8 | 3,7 | 12,5 | 8,8 | 8,4 | 4,6 |
| Dette nette de l'administration centrale, % du PIB | 20,1 | 24,0 | 21,9 | 20,5 | 25,6 | 35,9 | 41,6 | 47,2 | 22,1 | 41,6 | 19,5 | 32,1 | 10,0 |
| Dépenses de l'Etat, milliards de FCFA | 584 | 632 | 799 | 1.030 | 1.264 | 1.388 | 1.188 | 1.267 | | | | | |
| Dépenses financées sur ressources intérieures, milliards de FCFA | 464 | 496 | 604 | 706 | 976 | 992 | 797 | 881 | | | | | |
| PIB nominal, milliards de FCFA | 2.832 | 3.024 | 3.544 | 3.788 | 4.069 | 4.289 | 4.511 | 4.726 | | | | | |

Sources : Autorités nigériennes ; et estimations des services du FMI.

1/ Total des dépenses budgétaires, hors remboursements de la dette.

2/ Total des dépenses budgétaires non financées par une aide à projet extérieure, hors remboursements de la dette et ordres de paiements.

3/ Net des paiements d'amortissement sur la dette extérieure.

4/ Hors ordres de paiements.

Annexe IV. Importance économique du secteur des ressources naturelles

1. Le secteur des ressources naturelles au Niger traverse une période de transition.

L'uranium, le pétrole et l'or représentent actuellement 8 % du PIB et la moitié des recettes d'exportation. L'exploitation de l'uranium a longtemps été prédominante, mais est confrontée à un avenir incertain depuis l'effondrement des cours mondiaux. Elle pourrait être supplantée par un fort développement de la production pétrolière, et éventuellement aurifère. Cette évolution pourrait plus que doubler le PIB lié aux produits de base et les recettes d'exportation à moyen terme, et avoir également une incidence très positive sur les recettes budgétaires.

Évolution sectorielle

2. Les perspectives du secteur de l'uranium sont fragiles. La valeur stratégique de l'uranium a attiré d'importants investissements étrangers depuis le début des années 70, essentiellement de France avec le gouvernement comme actionnaire minoritaire, faisant du Niger le quatrième producteur au monde. Toutefois, le secteur est en difficulté en raison de la faiblesse persistante de la demande internationale et des cours mondiaux depuis l'accident nucléaire de Fukushima en 2011. Les volumes de production et les recettes d'exportation ont diminué de moitié par rapport à leurs niveaux records de 2012. La perte de recettes budgétaires a été encore plus prononcée. Les investissements ont été différés, les opérations ont été suspendues dans l'une des trois mines du pays, la mise en valeur d'une deuxième mine, qui aurait été la deuxième mine d'uranium au monde, a été gelée, et plus récemment, les mines ont commencé à enregistrer des pertes. Les signes d'un redressement récent des cours permettent toutefois un espoir prudent.

3. Les perspectives du secteur pétrolier sont positives. La production de pétrole a démarré en 2011 lorsque la CNPC a mis en valeur un gisement pétrolier et construit une raffinerie, dont les autorités détiennent une participation tout juste inférieure à 50 %. En l'absence d'un oléoduc pour exporter le pétrole brut, la production est limitée à environ 20.000 barils par jour, destinés au marché local et permettant de modestes exportations de produits raffinés. Des plans de longue date pour construire un oléoduc d'exportation traversant le Bénin semblent enfin se concrétiser, avec la signature fin 2018 de protocoles d'accord et d'un certain nombre de conventions. Si ces plans se réalisaient, le Niger deviendrait exportateur de pétrole brut d'ici 2022, avec une production d'environ 100.000 barils par jour, comparable à celles du Cameroun, du Tchad, ou du Ghana. D'importants investissements seraient nécessaires (2,1 milliards de dollars pour l'oléoduc et 3,6 milliards de dollars pour la capacité de production supplémentaire), qui seront tous vraisemblablement pris en charge par la CNPC. Le développement de la production pétrolière pourrait avoir une incidence considérable : le PIB réel pourrait augmenter de 12 %, les recettes d'exportation annuelles de près d'1 milliard de dollars et les recettes budgétaires directes de 2,5 % du PIB.

4. Le secteur aurifère connaît une forte expansion. Il n'existe qu'une seule entreprise formelle, dont la production a été de 1,3 tonnes d'or en 2017, avec une valeur d'exportation de 0,5

% du PIB, mais des recettes négligeables pour le budget. La production aurifère est toutefois essentiellement artisanale, et n'est pas correctement prise en compte dans les statistiques officielles. Selon des estimations officieuses, elle varierait de 4 à 10 tonnes, tandis qu'elle est de 28 tonnes au Burkina Faso et de 40 tonnes au Mali, ce qui ferait sans aucun doute de l'or la première exportation de ressources naturelles du Niger. Les projections qui figurent au tableau de la présente annexe adoptent une position plus conservatrice. Selon les estimations de la Banque mondiale, le secteur artisanal emploie directement entre 100.000 et 500.000 personnes et représente d'importantes sources de recettes pour les administrations locales.

Incidences macroéconomiques

5. La contribution du secteur des ressources naturelles à l'économie s'est affaiblie ces dernières années, suite à la baisse des prix à l'exportation, notamment de l'uranium. Les recettes d'exportation ont chuté, la contribution du secteur à la croissance du PIB réel s'est affaiblie et les recettes budgétaires ont souffert. Les recettes directes du secteur des ressources naturelles ont enregistré une baisse particulièrement prononcée de 2 % du PIB entre 2014 et 2018, à un moment où les problèmes sécuritaires et la contrebande transfrontalière réduisaient les recettes à la frontière. Cette diminution des recettes du secteur des ressources naturelles a contribué à la mauvaise tenue générale des recettes et a vraisemblablement ajouté jusqu'à 10 % du PIB à la dette intérieure du Niger depuis 2014.

6. À l'avenir, le secteur des ressources naturelles devrait apporter une forte contribution positive à l'économie, en raison essentiellement du développement prévu de la production et des exportations de pétrole brut, mais aussi des projections de redressement des cours de l'uranium. Selon des hypothèses prudentes, le secteur des ressources naturelles pourrait contribuer à hauteur de près de 12 % à la croissance globale en 2022-23, plus que doubler les recettes d'exportation d'ici 2024, et augmenter les recettes budgétaires d'environ 2,5 % du PIB. Les résultats sont sensibles aux hypothèses de prix : avec une projection à moyen terme du cours mondial du pétrole, par exemple, aux alentours de 70 dollars au lieu de 60 dollars le baril, les recettes budgétaires dégagées par une augmentation des exportations pétrolières pourraient atteindre 4 % du PIB dans les dix ans à venir.

Gestion du secteur des ressources naturelles

7. Le Niger doit améliorer la gouvernance du secteur des ressources naturelles pour formaliser le secteur artisanal, réduire les exportations illicites non taxées et augmenter les recettes budgétaires. Même si l'Institut de gouvernance des ressources naturelles classe le Niger dans le tiers supérieur de 89 pays examinés, il le considère néanmoins faible et indique un écart prononcé entre le cadre juridique et la pratique. Les principes énoncés dans les directives de l'UEMOA n'ont toujours pas été intégralement transposés. L'apparition du secteur aurifère artisanal a entraîné une révision du Code minier en 2017, mais les mécanismes de contrôle instaurés n'ont toujours pas été mis en œuvre. La réintégration du Niger à l'ITIE dès cette année constituerait une étape importante.

8. Le Niger devra veiller à tirer parti de ces améliorations par deux canaux. Le premier est budgétaire : les autorités pourraient renforcer la capacité de suivi des opérations pour assurer la transparence et la conformité aux réglementations fiscales. Un contrôle plus rigoureux des dispositions budgétaires, notamment des exonérations fiscales, est indispensable. Le deuxième canal est le contenu local : afin d'assurer des retombées au niveau national, il faudra redoubler d'efforts pour renforcer le climat des affaires et ainsi soutenir les fournisseurs nationaux et pour assurer la formation de capital humain qui puisse fournir la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Il est important d'optimiser les bienfaits par ces deux canaux pour éviter de ne doper que le PIB, et pas le revenu national.

9. Le développement du secteur des ressources naturelles soulève des questions difficiles. Les autorités devront envisager les ramifications macroéconomiques d'une forte augmentation des recettes d'exportation et des recettes budgétaires issues des ressources naturelles. Elles devront plus précisément décider s'il convient d'utiliser les recettes budgétaires supplémentaires pour augmenter l'épargne, et ainsi réduire la dette intérieure, ou s'il convient de les utiliser pour financer les dépenses, et dans ce cas, quel type de dépenses et à quel rythme.

Niger : Secteur des ressources naturelles, 2012–2024

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2012-18 | 2019-21 | 2022-24 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|---------|---------|
| | | | | Est. | | | Proj. | | | | Moyenne | | |
| Volumes de production et d'exportation | | | | | | | | | | | | | |
| Uranium, tonnes | 4.334 | 2.924 | 3.525 | 2.870 | 3.054 | 2.983 | 2.689 | 2.733 | 1.819 | 1.819 | 3.886 | 2.909 | 2.124 |
| Or, kg | 1.301 | 1.109 | 1.347 | 1.190 | 1.520 | 2.160 | 2.940 | 2.885 | 3.919 | 4.748 | 1.466 | 2.207 | 3.851 |
| Production de pétrole brut, millions de barils | 5,5 | 6,1 | 6,6 | 6,1 | 7,3 | 7,3 | 7,3 | 25,6 | 30,3 | 35,4 | 6,0 | 7,3 | 30,4 |
| Exportations de pétrole, millions de barils | 1,8 | 2,2 | 3,4 | 2,6 | 3,4 | 3,2 | 3,0 | 20,8 | 25,3 | 30,2 | 2,6 | 3,2 | 25,4 |
| Exportations de pétrole brut, millions de barils | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 18,3 | 23,0 | 28,1 | 0,0 | 0,0 | 23,1 |
| Exportations de pétrole raffiné, millions de barils | 1,8 | 2,2 | 3,4 | 2,6 | 3,4 | 3,2 | 3,0 | 2,6 | 2,3 | 2,1 | 2,6 | 3,2 | 2,3 |
| Recettes d'exportation des ressources naturelles, milliards de FCFA | | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation minière | 265 | 202 | 194 | 143 | 162 | 182 | 187 | 188 | 178 | 200 | 255 | 177 | 189 |
| Uranium | 241 | 178 | 168 | 124 | 132 | 134 | 120 | 121 | 80 | 80 | 228 | 129 | 94 |
| Or | 25 | 25 | 26 | 19 | 30 | 48 | 67 | 67 | 98 | 121 | 27 | 48 | 95 |
| Pétrole | 81 | 89 | 156 | 129 | 162 | 152 | 141 | 621 | 738 | 865 | 134 | 152 | 741 |
| Recettes d'exportation des ressources naturelles, % du PIB | | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation minière | 8,1 | 6,4 | 7,4 | 5,3 | 5,8 | 5,5 | 5,0 | 10,9 | 11,4 | 12,2 | 9,4 | 5,5 | 11,5 |
| Pétrole | 1,9 | 2,0 | 3,3 | 2,5 | 2,9 | 2,5 | 2,2 | 8,4 | 9,2 | 9,9 | 3,2 | 2,5 | 9,2 |
| Recettes budgétaires des ressources naturelles, au sens large, milliards de FCFA¹ | | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation minière | 19 | 12 | 22 | 15 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 127 | ... | ... |
| Pétrole | 99 | 105 | 100 | 92 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 104 | ... | ... |
| Recettes budgétaires des ressources naturelles, au sens large, % du PIB¹ | | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation minière | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 0,3 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 0,5 | ... | ... |
| Pétrole | 2,3 | 2,3 | 2,1 | 1,8 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2,3 | ... | ... |
| Recettes budgétaires des ressources naturelles, directes, milliards de FCFA¹ | | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation minière ² | 19 | 14 | 10 | 9 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 19,7 | ... | ... |
| Redevances | ... | 13 | 9 | 7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 9,7 | ... | ... |
| Redevances foncières | ... | 1,0 | 1,1 | 1,5 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1,2 | ... | ... |
| Taxe d'exploitation artisanale | ... | 0,0 | 0,0 | 0,2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 0,1 | ... | ... |
| Pétrole | 40 | 48 | 46 | 35 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 43,9 | ... | ... |
| Redevances foncières | 2,8 | 3,1 | 3,1 | 3,0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1,8 | ... | ... |
| Redevances ad valorem | 19 | 23 | 20 | 18 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 22,6 | ... | ... |
| Taxe pétrolière | 14 | 19 | 19 | 11 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 17,4 | ... | ... |
| Profit pétrolier | 4,3 | 3,7 | 3,8 | 2,8 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3,7 | ... | ... |
| Recettes budgétaires des ressources naturelles, directes, % du PIB¹ | | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation minière ² | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 0,5 | ... | ... |
| Pétrole | 0,9 | 1,1 | 1,0 | 0,7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1,0 | ... | ... |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | | |
| Total des exportations de marchandises, milliards de FCFA | 643 | 612 | 700 | 674 | 773 | 837 | 888 | 1.443 | 1.593 | 1.797 | 695 | 832 | 1.611 |
| PIB nominal, milliards de FCFA | 4.289 | 4.511 | 4.726 | 5.163 | 5.571 | 6.056 | 6.527 | 7.402 | 8.011 | 8.721 | 4.299 | 6.052 | 8.045 |
| Cours mondial de l'uranium, 1000 FCFA/Kg | 22 | 16 | 13 | 11 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| Prix à l'exportation de l'uranium pour le Niger, 1000 FCFA/Kg | 56 | 61 | 48 | 43 | 43 | 45 | 45 | 44 | 44 | 44 | 57 | 44 | 44 |
| Prix à l'exportation de l'or, 1000 FCFA/gramme | 19 | 22 | 19 | 16 | 19 | 22 | 23 | 23 | 25 | 25 | 19 | 22 | 25 |
| Prix à l'exportation du pétrole brut, 1000 FCFA/baril | 26 | 22 | 26 | 32 | 29 | 28 | 28 | 27 | 27 | 27 | 34 | 28 | 27 |
| Prix à l'exportation du pétrole raffiné, 1000 FCFA/baril | 43 | 38 | 44 | 48 | 48 | 47 | 47 | 46 | 46 | 46 | 51 | 47 | 46 |

Sources : Autorités nigériennes; et estimations des services du FMI.

1/ Les recettes budgétaires directes des ressources naturelles n'incluent que les redevances, les taxes pétrolières, les bénéfices pétroliers, et la taxe sur l'exploitation artisanale. La définition plus large inclut l'impôt sur le revenu des entreprises et des salariés, la taxe foncière, et les taxes à la frontière. Dans le cas du secteur pétrolier, ces autres éléments de recettes proviennent également de la raffinerie et des distributeurs nationaux.

2/ Hors dividendes de l'Etat sur ses participations dans le secteur de l'exploitation de l'uranium.

Annexe V. Matrice d'évaluation des risques

| Sources du risque | Probabilité relative | Effet escompté si le risque se concrétise | Riposte recommandée |
|---|--|--|---|
| Risques mondiaux | | | |
| Net durcissement des conditions financières mondiales. | Faible à moyenne (compte tenu des possibilités de durcissement de la politique monétaire aux États-Unis et de l'augmentation prolongée des primes de risque pour les pays émergents et en développement) | Fort Un durcissement des conditions financières mondiales pourrait inciter les pays de l'UEMOA ayant actuellement accès aux marchés internationaux à se tourner davantage vers les marchés régionaux pour se financer. Le Niger serait confronté à une hausse des coûts d'emprunt et à une diminution des financements disponibles. | Maintenir le cap de l'assainissement budgétaire, se préparer en allongeant les échéances, et mobiliser un financement extérieur avec l'appui des bailleurs de fonds. |
| Montée du protectionnisme et retrait du multilatéralisme. | Forte | Faible Les principales exportations nigériennes d'uranium vers la France et de pétrole et de produits agricoles vers les pays voisins devraient être assez protégées. | |
| Risques intérieurs | | | |
| Détérioration de la situation sécuritaire. | Moyenne (compte tenu des répercussions transfrontalières des tensions sécuritaires dans les pays voisins) | Fort L'impact serait fort sur le bien-être social, la croissance, et la balance des paiements, en raison d'une crise humanitaire, des perturbations de la vie économique, et d'une diminution de l'IDE. Les finances publiques seraient en difficulté en raison de la hausse des dépenses de sécurité et de la baisse des recettes. | Renforcer la collaboration en matière de sécurité avec les pays voisins et la communauté internationale. |
| Retards dans la réalisation des projets du secteur extractif et évolution défavorable des cours des produits de base. | Forte (compte tenu de la faiblesse persistante des cours de l'uranium et de l'insécurité régionale) | Fort Impact négatif sur l'activité économique, le compte des transactions courantes et la situation budgétaire. Les craintes de fluctuations des cours des produits de base sont atténuées par le fait que le Niger n'exporte pas encore de pétrole brut et que la formule du prix de vente de l'uranium est négociée, ce qui protège le Niger contre les soubresauts du marché à court terme. | Améliorer la surveillance et la transparence du secteur. Renforcer la gestion des ressources pour contenir la procyclicalité des finances publiques, ajuster les plans budgétaires, et améliorer la qualité des dépenses. Créer les conditions propices au développement du secteur privé et accroître les recettes hors ressources naturelles à moyen terme. |
| Accumulation continue de dette en raison d'une médiocre mise en œuvre de la politique et de faibles capacités de gestion de la dette. | Moyenne à forte | Fort Détérioration de la dynamique de la dette, qui pourrait devenir non viable. | Poursuivre l'amélioration des capacités de gestion de la dette. Assurer une sélection rigoureuse des projets financés par l'endettement pour garantir des rendements élevés. |
| Conditions météorologiques défavorables / catastrophes naturelles. | Forte (compte tenu des événements cycliques de sécheresses et d'invasions de criquets pèlerins) | Fort Des conditions météorologiques défavorables entraîneraient une baisse de la production agricole, une aggravation de l'insécurité alimentaire et des tensions inflationnistes. | Renforcer la résilience de l'agriculture. Continuer d'améliorer le système de riposte d'urgence. Reconstituer des volants budgétaires pour permettre des dépenses bien ciblées et des mesures de soutien. |
| Diminution de l'appui des bailleurs de fonds. | Faible (compte tenu de l'importance croissante du Niger dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine) | Fort Impact négatif sur les projets de développement et difficultés pour les finances publiques en raison de la diminution de l'appui budgétaire. | Renforcer la collaboration avec les bailleurs de fonds traditionnels et de nouveaux bailleurs. Renforcer les capacités de mise en œuvre pour assurer un rendement élevé des projets financés par les bailleurs de fonds. Réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure à moyen terme. |

Annexe VI. État d'avancement des principales recommandations issues des consultations de 2016 au titre de l'article IV

| Recommandation | État d'avancement |
|---|---|
| Concrétiser le programme de croissance | |
| <p>Des mesures sont indispensables pour tirer parti du dividende démographique et réduire les fortes inégalités femmes-hommes au Niger. Les autorités doivent poursuivre les réformes économiques, juridiques et institutionnelles qui ont fait leur preuve pour permettre aux femmes de pleinement participer au marché du travail. Il convient de mieux établir les priorités d'investissements en capital humain pour améliorer l'éducation des femmes et la formation professionnelle.</p> | <p>En 2017, les autorités ont adopté le nouveau Plan de développement économique et social 2017–21, et actualisé leur Politique nationale de genre. Dans les deux cas, l'objectif est de réduire les inégalités femmes-hommes, la fécondité et la croissance de la population.</p> |
| <p>Renforcer la structure de prévention et de gestion des catastrophes. La coordination entre institutions pourrait être renforcée. Les logiciels informatiques du système d'alerte précoce et la couverture géographique de la structure de gestion des catastrophes pourraient être élargis.</p> | <p>Les autorités ont intensifié la mise en œuvre de l'initiative 3N (« les Nigériens nourrissent les Nigériens »).</p> |
| Préserver la viabilité tout en renforçant la croissance inclusive | |
| <p>Augmenter l'espace budgétaire. Accroître les recettes grâce à l'élargissement de l'assiette des impôts, l'amélioration de l'efficacité des administrations fiscale et douanière et la rationalisation des exonérations fiscales. Renforcer les dépenses grâce à l'établissement de priorités parmi les dépenses publiques et l'amélioration de la maîtrise des dépenses et de la gestion de la liquidité.</p> | <p>Une série de mesures visant à renforcer l'administration des recettes ont été mises en œuvre, notamment la mise en place de logiciels informatiques, l'élimination progressive des paiements en espèces, l'instauration de plans de performance, l'établissement de valeurs transactionnelles en douane, et l'ouverture de nouveaux bureaux des impôts. La rationalisation des exonérations fiscales est en cours de préparation. La qualité des dépenses devrait bénéficier de la budgétisation par programme depuis 2018 et d'une Évaluation de la gestion de l'investissement public réalisée au début de l'année 2019.</p> |
| <p>Renforcer la gestion de la dette. Renforcer les capacités du comité interministériel de gestion de la dette. Renforcer la structure destinée aux PPP. Actualiser le plan d'emprunts extérieurs.</p> | <p>Une nouvelle législation sur les PPP est en place. Le comité interministériel valide les rapports trimestriels sur la gestion de la dette. Un plan d'emprunts révisé est en cours d'élaboration. La consolidation de la gestion de la dette au Trésor reste en suspens.</p> |
| <p>Gestion des ressources naturelles. Renforcer la structure institutionnelle de gestion des ressources naturelles, notamment les capacités d'évaluation, de prévision, et de vérification des recettes.</p> | <p>Les autorités ont fait marche arrière en quittant l'ITIE. Le processus de réintégration est en cours.</p> |
| <p>Favoriser la croissance grâce à l'amélioration du climat des affaires et à un développement plus inclusif du secteur financier.</p> | <p>Les autorités axent leurs efforts sur les domaines de la conduite des affaires (« Doing Business ») de la Banque mondiale. Le traitement fiscal du crédit-bail a été précisé dans la loi de finances 2019. Le dispositif de soutien au financement des PME de la BCEAO a été mis en place. L'autorité de lutte contre la corruption, l'HALCIA, a intensifié ses campagnes de sensibilisation dans le cadre du déploiement de la Stratégie nationale anti-corruption.</p> |

Annexe VI. État d'avancement des principales recommandations issues des consultations de 2016 au titre de l'article IV (fin)

| | |
|---|--|
| <p>Liens macro-financiers : Faciliter l'accès au crédit des petites entreprises, notamment celles dirigées par des femmes et de jeunes entrepreneurs. Mettre en place un comité de pilotage pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement du secteur financier.</p> | <p>La microfinance n'a pas réussi à décoller, le plus grand prestataire étant aujourd'hui en liquidation judiciaire. Les autorités ont achevé une nouvelle stratégie sur l'inclusion financière.</p> |
|---|--|

Appendice I. Lettre d'intention

Niamey, le 13 juin 2019

Madame Christine Lagarde
Directrice générale
Fonds monétaire international
Washington DC, 20431

Madame la Directrice générale,

1. Le Niger continue à faire des progrès notables dans le cadre de son programme de réforme appuyé par l'accord FEC. La croissance du PIB réel s'est accélérée pour atteindre un niveau estimé à 6,5 % en 2018 et, devrait atteindre au moins 7 % en moyenne au cours des cinq prochaines années. L'économie ferait preuve d'un dynamisme nouveau, stimulé par plusieurs grands projets d'investissement privés et publics, notamment la construction d'un oléoduc d'exportation de pétrole brut, et par l'accueil en juillet prochain du sommet de l'Union africaine. L'inflation est tombée bien en deçà de la norme de 3 % de l'UEMOA. En 2018, le redressement budgétaire a dépassé le programme, le déficit se réduisant à 4,2 % du PIB. Ces progrès ont été réalisés malgré une situation sécuritaire tendue, la faiblesse des prix de l'uranium exporté et des énormes défis du développement.

2. La mise en œuvre de notre programme de réforme appuyé par la FEC se déroule bien dans l'ensemble. Tous les critères de réalisation et des objectifs indicatifs pour fin décembre 2018 et fin mars 2019 ont été respectés, à l'exception de l'apurement des arriérés de paiement intérieurs à cause de tensions temporaires sur les marchés financiers régionaux et de besoins de sécurité pressants. Par contre, des paiements substantiels sont une mesure préalable pour compléter la présente revue. Les réformes structurelles ont également avancé. Tous les repères structurels, sauf un, jusqu'à fin mars 2019 ont été atteints. La réalisation de cet objectif est une autre mesure préalable. La progression vers les repères structurels à fin juin 2019 s'effectue bien.

3. Les autorités restent pleinement déterminées à atteindre les objectifs du programme. Des finances publiques saines, favorisant la stabilité économique, sont au premier rang des priorités. Les autorités n'épargneront aucun effort pour satisfaire au critère de convergence fixé par l'UEMOA d'un déficit budgétaire ne dépassant pas 3 % du PIB en 2020, de façon à garantir la viabilité de la dette et à préserver la notation de risque d'endettement public modéré. Elles continueront de chercher à accroître les recettes, tout en améliorant la qualité des dépenses et la gestion de la dette. Elles reconnaissent aussi l'importance de développer un secteur privé local plus vigoureux, de renforcer davantage la gouvernance et de promouvoir l'éducation des filles.

4. Le programme pour le reste de 2019 et le moyen terme est exposé en détail dans le Mémoire de politique économique et financière (MPEF) ci-joint. Le Gouvernement est convaincu que les mesures que contient le programme contribueront à atteindre ses objectifs établis. Il se tient prêt à prendre toutes les dispositions supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires et consultera les services du FMI à propos de leur adoption avant de modifier les mesures figurant dans le MPEF, conformément aux politiques du FMI en ce qui concerne les consultations. Il communiquera promptement les informations nécessaires au suivi de la situation économique et à la mise en œuvre des mesures en rapport avec le programme selon les modalités prévues par le Protocole d'accord technique (PAT) joint ou à la demande du FMI.

5. Les autorités nigériennes sollicitent un prolongement de trois mois de l'accord FEC, jusqu'en avril 2020. Cela permettra de conserver l'espacement semestriel des objectifs du programme pour sa sixième et dernière revue, tout en complétant la mise en œuvre des réformes prévues dans un cadre temporel plus réaliste.

6. Compte tenu de la réalisation des mesures préalables — la réduction des arriérés de paiement intérieurs couplée d'assurances renouvelées concernant l'engagement du Gouvernement et l'adoption de plans de performance pour les administrations fiscale et douanière — et de la volonté d'appliquer le programme, le Gouvernement du Niger sollicite (i) une dérogation pour la non observation du critère de réalisation sur l'apurement des arriérés de paiements intérieurs à fin décembre 2018 et leur plafonnement à 5 milliards de FCFA durant le premier semestre de 2019 ; (ii) une dérogation pour la non observation du critère de réalisation continu sur le maintien du stock des arriérés de paiement intérieurs en-dessous du plafond de 5 milliards de FCFA en 2019 ; (iii) la modification du critère de réalisation continu sur le stock des arriérés de paiement intérieurs à partir de la date d'achèvement de la quatrième revue et la modification du facteur d'ajustement du critère de réalisation sur le financement intérieur à fin-juin 2019 ; (iv) la conclusion de la quatrième revue du programme ; (v) le versement de la cinquième tranche, de 33,84 millions de DTS, au titre de l'accord FEC ; et (vi) une prolongation de 3 mois de cet accord, jusqu'au 22 avril 2020 et un rééchelonnement des décaissements comme détaillé dans le tableau 2 du MPEF. Les critères de réalisation, les objectifs indicatifs et les repères structurels pour 2019 sont présentés aux tableaux 2, 4 et 6 du MPEF.

7. Conformément à notre engagement de longue date en faveur de la transparence, nous consentons à la publication sur le site Internet du FMI du rapport des services, de cette lettre d'intention, du MPEF et du PAT.

Veuillez agréer, Madame la Directrice générale, l'assurance de ma haute considération.

/s/

Mamadou Diop
Ministre des Finances

Pièces jointes : I. Mémoire de politique économique et financière.
II. Protocole d'accord technique.

Pièce jointe I. Mémoire de politique économique et financière du Niger

INTRODUCTION

1. Ce mémoire de politique économique et financière (MPEF) complète et actualise les mémoranda signés les 21 décembre 2016, 30 novembre 2017, 15 mai 2018 et 21 novembre 2018. Il décrit l'évolution économique récente, les perspectives macroéconomiques, les progrès dans la mise en œuvre du programme et les mesures qui seront prises pendant le reste de l'année 2019 et à moyen terme. Le programme appuyé par l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) est conforme au plan de développement économique et social (PDES 2017-2021) du Gouvernement. Ses priorités sont : (i) le maintien de la stabilité macroéconomique ; (ii) la création d'une marge budgétaire grâce à une mobilisation accrue des recettes publiques et à une plus grande efficacité des dépenses ; (iii) l'amélioration de la gestion financière publique, notamment pour la trésorerie et la dette ; (iv) le soutien au développement du secteur privé et du système financier ; (v) le renforcement de la transparence et de la gouvernance, y compris dans les secteurs des mines et du pétrole ; (vi) le recul de la pauvreté ; et (vii) la gestion du défi démographique, notamment en développant la scolarisation des filles.

ÉVOLUTION RÉCENTE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

2. L'évolution récente de l'économie correspond, en général, aux prévisions établies lors de la précédente revue du programme. La croissance du PIB réel en 2018, tirée par les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services, s'est élevée au taux estimé de 6,5 %. L'inflation a commencé à régresser rapidement à la fin de l'année, ressortant à une moyenne annuelle de 2,7 % en 2018. Le déficit extérieur courant s'est encore creusé, en raison surtout de la faiblesse des exportations de ressources naturelles et d'une augmentation d'importations de biens intermédiaires et d'investissement. Il a été essentiellement financé par des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers, mais un déficit global de 2,3 % du PIB subsiste. En tant que membre de l'UEMOA, le Niger a recours aux réserves de change communes, qui représentent actuellement 4,3 mois d'importations de l'Union. L'approfondissement financier est encore faible puisque le crédit au secteur privé n'a augmenté que de 6,9 % en moyenne pour l'année, soit moins que l'accroissement du PIB nominal (9,2 %).

3. L'assainissement budgétaire se poursuit. Le déficit global a diminué un peu plus que ce qui était programmé, passant de 5,7 % du PIB en 2017 à 4,1 % en 2018 grâce à des restrictions sur les dépenses courantes et les investissements financés sur ressources internes ainsi qu'à un passage des emprunts aux dons pour les investissements à financement externe. Les efforts de mobilisation de recettes ont commencé à porter leurs fruits grâce à des nouvelles mesures, telles que les plans de performance des administrations en charge des prélèvements obligatoires, la transition graduelle de l'évaluation en douanes vers les valeurs transactionnelles des importations, la suppression de

certaines exonérations fiscales et les efforts de fiscalisation renforcée du secteur informel. Par contre, la faible contribution du secteur des ressources naturelles et l'abrogation d'une taxe sur les télécommunications ont réduit cette performance. L'apurement des arriérés de paiement a été interrompu par des tensions temporaires sur les marchés financiers régionaux et des dépenses liées à des événements sécuritaires.

RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME APPUYÉ PAR LA FEC

4. La mise en œuvre du programme a bien avancé en dépit de certains retards.

5. Tous les critères de réalisation (CR) et tous les objectifs indicatifs (OI) jusqu'à fin mars 2019 ont été respectés, à l'exception de l'apurement des arriérés de paiement intérieurs ; leur réduction substantielle a été retenue en tant que *mesure préalable* pour cette revue.

Principalement, le CR sur le financement intérieur a été respecté, comme l'ont été les OI sur les recettes publiques, le solde budgétaire de base, les dépenses sociales et les dépenses exceptionnelles. En revanche, l'objectif d'éliminer les arriérés de paiements intérieurs à fin 2018 et de les maintenir ensuite en deçà d'un seuil technique minimum s'est heurté à des difficultés de réalisation imputables au resserrement temporaire des conditions de financement. L'apurement des arriérés a donc été reporté à juin 2019, date à laquelle les tensions sur les marchés devraient s'être atténuées.

6. La mise en œuvre du programme structurel couvert par les repères structurels (RS) a également bien avancée, malgré certains retards par rapport au calendrier, dus à l'importance du programme de réforme du Niger et à ses capacités limitées. La suppression progressive des paiements en liquide dans le secteur public a dépassé les engagements du programme de l'appliquer aux principaux services fiscaux et douaniers et d'établir un plan pour renforcer le recours au système bancaire. Les pécules des fonctionnaires contractuels sont bancarisés depuis janvier 2019 et les salaires des autres fonctionnaires, initialement au billetage, depuis mars 2019. La quasi-totalité des comptes bancaires des entités publiques ont été transférés au compte unique du Trésor (CUT), comme envisagé. L'interconnexion électronique des administrations fiscale et douanière a été établie dans le délai prévu (mars 2019). Toutefois, la finalisation des plans de performance 2019 de ces deux administrations n'est envisagée qu'en tant que *mesure préalable* pour cette revue. La préparation des réformes structurelles correspondant aux RS à fin juin 2019 se poursuit, à l'exception des retards de préparation de la législation pour réduire les exonérations fiscales.

7. Au quatrième trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019, le Gouvernement s'est conformé à tous les RS récurrents sauf un. Les dotations trimestrielles des crédits sont débloquées pendant le premier mois du trimestre en fonction des décisions du Comité interministériel de régulation budgétaire. Le Gouvernement a établi des plans d'engagement trimestriels et des plans correspondants de gestion de la trésorerie et de la dette. Le Comité interministériel de gestion de la dette s'est réuni tous les trimestres. L'établissement de la situation des nouvelles exonérations fiscales discrétionnaires en vigueur depuis le début de 2018 a aussi pris

plus de temps que prévu, mais elle est maintenant achevée et a été communiquée aux services du FMI.

CADRE MACROÉCONOMIQUE POUR LE RESTE DE L'ANNÉE 2019 ET LE MOYEN TERME

8. Les perspectives économiques pour 2019 et à moyen terme restent favorables. Comme il a été expliqué lors de la préparation de la revue du programme, la croissance devrait bénéficier cette année de l'accueil du sommet de l'Union africaine et du lancement de nombreux grands projets par des investisseurs privés, des bailleurs de fonds, l'État et des partenariats public-privé (PPP). L'exécution de la plupart d'entre eux prendra plusieurs années, ce qui stimulera l'activité dans la phase de réalisation et contribuera ultérieurement à la capacité de production du Niger. Le plus important est la construction d'un oléoduc pour l'exportation de pétrole brut à travers le Bénin, qui devrait donner une forte impulsion au PIB, aux exportations et aux recettes budgétaires quand il deviendra opérationnel (en 2022). Dans ces conditions, le PIB réel devrait augmenter d'au moins 7 % en moyenne pendant les cinq prochaines années, mais il sera légèrement inférieur, à 6,3 % en 2019, du fait d'une production agricole plus mesurée après la très bonne récolte de 2018. L'inflation devrait rester modérée, en dessous de la norme de l'UEMOA. La balance des paiements du Niger va devenir encore plus déficitaire parce que la réalisation des grands projets fera augmenter les importations, mais elle devrait se redresser à moyen terme, en particulier lorsque les exportations de pétrole brut commenceront. La progression du crédit au secteur privé et de la masse monétaire au sens large devrait dépasser la croissance du PIB nominal avec le début de l'approfondissement graduel du secteur financier.

9. S'agissant des finances publiques, le but est de se conformer en 2020 au critère de déficit de l'UEMOA. Suite aux efforts de consolidation en 2019, le déficit budgétaire global sera aligné en 2020 au seuil de 3 % du PIB, puis diminuera progressivement à moyen terme pour s'établir à 2 % du PIB. L'assainissement repose surtout sur la mobilisation de recettes, et la maîtrise des dépenses constitue une seconde ligne de défense au cas où les résultats sur le plan des recettes ne sont pas satisfaisants. Le Gouvernement s'efforcera d'améliorer constamment la qualité des dépenses afin de tirer le meilleur parti des ressources limitées. La poussée probable des recettes liées aux exportations de pétrole brut servira à réduire encore le déficit à environ 2 % du PIB, à remplacer le financement des dépenses par les bailleurs de fonds et à financer des dépenses prioritaires. Cela maintiendra les finances publiques sur une trajectoire soutenable, la dette publique passant progressivement de 54 % du PIB, à présent, à 44-43 % en 2024 et le Niger préservant sa notation de « risque modéré » de surendettement public.

MESURES ET RÉFORMES BUDGÉTAIRES EN 2019 et 2020

10. Le Gouvernement reste déterminé à appliquer en 2019 les mesures budgétaires convenues lors de la précédente revue du programme. Cela signifie qu'il s'en tiendra au budget adopté par l'Assemblée nationale en décembre 2018, mais en bloquant 17,1 milliards de FCFA (0,3 % du PIB) de crédits, à moins que les recettes ne soient supérieures aux objectifs du programme et tenant compte de certains ajustements, largement neutres quant aux effets sur le déficit, effectués dans le cadre du collectif budgétaire de juin 2019, qui doit inclure une assistance extérieure supérieure et des besoins de dépenses militaires additionnels. Les crédits budgétaires non utilisés en 2018 ont été annulés. De manière générale et conformément au *RS récurrent* y correspondant, les crédits seront débloqués pendant le premier mois de chaque trimestre, après examen par le Comité interministériel de régulation budgétaire. Le budget de 2019 s'appuie sur une série de mesures fortes :

- Le rétablissement partiel de la taxe sur les appels internationaux entrants, **TATTIE**, avec une réduction pour les entreprises qui acquièrent une licence 4G, constitue un équilibre entre le besoin de recettes et le développement du secteur. On s'attend à ce qu'il rapporte 23,4 milliards de FCFA (0,4 % du PIB).
- Le remplacement de la TVA sur les services bancaires par une taxe dédiée sur le secteur financier, **TAFI**, devrait générer 5 milliards de FCFA (0,1 % du PIB) de recettes supplémentaires. En outre, cette réforme applique une directive de l'UEMOA.
- Il est prévu qu'une meilleure imposition du secteur informel rapporte au moins 5,8 milliards de FCFA (0,1 % du PIB). Relever **le seuil de la TVA** et soumettre davantage de petites entreprises à une **imposition au forfait** permet un meilleur usage des ressources rares de l'administration fiscale. En outre, les impôts forfaitaires sont augmentés et les contribuables qui sous-déclarent la TVA seront assujettis à une **taxe sur le chiffre d'affaires**.
- L'intégration au budget général des recettes du régulateur des télécommunications, ARCEP (Ex-**ARTP**), devrait rapporter 5,2 milliards de FCFA (0,1 % du PIB).

11. Le Gouvernement redoublera d'efforts pour renforcer des réformes de l'administration fiscale afin de contribuer à la mobilisation de recettes en 2019 et au-delà. Il se focalisera sur l'expansion de la base de taxation et la lutte contre la fraude tout en évitant d'augmenter encore la pression sur les petites entreprises du secteur formel qui sont en conformité fiscale :

- L'effort de **recouvrement des arriérés d'impôt** sera intensifié et les noms des principaux fraudeurs seront publiés sur le site Internet de la DGI. L'objectif envisagé est de réduire le stock des arriérés supposés en état d'être collectés de 40 %, équivalent à 30 milliards de FCFA (0,6 %).
- **Le marquage moléculaire des produits pétroliers** a pris du retard par rapport à la date de lancement prévue de janvier 2019, mais une société internationale est en cours de recherche et

l'opération devra commencer d'ici la fin de l'année 2019. Il devrait générer au moins 3 milliards de FCFA (0,05 % du PIB).

- La communication formelle par le Ministre des Finances des **plans de performance 2019 de la DGI et de la DGD**, décrite lors de la précédente revue du programme et tirant les leçons des plans de 2018, est une *mesure préalable* pour cette revue. Des indicateurs qui suivent la base fiscale de la DGI dans toute son envergure y figurent en particulier. Les plans devraient permettre de renforcer systématiquement les capacités administratives au fil du temps, complétant ainsi les objectifs de recettes chiffrés à haute fréquence.
- La collecte des recettes devrait aussi bénéficier d'une **meilleure coopération entre la DGD et la DGI**. L'interconnexion des systèmes informatiques des deux administrations, SYDONIA et SISIC, a été établie, ce qui facilitera la vérification croisée pour dépister l'évasion fiscale et la fraude. En attendant que l'interconnexion devienne pleinement opérationnelle, la DGI affichera en direct un inventaire des numéros d'identification fiscale actifs sur son site web pour permettre à la DGD d'identifier rapidement des délinquants et bloquer leurs importations.
- La rationalisation du **régime des exonérations fiscales** a un potentiel de recettes important. Le Gouvernement soumettra aux services du FMI, pour discussion, des propositions concrètes, à impact de recettes substantiel, pour réduire ces exonérations (*RS proposé pour reprogrammation* à fin juin 2019). A cet effet, un projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale comme partie intégrante du projet de Loi de finance 2020 (*RS proposé pour reprogrammation* à fin Septembre 2019). En plus, l'administration des exonérations sera renforcée par le biais de fonctionnalités améliorées des systèmes TI et la concentration des efforts de contrôle dans une unité administrative spécialisée.
- L'application de **l'évaluation des importations par la valeur transactionnelle** sera accélérée avec l'assistance d'un groupe de travail nouvellement constitué. L'objectif immédiat est la codification d'un plus grand nombre de biens pour une inclusion dans la base de données des valorisations et l'ajustement des systèmes TI de sorte à ce que le passage en douanes ne puisse s'effectuer sans aucun contrôle de la valorisation. L'adoption graduelle par la DGD d'un régime d'inspection davantage basé sur le risque se poursuit, l'accent étant mis sur les contrôles après passage en douane.

12. En ce qui concerne les dépenses publiques, le Gouvernement s'efforcera d'en élever la qualité. Dans le projet de budget de 2019, plusieurs catégories de dépenses ont été réexaminées et rationalisées, mais des réformes de plus grande portée sont envisagées :

- Afin d'améliorer **l'efficacité de l'investissement public**, le Comité interministériel responsable de leur programmation n'examinera désormais que les propositions bien évaluées.
- L'introduction réussie de la **budgetisation par programmes** en 2018 a créé une base solide pour pouvoir se focaliser encore davantage sur les objectifs des programmes et pour attribuer

des parts de la solde aux différents programmes. La budgétisation par programmes est un instrument essentiel pour mieux évaluer et améliorer l'efficacité de la dépense publique.

- Le **dispositif de budgétisation** AE/CP des crédits budgétaires débutera comme phase pilote dans certains ministères à partir du budget de 2020, afin d'améliorer la planification à long terme et d'éviter de perturber des programmes et projets d'investissement en cours.
- Le système de **passation des marchés publics** sera refondu : la part des marchés publics soumis à un appel d'offres concurrentiels devra être accrue graduellement, d'environ deux tiers actuellement, vers la norme de l'UEMOA de 95 %, et on s'attaquera aux retards des audits de marchés publics. Les audits s'appliqueront aussi aux principales **entités administratives publiques** qui reçoivent d'importants subventions et transferts gouvernementaux, notamment la CAIMA et l'OPVN.
- Le Gouvernement s'efforce à consolider et à rationaliser **les entités administratives** à l'issue des réexamens fonctionnels.
- Les **PPP** seront strictement contrôlés pour contenir les risques budgétaires et garantir qu'ils représentent la meilleure formule financière pour l'État. Dans ce cadre, les nouveaux projets ne seront envisagés qu'exceptionnellement en dehors du plan d'investissements publics. À l'avenir, le mandat du Comité interministériel de la dette publique et des aides budgétaires englobera les PPP. Le Gouvernement transmettra à temps la copie de toutes les conventions aux services du FMI.
- La recherche de l'efficacité des dépenses n'entravera pas l'action du Gouvernement **contre la pauvreté et en faveur de la protection sociale**. Dans le cadre du RS à fin juin 2019, un système de suivi des principaux programmes sociaux a été mis en place. Couplé à l'examen en cours des dépenses sociales, il devrait contribuer à améliorer leur efficacité et à développer des programmes prometteurs, comme ceux portant sur les cantines scolaires et les transferts monétaires.

13. Le Gouvernement reste déterminé à améliorer la gestion de la dette et de la trésorerie.

- L'apurement des **arriérés de paiement intérieurs** et la prévention de la non accumulation de nouveaux arriérés seront appuyés par des mesures fortes. Au titre de *mesure préalable* pour cette revue de programme, le Gouvernement : (i) programme une émission supplémentaire de titres publics d'un montant minimal de 30 milliards de FCFA pour financer un apurement d'arriérés ; (ii) sollicite l'approbation de l'Assemblée nationale d'un financement d'environ 56 milliards de FCFA pour l'apurement d'arriérés dans le cadre d'un collectif budgétaire 2019 approuvé par le Conseil des ministres ; (iii) fournit aux services du FMI la preuve de l'apurement d'arriérés d'au moins 30 milliards de FCFA et (iv) prépare et communique aux services du FMI un plan de trésorerie mis à jour et aligné sur les CR de réduction d'arriérés au deuxième semestre de 2019. Afin de mieux pouvoir suivre les arriérés et les fonds en route, le Trésor compilera des données à base mensuelle, dans un délai d'un mois, et les transmettra aux

services du FMI. Le Gouvernement s'engage également à maintenir le stock d'arriérés en-dessous de 25 milliards de FCFA durant le troisième trimestre de 2019 (*plafond de CR continu ajusté* d'arriérés de paiement intérieurs) et en-dessous de 5 milliards de FCFA au cours du quatrième trimestre de 2019.

- **La mise en œuvre du CUT** entre dans sa phase finale. Les comptes des entités administratives publiques bénéficiant d'une dérogation, notamment -l'ARCEP (Ex ARTP), seront transférés des banques commerciales au CUT avant fin septembre 2019, et de manière progressive avant fin 2019 pour la CAIMA et l'OPVN. Les fonctions bancaires du Trésor seront davantage renforcées. Le Gouvernement est en train d'analyser l'écart large de quelque 60 milliards de FCFA (1,2 % du PIB) entre les soldes initiaux des comptes transférés et les montants reçus par le CUT. Une copie du rapport final sera transmise aux services du FMI d'ici fin septembre 2019.
- Le Gouvernement reste déterminé à préserver l'extension des fonctions du **Comité interministériel de la dette publique et des aides budgétaires**. Celui-ci continuera à se réunir chaque trimestre afin d'évaluer la dette et les garanties publiques. Il certifiera aussi la conformité des projets financés par endettement aux procédures de sélection établies. Son champ de compétence sera étendu à partir de la mi-2019 pour englober aussi les PPP, les dettes des grandes entreprises publiques, des entités administratives et des collectivités locales. Conformément au *RS récurrent*, des rapports trimestriels sur la gestion de la dette seront établis et communiqués aux services du FMI. Ils exposeront les décisions prises par le comité, tout en décrivant et en analysant l'évolution de la dette et des garanties publiques de son ressort ainsi que celle des PPP.
- Afin d'améliorer encore la gestion de la dette et de la trésorerie le dispositif institutionnel sera renforcé par la **concentration de la gestion de la totalité de la dette publique** au sein d'une unité dédiée du Trésor ayant une structure « front-middle-back office ». Toutes les dispositions juridiques et organisationnelles seront en place pour que l'unité puisse commencer à fonctionner d'ici la fin de l'année (*RS proposé à fin décembre 2019*). Elle servira aussi de secrétariat du Comité technique de la dette publique et des aides budgétaires.

14. D'autres réformes destinées à améliorer l'efficacité du secteur public sont en cours d'application. Il s'agit notamment de la réforme de la fonction publique ainsi que de celle de la gouvernance des entreprises et des entités administratives publiques. On procède actuellement à un réexamen des processus de gestion des ressources humaines au sein des administrations, à une étude fonctionnelle des ministères et à la constitution d'une base de données biométriques pour fonctionnaires et autres agents publics. À la suite d'audits de performance de cinq grandes entreprises publiques et entités administratives, un plan d'action qui porte sur la supervision financière, la sélection des membres des conseils d'administration, les contrôles et le traitement de l'information financière est en élaboration.

15. Il sera difficile de préparer le budget dans l'optique de réaliser l'objectif budgétaire de 2020. Le maximum sera fait pour lancer au plus tôt un processus consultatif afin d'arriver à un

consensus sur les mesures difficiles qu'il faudra prendre pour réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB au plus, conformément aux critères de l'UEMOA.

RÉFORMES STRUCTURELLES

16. La constitution d'un secteur privé solide est indispensable à une hausse du niveau de vie et à la création d'emplois durables. Outre ses efforts entrepris pour améliorer l'environnement des affaires, le Gouvernement prévoit de lancer cette année une initiative concertée focalisée sur une des plateformes de consultation existantes pour renforcer le secteur privé, en partenariat avec celui-ci et des bailleurs de fonds, afin de déclencher une dynamique auto-entretenu, tout en respectant les contraintes budgétaires. Il fera le premier pas en lançant une masse critique de réformes concrètes, mesurables et assorties de délais, avant de demander au secteur privé et aux bailleurs de fonds de faire de même. La mise en œuvre des réformes fera l'objet d'un suivi, et des consultations ultérieures corrigeront au besoin leur trajectoire et étofferont l'agenda. Le Gouvernement s'efforcera également à améliorer les incitations au secteur privé local de passer au formel.

17. L'approfondissement et l'inclusion en matière financière sont des facteurs essentiels pour développer le secteur privé. Le Gouvernement poussera à plein potentiel les nouvelles formules de financement que sont le leasing, le warrantage, le schéma de financement régional de la BCEAO et les prêts co-financés par l'intermédiaire de la Maison de l'Entreprise. Le cadre pour les services bancaires et paiements mobiles est en place mais les nouvelles opportunités restent à être promues davantage, l'interconnexion améliorée et les déficiences des infrastructures corrigées. La réduction du financement intérieur du budget donnerait aux banques plus de marge pour prêter au secteur privé. Le Gouvernement est déterminé à réhabiliter la microfinance et la nouvelle stratégie en ce domaine constitue une mesure importante. Elle sera rapidement mise en œuvre après l'organisation d'une table ronde avec les bailleurs de fonds, conformément au RS. Les problèmes hérités du passé dans le secteur de la microfinance seront traités.

18. L'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption restent au premier rang du programme de réformes. Elles portent sur plusieurs domaines :

- Après le renforcement du cadre juridique et institutionnel, une **meilleure application** est désormais essentielle. Le Gouvernement réexaminera le financement d'institutions clés comme la Cour des comptes et encouragera le suivi de près des dossiers. Il diffusera le travail des agences de lutte contre la corruption, par exemple en publiant les rapports annuels d'HALCIA sur les sites Internet.
- Le **régime de déclaration du patrimoine des hauts responsables publics** sera amélioré en durcissant les obligations légales et en améliorant la conformité. Le Gouvernement travaille actuellement avec les services du FMI pour mieux aligner le système sur les bonnes pratiques internationales, notamment en ce qui concerne : la délimitation des personnes soumises à ce régime ; la liste des avoirs appropriés à déclarer ; l'élimination des failles, la définition des délais

clairs pour la remise des déclarations et des sanctions en cas de non-conformité et la publication des déclarations. Les nécessaires modifications de la législation seront soumises à l'Assemblée nationale ou adoptées par décret d'ici à fin septembre 2019 conformément au RS.

- Le Gouvernement redoublera aussi d'efforts pour réintégrer l'**Initiative de transparence dans les industries extractives** (ITIE) en se fixant pour objectif la fin de l'année 2019.
- S'agissant de la **LBC/FT**, le Niger adoptera le très récent rapport national sur l'évaluation des risques, exigée par la norme GAFI de 2012, et agira sur ses recommandations.
- Le Gouvernement reconnaît qu'un certain nombre de ses grandes réformes ont eu des **effets secondaires positifs** sur la gouvernance en réduisant les vulnérabilités à la corruption, notamment : la passation concurrentielle de marchés publics, la réduction des exonérations fiscales discrétionnaires, le paiement des impôts par voie bancaire, la création d'un CUT, le contrôle douanier basé sur le risque et, plus généralement, la simplification des procédures administratives.

19. Pour améliorer la redevabilité envers la population et la communication avec elle, le Gouvernement prendra une série de mesures de transparence budgétaire. La publication du budget de 2019 tel qu'il a été soumis à l'Assemblée nationale a constitué une première étape. Le Gouvernement continuera à observer l'obligation légale de publier les documents essentiels régulièrement et en temps utile, notamment les résultats budgétaires, les projets de budgets et les budgets votés, y compris les budgets rectificatifs, un budget citoyen et les principales conventions passées avec des investisseurs étrangers, les contrats de PPP et les attributions de marchés publics. Le journal officiel sera consultable gratuitement en ligne.

20. Le Gouvernement s'est engagé à relever les défis démographiques auxquels fait face le Niger pour atteindre les objectifs fixés dans le PDES 2017-2021. Sur la base de la nouvelle politique nationale en matière du genre et du décret sur l'éducation des filles, les campagnes de sensibilisation des chefs religieux et de la population dans son ensemble seront intensifiées. La communauté des bailleurs de fonds sera invitée à développer différents projets portant sur l'égalité des sexes et la démographie. Il existe aussi des synergies importantes entre, d'une part, les dépenses de protection sociale et, d'autre part, les questions démographiques et du genre. Par exemple, un programme de cantines scolaires de plus grande portée contribuerait à prolonger la scolarisation des filles, ce qui découragerait les mariages et les grossesses précoces.

SUIVI DU PROGRAMME

21. Compte tenu des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme appuyé par la FEC et des mesures envisagées dans le cadre du MPEF, le Gouvernement sollicite : une dérogation pour non-observation de l'objectif à fin décembre 2018 d'apurement des arriérés de paiement intérieurs et de plafonnement du stock des arriérés de paiement intérieurs à 5 milliards de FCFA en 2019 ; une modification du critère de réalisation continu sur le stock des arriérés de

paiement intérieurs à partir de la date d'achèvement de la quatrième revue et une modification du facteur d'ajustement du critère de réalisation sur le financement intérieur à fin-juin 2019 ; l'approbation de la quatrième revue au titre de l'accord FEC ; le versement de 33,84 millions de DTS ; le prolongement de l'accord jusqu'au 22 avril 2020 afin de conserver l'espacement semestriel des objectifs du programme entre les revues finales de celui-ci et accorder plus de temps pour la mise en œuvre des réformes.

22. Le suivi du programme s'appuiera sur des critères de réalisation (tableaux 1 et 2) et des repères structurels (tableaux 4 et 6). Les autorités fourniront aux services du FMI les informations et données statistiques mentionnées dans le Protocole d'accord technique ci-joint et toute autre information qu'elles jugeraient nécessaire ou que les services du FMI pourraient solliciter aux fins de suivi du programme.

23. Le programme fera l'objet d'un suivi sous la forme de revues semestrielles. Il est prévu que les cinquième et sixième revue auront lieu, respectivement, fin octobre 2019 et en avril 2020, ou après.

Tableau 1. Niger : Critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs (mars-décembre 2018)
(en milliards de francs CFA)

| | Fin mars 2018 | | Fin juin 2018 | | Fin septembre 2018 | | Fin décembre 2018 | |
|--|----------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| | Objectifs indicatifs | Critères de réalisation |
| | Prog. | Réal. | Prog. | Réal. | Prog. | Réal. | Prog. | Réal. |
| A. Critères de réalisation et objectifs indicatifs¹ (Plafond sur le montant cumulé pour chaque année fiscale) | | | | | | | | |
| Financement intérieur net du gouvernement, hors crédit net du FMI | 46.1 | 0.0 | 70.6 | 0.0 | 140.4 | 8.3 | 123.8 | 0.0 |
| Ajustement pour insuffisance d'apports budgétaires extérieurs | ... | -3.3 | ... | -7.4 | ... | -9.5 | ... | -43.7 |
| Ajustement pour déficit / excédent d'apurement des arriérés en 2018 | ... | 42.8 | ... | 63.2 | ... | 114.8 | ... | 69.0 |
| Financement intérieur net du gouvernement ajusté, hors crédit net du FMI ² | -15.0 | -1.3 | -30.0 | Observé | -46.0 | Observé | -64.7 | Observé |
| Variation des arriérés de paiements intérieurs du gouvernement ³ | ... | 10.3 | ... | 10.3 | ... | 10.3 | ... | 10.3 |
| Ajustement pour apurement au-delà des prévisions du programme en 2017 | -4.7 | -1.4 | -13.7 | Non-observé | -34.7 | -25.2 | -54.4 | 10.3 |
| Critère ajusté | | | | | | | | |
| Pour mémoire : | | | | | | | | |
| Appuis budgétaires extérieurs ⁴ | 0.0 | 23.2 | 23.0 | 26.7 | 68.4 | 60.1 | 146.9 | 156.8 |
| B. Critères de réalisation continus¹ (Plafond) | | | | | | | | |
| Accumulation des arriérés de paiements extérieurs du gouvernement | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Nouvelle dette extérieure contractée | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| ou garantie par l'administration centrale de maturité de 0 à 1 an ⁵ | | | | | | | | |
| Nouvelle dette extérieure non concessionnelle contractée | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| ou garantie par l'administration centrale de maturité supérieure à 1 an ⁶ | | | | | | | | |
| Valeur actuelle (VA) de la nouvelle dette extérieure publique et publiquement garantie | 0.0 | ... | 0.0 | 75.4 | 225.0 | 122.0 | 225.0 | 203.8 |
| contractée depuis 1 ^{er} janvier 2018 | | | | | | | | |
| C. Objectifs indicatifs (Cumulés pour chaque année fiscale) | | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base (base engagements, dons exclus), plancher | -61.2 | 12.4 | -123.5 | -6.3 | -169.7 | -101.9 | -210.0 | -204.4 |
| Solde budgétaire de base (base engagements, dons inclus), plancher | 172.7 | 35.6 | -100.5 | 20.4 | -132.4 | -41.8 | -100.3 | -78.8 |
| Recettes budgétaires, plancher | 108.0 | 192.2 | 369.5 | 440.0 | 567.0 | 657.8 | 803.3 | 862.4 |
| Dépenses de réduction de la pauvreté, plancher | 5.0 | 115.3 | 237.9 | 300.1 | 345.9 | 368.9 | 538.4 | 557.7 |
| Ratio des dépenses exceptionnelles sur les dépenses ordonnées (en pourcentage), plafond ⁷ | 5.0 | 4.4 | 5.0 | 2.8 | 5.0 | 2.5 | 5.0 | 1.5 |

Sources : Autorités nigériennes ; et estimations et projections des services du FMI.

Note : Les éléments contenus dans ce tableau sont définis dans le PAT.

¹ Les indicateurs du programme sous A et B sont les critères de réalisation (CR) à fin juin et fin décembre; objectifs indicatifs (OI) autrement.

² Le plafond du financement intérieur du budget fera l'objet d'ajustements au cas où le montant des décaissements au titre de l'aide budgétaire extérieure (définie dans la note 4) est inférieur aux prévisions du programme ; les plafonds trimestriels seront alors relevés pro tanto dans la limite de 30 milliards de FCFA. Le financement intérieur net du gouvernement sera également ajusté à la hausse/baisse pour refléter tout apurement des arriérés de paiement intérieurs/supérieur aux prévisions du programme. L'ajustement à la hausse est plafonné à 30 milliards de FCFA.

³ Minimum ; pour le CROI lié à la réduction des arriérés de paiements intérieurs, un signe négatif signifie une réduction et un signe positif signifie une accumulation. Les cibles seront ajustées suivant la performance en 2017, sous réserve d'un plafond de zéro. Montant d'ajustement mis à jour pour tenir compte des révisions des données de 2017 après la deuxième revue du programme soutenu par la FEC.

⁴ Assistance budgétaire extérieure (financement net du FMI exclu).

⁵ Exceptés les crédits ordinaires à l'importation ou l'allègement de la dette.

⁶ Excepté l'allègement de la dette obtenu sous forme de restructuration ou de rééchelonnement.

⁷ Les dépenses exceptionnelles se réfèrent à des paiements effectués par le Trésor sans autorisation préalable, à l'exclusion des paiements au titre du service de la dette et des dépenses en relation avec des exonérations.

Tableau 2. Niger : Critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs (mars-décembre 2019)
(en milliards de francs CFA)

| | Fin mars 2019 | | Fin juin 2019 | | Fin septembre 2019 | | Fin décembre 2019 | |
|---|---------------|-------|---------------|-------|--------------------|--------|-------------------|--------|
| | Prog. | Réal. | Prog. | Réal. | Prog. | Réal. | Prog. | Réal. |
| A. Critères de réalisation et objectifs indicatifs¹ (Plafond sur le montant cumulé pour chaque année fiscale) | | | | | | | | |
| Financement intérieur net du gouvernement, hors financement net du FMI | 69.7 | ... | 74.0 | ... | 113.1 | ... | 21.9 | ... |
| Ajustement pour insuffisance d'appuis budgétaires extérieurs ² | 0.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Ajustement pour réduction du stock d'obligations de paiement non-apurées par rapport au niveau à fin 2018 ³ | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Ajustement pour emprunt au titre de l'opération PBG ⁴ | 69.7 | 29.0 | Observé | ... | ... | ... | ... | ... |
| Financement intérieur net du gouvernement ajusté, hors financement net du FMI | 0.0 | 16.0 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 160.1 | 160.1 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | |
| Appuis budgétaires extérieurs ⁵ | 0.0 | 16.0 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 160.1 | 160.1 |
| B. Critères de réalisation continus¹ (Plafond) | | | | | | | | |
| Accumulation des arriérés de paiement extérieurs du gouvernement | 0.0 | 0.0 | Observé | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Stock d'arriérés de paiement intérieurs sur obligations du gouvernement ⁶ | 5.0 | 43.0 | Non-observé | 5.0 | 25.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| Valeur actuelle (VA) de la nouvelle dette extérieure publique et publiquement garantie contractée depuis 1 ^{er} janvier 2019 | 225.0 | 11.9 | Observé | 225.0 | 225.0 | 225.0 | 225.0 | 225.0 |
| Critère ajusté pour la VA de la nouvelle dette extérieure publique et publiquement garantie contractée depuis le 1 ^{er} janvier 2019 ⁷ | 0.0 | 16.0 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 28.2 | 160.1 | 160.1 |
| C. Objectifs indicatifs (Cumulés pour chaque année fiscale) | | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base (base engagements, dons exclus), plancher | -56.1 | -51.0 | Observé | -99.0 | -124.7 | -124.7 | -157.9 | -157.9 |
| Solde budgétaire de base (base engagements, dons inclus), plancher | -56.1 | -43.0 | Observé | -70.8 | -96.5 | -96.5 | -39.4 | -39.4 |
| Recettes budgétaires, plancher | 195.2 | 205.6 | Observé | 417.6 | 652.1 | 652.1 | 889.8 | 889.8 |
| Dépenses de réduction de la pauvreté, plancher | 150.7 | 152.2 | Observé | 301.4 | 452.2 | 452.2 | 602.9 | 602.9 |
| Ratio des dépenses exceptionnelles sur les dépenses ordonnées (en pourcentage), plafond ⁸ | 5.0 | 3.2 | Observé | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |

Sources: Autorités nigériennes ; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Les indicateurs de programme sous les titres A ci-dessus sont des critères de réalisation à fin juin et fin décembre, des objectifs indicatifs à fin mars et à fin septembre.

² Le plafond du financement intérieur du budget fera l'objet d'ajustements au cas où le montant des décaissements au titre de l'aide budgétaire extérieure (définie dans la note 5) est inférieur aux prévisions du programme ; les plafonds trimestriels seront alors relevés pro tanto dans la limite de 30 milliards de FCFA.

³ A partir de fin juin 2019, le plafond du financement intérieur du budget sera augmenté/réduit par la réduction/augmentation de l'encours des obligations de paiement intérieur depuis fin 2018, excluant l'ajustement de la journée complémentaire. Les obligations de paiement intérieur incluent les arriérés et les fonds en route ; elles s'élevaient à 95,8 milliards de FCFA à fin 2018. Ce facteur d'ajustement sera réduit par le montant de l'aide budgétaire extérieure dépassant le montant programmé tel que quantifié dans la ligne "pro memoria" de ce tableau et sera plafonné à 50 milliards de FCFA.

⁴ A partir du 1^{er} octobre 2019, le plafond du financement intérieur net sera réduit du montant de l'emprunt au titre de l'opération PBG.

⁵ Aide budgétaire extérieure (excluant le financement net par le FMI).

⁶ Le stock augmente à 25 milliards de FCFA à la date d'achèvement de la quatrième revue et demeure à ce niveau jusqu'au 30 septembre 2019. Le 1^{er} octobre 2019 le stock sous le CR continu est réduit à 5 milliards de FCFA jusqu'à la fin de l'accord.

⁷ A partir du 1^{er} octobre 2019, le plafond de la VA de la nouvelle dette extérieure publique et publiquement garantie sera augmenté du montant de l'emprunt au titre de l'opération PBG jusqu'à un montant de 140 milliards de FCFA.

⁸ Les dépenses exceptionnelles se réfèrent à des paiements effectués par le Trésor sans autorisation préalable, à l'exclusion des paiements au titre du service de la dette et des dépenses en relation avec des exonérations.

Tableau 3. Niger : repères structurels récurrents du programme, décembre 2018 – mars 2019

| Mesure | Calendrier | Réalisation | Motif macroéconomique |
|---|-------------------|-----------------------------------|--|
| Débloquer les crédits budgétaires trimestriels au cours du premier mois du trimestre, en fonction des propositions du Comité de régulation | Trimestriel | Respectée pour T4 2018 et T1 2019 | Améliorer la gestion du budget et de la trésorerie. |
| Établir un plan d'engagements trimestriel conforme au plan de trésorerie correspondant. | Trimestriel | Respectée pour T4 2018 et T1 2019 | Améliorer la gestion du budget et de la trésorerie. |
| Établir des rapports trimestriels sur la gestion de la dette à faire valider par le Comité national de gestion de la dette publique. | Trimestriel | Respectée pour T4 2018 | Améliorer la gestion de la dette. |
| Réunir le Comité interministériel de gestion de la dette au moins une fois par mois. Publier ses décisions, une liste des emprunts nouvellement autorisés et le point de vue exprimé par le Ministère des finances dans les rapports trimestriels sur la gestion de la dette. | Trimestriel | Respectée pour T4 2018 | Dispositif de contrôle de la contraction de nouvelle dette publique. |
| Fournir aux services du FMI la liste des nouvelles exonérations fiscales. | Trimestriel | Non respectée pour T1 2019. | Protéger l'assiette des impôts. |

Tableau 4. Niger : repères structurels récurrents du programme, juin – décembre 2019

| Mesure | Calendrier | Motif macroéconomique |
|---|-------------------|--|
| Débloquer les crédits budgétaires trimestriels au cours du premier mois du trimestre, en fonction des propositions du Comité de régulation | Trimestriel | Améliorer la gestion du budget et de la trésorerie. |
| Établir un plan d'engagements trimestriel conforme au plan de trésorerie correspondant. | Trimestriel | Améliorer la gestion du budget et de la trésorerie. |
| Établir des rapports trimestriels sur la gestion de la dette à faire valider par le Comité national de gestion de la dette publique. | Trimestriel | Améliorer la gestion de la dette. |
| Réunir trimestriellement le Comité interministériel de gestion de la dette. Publier ses décisions, la liste des emprunts nouvellement autorisés et le point de vue exprimé par le Ministère des finances dans les rapports trimestriels sur la gestion de la dette. | Trimestriel | Dispositif de contrôle de la contraction de nouvelle dette publique. |
| Fournir aux services du FMI une liste des nouvelles exonérations fiscales. | Trimestriel | Protéger l'assiette des impôts. |
| Préparer un plan d'emprunt révisés. | À fin juin 2019 | Améliorer la gestion de la dette. |

Tableau 5. Niger : repères structurels, décembre 2018-mars 2019

| Mesure | Calendrier | Réalisation | Motif macroéconomique |
|--|---------------------|---------------|--|
| Politique budgétaire et administration des recettes publiques | | | |
| Évaluer la conformité aux plans de performance 2018 établis pour la DGD et la DGI ; prendre, si besoin est, des mesures correctives et établir des plans de performance 2019 pour la DGD et la DGI. Ils doivent comporter au moins cinq indicateurs couvrant les principales fonctions des administrations concernées, fixer des objectifs trimestriels chiffrés ambitieux pour chaque indicateur et attribuer les responsabilités fonctionnelles au sein des administrations. | À fin janvier 2019 | Non respectée | Générer des recettes en renforçant de manière systématique les administrations fiscale et douanière. |
| Connecter les systèmes informatiques de la DGI et de la DGD et rendre opérationnel l'accès aux informations concernées. | À fin mars 2019 | Respectée | Générer des recettes. |
| Gestion financière publique | | | |
| Concernant l'application du CUT, réduire les soldes des comptes des administrations et des entités publiques restant à transférer à moins de 10 % du montant calculé dans l'étude de la BCEAO ; numériser les services bancaires de Trésor. | À fin décembre 2018 | Respectée | Améliorer la gestion de la liquidité et la maîtrise des dépenses. |
| Autres réformes structurelles | | | |
| Adresser aux services du FMI un document de position sur le paiement des impôts par voie bancaire, avec un plan d'action en plusieurs étapes. | À fin décembre 2018 | Respectée | Améliorer la gouvernance dans l'administration publique et promouvoir le développement du système financier. |
| Interdire par une circulaire le paiement en liquide des impôts et des droits de douane à l'administration fiscale et aux vingt plus grands bureaux des douanes. | À fin décembre 2018 | Respectée | Améliorer la gouvernance dans l'administration publique et promouvoir le développement du système financier. |

Tableau 6. Niger : mesures préalables et repères structurels, juin-décembre 2019

| Mesure | Calendrier | Réalisation | Motif macroéconomique |
|--|--|-------------|--|
| Mesures préalables | | | |
| <p>Réduire les arriérés de paiement intérieur et renforcer le cadre de suivi. Concrètement : (i) programmer une émission supplémentaire de titres publics d'un montant minimal de 30 milliards de FCFA pour financer un apurement d'arriérés ; (ii) solliciter l'approbation de l'Assemblée nationale d'un financement d'environ 56 milliards de FCFA pour l'apurement d'arriérés dans le cadre d'un collectif budgétaire 2019 approuvé par le Conseil des ministres ; (iii) fournir aux services du FMI la preuve de l'apurement d'arriérés d'au moins 30 milliards de FCFA ; et (iv) préparer et communiquer aux services du FMI un plan de trésorerie mis à jour et aligné sur les CR de réduction d'arriérés au deuxième semestre de 2019.</p> <p>Évaluer la conformité aux plans de performance 2018 établis pour la DGD et la DGI ; prendre, si besoin est, des mesures correctives et établir des plans de performance 2019 pour la DGD et la DGI. Ils doivent comporter au moins cinq indicateurs couvrant les principales fonctions des administrations concernées, fixer des objectifs trimestriels chiffrés ambitieux pour chaque indicateur et attribuer les responsabilités fonctionnelles au sein des administrations.</p> | | | <p>Garantir des finances publiques saines.</p> <p>Générer des recettes en renforçant de manière systématique les administrations fiscale et douanière.</p> |
| Politique budgétaire et administration des recettes | | | |
| <p><i>Proposé pour reprogrammation</i> : Soumettra aux services du FMI, pour discussion, des propositions concrètes, à impact de recettes substantiel, pour réduire ces exonérations.</p> <p><i>Proposé pour reprogrammation</i> : Soumettre à l'Assemblée nationale un projet de loi à impact de recettes substantiel pour réduire les exonérations fiscales.</p> | <p>À fin juin 2019</p> <p>À fin septembre 2019</p> | | <p>Générer des recettes.</p> <p>Générer des recettes.</p> |

Tableau 6. Niger : mesures préalables et repères structurels, juin-décembre 2019 (fin)

| Gestion financière publique | | | |
|---|----------------------|--|---|
| <u>Nouvelle proposition</u> : prendre toutes les dispositions juridiques et organisationnelles permettant à une unité de gestion de la dette, située au sein du Trésor, chargée de la totalité de la dette publique et dotée d'une structure « front-middle-back office », de commencer à opérer. | À fin décembre 2019 | | Améliorer la gestion de la dette publique. |
| Autres réformes structurelles | | | |
| Établir un système de suivi des principaux programmes sociaux, notamment pour les dépenses et les progrès vers la réalisation des objectifs. | À fin juin 2019 | | Améliorer l'efficacité de la protection sociale. |
| Publier une nouvelle stratégie d'inclusion financière et organiser une table ronde des bailleurs de fonds. | À fin juin 2019 | | Améliorer l'accès aux financements et l'environnement des affaires. |
| Soumettre à l'Assemblée nationale, en concertation avec les services du FMI, un projet de loi sur les obligations de déclaration de patrimoine des hauts responsables publics et introduire des sanctions pour non-respect de ces obligations. | À fin septembre 2019 | | Améliorer la gouvernance et la transparence. |

Tableau 7. Niger : Calendrier proposé des décaissements au titre de l'accord FEC, 2017-2020

| Montant (Millions de DTS) | Conditions nécessaires pour le décaissement | Date de disponibilité^{1/} |
|----------------------------------|--|---|
| 14,1 | Approbation de l'accord FEC par le conseil d'administration du FMI | 23 janvier 2017 |
| 14,1 | Observation des critères de réalisation continus et des critères de réalisation au 30 juin 2017 ; achèvement de la première revue de l'accord | 15 décembre 2017 |
| 14,1 | Observation des critères de réalisation continus et des critères de réalisation au 31 décembre 2017 ; achèvement de la deuxième revue de l'accord | 1 ^{er} juin 2018 |
| 14,1 | Observation des critères de réalisation continus et des critères de réalisation au 30 juin 2018 ; achèvement de la troisième revue de l'accord | 10 décembre 2018 |
| 33,84 | Observation des critères de réalisation continus et des critères de réalisation au 31 décembre 2018 ; achèvement de la quatrième revue de l'accord | 30 avril 2019 |
| 14,1 | Observation des critères de réalisation continus et des critères de réalisation au 30 juin 2019 ; achèvement de la cinquième revue de l'accord | 31 octobre 2019 |
| 14,1 | Observation des critères de réalisation continus et des critères de réalisation au 31 décembre 2019 ; achèvement de la sixième et dernière revue de l'accord | 8 avril 2020 |
| 118,44 | Total | |

1/ Pour les revues antérieures achevées, la date indiquée est la date de réunion du Conseil d'Administration.

Source : Fonds monétaire international

Pièce jointe II. Protocole d'accord technique

Niamey, le 13 juin 2019

1. Ce protocole d'accord technique définit les critères de réalisation et les objectifs indicatifs du programme du Niger dans le cadre de l'accord sur la Facilité élargie de crédit (FEC) couvrant la période allant du deuxième trimestre 2018 au premier trimestre 2020. Les critères de réalisation et les objectifs indicatifs pour 2018 et 2019 figurent aux tableaux 1 et 2 du Mémoire de politiques économique et financière (MPEF) qui accompagne la lettre d'intention du 21 novembre 2018. Les repères structurels se trouvent dans les tableaux 3 à 6. Ce protocole d'accord technique présente aussi les obligations de communication des données nécessaires au suivi du programme.

DÉFINITIONS

2. Dans ce protocole technique, on utilisera les définitions suivantes des termes « État », « dette », « arriérés de paiement » et « obligations de l'État » :

- a) L'**État** est l'État central de la République du Niger ; il n'inclut aucune subdivision politique, entité publique – ou banque centrale – ayant une personnalité juridique distincte.
- b) Comme il est spécifié au paragraphe 8 des Directives sur les conditionnalités concernant la dette publique dans le cadre des facilités du FMI, adoptées par la décision numéro 15688-(14/107) du Conseil d'administration du FMI du 5 décembre 2014, la **dette** s'entend comme une obligation directe, donc non conditionnelle, résultant d'un accord contractuel prévoyant la mise à disposition de valeur sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, et par lequel le débiteur s'engage à effectuer un ou plusieurs paiements sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services selon un échéancier déterminé; ces paiements libéreront le débiteur des engagements contractés en capital et/ou en intérêts. La dette peut prendre plusieurs formes, dont principalement : i) des prêts, c'est-à-dire des avances de fonds effectuées par le créancier au profit du débiteur sur la base d'un engagement du débiteur de rembourser ces fonds dans le futur (notamment des dépôts, des bons, des titres obligataires, des crédits commerciaux et des crédits-acheteurs) et des échanges temporaires d'actifs, équivalant à des prêts totalement garantis, en vertu desquels le débiteur doit rembourser les fonds prêtés, et généralement payer un intérêt, en rachetant dans le futur les actifs donnés en garantie à l'acheteur (par exemple, accords de rachat ou accords officiels d'échange) ; ii) des crédits fournisseurs, c'est-à-dire des contrats par lesquels un fournisseur accorde à un client un paiement différé jusqu'à une date postérieure à celle de la livraison du bien ou de

la réalisation du service ; iii) des accords de crédit-bail, c'est-à-dire des contrats donnant au preneur le droit d'utiliser une propriété pendant une (ou plusieurs) période(s) généralement plus courte(s) que la durée de vie attendue de ce bien, le titre de propriété étant conservé par le bailleur. Pour les besoins de cette directive, la dette est la valeur actuelle (au début du bail) de tous les paiements anticipés au titre du bail pendant la période couverte par le contrat à l'exception de ceux nécessaires à l'exploitation, aux réparations et à l'entretien du bien concerné. Selon la définition de la dette mentionnée ci-dessus, les arriérés, pénalités et indemnités accordés par une juridiction faute d'avoir honoré une obligation contractuelle ayant le caractère de dette constituent également une dette. Le fait de ne pas honorer une obligation qui n'est pas considérée comme une dette selon cette définition (par exemple le paiement à la livraison) ne donne pas lieu à création de dette.

- c) La valeur actuelle (VA) de la nouvelle dette extérieure publique et à garantie publique actualise à un taux annuel de 5 % le flux de paiements futurs, sauf pour les emprunts ayant un élément don négatif auquel cas la VA est considérée comme égale à la valeur de l'emprunt. Le calcul de la VA est basé sur le montant des emprunts contractés pendant une année donnée indépendamment de la date des décaissements.
- d) Les **arriérés de paiement intérieurs** sont les montants dus en interne par l'État, mais non versés. Ils comprennent les dépenses de l'exercice budgétaire engagées et non réglées dans un délai de 90 jours. Les **arriérés de paiement extérieurs** sont les engagements échus mais non réglés.
- e) Les **obligations** de l'État comprennent tous les engagements financiers de l'État acceptés comme tels par ce dernier (y compris toute dette de l'État).

A. Critères de réalisation quantitatifs

Financement intérieur net de l'État

Définition

3. On définit le **financement intérieur net de l'État** comme la somme (i) **du crédit bancaire net à l'État** et (ii) **du financement intérieur net non bancaire de l'État**, qui inclut les titres émis par l'État en FCFA sur le marché financier régional de l'UEMOA et non détenus par les banques commerciales résidentes, le produit de la cession d'actifs publics et celui des privatisations.

4. **Le crédit bancaire net à l'État est le solde de ses créances et de ses dettes vis-à-vis des institutions bancaires nationales.** Les créances de l'État comprennent les avoirs liquides du Trésor nigérien, les obligations cautionnées, les dépôts auprès de la banque centrale et les dépôts du

Trésor auprès des banques commerciales (y compris ceux de ses agences régionales). Les dépôts de l'État dans les banques commerciales sont exclus de ses créances dans la mesure où ils ne servent qu'à couvrir des dépenses en capital à financement extérieur.

5. La dette de l'État à l'égard du système bancaire comprend les concours de la banque centrale (à l'exclusion du financement net par le FMI au titre de la FEC), la contrepartie en FCFA de l'attribution générale de DTS effectuée en 2009, les concours des banques commerciales (dont les titres d'État détenus par la banque centrale et les banques commerciales) et les dépôts auprès des comptes chèques postaux (CCP).

6. Le crédit bancaire net à l'État, défini par la BCEAO, englobe toutes les administrations centrales. Le crédit bancaire net à l'État ainsi que le montant des bons et des obligations du Trésor émis en FCFA sur le marché financier régional de l'UEMOA sont calculés par la BCEAO.

7. Le financement intérieur net non bancaire comprend : (i) la variation de l'encours des titres d'État (bons et obligations du Trésor) émis en FCFA sur le marché financier régional de l'UEMOA et non détenus par les banques commerciales résidentes ; (ii) la variation de l'encours des comptes de dépôt des correspondants du Trésor ; (iii) la variation des soldes de divers comptes de dépôt auprès du Trésor et (iv) la variation de l'encours des créances sur l'État auquel le secteur privé a renoncé. Le financement non bancaire net de l'État est calculé par le Trésor nigérien.

8. Les objectifs trimestriels de 2018 et 2019 portent sur la variation entre, respectivement, les montants à fin décembre 2017 et fin décembre 2018 et la date choisie pour le critère de réalisation ou l'objectif indicatif.

Ajustements

9. Le plafond du financement intérieur net de l'État sera ajusté si les décaissements de l'aide budgétaire extérieure nets du service de la dette extérieure et des paiements au titre des arriérés extérieurs – y compris les décaissements dans le cadre de la FEC – s'avèrent inférieurs aux prévisions du programme.

10. Si les décaissements de l'aide budgétaire extérieure s'avèrent inférieurs aux montants prévus à la fin de chaque trimestre, les plafonds trimestriels correspondants seront relevés pro tanto dans la limite de 30 milliards de FCFA. A partir du 1er octobre 2019, le plafond du financement intérieur net sera réduit du montant de l'emprunt au titre de l'opération PBG de la Banque mondiale.

11. Pour 2018, mais pas pour 2019, le plafond du financement intérieur net sera aussi ajusté des déviations par rapport à l'apurement programmé des arriérés de paiement intérieurs. Plus précisément, il sera ajusté en hausse (en baisse) à concurrence de l'apurement au-delà (en deçà) des montants programmés. L'ajustement en hausse est plafonné à 30 milliards de FCFA. A partir de juin 2019, le plafond du financement intérieur du budget sera augmenté/réduit par la réduction/augmentation de l'encours des obligations de paiement intérieur depuis fin 2018,

excluant l'ajustement de la journée complémentaire. Les obligations de paiement intérieur incluent les arriérés et les fonds en route ; elles s'élevaient à 95,8 milliards de FCFA à fin 2018. Ce facteur d'ajustement sera réduit par le montant de l'aide budgétaire extérieure dépassant le montant programmé tel que quantifié dans la ligne "pro memoria" de ce tableau et sera plafonné à 50 milliards de FCFA.

Obligation d'information

12. Des données détaillées sur le financement intérieur de l'État seront communiquées mensuellement dans un délai de six mois après la fin de chaque mois.

Stock des arriérés de paiement intérieurs

Définition

13. Pour 2018, la réduction des arriérés de paiement intérieurs est la différence entre leur encours à la fin de 2017 et à la date de référence. Pour 2019, l'encours des arriérés de paiement intérieurs reste plafonné. Le plafond est établi à 25 milliards de FCFA à partir de la date d'achèvement de la quatrième revue et jusqu'au 30 septembre 2019 inclus, et réduit à 5 milliards de FCFA à partir du 1^{er} octobre 2019 et jusqu'à la fin de la période de l'accord.

14. Le Centre d'amortissement de la dette intérieure de l'État (CAADIE) et le Trésor sont chargés de calculer l'encours des arriérés de paiement intérieurs sur les obligations de l'État et d'enregistrer leur remboursement.

15. Des données sur l'encours, l'accumulation (la variation des restes à payer du Trésor) et le remboursement des arriérés de paiement intérieurs sur les obligations de l'État seront communiquées dans un délai de six semaines après la fin de chaque mois.

Ajustement

16. L'apurement des arriérés programmé en 2018 sera ajusté en hausse (en baisse) d'un montant équivalent à l'apurement des arriérés en deçà (au-delà) du niveau prévu pour fin 2017. L'objectif ajusté des arriérés de paiement intérieurs ne peut être négatif.

17. Pour l'évaluation des résultats comparés à l'objectif à fin décembre 2018, l'apurement des arriérés de paiement intérieurs comprend leur réduction pendant la période couverte par le budget complémentaire¹.

¹ On révisé les comptes budgétaires de l'année en cours pour intégrer les engagements de dépense pris pendant l'année budgétaire en cours, mais non exécutés jusqu'à la période complémentaire (janvier et février) de l'année budgétaire suivante.

18. Pour l'évaluation des résultats comparés aux objectifs de 2019, l'encours des arriérés intérieurs sera calculé en excluant la réduction des arriérés intervenue pendant la période complémentaire.

Arriérés de paiement extérieurs

Définition

19. La dette de l'État est l'encours de la dette due ou garantie par l'État. Dans le cadre du programme, le Gouvernement s'engage à ne pas accumuler d'arriérés de paiement sur sa dette extérieure (qui comprend les bons et les obligations du Trésor émis sur le marché financier régional de l'UEMOA) à l'exception des arriérés au titre de dettes en cours de renégociation avec des créanciers extérieurs, notamment ceux du Club de Paris.

Obligation d'information

20. Des données sur l'encours, l'accumulation et le remboursement des arriérés de paiement extérieurs seront communiquées mensuellement dans un délai de six semaines après la fin de chaque mois

Dette extérieure à court terme de l'État central

Définition

21. Le Gouvernement ne contractera ni ne garantira aucune nouvelle dette extérieure d'une échéance initiale inférieure à un an. Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle qu'elle est définie au paragraphe 8 des Directives sur les conditionnalités de la dette publique dans les facilités du FMI, adoptées par la décision n°15688-(14/107) du conseil d'administration du FMI du 5 décembre 2014, mais aussi à toute obligation contractée ou garantie pour laquelle aucune valeur n'a été reçue. Les emprunts à court terme en rapport avec des importations sont exclus de ce critère de réalisation de même que les titres à court terme émis en FCFA sur le marché financier régional.

Obligation d'information

22. Des précisions sur tous les emprunts extérieurs de l'État seront communiquées mensuellement dans un délai de six mois après la fin de chaque mois. La même obligation s'applique aux garanties accordées par l'État.

Valeur actuelle de la dette extérieure publique et à garantie publique

Définition

23. Dans l'optique du programme, la définition de la dette est formulée au paragraphe 8 a) des Directives sur les conditionnalités de la dette publique dans les facilités du FMI jointes à

la décision du Conseil d'administration du FMI no 15688-(14/107), adoptées le 5 décembre 2014. (<http://www.imf.org/external/pp/longres.aspx?id=4927>)

- (a) Aux fins de ces directives, le terme « dette » s'entend comme une obligation courante, donc non conditionnelle, résultant d'un accord contractuel prévoyant la mise à disposition d'une valeur sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, et par lequel le débiteur s'engage à effectuer un ou plusieurs paiements sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services à un (ou à plusieurs) moment(s) futur(s) ; ces paiements libéreront le débiteur des engagements contractés en capital et/ou en intérêts. La dette peut prendre plusieurs formes, les principales étant les suivantes :
- (i) des prêts, c'est-à-dire des avances de fonds effectuées par le créancier au profit du débiteur sur la base d'un engagement du débiteur de rembourser les fonds à l'avenir (des dépôts, des titres obligataires, des crédits commerciaux et des crédits-acheteurs) et des échanges temporaires d'actifs équivalant à des prêts entièrement garantis, en vertu desquels le débiteur est tenu de rembourser les fonds, et généralement de payer un intérêt, en rachetant ultérieurement les actifs données en garantie (par exemple, accords de rachat ou accords officiels d'échange) ;
 - (ii) Des crédits fournisseurs, c'est-à-dire des contrats par lesquels le fournisseur permet au client de différer le paiement jusqu'à une date postérieure à celle où les biens sont livrés ou les services rendus ;
 - (iii) Des crédits-bail, c'est-à-dire des contrats donnant au preneur le droit d'utiliser une propriété pendant une ou plusieurs périodes spécifiées, généralement plus courtes que la durée de vie attendue du bien, tandis que le bailleur conserve le titre de propriété. Aux fins de ces directives, la dette est la valeur actuelle (au début du bail) de tous les paiements au titre du bail qui sont censés être effectués pendant la période couverte par le contrat à l'exception de ceux nécessaires à l'exploitation, à la réparation ou à l'entretien du bien.
- (b) Selon la définition susmentionnée de la dette, les arriérés, pénalités et indemnités accordés par des juridictions en cas de non-respect d'une obligation contractuelle constituant une dette sont des dettes. Le fait de ne pas honorer une obligation non considérée comme une dette selon cette définition (le paiement à la livraison par exemple) ne donne pas lieu à une dette.

24. En ce qui concerne les critères de réalisation applicables, la garantie d'une dette découle de toute obligation juridique explicite pour l'État d'honorer le service d'une dette en cas de non-paiement par le débiteur (paiements en numéraire ou en nature).

25. En ce qui concerne le critère de réalisation applicable, on définit la dette extérieure comme une dette libellée ou devant être remboursée dans une autre monnaie que le franc CFA. Cette définition s'applique aussi aux dettes contractées entre pays membres de l'UEMOA et auprès d'institutions financières de l'UEMOA.

26. En ce qui concerne ce critère de réalisation, le secteur public comprend l'État tel que défini au paragraphe 2 ci-dessus et les entreprises publiques suivantes :

(i) *Société nigérienne d'électricité (Nigelec)*; (ii) *Société de construction et de gestion des marchés (Socogem)*; (iii) *Société nigérienne des produits pétroliers (Sonidep)* ; (iv) *Société nigérienne des télécommunications (Sonitel)*; (v) *Société de patrimoine des mines du Niger (Sopamin)* et (vi) *Société propriétaire et exploitante de l'hôtel Gaweye (SPEG)*.

27. On définit une dette extérieure comme une dette contractée ou dont le service est effectué dans une monnaie autre que le franc de la communauté financière africaine (FCFA).

28. Le critère de réalisation (CR) est un plafond qui s'applique à la valeur actuelle de toute nouvelle dette extérieure (concessionnelle ou non concessionnelle) contractée ou garantie par l'État central, y compris les engagements contractés ou garantis pour lesquels aucune valeur n'a été reçue. Il ne s'applique pas :

- (a) aux crédits acheteurs ou aux crédits liés aux échanges dont l'échéance ne dépasse pas trois mois ;
- (b) aux accords de rééchelonnement ;
- (c) aux décaissements du FMI.

29. Date contractuelle applicable. Pour le suivi du programme, on présume que la dette extérieure est contractée ou garantie à la date d'entrée en vigueur du contrat, ce qui comprend, le cas échéant, son approbation par le (les) membre(s) du Gouvernement du Niger habilité(s) à la donner.

30. Monnaie dans laquelle la dette est libellée. Pour les besoins du programme, la valeur en FCFA de la nouvelle dette extérieure contractée en 2018 est calculée en prenant le taux de change moyen de janvier 2018 qui figure dans la base de données des statistiques financières internationales (SFI) du FMI.

31. Calcul de la VA. On calcule la valeur actuelle de la nouvelle dette extérieure en actualisant tous les décaissements et paiements liés au service de la dette (capital et intérêt) prévus, en appliquant le taux d'actualisation de 5 % du programme et en tenant compte de toutes les modalités de l'emprunt : décaissements prévus, échéance, période de grâce, calendrier des paiements, commissions à régler immédiatement et commissions de gestion. La VA est calculée en utilisant le « modèle AVD » du FMI, qui est basé sur le montant de l'emprunt et sur les paramètres mentionnés ci-dessus. S'agissant des emprunts dont l'élément don est égal ou inférieur à zéro, la VA est considérée comme égale à la valeur faciale.

Ajustement

32. Le plafond de la VA de la nouvelle dette extérieure publique et publiquement garantie sera augmenté du montant de l'emprunt au titre de l'opération PBG de la Banque mondiale jusqu'à un montant de 140 milliards de FCFA à partir du 1^{er} octobre 2019.

Obligation d'information

33. Les autorités informeront les services du FMI de tout emprunt extérieur programmé et de ses modalités avant qu'il soit contracté ou garanti par l'État, y compris de toute opération de gestion de la dette.

B. Objectifs quantitatifs

Définitions

34. Les recettes publiques totales sont un objectif indicatif du programme. Elles comprennent les recettes fiscales, non fiscales et des comptes spéciaux, mais excluent le produit du règlement de dettes réciproques entre l'État et les entreprises.

35. Le solde budgétaire de base est défini comme la différence entre (i) les recettes publiques totales telles qu'elles sont définies au paragraphe 36, et (ii) les dépenses budgétaires totales, calculées en excluant les investissements à financement extérieur mais en incluant les dépenses financées dans le cadre de l'initiative PPTE.

36. Selon la définition de l'UEMOA, le solde budgétaire de base est le solde de base décrit au paragraphe 37 majoré des dons budgétaires.

37. Le plancher des dépenses visant à réduire la pauvreté est un objectif indicatif du programme. Ces dépenses comprennent tous les crédits budgétaires figurant sur la liste prioritaire unifiée (LPU) des dépenses de lutte contre la pauvreté et les dépenses financées dans le cadre de l'initiative PPTE.

38. Un plafond est fixé au montant des dépenses réglées selon des procédures exceptionnelles (sans ordonnancement préalable) à l'exclusion des paiements au titre du service de la dette et des charges liées aux exonérations fiscales. Il représente 5 % du total des dépenses autorisées pendant le trimestre pour lequel l'objectif est évalué.

Obligation d'information

39. Les informations sur les recettes et les dépenses du budget de base seront communiquées au FMI mensuellement dans un délai de six semaines après la fin de chaque mois.

40. Les informations sur les dépenses de la LPU seront communiquées trimestriellement au FMI dans un délai de six semaines après la fin de chaque trimestre.

41. Les informations sur les dépenses exceptionnelles seront communiquées trimestriellement au FMI dans un délai de six semaines après la fin de chaque trimestre.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME

A. Finances publiques

42. Les autorités communiqueront aux services du FMI les informations suivantes :

- Des estimations mensuelles détaillées des recettes et dépenses, y compris les dépenses prioritaires, l'apurement des arriérés de paiement intérieurs et extérieurs ainsi qu'une ventilation des recettes des douanes, de la DGI et du Trésor.
- Le Tableau des opérations financières des administrations publiques avec des données mensuelles complètes sur le financement intérieur et extérieur du budget, l'évolution des arriérés de paiement et restes à payer au Trésor. Ces données devront être transmises mensuellement dans les six semaines suivant la fin de chaque mois.
- Des données mensuelles complètes sur le financement net non bancaire : (i) la variation de l'encours des titres d'État (bons et obligations du Trésor) émis en FCFA sur le marché financier régional de l'UEMOA et non détenus par les banques commerciales résidentes ; (ii) la variation des soldes des divers comptes de dépôt auprès du Trésor et (iii) la variation de l'encours des créances sur l'État auquel le secteur privé a renoncé.
- Des données trimestrielles sur les dépenses de la LPU (état des crédits votés, décaissés et consommés).
- Des rapports trimestriels sur l'exécution du budget, indiquant le taux de réalisation des dépenses de réduction de la pauvreté, en particulier l'usage des crédits par les ministères concernés (Éducation nationale, Santé publique, Equipement, Agriculture et Élevage).
- Des données mensuelles sur restes à payer au Trésor, par exercice budgétaire de référence, avec la ventilation par échéances de plus et moins de 90 jours ;
- Des données mensuelles sur le service de la dette effectif (principal et intérêt) par rapport aux échéances programmées. Ces données seront transmises dans les quatre semaines à compter de la fin du mois.

- La liste des emprunts extérieurs contractés ou en cours de négociation et des emprunts prévus pendant les six prochains mois, avec leurs conditions financières.

B. Secteur monétaire

43. Les autorités communiqueront mensuellement dans un délai de huit semaines après la fin de chaque mois :

- Le bilan consolidé des institutions monétaires et, le cas échéant, le bilan consolidé des différentes banques ;
- La situation monétaire, dans un délai de huit semaines après la fin de chaque mois, pour les données provisoires ;
- Les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs ;
- Les indicateurs usuels relatifs à la supervision des banques et des institutions financières non bancaires (le cas échéant, ces mêmes indicateurs pourraient aussi être fournis pour chaque institution).

C. Balance des paiements

44. Les autorités communiqueront aux services du FMI les informations suivantes :

- Toute révision des données de balance des paiements (concernant les services, les transferts privés, les transferts officiels et les transactions en capital) quand elle est effectuée ;
- Les données annuelles préliminaires de la balance des paiements dans un délai de six mois après la fin de l'année concernée.

D. Secteur réel

45. Les autorités communiqueront aux services du FMI les informations suivantes :

- Les indices mensuels des prix à la consommation désagrégés dans un délai de deux semaines après la fin du mois ;
- Les comptes nationaux, dans un délai de six mois après la fin de l'année ;
- Toute révision des comptes nationaux.

E. Réformes structurelles et autres données

46. Les autorités communiqueront aux services du FMI les informations suivantes :

- Toute étude ou rapport officiel sur l'économie du Niger, dans un délai de deux semaines après sa publication ;
- Les décisions, arrêtés, lois, décrets, ordonnances ou circulaires ayant des conséquences économiques ou financières, au moment de leur publication ou, au plus tard, de leur entrée en vigueur.
- Tout projet de contrat dans les secteurs minier et pétrolier, avec les chiffres de production et de vente, les prix et les investissements étrangers ;
- Tout accord avec des acteurs du secteur privé ayant des répercussions économiques ou financières pour l'État, notamment dans le secteur des ressources naturelles.

Résumé des données à transmettre

| Type de donnée | Tableau | Fréquence | Délai de transmission |
|--------------------|---|---------------|-------------------------------------|
| Secteur réel | Comptes nationaux. | Annuelle | Fin de l'année + 6 mois |
| | Révisions des comptes nationaux. | Variable | 8 semaines à compter de la révision |
| | Indices désagrégés des prix à la consommation. | Mensuelle | Fin du mois + 2 semaines |
| Finances publiques | Position nette des administrations publiques envers le système bancaire. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Données mensuelles complètes sur le financement intérieur net non bancaire : (i) variation de l'encours des titres d'État (bons et obligations du Trésor) émis en FCFA sur le marché financier régional de l'UEMOA et non détenus par les banques commerciales résidentes ; (ii) variation des soldes des divers comptes de dépôt auprès du Trésor et (iii) variation de l'encours des créances sur l'État auquel le secteur privé a renoncé. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | TOFE provisoire, incluant la décomposition des recettes (DGI, DGD et DGTCP) et des dépenses, y compris le remboursement des arriérés de paiement intérieurs, salariaux et non salariaux, existants à fin 1999 et la variation des restes à payer au Trésor. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Données sur l'encours des restes à payer (RAP) au Trésor, par exercice budgétaire de référence (total et RAP à plus de 90 jours). | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Situation mensuelle des comptes de dépôt des correspondants du Trésor. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Exécution du budget d'investissement. | Trimestrielle | Fin du trimestre + 6 semaines |

| Type de donnée | Tableau | Fréquence | Délai de transmission |
|-----------------------------------|--|---------------|---|
| | Tableau d'exécution des dépenses budgétaires, des dépenses de la liste unifiée et des dépenses sur ressources PPTÉ | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Balance générale des comptes du Trésor. | Mensuelle | |
| | Situation mensuelle des soldes des comptes du Trésor et des autres comptes publics à la BCEAO. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines (provisoire) Fin du mois + 10 semaines (définitive) |
| | Formule de fixation des prix des produits pétroliers, recettes tirées de la taxation des produits pétroliers et différentiels de prix. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Situation monétaire. | Mensuelle | |
| Données monétaires et financières | Bilan consolidé des institutions monétaires et, le cas échéant, bilan consolidé des différentes banques. | Mensuelle | Fin du mois + 8 semaines |
| | Taux d'intérêt créditeurs et débiteurs. | Mensuelle | Fin du mois + 8 semaines |
| | Indicateurs prudentiels de la supervision bancaire. | Trimestrielle | Fin du trimestre + 8 semaines |
| Balance des paiements | Balance des paiements | Annuelle | Fin de l'année + 6 semaines |
| | Révisions de la balance des paiements | Variable | Au moment de la révision. |
| Dettes extérieures | Encours et remboursements des arriérés de paiement extérieurs. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Ventilation de tous les nouveaux emprunts extérieurs signés et des emprunts prévus, y compris leurs conditions financières. | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Tableau sur le service mensuel effectif de la dette extérieure (capital et intérêts) comparé aux échéances programmées. | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |



NIGER

13 juin 2019

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, QUATRIÈME REVUE DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT, ET DEMANDES DE DÉROGATION POUR NON-RESPECT D'UN CRITÈRE DE RÉALISATION, DE MODIFICATION DE CRITÈRES DE RÉALISATION, ET DE PROROGATION ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT – ANNEXE D'INFORMATION

Établi par

Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|---|
| RELATIONS AVEC LE FMI | 2 |
| RELATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES | 6 |
| QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE | 6 |

RELATIONS AVEC LE FMI

(au 30 avril 2019)

Statut

A accepté les obligations de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 : 1^{er} juin 1996 Date d'admission : 24 avril 1963

| Compte des ressources générales | Millions de DTS | % quote-part |
|--|------------------------|---------------------|
| Quote-part | 131,60 | 100,00 |
| Avoirs du FMI en monnaie nationale | 106,52 | 80,94 |
| Position dans la tranche de réserve | 25,09 | 19,07 |

| Département des DTS | Millions de DTS | % allocation |
|-----------------------------|------------------------|---------------------|
| Allocation cumulative nette | 62,94 | 100,00 |
| Avoirs | 70,52 | 112,5 |

| Encours des achats et prêts | Millions de DTS | % quote-part |
|------------------------------------|------------------------|---------------------|
| Accords au titre de la FEC | 158,36 | 120,34 |

Accords financiers les plus récents

| Type | Date de l'accord | Date d'expiration | Montant approuvé (millions de DTS) | Montant tiré (millions de DTS) |
|------------------|------------------|---------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| FEC | 23 janv. 2017 | 22 janv. 2020 | 118,44 | 56,40 |
| FEC | 16 mars 2012 | 31 déc. 2016 | 120,09 | 107,75 |
| FEC ¹ | 2 juin 2008 | 1 ^{er} juin 2011 | 23,03 | 13,16 |

Projection des obligations financières envers le FMI²

(millions de DTS ; sur la base de l'utilisation présente des ressources et des avoirs actuels en DTS)

| | À échoir | | | | |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | <u>2019</u> | <u>2020</u> | <u>2021</u> | <u>2022</u> | <u>2023</u> |
| Principal | 5,17 | 11,61 | 19,08 | 21,83 | 25,22 |
| Commissions/intérêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 5,17 | 11,61 | 19,08 | 21,83 | 25,22 |

¹ Anciennement FRPC.

² Lorsqu'un pays membre a des obligations financières impayées pendant plus de trois mois, le montant de ces arriérés apparaît dans cette section.

Mise en œuvre de l'initiative PPTE

| | |
|---|-----------------|
| | Cadre |
| I. Engagement de l'aide au titre de l'initiative PPTE | <u>renforcé</u> |
| Date d'arrivée au point de décision | Décembre 2000 |
| Aide engagée | |
| par l'ensemble des créanciers (en millions de dollars) ¹ | 663,10 |
| Dont : aide du FMI (en millions de dollars) | 42,01 |
| (équivalent en millions de DTS) | 31,22 |
| Date au point d'achèvement | Avril 2004 |
| II. Décaissement de l'aide du FMI (en millions de DTS) | |
| Aide décaissée au pays membre | 31,22 |
| Aide intérimaire | 6,68 |
| Solde au point d'achèvement | 24,55 |
| Décaissement supplémentaire de revenus d'intérêts ² | 2,74 |
| Total des décaissements | 33,96 |

¹ L'aide engagée dans le cadre initial est exprimée en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement, tandis que l'aide engagée dans le cadre renforcé est exprimée en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

² Dans le cadre renforcé, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement ; il correspond aux intérêts courus sur le montant engagé au point de décision, mais non décaissé pendant la période intérimaire.

Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

| | | |
|-----|--|-------|
| I. | Dette admissible à l'IADM (millions de DTS) ¹ | 77,55 |
| | Financement par le compte de fiducie de l'IADM | 59,82 |
| | Reliquat des ressources de l'initiative PPTE | 17,73 |
| II. | Allègement de dette par mécanisme (millions de DTS) | |

Dette admissible

| <u>Date de décaissement</u> | <u>CRG</u> | <u>Fonds fiduc. RPC</u> | <u>Total</u> |
|-----------------------------|------------|-------------------------|--------------|
| Janvier 2006 | s.o. | 77,55 | 77,55 |

¹ L'IADM fournit aux pays membres admis à en bénéficier un allègement intégral de leur dette. L'aide sous forme de dons au titre de l'IADM et de l'initiative PPTE porte sur l'intégralité de l'encours de la dette envers le FMI à fin 2004 qui reste exigible au moment où le pays remplit les conditions nécessaires pour en bénéficier.

Point de décision : point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'initiative PPTE et décident du montant de l'aide à engager.

Aide intérimaire : montant décaissé à un pays entre le point de décision et le point d'achèvement, à concurrence de 20 % par an et de 60 % au total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).

Point d'achèvement : point auquel un pays reçoit le reliquat de l'aide engagée au point de décision, ainsi qu'un complément au titre des revenus d'intérêts, tel que défini à la note 2 ci-dessus. La date du point d'achèvement dépend de l'application de réformes structurelles clés préalablement convenues (c'est-à-dire point d'achèvement flottant).

Mise en œuvre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC)

Sans objet

Évaluations des sauvegardes

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est une banque centrale commune des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA). Conformément à la politique de sauvegardes applicable aux banques régionales, une évaluation quadriennale des sauvegardes de la BCEAO a été achevée en 2018. Il en ressort que la banque centrale a maintenu un dispositif de contrôle solide depuis la dernière évaluation de 2013 et que ses dispositifs de gouvernance sont globalement appropriés. En outre, les dispositifs d'audit ont été renforcés, les normes internationales d'information financière (IFRS) ont été adoptées comme cadre comptable à partir des états financiers de 2015, et en 2016, une revue extérieure de la qualité de la fonction d'audit interne a conclu que celle-ci était globalement conforme aux normes internationales. En outre, l'exécution des travaux du dispositif de gestion des risques de la BCEAO, mis en place en 2014, progresse bien à l'échelle de la Banque.

Régime de change

Le Niger est membre de l'UEMOA et n'a pas de monnaie officielle distincte. La monnaie commune de l'UEMOA, le franc CFA, est rattachée à l'euro au taux de 655,957 francs CFA pour 1 euro, conformément au taux officiel de conversion franc français/euro et au taux fixe antérieur de 100 francs CFA pour 1 franc français. À compter du 1^{er} janvier 2007, le régime de change des pays de l'UEMOA a été reclassé de la catégorie des régimes des pays n'ayant pas de monnaie officielle distincte à la catégorie des régimes de change conventionnels à parité fixe. Le Niger maintient un système de change exempt de restrictions sur les paiements et transferts afférents aux transactions courantes internationales relevant des sphères de compétence du FMI.

Consultations au titre de l'article IV

Les dernières consultations au titre de l'article IV ayant été achevées ont eu lieu à Niamey en octobre 2016. Le rapport des services du FMI (rapport n° 17/59) a été examiné par le conseil d'administration et les consultations de 2016 au titre de l'article IV se sont achevées le 23 janvier 2017.

Assistance technique fournie de janvier 2017 à mars 2019

| Département | Objet | Date de prestation |
|-------------------|---|-----------------------------------|
| FAD | Statistiques du secteur réel | 25 mars–5 avril 2019 |
| FAD | Gestion de trésorerie | 5–16 mars 2019 |
| FAD | Évaluation de la gestion des investissements publics | 12 févr.–12 mars 2019 |
| FAD | Exécution du budget | 7–18 janvier 2019 |
| FAD | Compte unique du Trésor | 1 ^{er} –15 décembre 2018 |
| FAD | Fonctions de gestion des finances publiques | 22 nov.–4 déc. 2018 |
| STA/AFRITAC-Ouest | Statistiques des comptes nationaux | 1 ^{er} –5 octobre 2018 |
| FAD/AFRITAC-Ouest | Exonérations budgétaires et dépenses fiscales | 22 août–5 sept. 2018 |
| FAD/AFRITAC-Ouest | Fonctions budgétaires – Administration fiscale | 30 juillet–17 août 2018 |
| STA/AFRITAC-Ouest | Statistiques de finances publiques | 10-20 juillet 2018 |
| STA/JSA | Statistiques du secteur extérieur | 23 avril–4 mai 2018 |
| FAD/AFRITAC-Ouest | Évaluation douanière | 2-6 avril 2018 |
| FAD/AFRITAC-Ouest | Administrations douanière et fiscale | 13-23 mars 2018 |
| FAD | Mise en œuvre du Trésor public | 5-17 mars 2018 |
| STA/AFRITAC-Ouest | Statistiques des comptes nationaux | 5–16 mars 2018 |
| FAD | Gestion de la dette publique | FAD |
| FAD | Besoins d'assistance technique pour la gestion des finances publiques | 16-25 janvier 2018 |
| FAD/AFRITAC-Ouest | Fonctions budgétaires – Administration fiscale | 4-19 janvier 2018 |
| MCM/AFRITAC-Ouest | Élaboration d'une politique de la dette | 29 nov.–6 déc. 2017 |

| | | |
|-------------------|---|-------------------------|
| FAD/AFRITAC-Ouest | Comptes du Trésor | 6-17 novembre 2017 |
| FAD/AFRITAC-Ouest | Fonctions budgétaires – Administration fiscale | 18–29 septembre 2017 |
| STA/AFRITAC-Ouest | Comptes nationaux trimestriels | 31 juillet–11 août 2017 |
| FAD | Gestion budgétaire des partenariats public-privé | 26 avril–10 mai 2017 |
| STA | Statistiques du secteur extérieur | 12–23 juin 2017 |
| STA/AFRITAC-Ouest | Statistiques de finances publiques | 13–23 juin 2017 |
| FAD | Réforme budgétaire et douanière | 20 févr.–3 mars 2017 |

Représentant résident

M. Mehmet Cangul, depuis juillet 2018.

Conseiller résident pour l'assistance technique

M. Matthieu Sarda, conseiller résident de long terme auprès de la direction générale du Trésor.

RELATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

- Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/niger>
- Banque africaine de développement : <https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-de-louest/niger>
- Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest : <https://www.afritaouest.org>

QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

A. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance

Généralités : Les données communiquées comportent des déficiences mais peuvent dans l'ensemble être utilisées à des fins de surveillance.

Statistiques du secteur réel : Les comptes nationaux sont établis annuellement par l'Institut national de la statistique (INS) conformément au système de comptabilité nationale 1993 (SCN93), avec 2006 pour exercice de base. Avec l'assistance d'AFRITAC Ouest, l'INS a basé ses comptes nationaux sur une nouvelle année de référence (2015) en suivant le système de comptabilité nationale 2008. L'INS a commencé à travailler à

l'établissement de comptes nationaux trimestriels, dont la publication devrait commencer en 2020.

L'INS établit et publie un indice harmonisé des prix à la consommation (IPC), avec 2014 pour année de référence, sur la base des pondérations tirées de l'enquête sur les conditions de vie des ménages et sur l'agriculture (ECVMA) effectuée en 2011 et actualisée en 2014.

Statistiques de finances publiques : Le ministère des finances établit des statistiques mensuelles de finances publiques, avec un retard d'un à quatre mois, sur la base des informations fournies par les directions du budget, des douanes, des impôts et du Trésor. Le ministère des finances rapproche les engagements de dépenses mensuels de la direction du budget et les paiements effectués par le Trésor, mais ne communique pas publiquement les résultats de cet exercice. Les données portent uniquement sur les opérations de l'administration budgétaire centrale, qui couvre le budget général, les fonds spéciaux et les opérations des comptes spéciaux du Trésor, mais pas l'administration de la sécurité sociale. Le Niger produit actuellement le tableau des opérations financières de l'État (TOFE) sur la base du Manuel de statistiques de finances publiques 1986 (Manuel SFP 1986), avec quelques incohérences entre les données au dessus et en dessous de la ligne. Les autorités ne ménagent toutefois pas leurs efforts pour mettre en œuvre la directive n°10/2009/CM/UEMOA relative au TOFE, qui prévoit le passage aux normes du Manuel SFP 2001. Le Niger ne communique pas d'informations sur les statistiques de finances publiques au département des statistiques du FMI.

Statistiques monétaires et financières : Des statistiques monétaires et financières mensuelles sont établies et diffusées par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). En août 2016, la BCEAO a achevé la migration des statistiques monétaires et financières du Niger vers les formulaires standards de déclaration des données pour la banque centrale et les autres institutions de dépôts. Depuis novembre 2016, la BCEAO transmet régulièrement les statistiques monétaires et financières du Niger, fondées sur les formulaires standards de déclaration, au département des statistiques du FMI aux fins de publication dans « International Financial Statistics ». Le Niger communique des données sur certaines séries et indicateurs clés de l'enquête sur l'accès aux services financiers, dont l'argent mobile et deux indicateurs des objectifs de développement durable de l'ONU.

Surveillance du secteur financier : Avec l'assistance technique du département des statistiques du FMI, la BCEAO a établi une série d'ISF pour les institutions collectrices de dépôts à périodicité trimestrielle. Cependant, même si la BCEAO a utilisé les ISF pour son usage interne, elle n'a pas encore approuvé la publication des données sur le site web du FMI sur les ISF.

Statistiques du secteur extérieur : Depuis 2011, les statistiques relatives à la balance des paiements et à la position extérieure globale sont établies conformément à la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6). La direction nationale de la BCEAO est responsable de la compilation et de la diffusion de ces statistiques, et le siège de la BCEAO est chargé d'élaborer la méthodologie et de calculer les réserves internationales gérées pour le compte des pays participants. Le Niger a résorbé son retard de publication de statistiques relatives à la balance des paiements et à la position extérieure globale, désormais disponibles sur le site web de la BCEAO, dans IFS et dans l'Annuaire de statistiques de balance des paiements. Le Niger participe depuis 2012 à l'enquête coordonnée sur l'investissement direct.

B. Qualité des données et normes

Le Niger participe depuis 2002 au SGDD/SGDD-a.

Un rapport sur l'observation des normes et codes (RONC) en matière de données a été publié en 2006.

| Niger : Tableau des indicateurs courants nécessaires à l'exercice de la surveillance (au 3 mai 2019) | | | | | |
|--|----------------------------------|-------------------|------------------------------------|---|---------------------------------------|
| | Date de la dernière observation | Date de réception | Fréquence des données ⁷ | Fréquence de communication ⁷ | Fréquence de publication ⁷ |
| Taux de change | Courant | Courant | Q | Q | M |
| Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires ¹ | 02/2019 | 04/2019 | M | M | M |
| Monnaie centrale/base monétaire | 02/2019 | 04/2019 | M | M | M |
| Monnaie au sens large | 09/2016 | 11/2016 | M | M | M |
| Bilan de la banque centrale | 02/2019 | 04/2019 | M | M | M |
| Bilan consolidé du système bancaire | 02/2019 | 04/2019 | M | M | M |
| Taux d'intérêt ² | 11/2016 | 11/2016 | M | M | M |
| Indice des prix à la consommation | 03/2019 | 03/2019 | M | M | M |
| Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administrations publiques ⁴ | N.D. | N.D. | N.D. | N.D. | N.D. |
| Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administration centrale | 09/2016 (à l'équipe Niger d'AFR) | 10/2016 | M | M | N.D. |
| Encours de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale ⁵ | 09/2016 (à l'équipe Niger d'AFR) | 10/2016 | S | S | N.D. |
| Solde des transactions extérieures courantes | 12/2017 | 01/2019 | S | S | A |
| Exportations et importations de biens et de services | 12/2017 | 01/2019 | A | T | A |
| PIB/PNB | 2015 (préliminaire) | 05/2016 | A | A | A |
| Dette extérieure brute | 2015 | 10/2016 | A | I | A |
| Position extérieure globale ⁶ | 12/2017 | 1/2019 | A | A | A |

¹ Les avoirs de réserve donnés en nantissement ou grevés de quelque autre manière doivent être indiqués séparément. De plus, les données doivent comprendre les passifs à court terme liés à une devise mais réglés par d'autres moyens, ainsi que les valeurs notionnelles des dérivés financiers à payer et à recevoir en devises, y compris ceux qui sont liés à une devise mais réglés par d'autres moyens.

² Taux déterminés par le marché et taux officiels, y compris taux d'escompte, taux du marché monétaire, et taux des bons, obligations et titres du Trésor.

³ Financement extérieur et financement intérieur bancaire et non bancaire.

⁴ Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

⁵ Y compris la composition par monnaie et par échéance.

⁶ Y compris les positions des actifs et passifs financiers extérieurs bruts à l'égard des non-résidents.

⁷ Quotidienne (Q) ; hebdomadaire (H) ; mensuelle (M) ; trimestrielle (T) ; annuelle (A) ; semestrielle (S) ; irrégulière (I) ; non disponible (ND).

NIGER

13 juin 2019

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, QUATRIÈME REVUE DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT, ET DEMANDES DE DÉROGATION POUR NON-RESPECT D'UN CRITÈRE DE RÉALISATION, DE MODIFICATION DE CRITERES DE RÉALISATION, ET DE PROLONGEMENT ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT — ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par
David Owen (département
 Afrique), **Johannes Wiegand**
 (département de la
 stratégie, des politiques et
 de l'évaluation) et **Marcello**
Estevao (AID)

Préparé par les services du Fonds monétaire international
 et de l'Association internationale de développement.

| Niger : Analyse de viabilité de la dette effectuée conjointement par la Banque mondiale et le FMI | |
|---|---|
| Risque de surendettement extérieur | Modéré |
| Risque global de surendettement | Modéré |
| Niveau de détail dans la notation du risque | Risque modéré : marge limitée d'absorption de chocs |
| Recours au jugement | Non |

Le risque de surendettement extérieur et global du Niger est jugé modéré, comme dans la précédente analyse de viabilité de la dette (AVD). Tous les seuils sont respectés dans le scénario de référence, mais le ratio valeur actuelle (VA) de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État/exportations dépasse son seuil dans certains tests de résistance. La capacité d'endettement est toujours jugée moyenne. L'analyse montre que le Niger dispose d'une marge limitée pour absorber les chocs et reste vulnérable à une évolution défavorable de ses exportations. L'AVD est basée sur la poursuite de la mise en œuvre du programme de

réformes : l'assainissement des finances publiques, les réformes structurelles, notamment l'accroissement des recettes ; la maîtrise des dépenses et l'amélioration de leur qualité ; et l'achèvement dans les temps de plusieurs projets à grande échelle, en particulier la construction d'un oléoduc pour les exportations de pétrole brut. Les faiblesses recensées appellent à améliorer davantage la gestion de la dette, notamment en élargissant la couverture de la dette publique, en privilégiant les prêts concessionnels et en renforçant le développement du secteur privé pour soutenir la diversification économique et limiter les risques associés aux fluctuations des prix des produits de base.

COUVERTURE DE LA DETTE PUBLIQUE

1. **La couverture du secteur public dans l'AVD correspond aux comptes budgétaires** (tableau 1 du texte). Elle englobe l'administration centrale mais n'inclut pas les administrations locales, l'administration de sécurité sociale et les fonds extrabudgétaires. Les garanties octroyées par l'État aux secteurs public et privé pour les prêts extérieurs sont incluses. La dette privée garantie par l'État se limite à la garantie émise par la China National Petroleum Company (CNPC) pour la construction de la raffinerie de la SORAZ¹. Les entreprises publiques ne contractent pas d'emprunts directs à l'étranger mais elles bénéficient de la dette contractée par l'administration centrale, qui leur est ensuite rétrocédée. Cela concerne les compagnies d'électricité (NIGELEC), des eaux (SPEN) et de télécommunications (Niger Telecom), et ABK, une entité de l'administration publique créée pour mettre en œuvre le projet de barrage de Kandadji. La dette intérieure des entreprises publiques n'est pas incluse en raison de l'insuffisance des données, mais les autorités travaillent avec la Banque mondiale pour améliorer la mise à disposition et la qualité des informations financières sur les entreprises publiques. La dette extérieure est définie en fonction de la monnaie de libellé².

Tableau 1 du texte. Niger : couverture de la dette du secteur public et conception des tests de résistance sur les passifs conditionnels

| Sous-secteurs du secteur public | | Sous-secteurs couverts | | |
|---------------------------------|--|------------------------|---|--|
| 1 | Administration centrale | | X | |
| 2 | Administrations d'États fédérés et locales | | | |
| 3 | Autres éléments des administrations publiques | | | |
| 4 | dont : administration de sécurité sociale | | | |
| 5 | dont : fonds extrabudgétaires (FEB) | | X | |
| 6 | Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques) | | X | |
| 7 | Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État) | | X | |
| 8 | Dette non garantie des entreprises publiques | | | |

| Couverture des données sur la dette publique du pays | | Administration centrale, plus fonds extrabudgétaires, banque centrale et dette contractée ou garantie par l'État | | |
|--|--|--|--|--|
| | Défaut | Utilisés pour l'analyse | Raisons de s'écarter des paramètres par défaut | |
| 2 | Autres éléments des administrations publiques non compris dans 1. | 0 % du PIB | 0,0 | |
| 3 | Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État) 1/ | 2 % du PIB | 2,0 | |
| 4 | PPP | 35 % du stock des PPP | 0,0 | |
| 5 | Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale) | 5 % du PIB | 5,0 | |
| Total (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB) | | | 7,0 | |

1/ Le choc de 2 % du PIB retenu par défaut sera appliqué aux pays dont la dette garantie par l'État n'est pas pleinement prise en compte dans la définition de leur dette publique (1). Si elle est déjà incluse dans la dette publique (1) et si les risques associés à la dette des entreprises publiques non garantie par l'État sont jugés négligeables, une équipe-pays peut réduire ce pourcentage à 0 %.

2. **La calibration du test de résistance sur les passifs conditionnels tient compte des lacunes de couverture de la dette publique indiquées ci-avant** (tableau 1 du texte). En premier lieu, le choc par défaut de 0 % du PIB est conservé pour les autres éléments de l'administration centrale non pris en compte dans l'encours de référence de la dette car i) les autorités ont indiqué que la solide position financière de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) exclut tout risque budgétaire important ; ii) les autorités ont confirmé l'absence de fonds extrabudgétaires ; et iii) les administrations locales ne contractent que de la

¹ La CNPC a accordé un prêt de 880 millions de dollars (9,5 % du PIB) pour la construction de la raffinerie de la SORAZ en 2008, dont 352 millions de dollars (3,8 % du PIB) sont garantis par l'État. L'encours de 161 millions de dollars (1,7 % du PIB) à fin décembre 2018 est compris dans l'encours de la dette du scénario de référence et devrait être entièrement remboursé d'ici 2023.

² L'AVD du Niger est réalisée selon une approche hybride, le financement de la Banque ouest-africaine de développement étant considéré comme extérieur bien que libellé en monnaie locale.

dette à court terme auprès du secteur bancaire intérieur. En deuxième lieu, le choc sur les passifs conditionnels liés à la dette des entreprises publiques est fixé à la valeur par défaut de 2 % afin de refléter les risques associés aux emprunts intérieurs des entreprises publiques. En troisième lieu, sachant que le stock de partenariats publics-privés (PPP) signés dans le cadre de la nouvelle loi de mai 2018 sur les PPP se situe bien au-dessous de la limite de 3 % du PIB selon les autorités et que les PPP signés dans le cadre de l'ancienne loi sont déjà compris dans l'encours de la dette publique dans le scénario de référence³, il n'est pas nécessaire d'effectuer un test de résistance sur les passifs conditionnels pour les PPP. En quatrième lieu, compte tenu de sa taille limitée et de son faible développement, le secteur financier nigérien ne présente pas de vulnérabilités significatives nécessitant un ajustement à la hausse de la valeur minimum par défaut de 5 % du PIB.

CONTEXTE

A. Évolution et composition de la dette

3. La dette contractée ou garantie par l'État s'élevait à 53,8 % du PIB fin 2018 (graphique 1 du texte), ce qui est légèrement supérieur au chiffre de l'AVD précédente en raison de la révision à la hausse (d'environ 5,1 % du PIB) des données rétrospectives relatives à l'encours de la dette⁴. La dette extérieure est passée de 70 % du PIB en moyenne entre 2000 et 2005 à 14,7 % du PIB en 2006 suite à l'allègement de la dette lié à l'initiative en faveur des pays pauvres et très endettés. Elle a oscillé entre 20 et 25 % du PIB au cours des années suivantes, avant d'augmenter nettement à partir de 2015. La dette intérieure a également suivi une trajectoire descendante depuis 2000, s'inscrivant à 4 % du PIB en moyenne au cours de la période 2008–14, avant d'augmenter de nouveau en 2015. Le service de la dette suit une évolution similaire, le paiement du principal et des intérêts sur la dette intérieure dépassant le service de la dette sur les emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'État à compter de 2016.

4. La dette extérieure contractée ou garantie par l'État (CGE) constituait 65 % de l'encours total de la dette en 2018 (tableau 2 du texte). Les créanciers multilatéraux représentent la plus grande partie de la dette extérieure, la plupart des emprunts du Niger étant contractés auprès de la Banque mondiale (AID) et de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). La dette bilatérale officielle est dominée par la Chine et la France (AFD). Bien que la dette extérieure soit principalement libellée en devises étrangères, l'exposition au risque de change est relativement faible compte tenu de l'arrimage du FCFA à l'euro. La dette extérieure a généralement été contractée à des conditions avantageuses, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,6 % du PIB et une maturité résiduelle de 21 ans à fin 2018.

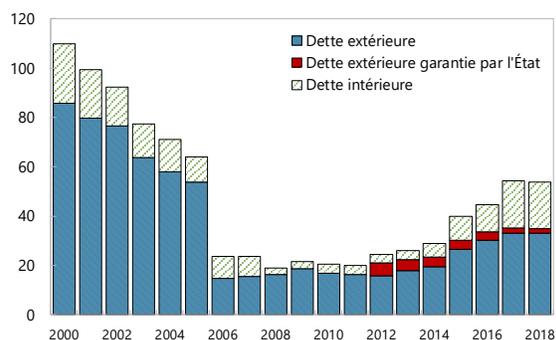
³ Ces PPP dits commerciaux s'élevaient à 218,8 milliards de FCFA (4,2 % du PIB) à fin décembre 2018. Ils devraient être totalement remboursés d'ici à 2033.

⁴ Les autorités avaient omis, par inadvertance, certains emprunts intérieurs contractés auprès de banques commerciales ainsi que des prêts extérieurs concessionnels contractés par le passé. Par ailleurs, les chiffres précédents relatifs à l'encours de la dette ne tenaient pas compte des opérations de titrisation effectuées avec des banques commerciales afin d'apurer des arriérés de paiement intérieurs. Afin d'éviter de tels écarts à l'avenir, les autorités sont en train de mettre en place une entité chargée de la gestion de la dette au sein du Trésor.

Graphique 1 du texte. Niger : dette contractée ou garantie par l'État, 2000–2018

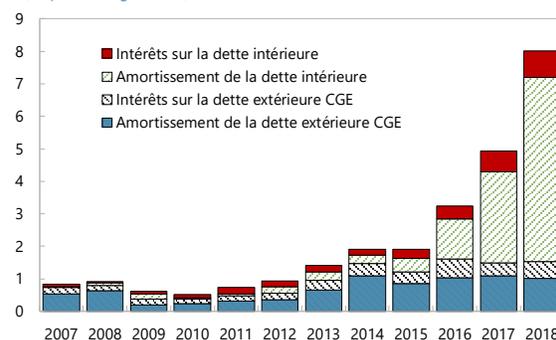
Encours de la dette contractée ou garantie par l'État, 2000-2018

(en pourcentage du PIB)



Service de la dette, 2007-2018

(en pourcentage du PIB)



Sources : Autorités nigériennes et estimations des services du FMI.

Note : la dette intérieure inclut la dette associée aux PPP commerciaux en 2017 (4,7 % du PIB) et 2018 (4,2 % du PIB).

Tableau 2 du texte. Niger : dette contractée ou garantie par l'État, 2016–2018

| | 2016 | | 2017 | | 2018 | |
|----------------------------------|----------------------------|----------------|----------------------------|----------------|----------------------------|----------------|
| | en milliards de FCFA | en % du PIB | en milliards de FCFA | en % du PIB | en milliards de FCFA | en % du PIB |
| Dette extérieure CGE | 1,513 | 33.5 | 1,668 | 35.3 | 1,808 | 35.0 |
| Créanciers multilatéraux | 1,071 | 23.8 | 1,271 | 26.9 | 1,394 | 27.0 |
| dont : FMI | 91 | 2.0 | 110 | 2.3 | 128 | 2.5 |
| dont : Banque mondiale | 444 | 9.8 | 564 | 11.9 | 634 | 12.3 |
| dont : BOAD | 204 | 4.5 | 240 | 5.1 | 245 | 4.7 |
| Créanciers officiels bilatéraux | 295 | 6.5 | 293 | 6.2 | 323 | 6.3 |
| Club de Paris (France) | 46 | 1.0 | 54 | 1.1 | 62 | 1.2 |
| Hors Club de Paris | 250 | 5.5 | 239 | 5.1 | 261 | 5.0 |
| dont : Chine | 108 | 2.4 | 116 | 2.5 | 119 | 2.3 |
| Dette privée garantie par l'État | 146 | 3.2 | 104 | 2.2 | 92 | 1.8 |
| Dette intérieure | 501 | 11.1 | 902 | 19.1 | 971 | 18.8 |
| Bons et obligations du Trésor | 422 | 9.4 | 519 | 11.0 | 679 | 13.2 |
| Prêts bancaires | 2 | 0.0 | 50 | 1.1 | 19 | 0.4 |
| Arriérés intérieurs | 44 | 1.0 | 89 | 1.9 | 42 | 0.8 |
| Autres | 32 | 0.7 | 244 | 5.2 | 231 | 4.5 |
| Total de la dette CGE | 2,014 | 44.6 | 2,570 | 54.4 | 2,780 | 53.8 |

Source : Autorités nigériennes et calculs des services du FMI.

Note : la dette intérieure inclut la dette associée aux PPP commerciaux en 2017 (4,7 % du PIB) et 2018 (4,2 % du PIB).

5. La dette intérieure est essentiellement composée de titres du Trésor à court et moyen termes, la part des arriérés et des avances statutaires de la banque centrale régionale diminuant au fil du

temps à mesure que le Niger apure ses arriérés de paiement intérieurs et rembourse progressivement ses emprunts auprès de la BCEAO. À compter de 2017, l'encours inclut la dette liée aux PPP commerciaux contractés avant la loi de 2018 sur les PPP. Il représentait 4,7 % du PIB en 2017 et 4,2 % en 2018⁵. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette intérieure était de 6,4 % en 2018.

6. L'estimation et l'analyse de la dette extérieure privée étant compliquée par des problèmes de données, elle nécessite un suivi complémentaire. La banque centrale régionale (BCEAO) n'établit pas encore les statistiques liées à l'encours de la dette extérieure. Les efforts destinés à rassembler des informations sur la couverture et la composition de la dette extérieure privée vont être poursuivis, avec le soutien technique du département des statistiques du FMI.

B. Prévisions macroéconomiques

7. Le scénario de référence repose sur des hypothèses macroéconomiques reflétant les évolutions économiques récentes et les effets attendus des mesures en cours ou récemment adoptées (tableau 3 du texte). Le cadre reste globalement inchangé par rapport à l'AVD précédente. Il fait l'hypothèse que l'assainissement budgétaire respectera le programme de réformes en cours du gouvernement, notamment l'objectif de déficit de 3 % du PIB de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) d'ici à 2020. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 2 % du PIB en moyenne à compter de 2024. Comme dans l'AVD précédente, le lancement des exportations de pétrole brut et la reprise des activités sur la mine d'uranium d'Imouraren sont respectivement prévus pour 2022 et 2025. La croissance économique annuelle devrait augmenter pour s'établir à 7 % en moyenne au cours de la période 2018-24, sous l'impulsion de projets financés sur ressources privées liés à l'organisation du sommet de l'Union africaine en juillet, et de grands projets financés par des bailleurs de fonds. Comme dans la précédente AVD, il est prévu que la hausse des recettes s'accélère avec la mise en œuvre des plans de performance pour l'administration des recettes, la perception des arriérés fiscaux, la rationalisation des exonérations fiscales, la lutte contre la contrebande de pétrole, l'informatisation des régies financières, et l'amélioration de la coopération entre les administrations fiscale et douanière. L'inflation devrait rester à 2 % sur le long terme en moyenne.

8. Les hypothèses en matière de financement impliquent une transition progressive des sources de financement intérieures vers des sources extérieures. À court et moyen termes, le Niger devrait continuer de bénéficier d'appuis extérieurs, notamment les engagements pris lors de la table ronde des bailleurs de fonds de décembre 2017 et du forum des investisseurs de Paris⁶. Alors que l'assainissement budgétaire réduit les besoins de financement globaux, le ratio de la dette intérieure au PIB devrait passer de 17,8 % en 2019 à 5,4 % en 2029.

⁵ Dans les publications des autorités, les PPP ne sont intégrés à l'encours de la dette intérieure qu'en cas de livraison de biens et de services à l'État. Au lieu de cela, les services du FMI ont inclus l'intégralité de l'encours des PPP contractés avant l'adoption de la nouvelle loi afin de quantifier les risques associés aux PPP.

⁶ Le Niger a obtenu davantage de financements qu'il n'en sollicitait pour son plan de développement économique et social quinquennal (PDES 2017–2021), avec un montant total de 12,7 milliards engagés par des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, alors que des investisseurs privés se sont engagés sur 10,3 milliards de dollars.

9. La composition des emprunts étrangers et intérieurs devrait également évoluer au fil du temps. Pour la dette extérieure, les nouveaux décaissements devraient être couverts par des sources de financement extérieures, sur la base des schémas de financement historiques. Sur le long terme, les pondérations des créanciers extérieurs sont ajustées de telle sorte que les emprunts extérieurs évoluent vers des financements moins concessionnels et des prêts commerciaux. Pour les emprunts intérieurs, les instruments de la dette devraient délaisser progressivement les bons du Trésor pour privilégier les obligations à moyen et long terme. Compte tenu des conditions de prêt des récentes émissions de titres d'État sur le marché régional, le taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure est fixé à 6,25, 6,5 et 7,5 % pour les obligations arrivant à échéance dans 1 à 3 ans, 4 à 7 ans et au-delà de 7 ans, respectivement. Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor est fixé à 6 %.

Tableau 3 du texte. Niger : principales hypothèses macroéconomiques, 2016–2039

| | 2016-2017 | 2018-2024 | 2025-2039 ^{1/} |
|---|-----------|-----------|-------------------------|
| Croissance du PIB réel (%) | | | |
| AVD 2019 | 4.9 | 7.0 | 6.0 |
| AVD précédente | 4.9 | 6.7 | 6.0 |
| Inflation (IPC) | | | |
| AVD 2019 | 0.2 | 2.1 | 2.0 |
| AVD précédente | 1.3 | 1.8 | 2.0 |
| Solde primaire (en % du PIB) | | | |
| AVD 2019 | -4.9 | -1.7 | -1.2 |
| AVD précédente | -4.9 | -1.9 | -1.3 |
| Total des recettes dons exclus (en % du PIB) | | | |
| AVD 2019 | 14.3 | 18.1 | 21.1 |
| AVD précédente | 14.3 | 17.7 | 19.7 |
| Exportations de biens et de services (en % du PIB) | | | |
| AVD 2019 | 16.9 | 19.2 | 23.0 |
| AVD précédente | 16.7 | 19.7 | 25.6 |
| Prix des exportations de pétrole (en dollars EU/baril) | | | |
| AVD 2019 | 42.8 | 50.7 | 57.4 |
| AVD précédente | 45.4 | 58.5 | 60.2 |
| Prix de l'uranium (en milliers de FCFA/kg) | | | |
| AVD 2019 | 54.2 | 44.1 | 43.9 |
| AVD précédente | 54.2 | 38.5 | 71.2 |

Source : calculs des services du FMI.

^{1/} Les moyennes pour l'AVD précédente vont jusqu'à 2038.

10. Les outils de réalisme ne laissent pas apparaître d'écarts significatifs par rapport à l'expérience historique.

- a. **Facteurs de la dynamique de la dette (graphique 3).** Les contributions des flux générateurs d'endettement passés et projetés restent globalement inchangées, même si les prix et les taux de change devraient influencer de façon négative sur l'accumulation de la dette extérieure par rapport à ce qui a pu être constaté par le passé. La contribution prévue de la croissance du PIB réel à la réduction de la dette publique est supérieure à ce que laissent paraître les cinq dernières années, en raison d'une révision à la hausse de la croissance à moyen et long terme. La poursuite de l'assainissement budgétaire devrait davantage réduire la contribution du déficit primaire à l'accumulation de la dette que par le passé. Pour la dette extérieure CGE, les erreurs de prévisions passées étaient essentiellement attribuables à des variations de prix inattendues et au résidu. Pour la dette publique, les erreurs de prévisions passées s'expliquent surtout par des variations inattendues du déficit primaire. Une comparaison avec la répartition des erreurs de prévision passées pour les pays à faible revenu laisse apparaître que les évolutions inattendues de la dette du Niger s'inscrivent dans la l'écart interquartile, que ce soit pour la dette publique ou pour la dette extérieure CGE.
- b. **Réalisme de l'ajustement budgétaire prévu (graphique 4).** L'ajustement budgétaire triennal projeté au niveau du déficit primaire (1,5 point de pourcentage du PIB) se situe en dessous du quartile supérieur de la répartition des ajustements précédemment appliqués aux déficits primaires (plus de 2 points de pourcentage du PIB) obtenue à partir d'un échantillon de pays à faible revenu, ce qui atténue les inquiétudes possibles concernant la crédibilité des hypothèses de référence. Le réalisme de l'ajustement attendu repose sur la volonté des autorités d'accroître les recettes en mettant en œuvre les mesures existantes et des nouvelles mesures, à apurer les arriérés intérieurs, à maîtriser les dépenses et à améliorer la qualité de ces dernières.
- c. **Cohérence entre l'ajustement budgétaire et la croissance (graphique 4).** La trajectoire de croissance projetée pour 2019 et 2020 correspond globalement aux projections basées sur les multiplicateurs.
- d. **Cohérence entre l'investissement public et la croissance (graphique 4).** L'outil laisse apparaître une contribution inchangée de l'investissement public à la croissance entre l'AVD précédente et l'AVD actuelle. L'investissement public devrait rester aux alentours de 15 % du PIB sur le moyen terme.

C. Classement du pays et détermination des scénarios de tests de résistance

11. La capacité d'endettement du Niger reste jugée « moyenne » selon l'édition d'avril 2019 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). La méthodologie repose sur un indicateur composite (IC) qui combine le score CPIA, le contexte extérieur tel qu'il est reflété par la croissance économique mondiale, et les facteurs spécifiques du pays. Sur la base des données des PEM d'avril 2019, on obtient un score IC de 2,94 qui tient aux contributions positives du score CPIA (44 %) mais aussi des réserves internationales

(33 %), et des taux de croissance réel du pays et de l'économie mondiale (6 et 16 %, respectivement) (tableau 4 du texte). Ce score appartient à la fourchette de seuils correspondant à une capacité d'endettement moyenne, à savoir $2,69 < IC \leq 3,05$.

Tableau 4 du texte. Niger : score IC

| Composants | Coefficients (A) | Valeurs moyennes sur 10 ans (B) | Composants du score IC (A*B) = (C) | Contribution des composants |
|--|------------------|---------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| CPIA | 0.385 | 3.388 | 1.30 | 44% |
| Taux de croissance réel (en pourcentage) | 2.719 | 6.280 | 0.17 | 6% |
| Couverture des importations par les réserves (en pourcentage) | 4.052 | 39.075 | 1.58 | 54% |
| Couverture des importations par les réserves ² (en pourcentage) | -3.990 | 15.269 | -0.61 | -21% |
| Envois de fonds (en pourcentage) | 2.022 | 0.727 | 0.01 | 0% |
| Croissance économique mondiale (en pourcentage) | 13.520 | 3.559 | 0.48 | 16% |
| Score IC | | | 2.94 | 100% |
| Notation IC | | | Moyen | |

Source : calculs des services du FMI. La fourchette de seuils du score IC pour la capacité d'endettement moyenne est : $2,69 < IC \leq 3,05$.

12. L'analyse de viabilité de la dette s'appuie sur les six tests de résistance normalisés et sur le test de résistance adapté correspondant à un choc sur les prix des produits de base. Les tests de résistance normalisés utilisent des paramètres définis par défaut. Le Niger ne remplit pas les conditions requises pour être soumis au test de résistance impliquant un choc de financement par les marchés, mais le test de résistance impliquant un choc sur les prix des produits de base est pertinent et aide à évaluer la sensibilité des indicateurs de la charge de la dette projetée aux évolutions défavorables des prix des exportations de produits de base.

VIABILITÉ DE LA DETTE

A. Viabilité de la dette extérieure

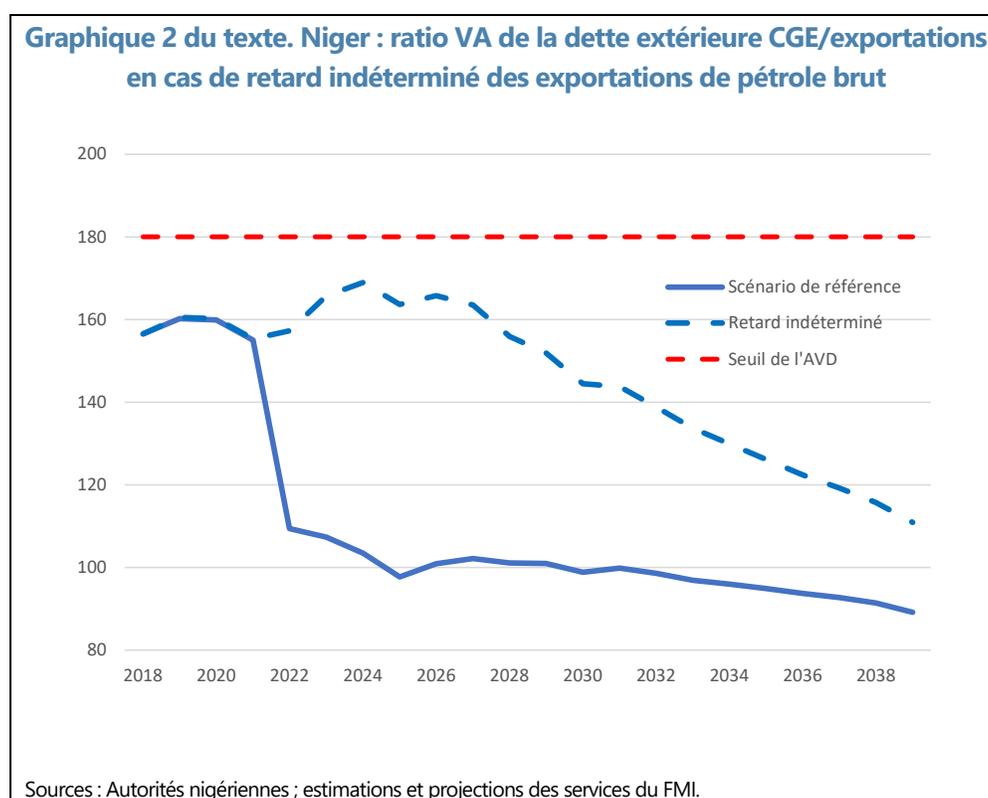
13. La dette extérieure devrait baisser progressivement, la dette publique et privée diminuant toutes deux sur le long terme (tableau 1). Dans le scénario de référence, la dette extérieure CGE devrait augmenter de 35 à 37,1 % du PIB entre 2018 et 2021 en raison d'importants emprunts étrangers contractés pour financer le plan de développement économique et social du Niger, avant de baisser à 26,4 % du PIB d'ici à 2039. Le déficit courant hors intérêts reste le principal moteur de la dynamique de la dette, la balance commerciale pour les biens et services étant susceptible de se détériorer sur le court terme en raison d'importations élevées liées à l'essor du secteur de la construction en vue du sommet 2019 de l'UA. À moyen terme, de grands projets d'investissement, parmi lesquels le barrage de Kandadji, une cimenterie et un oléoduc destiné aux exportations de pétrole, ainsi que des investissements financés par la Millenium Challenge Corporation dans le secteur agricole devraient entraîner un creusement du déficit des transactions courantes. Après prise en compte du déficit courant hors intérêts, de l'IDE net et de la dynamique de la dette endogène, les principaux moteurs de l'accumulation/la réduction de la dette extérieure, tels que les composantes du compte de capital, l'accumulation des réserves, les ajustements de valeur, ainsi que les variations des prix et des taux de change, sont englobés dans le résidu.

14. Aucun des indicateurs de la dette extérieure CGE du Niger ne dépasse son seuil dans le scénario de référence (graphique 1 et tableau 3). Comme dans l'AVD précédente, tous les indicateurs restent en dessous des seuils applicables pendant toute la période de projection. Le ratio VA de la dette/PIB devrait osciller autour de 24 % du PIB sur le long terme. Après avoir atteint son maximum en 2021, le ratio VA de la dette/exportations devrait baisser avec le lancement des exportations de pétrole brut suite à l'achèvement de l'oléoduc et le redémarrage attendu du projet de mine d'uranium d'Imouraren après 2025. Les ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes présentent des trajectoires similaires. Ils baissent en 2020 et augmentent en 2021 en raison du remboursement du principal sur les prêts contractés auprès de l'IDA et du FMI, puis baissent progressivement par la suite. Pour ces indicateurs, le scénario de référence produit une trajectoire d'endettement relativement proche de celle du scénario historique. Mais les prévisions à plus long terme des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations laissent apparaître une accumulation rapide de la dette si les principales variables macroéconomiques demeurent à leurs moyennes historiques.

15. Toutefois, le ratio VA de la dette extérieure/exportations dépasse son seuil applicable dans le test de résistance impliquant un choc sur les exportations, ce qui indique un risque modéré de surendettement extérieur. L'indicateur atteint son niveau maximal à 273 % en 2021 avant de baisser progressivement pour passer au-dessus de son seuil prescrit, grâce à la forte hausse escomptée des exportations de pétrole. Ce résultat, que l'on retrouve dans toutes les éditions de l'AVD, reflète l'étroitesse de la base d'exportation du Niger, qui est concentrée sur l'uranium et le pétrole, ce qui engendre une vulnérabilité structurelle aux évolutions défavorables des prix des produits de base et à l'instabilité des recettes d'exportations. Le seuil est également dépassé avec le test de résistance combinant des chocs sur les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB, bien qu'uniquement en 2020 et 2021 ; avec la combinaison des cinq tests de résistance normalisés sur la période 2020–21 ; et avec le test de résistance adapté impliquant

un choc sur les prix des produits de base en 2010-21. Pour le ratio service de la dette extérieure CGE/exportations, le dépassement exceptionnel généré par le choc sur les exportations peut être ignoré pour les notations de risques de surendettement.

16. Le risque de surendettement du Niger reste modéré dans un scénario alternatif où les exportations de pétrole brut ne se concrétisent pas (graphique 2 du texte). Si la construction de l'oléoduc n'est pas terminée sur l'horizon de l'AVD et que les exportations ne bénéficient pas de la stimulation attendue, le ratio VA de la dette extérieure CGE/exportations reste en-dessous de son seuil applicable dans le scénario de référence, si bien que le risque de surendettement extérieur resterait « modéré ». Le scénario implique un ralentissement de la croissance économique en 2022 et au cours des années suivantes, une baisse des recettes de l'État et une réduction de l'espace disponible pour des augmentations des dépenses.



B. Viabilité de la dette publique

17. La dette publique devrait diminuer progressivement, portée par la dynamique de la dette intérieure et extérieure CGE (tableau 2). La dette publique devrait diminuer sous l'effet de l'engagement des autorités à procéder à l'assainissement budgétaire et à atteindre l'objectif de déficit de l'UEMOA d'ici à 2020. Parallèlement, le déficit primaire devrait diminuer au fil du temps grâce à l'accroissement des recettes intérieures, à l'amélioration de la qualité des dépenses et à la maîtrise continue des dépenses, le tout accompagné par une dynamique automatique de la dette favorable.

18. Le ratio VA de la dette publique/PIB ne dépasse son seuil ni dans le scénario de référence, ni dans les scénarios de tests de résistance (graphique 2 et tableau 4). Comme dans l'AVD précédente, les indicateurs de la dette publique dans le scénario de référence restent en-dessous des niveaux suggérés dans le scénario historique. Là encore, le choc affectant les prix des produits de base se révèle être le test de résistance le plus extrême dans tous les scénarios alternatifs, ce qui souligne la vulnérabilité de la trajectoire de la dette publique aux fluctuations des cours des produits de base.

C. Viabilité de la dette dans un scénario de reprofilage de la dette

19. Les autorités ont sollicité une opération PBG (Policy-Based Guarantee) auprès de la Banque mondiale pour réduire le risque de refinancement, demande en cours d'évaluation approfondie. La requête consiste à mettre de côté 50 millions de dollars dans les fonds de l'IDA pour appuyer une garantie de la Banque mondiale permettant d'emprunter jusqu'à 500 millions de dollars, soit 5,2 % du PIB, auprès de banques commerciales étrangères. Ces rentrées permettraient de rembourser des bons et obligations du Trésor détenus par des banques commerciales dans d'autres pays de l'UEMOA. Cette opération rallongerait grandement les échéances en même temps qu'elle allègerait la charge d'intérêts de la dette pour l'État. Toutefois, la substitution de la dette extérieure à de la dette intérieure aura un effet défavorable sur les indicateurs la viabilité de la dette extérieure. Il est donc nécessaire d'évaluer soigneusement les implications en termes de gains, coûts, risques et viabilité en étroite consultation avec l'ensemble des parties prenantes afin qu'une telle opération ne modifie pas le risque de surendettement extérieur « modéré » du Niger.

D. Notation du risque et vulnérabilité

20. L'analyse de viabilité de la dette du Niger conclut à un risque modéré de surendettement extérieur et global. Cela correspond aux résultats de l'AVD précédente, les trajectoires de la dette extérieure et de la dette publique restant très proches de celles de l'AVD précédente (graphique 3). Le scénario de référence laisse apparaître une trajectoire viable pour la dette publique et la dette extérieure CGE, mais les seuils prescrits sont dépassés en cas de choc sur la croissance des exportations ou les prix des produits de base.

21. Une évaluation détaillée de la notation de risque « modéré » montre que le Niger dispose de peu de marge pour absorber les chocs (graphique 5). Ce résultat tient au ratio VA de la dette/exportations, qui se situe dans la fourchette « marge limitée » sur la période 2019–21. Les indicateurs restants se situent dans la fourchette « une certaine marge », bien qu'à des degrés différents.

22. La viabilité de la dette est tributaire de la mise en œuvre des réformes intégrées dans le scénario de référence. Il est essentiel de respecter les engagements en matière d'assainissement budgétaire et de mettre en œuvre rapidement les réformes structurelles pour maîtriser l'accumulation de la dette et préserver la stabilité macroéconomique. Le scénario de référence suppose également que les grands projets du Niger seront achevés dans les temps, en particulier l'oléoduc destiné aux exportations de pétrole brut. La diversification et la transformation économique appuyées par le développement du secteur financier et l'expansion des circuits financiers sont essentielles à l'atténuation des risques associés aux fluctuations des prix des produits de base. Les faiblesses recensées appellent à poursuivre le renforcement

de la gestion de la dette et à s'en tenir à une stratégie d'emprunt prudente privilégiant les prêts concessionnels. Il conviendrait également d'élargir la couverture de la dette du secteur public afin de mieux contrôler les emprunts contractés par les entreprises publiques et les administrations locales ainsi que les risques budgétaires associés aux PPP.

E. Vues des autorités

23. Les autorités souscrivent globalement à l'orientation générale de l'AVD. Elles reconnaissent qu'il est important de diversifier la base d'exportation en augmentant la valeur ajoutée des exportations existantes mais elles soulignent les difficultés posées par le commerce informel de produits agricoles et minéraux. Le développement de l'agro-industrie et la modernisation des chaînes de valeur existantes permettraient d'exporter des produits transformés au lieu de produits de base à faible valeur ajoutée. Si elles soulignent que l'accès du Niger aux réserves de mises en commun de l'UEMOA joue un rôle d'atténuation, les autorités reconnaissent également que l'achèvement en temps voulu de l'oléoduc pour le pétrole brut est essentiel pour soutenir les finances publiques et améliorer la viabilité de la dette à l'avenir. Les autorités entendent également renforcer la gestion de la dette en mettant en place d'ici à fin 2019 une unité chargée de la gestion de la dette au sein du Trésor, qui sera dotée d'une structure moderne en « front-middle-back office ».

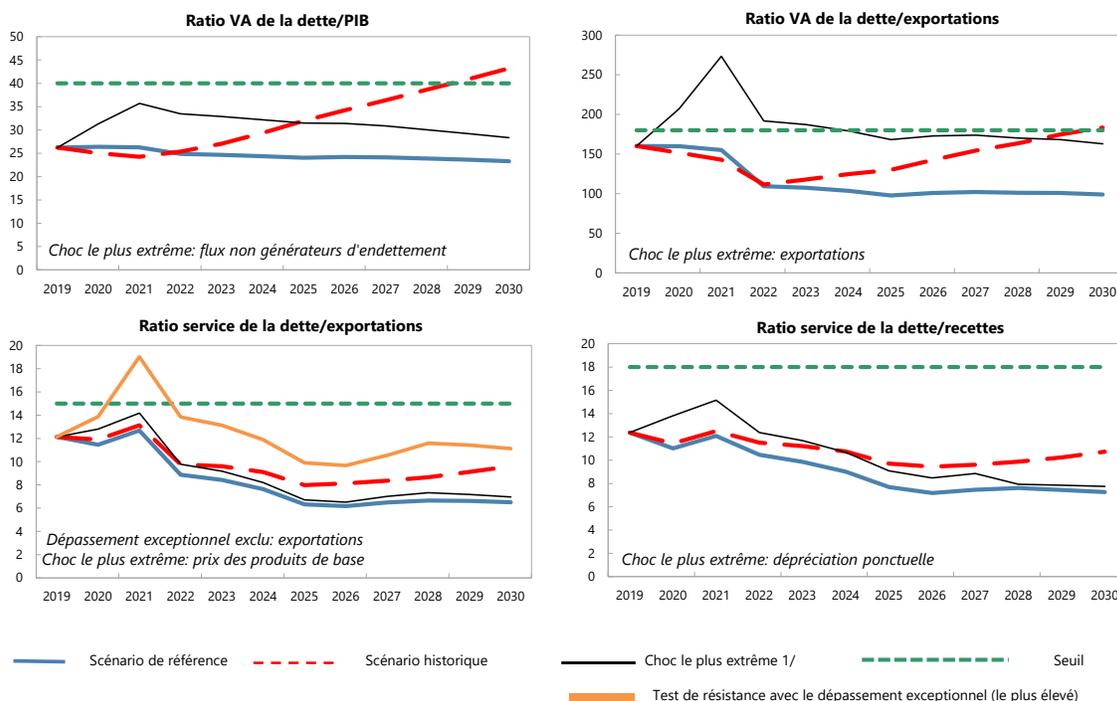
24. Elles soulignent toutefois quelques points, s'agissant en particulier de l'adaptation des tests de résistance sur les passifs conditionnels.

- En premier lieu, elles affirment aux services du FMI que les PPP engagés dans le cadre de la loi de 2018 sur les PPP ne représentent que 33 milliards de FCFA (0,6% du PIB). Des documents confirmant ces chiffres seront fournis. Les autorités soulignent également le mode d'enregistrement différent des PPP contractés dans le cadre de la précédente loi sur les PPP, que l'AVD comptabilise dans l'encours de la dette compte tenu de leur caractère de paiements échelonnés, chose qu'elles ne font pas dans leurs rapports de gestion de la dette. Elles acceptent d'ajouter une section consacrée aux accords de PPP dans leurs rapports trimestriels de gestion de la dette, notamment les risques budgétaires associés.
- En deuxième lieu, elles soulignent que le test de résistance sur les passifs conditionnels pour les emprunts des entreprises publiques devrait être inférieur à 2 % du PIB. Elles avancent que l'estimation largement supérieure de 25 % du PIB contenue dans le rapport de la Banque mondiale sur la gouvernance des entreprises publiques englobe l'ensemble des passifs des entreprises publiques, y compris les impôts dus à l'administration centrale, les rétrocessions octroyées par l'administration centrale et d'autres dettes croisées. Ces dettes font partie du secteur public et elles ne doivent donc pas être prises en compte dans l'AVD. Les autorités conviennent toutefois de la nécessité d'améliorer les données sur les entreprises publiques afin de permettre de distinguer la dette envers les banques et les arriérés envers les fournisseurs. Elles soulignent que, de façon générale, les entreprises publiques sont dans l'incapacité de contracter de la dette extérieure en raison de leur petite taille et de leur faible capacité à produire des états financiers fiables.

- En troisième lieu, les autorités expliquent que même si la loi autorise les collectivités locales à contracter des emprunts directs, ces derniers sont généralement bien encadrés car ils nécessitent l'approbation du conseil municipal et du ministère des Finances. Ils se limitent à de la dette à court terme à l'égard du secteur bancaire intérieur, seule une poignée d'administrations locales ayant des autorisations de découvert pour payer les salaires et les dépenses courantes.
- En quatrième lieu, les autorités affirment qu'elles restent déterminées à conserver la notation de risque de surendettement extérieur « modéré » de leur pays.

25. Les autorités indiquent par ailleurs qu'elles souhaiteraient mener une opération de reprofilage de la dette. Celle-ci impliquerait de rembourser les bons et obligations du Trésor actuellement détenus par des banques régionales, qui sont enregistrés en tant que dette intérieure dans la présente AVD car libellés en FCFA, avec des fonds levés auprès de banques étrangères. Cette opération serait appuyée par une garantie PBG de la Banque mondiale. Les services du FMI soulignent que cette opération détériorerait le ratio dette extérieure CGE/exportations. Les autorités affirment que cette opération serait calibrée de façon à ce que le risque de surendettement extérieur du Niger reste noté « modéré ».

Graphique 1. Niger : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État dans les scénarios alternatifs, 2019–2030



| Adaptation des paramètres par défaut | | |
|--------------------------------------|--------|--------------|
| | Taille | Interactions |
| Tests adaptés | | |
| PC combinés | Non | |
| Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. |
| Prix des produits de base 2/ | Non | Non |
| Financement de marché | n.a. | n.a. |

Note : la mention "Oui" signale un changement au niveau de la taille ou des interactions des paramètres par défaut des tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

| Hypothèses d'emprunt pour les tests de résistance* | | |
|--|--------|--------------------------|
| | Défaut | Défini par l'utilisateur |
| Parts de la dette marginale | | |
| Dette extérieure CGE MLT | 100% | |
| Conditions de la dette marginale | | |
| Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU | 1.8% | 1.8% |
| Taux d'actualisation dollar EU | 5.0% | 5.0% |
| Échéance moyenne (dont période de grâce) | 27 | 27 |
| Période de grâce moyenne | 6 | 6 |

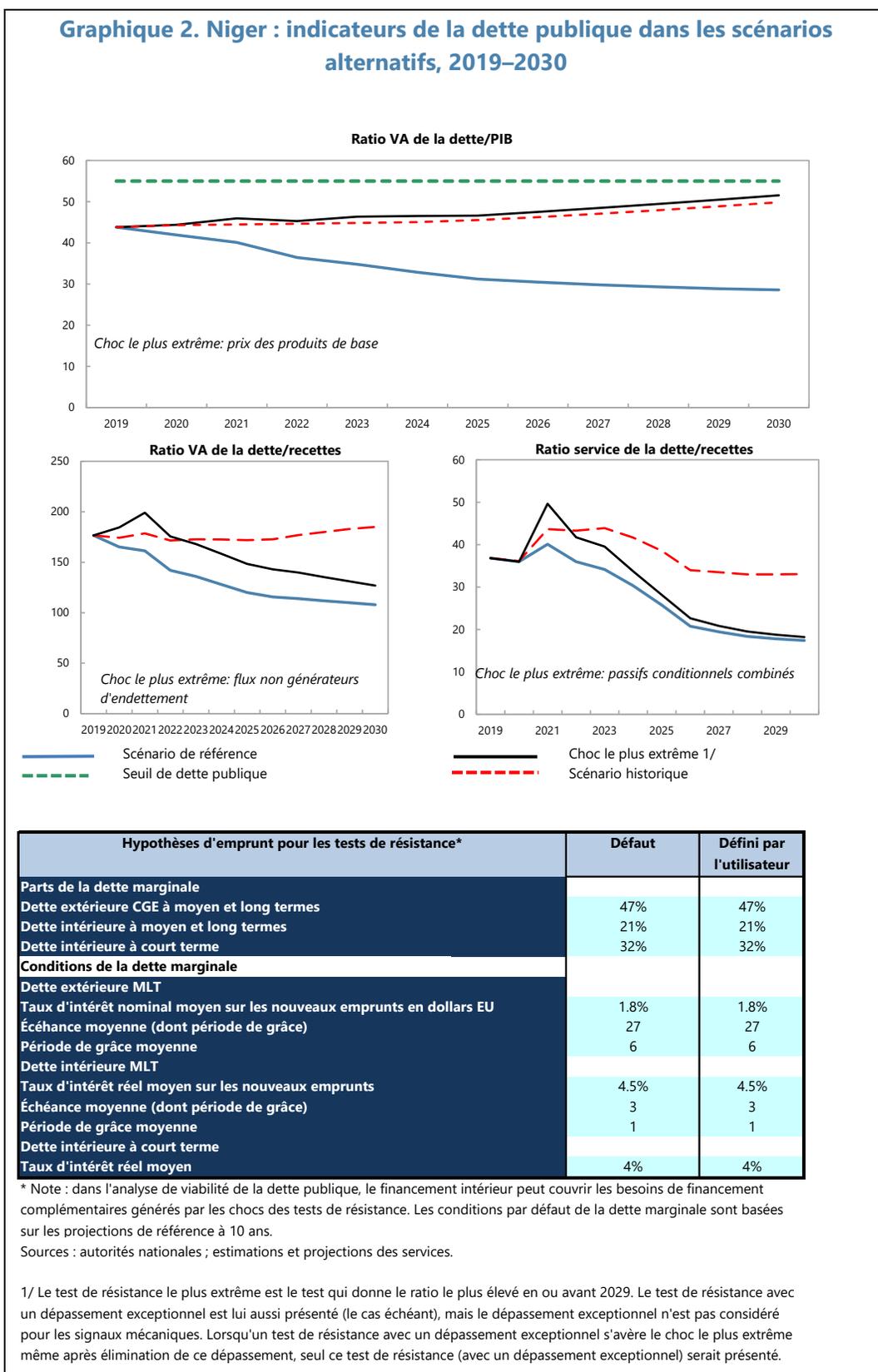
*Note : on estime que tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs des tests de résistance sont couverts par la dette extérieure CGE MLT dans l'analyse de la dette extérieure. Les conditions par défaut de la dette marginale sont basées sur les projections de référence à 10 ans.

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2029. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel n'est pas pris en compte pour les signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

2/ L'ampleur des chocs utilisés pour le test de résistance aux chocs sur les prix des produits de base est fondée sur les perspectives d'évolution des prix des produits de base établies par le Département des études du FMI.

Graphique 2. Niger : indicateurs de la dette publique dans les scénarios alternatifs, 2019–2030



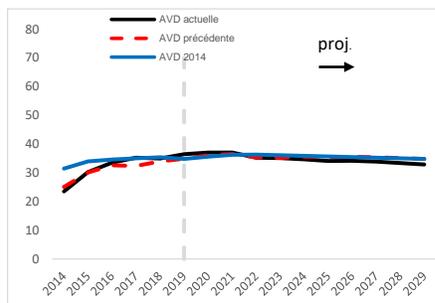
| Hypothèses d'emprunt pour les tests de résistance* | Défaut | Défini par l'utilisateur |
|--|--------|--------------------------|
| Parts de la dette marginale | | |
| Dette extérieure CGE à moyen et long termes | 47% | 47% |
| Dette intérieure à moyen et long termes | 21% | 21% |
| Dette intérieure à court terme | 32% | 32% |
| Conditions de la dette marginale | | |
| Dette extérieure MLT | | |
| Taux d'intérêt nominal moyen sur les nouveaux emprunts en dollars EU | 1.8% | 1.8% |
| Échéance moyenne (dont période de grâce) | 27 | 27 |
| Période de grâce moyenne | 6 | 6 |
| Dette intérieure MLT | | |
| Taux d'intérêt réel moyen sur les nouveaux emprunts | 4.5% | 4.5% |
| Échéance moyenne (dont période de grâce) | 3 | 3 |
| Période de grâce moyenne | 1 | 1 |
| Dette intérieure à court terme | | |
| Taux d'intérêt réel moyen | 4% | 4% |

* Note : dans l'analyse de viabilité de la dette publique, le financement intérieur peut couvrir les besoins de financement complémentaires générés par les chocs des tests de résistance. Les conditions par défaut de la dette marginale sont basées sur les projections de référence à 10 ans.
 Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services.

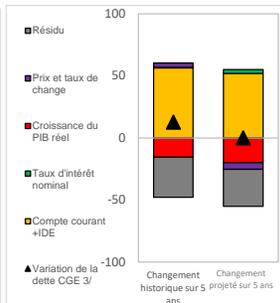
1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2029. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel n'est pas considéré pour les signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Graphique 3. Niger : facteurs de la dynamique de la dette — Scénario de référence

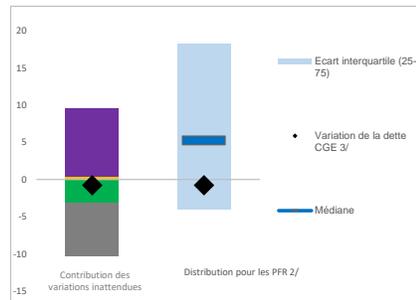
Dette extérieure CGE nominale brute
(en pourcentage du PIB ; par éditions d'AVD)



Dette extérieure
Flux générateurs d'endettement
(en pourcentage du PIB)

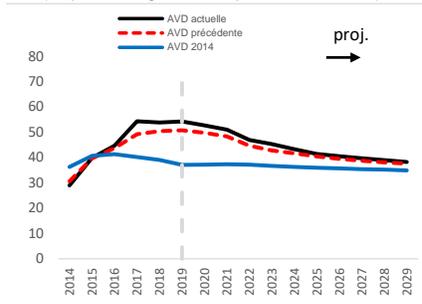


Variations inattendues de la dette 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)

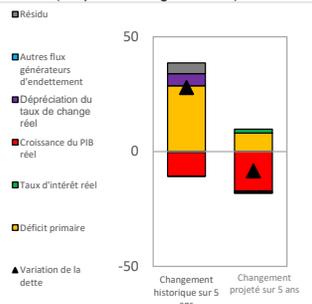


Dette publique

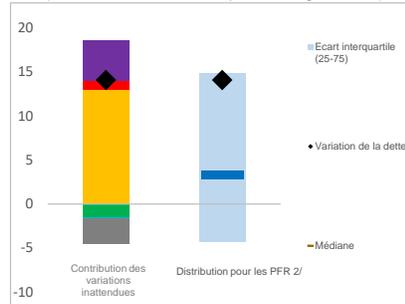
Dette publique nominale brute
(en pourcentage du PIB ; par éditions d'AVD)



Flux générateurs d'endettement
(en pourcentage du PIB)



Variations inattendues de la dette 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)



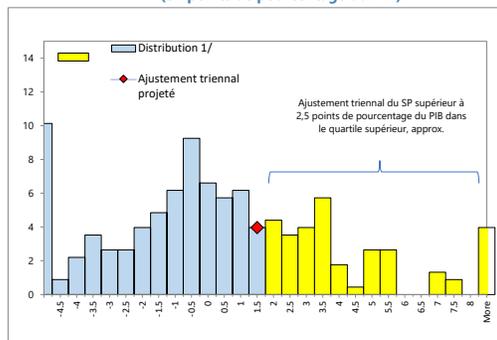
1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

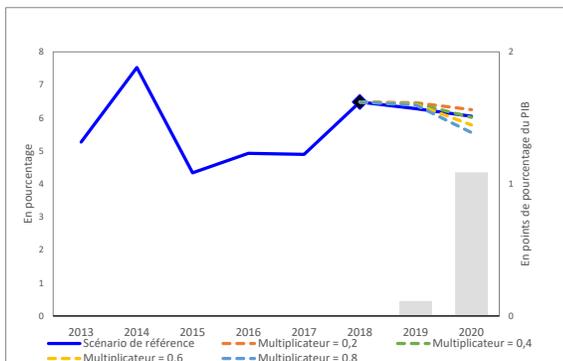
Graphique 4. Niger : outils de réalisme

Ajustement triennal du solde primaire (en points de pourcentage du PIB)



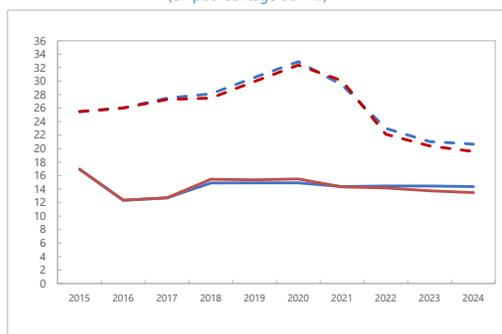
1/ Les données couvrent les programmes appuyés par le FMI pour les PFR (hors financements d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement sur trois ans depuis le lancement du programme correspond à l'axe horizontal ; le pourcentage de l'échantillon correspond à l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



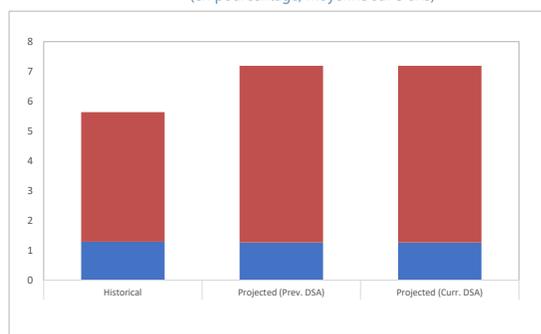
1/ Les barres correspondent à l'ajustement budgétaire annuel projeté (échelle de droite) et les lignes matérialisent les trajectoires de croissance possibles du PIB réel avec différents multiplicateurs budgétaires (échelle de gauche).

Taux d'investissement public et privé (en pourcentage du PIB)



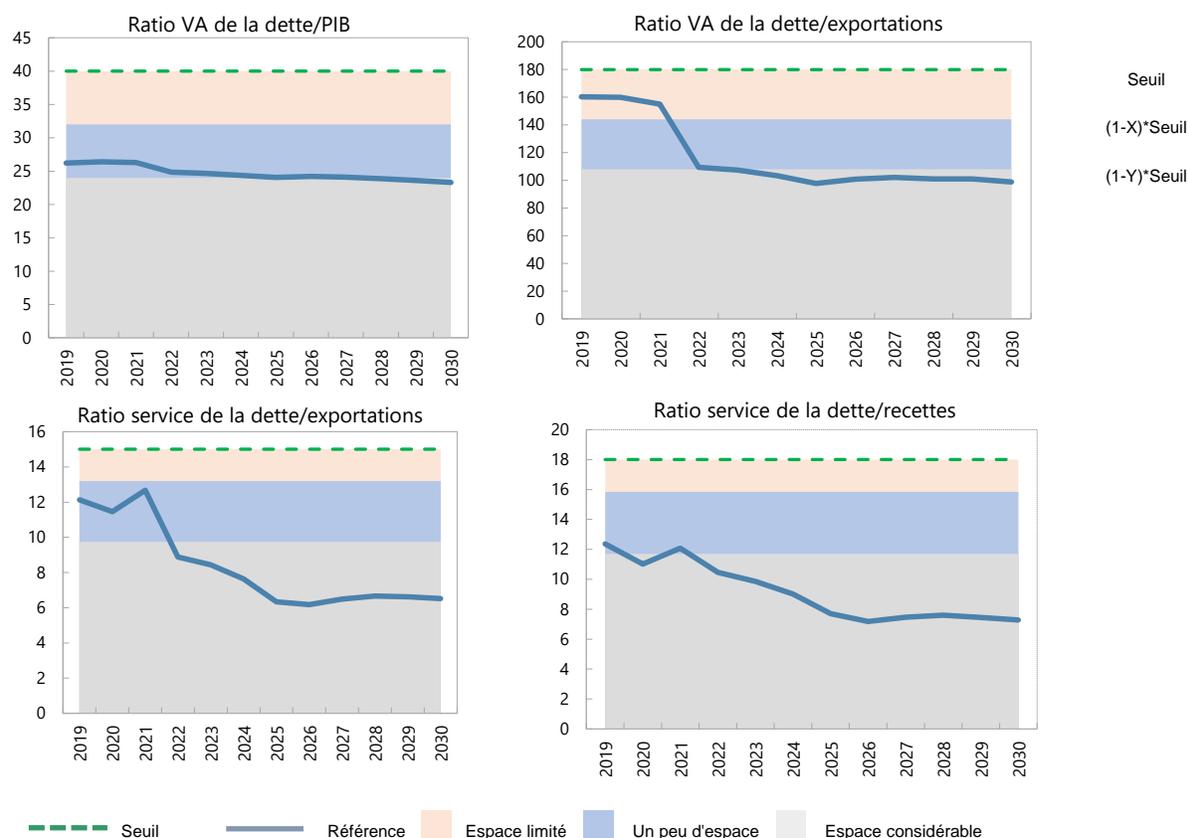
— Inv. public - AVD précédente - - - Inv. public - AVD actuelle
 - - - Inv. privé - AVD précédente - - - Inv. privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
 ■ Contribution de l'investissement public

Graphique 5. Niger : détermination de la catégorie « Modéré », 2019–30^{1/}

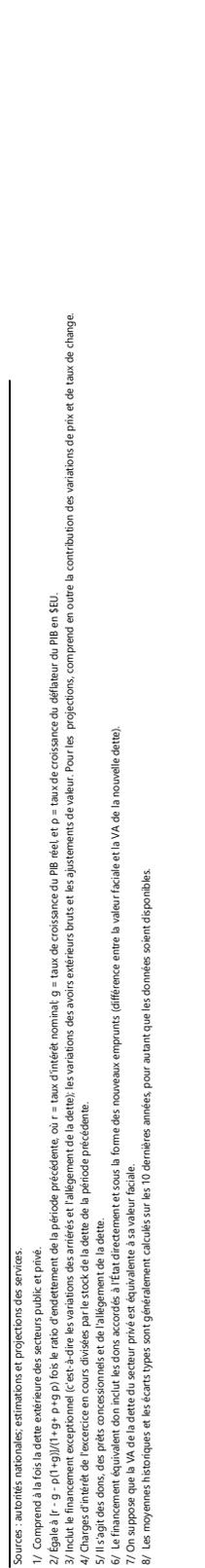


Sources : autorités nationales ; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Pour les seuils du ratio VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportation, $x = 20\%$ et $y = 40\%$. Pour les seuils service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, $x = 12\%$ et $y = 35\%$.

Tableau 1. Niger : Cadre de la viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2016–2039
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | Effectif | | | | | | | | | | Projections | | | | | | | | | | Moyenne 5/7 | |
|--|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------|------------|-------------|--|--|--|--|--|--|--|-------------|--|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2029 | 2039 | Historique | Projections | Définition de la dette extérieure/financière | | | | | | | | |
| Dette extérieure (nominale) 1/ | 65.3 | 66.6 | 62.5 | 63.3 | 62.1 | 60.9 | 56.9 | 55.7 | 54.1 | 48.7 | 38.9 | 53.9 | 55.2 | Basé sur la normale | | | | | | | | |
| dont : contractée ou garantie par l'État (CGE) | 35.3 | 35.3 | 35.0 | 36.3 | 37.1 | 37.1 | 35.3 | 35.1 | 34.7 | 32.3 | 28.4 | 28.3 | 35.0 | Existe-t-il une grande différence entre les deux critères? Oui | | | | | | | | |
| Variation de la dette extérieure | 3.8 | 0.3 | -3.1 | 0.8 | -1.1 | -1.2 | -4.0 | -1.2 | -1.5 | -1.1 | -1.1 | 6.8 | 5.1 | | | | | | | | | |
| Puis générateurs d'endettement net identifiés | 2.2 | 7.7 | 4.7 | 9.4 | 10.0 | 8.7 | 2.4 | 4.5 | 3.4 | 3.5 | 2.9 | 18.9 | 13.8 | | | | | | | | | |
| Déficit extérieur courant hors intérêts | 15.4 | 15.6 | 18.1 | 19.1 | 21.8 | 18.6 | 15.9 | 12.4 | 11.2 | 10.7 | 9.7 | 16.9 | 17.4 | | | | | | | | | |
| Déficit de la balance des biens et Services | 22.4 | 24.5 | 23.5 | 29.4 | 23.3 | 23.2 | 15.9 | 13.2 | 11.5 | 13.3 | 21.5 | 23.3 | 17.4 | | | | | | | | | |
| Exportations | 16.2 | 17.6 | 15.6 | 16.4 | 16.5 | 17.0 | 21.7 | 23.0 | 23.8 | 23.4 | 21.5 | 23.3 | 17.4 | | | | | | | | | |
| Importations | 38.6 | 42.1 | 41.1 | 45.7 | 42.0 | 42.2 | 36.7 | 38.2 | 38.0 | 38.6 | 0.0 | 23.3 | 17.4 | | | | | | | | | |
| Transferts courants nets (négatifs = entrées) | -3.0 | -3.1 | -1.2 | -3.5 | -4.8 | -5.6 | -7.2 | -4.1 | -4.5 | -3.7 | -2.9 | 4.1 | 4.3 | | | | | | | | | |
| dont : officiels | -1.9 | -2.0 | -1.2 | -2.8 | -3.5 | -4.2 | -5.1 | -3.1 | -3.5 | -2.1 | -1.8 | 0.3 | 0.7 | | | | | | | | | |
| Autres flux extérieurs courants (légalisés - entrées nettes) | -1.1 | -1.1 | 0.0 | -0.7 | -1.3 | -1.6 | -2.1 | -1.0 | -1.0 | -1.6 | -1.1 | 3.8 | 4.0 | | | | | | | | | |
| IDF nets (négatifs = entrées) | -3.4 | -3.8 | -3.2 | -6.7 | -8.9 | -7.5 | -5.9 | -3.2 | -3.0 | -5.0 | -3.9 | -0.3 | -5.8 | | | | | | | | | |
| Dynamique endogène de la dette 3/ | -2.8 | -4.1 | -0.2 | 0.1 | -2.8 | -2.6 | 0.6 | -2.6 | -2.3 | -2.2 | -1.8 | -9.6 | -8.6 | | | | | | | | | |
| Contribution du taux d'intérêt nominal | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.8 | 0.8 | 0.5 | 0.4 | 0.4 | | | | | | | | | |
| Contribution de la croissance du PIB réel | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | -0.6 | | | | | | | | | |
| Contribution des variations de prix et de taux de change | 0.0 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | | | | | | | | | |
| Résultat 3/ | -5.4 | -7.4 | -7.9 | -8.6 | -11.7 | -9.9 | -6.4 | -5.3 | -4.9 | -4.6 | -4.0 | -3.1 | -6.4 | | | | | | | | | |
| dont : financement exceptionnel | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | | | | | | |
| Indicateurs de viabilité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| VA de la dette extérieure CGE/PIB | ... | 34.5 | 34.5 | 36.2 | 36.4 | 36.3 | 34.9 | 34.7 | 34.4 | 33.6 | 33.6 | 19.2 | 19.2 | | | | | | | | | |
| VA de la dette extérieure CCE/Exportations | ... | 166.5 | 166.5 | 160.2 | 159.9 | 155.0 | 109.4 | 107.4 | 103.4 | 101.0 | 89.2 | 0.6 | 0.6 | | | | | | | | | |
| Ratio service de la dette CCE/Exportations | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | | | | | | | | | |
| Ratio service de la dette CCE/Revettes | 3.7 | 3.9 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | | | | | | | | | |
| Totaux des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU) | 999.9 | 1055.6 | 1300.4 | 1438.5 | 1612.0 | 1591.4 | 1382.4 | 1344.4 | 1302.4 | 1697.7 | 3173.3 | ... | ... | | | | | | | | | |
| Principales hypothèses macroéconomiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage) | 4.9 | 4.9 | 6.5 | 6.3 | 6.0 | 5.6 | 11.9 | 6.1 | 6.8 | 5.9 | 6.1 | 5.5 | 6.7 | | | | | | | | | |
| Défaut du PIB en dollars EU (variation en pourcentage) | 0.0 | 1.9 | 7.3 | -1.7 | 3.6 | 2.6 | 2.0 | 2.4 | 2.6 | 2.0 | 2.4 | 0.3 | 1.9 | | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt effectif (en pourcentage 4/) | 0.2 | 0.2 | 0.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.2 | 0.6 | 1.1 | | | | | | | | | |
| Croissance des importations de biens & services (\$ en %) | -7.1 | 16.2 | 18.8 | 9.2 | 10.9 | 11.2 | 52.9 | 9.9 | 12.4 | 6.9 | 8.4 | 4.1 | 13.4 | | | | | | | | | |
| Croissance des importations de biens & services (\$ en %) | 16.2 | 16.6 | 11.7 | 16.2 | 0.9 | 8.8 | 3.7 | 8.2 | 9.1 | 7.7 | -100.0 | 4.9 | 7.6 | | | | | | | | | |
| Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %) | 14.3 | 14.4 | 16.7 | 38.3 | 36.6 | 36.8 | 36.6 | 36.2 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 36.2 | 36.2 | | | | | | | | | |
| Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB) | 799.0 | 863.9 | 1072.2 | 1220.1 | 1245.7 | 1185.3 | 1234.5 | 1260.6 | 1332.2 | 1742.7 | 3498.6 | 15.5 | 19.3 | | | | | | | | | |
| Flux d'aide (en milliards de dollars 5/) | ... | ... | ... | 11.0 | 10.1 | 8.7 | 8.0 | 7.5 | 7.2 | 6.5 | 6.0 | ... | 7.9 | | | | | | | | | |
| Financement équivalent don (en pourcentage du PIB 6/) | ... | ... | ... | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.4 | 7.4 | 7.4 | 7.0 | 7.0 | ... | 75.6 | | | | | | | | | |
| Financement équivalent don (en % du financement extérieur 6/) | ... | ... | ... | 9.7 | 9.7 | 9.7 | 9.7 | 9.7 | 9.7 | 9.7 | 9.7 | ... | 75.6 | | | | | | | | | |
| PIB nominal (milliards de dollars EU) | 7610 | 8136 | 9300 | 9713 | 10672 | 11567 | 13203 | 14347 | 15718 | 23299 | 51506 | ... | ... | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB nominal en dollars | 4.9 | 6.9 | 14.3 | 4.4 | 9.9 | 8.4 | 14.1 | 8.7 | 9.6 | 8.0 | 8.7 | 5.8 | 8.7 | | | | | | | | | |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| VA de la dette extérieure 7/ | ... | ... | ... | 52.0 | 53.0 | 51.4 | 50.1 | 46.4 | 45.2 | 43.8 | 39.4 | 30.8 | 30.8 | | | | | | | | | |
| En pourcentage des exportations | ... | ... | ... | 332.1 | 323.9 | 311.4 | 295.5 | 264.5 | 196.9 | 185.9 | 168.5 | 143.0 | 143.0 | | | | | | | | | |
| Ratio service de la dette/exportations | 7.1 | 6.8 | 6.8 | 14.3 | 13.5 | 14.6 | 10.1 | 9.6 | 8.7 | 8.7 | 6.8 | 6.9 | 6.9 | | | | | | | | | |
| VA de la dette extérieure CCE (milliards de dollars EU) | ... | ... | ... | 2277.6 | 2545.9 | 2817.9 | 3039.3 | 3281.0 | 3538.3 | 3830.4 | 5501.0 | 9867.7 | 9867.7 | | | | | | | | | |
| (VA - VA-1)/PIB-1 (en pourcentage) | ... | ... | ... | 2.9 | 2.8 | 2.1 | 2.1 | 1.9 | 2.0 | 1.6 | 1.6 | 1.1 | 1.1 | | | | | | | | | |
| Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement | 11.6 | 15.3 | 21.2 | 18.4 | 22.9 | 20.0 | 17.9 | 13.6 | 12.7 | 11.8 | 10.7 | ... | ... | | | | | | | | | |



Sources : autorités nationales, estimations et projections des services.
 1/ Compris à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.
 2/ Égal à $(1 - \rho) \cdot (1 + g) / (1 + r)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal, g = taux de croissance du PIB réel, et ρ = taux de croissance du défaut du PIB en \$EU.
 3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des avoirs extérieurs bruts et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.
 4/ Charges d'intérêt de rescission en cours, divisées par le stock de la dette de la période précédente.
 5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.
 6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme de nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).
 7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.
 8/ Les moyennes historiques et les écarts-types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Tableau 2. Niger : Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2016–2039
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | Effectif | | | | | Projections | | | | | Moyenne 6/ | | |
|---|----------|-------|-------|-------|-------|-------------|-------|-------|-------|-------|------------|------------|-------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2029 | 2039 | Historique | Projections |
| Dette du secteur public 1/ | 44.6 | 54.4 | 53.8 | 54.2 | 54.2 | 52.7 | 51.0 | 47.0 | 45.3 | 43.3 | 38.3 | 33.5 | 44.8 |
| dont: libellée en devises | 33.5 | 35.3 | 35.0 | 36.5 | 37.1 | 37.1 | 37.1 | 35.3 | 35.1 | 34.7 | 32.9 | 25.3 | 35.0 |
| 34.1 | | | | | | | | | | | | | |
| 26.4 | | | | | | | | | | | | | |
| Variation de la dette du secteur public | 4.8 | 9.7 | -0.5 | 0.4 | -1.6 | -1.7 | -4.0 | -1.6 | -2.0 | -0.7 | -0.4 | | |
| Flux générateurs d'endettement identifiés | 4.5 | -0.3 | 0.3 | -0.2 | -1.6 | -1.3 | -3.8 | -1.4 | -1.8 | -0.8 | -0.7 | | |
| Déficit primaire | 5.1 | 4.7 | 2.8 | 2.7 | 1.6 | 1.3 | 1.2 | 1.2 | 0.9 | 1.2 | 1.2 | 4.2 | 1.3 |
| Revenu incl. grants | 20.3 | 21.2 | 25.0 | 24.8 | 25.4 | 24.9 | 25.7 | 25.6 | 25.7 | 26.3 | 26.7 | 21.4 | 25.7 |
| dont: dons | 6.0 | 6.7 | 8.3 | 8.8 | 8.2 | 7.1 | 6.4 | 6.0 | 5.8 | 5.5 | 5.1 | | |
| 25.4 | 25.8 | 27.8 | 27.5 | 27.0 | 26.2 | 26.2 | 26.9 | 26.8 | 26.6 | 27.5 | 27.9 | 25.5 | 27.1 |
| Depenses primaires (hors intérêts) | -0.7 | -4.9 | -2.5 | -2.9 | -3.2 | -2.6 | -5.0 | -2.6 | -2.8 | -2.0 | -1.8 | | |
| Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance | -1.8 | -2.0 | -3.7 | -2.6 | -2.8 | -2.5 | -5.1 | -2.5 | -2.7 | -2.1 | -1.8 | | |
| dont: contribution du taux d'intérêt/réel moyen | 0.1 | 0.1 | -0.4 | 0.5 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | | |
| dont: contribution de la croissance du PIB réel | -1.9 | -2.1 | -3.3 | -3.2 | -3.1 | -2.8 | -5.4 | -2.7 | -2.9 | -2.2 | -2.0 | | |
| Contribution de la dépréciation du taux de change réel | 1.2 | -2.9 | 1.2 | | | | | | | | | | |
| Autres flux générateurs d'endettement identifiés | 0.0 | -0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -3.1 | 0.0 |
| Produit des privatisations (négatif) | 0.0 | -0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Allègement de la dette (initiative PPIE et autres) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Autres (à préciser, par ex. recapitalisation bancaire) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Résidu | 0.3 | 10.0 | -0.9 | 0.3 | -0.4 | -0.5 | -0.1 | -0.3 | -0.3 | 0.2 | 0.2 | 3.6 | -0.1 |
| Indicateurs de viabilité | | | | | | | | | | | | | |
| VA de la dette du secteur public 2/ | 44.2 | 43.8 | 41.9 | 40.1 | 36.5 | 34.8 | 32.9 | 28.9 | 26.9 | 26.9 | 26.9 | | |
| Ratio VA de la dette publique/recettes et dons (en %) | 176.9 | 176.6 | 165.2 | 161.2 | 142.0 | 135.9 | 127.8 | 109.9 | 100.7 | 100.7 | 100.7 | | |
| Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 3/ | 10.7 | 18.9 | 28.7 | 36.8 | 36.0 | 40.1 | 38.0 | 34.2 | 30.3 | 27.8 | 18.2 | | |
| Besoin de financement brut 4/ | 6.9 | 8.0 | 10.0 | 11.9 | 10.8 | 11.3 | 10.4 | 9.9 | 8.7 | 5.9 | 6.0 | | |
| Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires | | | | | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage) | 4.9 | 4.9 | 6.5 | 6.3 | 6.0 | 5.6 | 11.9 | 6.1 | 6.8 | 5.9 | 6.1 | 5.5 | 6.7 |
| Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.8 | 1.7 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.0 | 1.6 |
| Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage) | 4.0 | 6.2 | 2.0 | 3.2 | 2.3 | 2.9 | 3.6 | 3.2 | 3.4 | 4.0 | 4.0 | 2.7 | 3.4 |
| Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage + dénote une dépréciation) | 4.0 | -9.1 | 3.6 | | | | | | | | | 1.5 | |
| Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage) | 0.2 | -0.1 | 2.6 | 1.5 | 2.5 | 2.1 | 1.4 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.4 | 2.3 | 1.9 |
| Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %) | -16.0 | 6.6 | 14.9 | 5.1 | 4.0 | 2.4 | 14.7 | 5.9 | 6.2 | 6.2 | 5.5 | 8.6 | 6.6 |
| Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (1): excédent primaire | 0.4 | -5.1 | 3.4 | 2.3 | 3.2 | 3.0 | 5.2 | 2.8 | 3.0 | 1.8 | 1.6 | -0.4 | 2.7 |
| VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Couverture du secteur public: administration centrale, banque centrale, dette CCE. La définition de la dette extérieure est basée sur la monnaie de libellé.

2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD externe, l'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'excédent de la dette à court terme à la fin de la période précédente, and other debt creating/reducing flows.

5/ Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (1): excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'hypothèse en question.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

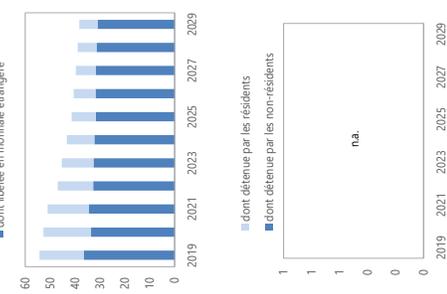


Tableau 3. Niger : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2019–2030

| | Projections 1/ | | | | | | | | | | | |
|--|----------------|------------|------------|------------|------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
| Ratio service de la dette/recettes | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 26 | 26 | 26 | 25 | 25 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 23 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2019-2039 2/ | 26 | 25 | 24 | 25 | 27 | 29 | 32 | 34 | 36 | 39 | 41 | 43 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 26 | 28 | 29 | 28 | 28 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 26 |
| B2. Solde primaire | 26 | 28 | 30 | 29 | 29 | 29 | 29 | 29 | 29 | 28 | 28 | 27 |
| B3. Exportations | 26 | 29 | 32 | 30 | 30 | 29 | 29 | 29 | 29 | 28 | 28 | 27 |
| B4. Autres flux 3/ | 26 | 31 | 36 | 33 | 33 | 32 | 31 | 31 | 31 | 30 | 29 | 28 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 26 | 33 | 27 | 26 | 26 | 26 | 25 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 26 | 34 | 35 | 33 | 32 | 32 | 31 | 31 | 31 | 30 | 29 | 29 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 26 | 29 | 29 | 28 | 28 | 28 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 26 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 26 | 28 | 29 | 27 | 27 | 26 | 26 | 25 | 25 | 24 | 24 | 23 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Seuil | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Ratio VA de la dette/exportations | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 160 | 160 | 155 | 109 | 107 | 103 | 98 | 101 | 102 | 101 | 101 | 99 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2019-2039 2/ | 160 | 152 | 143 | 112 | 118 | 125 | 130 | 143 | 154 | 164 | 175 | 183 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 160 | 160 | 155 | 109 | 107 | 103 | 98 | 101 | 102 | 101 | 101 | 99 |
| B2. Solde primaire | 160 | 169 | 176 | 127 | 127 | 123 | 117 | 121 | 122 | 120 | 119 | 116 |
| B3. Exportations | 160 | 207 | 273 | 192 | 187 | 179 | 168 | 173 | 174 | 170 | 168 | 163 |
| B4. Autres flux 3/ | 160 | 190 | 211 | 147 | 143 | 137 | 128 | 131 | 131 | 127 | 125 | 120 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 160 | 160 | 127 | 90 | 89 | 87 | 82 | 86 | 87 | 88 | 89 | 88 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 160 | 212 | 183 | 165 | 161 | 155 | 145 | 149 | 150 | 147 | 145 | 141 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 160 | 173 | 171 | 122 | 121 | 117 | 111 | 114 | 115 | 114 | 114 | 111 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 160 | 186 | 185 | 126 | 121 | 114 | 105 | 107 | 107 | 104 | 103 | 99 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Seuil | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 |
| Ratio service de la dette/exportations | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 12 | 11 | 13 | 9 | 8 | 8 | 6 | 6 | 6 | 7 | 7 | 7 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2019-2039 2/ | 12 | 12 | 13 | 10 | 10 | 9 | 8 | 8 | 8 | 9 | 9 | 10 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 12 | 11 | 13 | 9 | 8 | 8 | 6 | 6 | 6 | 7 | 7 | 7 |
| B2. Solde primaire | 12 | 11 | 13 | 9 | 9 | 8 | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 | 8 |
| B3. Exportations | 12 | 14 | 19 | 14 | 13 | 12 | 10 | 10 | 11 | 12 | 11 | 11 |
| B4. Autres flux 3/ | 12 | 11 | 13 | 10 | 9 | 8 | 7 | 7 | 8 | 9 | 9 | 8 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 12 | 11 | 13 | 8 | 8 | 7 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 12 | 13 | 17 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 12 | 11 | 13 | 9 | 9 | 8 | 7 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 12 | 13 | 14 | 10 | 9 | 8 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Seuil | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Ratio service de la dette/recettes | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 12 | 11 | 12 | 10 | 10 | 9 | 8 | 7 | 7 | 8 | 7 | 7 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2019-2039 2/ | 12 | 11 | 13 | 12 | 11 | 11 | 10 | 9 | 10 | 10 | 10 | 11 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 12 | 12 | 14 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 8 |
| B2. Solde primaire | 12 | 11 | 12 | 11 | 10 | 10 | 8 | 8 | 8 | 9 | 9 | 9 |
| B3. Exportations | 12 | 11 | 13 | 11 | 11 | 10 | 8 | 8 | 8 | 9 | 9 | 9 |
| B4. Autres flux 3/ | 12 | 11 | 13 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 9 | 10 | 10 | 9 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 12 | 14 | 15 | 12 | 12 | 11 | 9 | 8 | 9 | 8 | 8 | 8 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 12 | 12 | 14 | 12 | 12 | 11 | 9 | 8 | 10 | 10 | 10 | 9 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 12 | 11 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 12 | 12 | 13 | 12 | 11 | 10 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Seuil | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 |

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Les valeurs en caractères gras indiquent un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Tableau 4. Niger : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2019–2030

| | Projections | | | | | | | | | | | |
|--|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
| Ratio VA de la dette/PIB | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 44 | 42 | 40 | 36 | 35 | 33 | 31 | 30 | 30 | 29 | 29 | 29 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2018-2038 1/ | 44 | 44 | 44 | 45 | 45 | 45 | 46 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 44 | 45 | 48 | 45 | 45 | 44 | 44 | 44 | 45 | 46 | 46 | 47 |
| B2. Solde primaire | 44 | 46 | 48 | 44 | 41 | 39 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 |
| B3. Exportations | 44 | 44 | 45 | 41 | 39 | 37 | 35 | 34 | 34 | 33 | 32 | 31 |
| B4. Autres flux 2/ | 44 | 47 | 50 | 45 | 43 | 41 | 39 | 38 | 37 | 35 | 34 | 34 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 44 | 47 | 43 | 38 | 34 | 31 | 28 | 26 | 24 | 22 | 21 | 20 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 44 | 45 | 44 | 38 | 36 | 33 | 31 | 30 | 29 | 29 | 28 | 28 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 44 | 48 | 45 | 41 | 39 | 37 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 31 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 44 | 44 | 46 | 45 | 46 | 47 | 47 | 48 | 48 | 49 | 50 | 52 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Repère de la dette publique | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| Ratio VA de la dette/recettes | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 177 | 165 | 161 | 142 | 136 | 128 | 120 | 116 | 114 | 112 | 110 | 108 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2018-2038 1/ | 177 | 174 | 179 | 172 | 173 | 172 | 172 | 173 | 177 | 180 | 183 | 185 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 177 | 176 | 185 | 170 | 170 | 167 | 163 | 163 | 167 | 169 | 172 | 174 |
| B2. Solde primaire | 177 | 182 | 194 | 170 | 161 | 151 | 141 | 135 | 132 | 129 | 126 | 123 |
| B3. Exportations | 177 | 172 | 182 | 161 | 154 | 145 | 136 | 131 | 129 | 125 | 122 | 119 |
| B4. Autres flux 2/ | 177 | 184 | 199 | 176 | 168 | 158 | 148 | 143 | 140 | 135 | 131 | 127 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 177 | 191 | 178 | 150 | 137 | 122 | 109 | 100 | 94 | 87 | 81 | 76 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 177 | 178 | 177 | 148 | 139 | 129 | 120 | 114 | 112 | 109 | 107 | 105 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 177 | 188 | 182 | 160 | 152 | 142 | 133 | 128 | 125 | 122 | 120 | 117 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 177 | 182 | 193 | 184 | 186 | 184 | 180 | 180 | 184 | 188 | 191 | 194 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Ratio service de la dette/recettes | | | | | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 37 | 36 | 40 | 36 | 34 | 30 | 26 | 21 | 19 | 18 | 18 | 17 |
| A. Scénarios de rechange | | | | | | | | | | | | |
| A1. Principales variables avec leur moyenne historique en 2018-2038 1/ | 37 | 36 | 44 | 43 | 44 | 42 | 39 | 34 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel | 37 | 38 | 45 | 43 | 43 | 40 | 36 | 32 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| B2. Solde primaire | 37 | 36 | 47 | 47 | 43 | 37 | 30 | 24 | 22 | 21 | 20 | 20 |
| B3. Exportations | 37 | 36 | 40 | 36 | 35 | 31 | 26 | 21 | 20 | 19 | 19 | 18 |
| B4. Autres flux 2/ | 37 | 36 | 41 | 37 | 35 | 31 | 26 | 21 | 21 | 20 | 20 | 19 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % | 37 | 36 | 41 | 36 | 35 | 31 | 26 | 21 | 20 | 19 | 18 | 18 |
| B6. Combinaison de B1-B5 | 37 | 35 | 40 | 41 | 37 | 33 | 27 | 22 | 20 | 18 | 18 | 17 |
| C. Tests adaptés | | | | | | | | | | | | |
| C1. Passifs éventuels combinés | 37 | 36 | 50 | 42 | 40 | 34 | 28 | 23 | 21 | 20 | 19 | 18 |
| C2. Catastrophes naturelles | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Prix des produits de base | 37 | 38 | 45 | 45 | 47 | 45 | 41 | 36 | 35 | 34 | 34 | 35 |
| C4. Financement de marché | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB et le déficit primaire en pourcentage du PIB.

2/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

**Déclaration de messieurs Mohamed-Lemine Raghani,
Administrateur pour le Niger, Siradiou Bah, Conseiller de
l'administrateur pour le Niger et Oumar Diakite, Conseiller de
l'administrateur pour le Niger
26 juin 2019**

Introduction

Au nom des autorités nigériennes, que je représente, nous tenons à remercier les services, la direction et le conseil d'administration du FMI, qui appuient en permanence les efforts déployés par le Niger pour mettre en œuvre son programme appuyé par la FEC afin de préserver la stabilité macroéconomique et de favoriser une croissance solide, reposant sur une large assise et inclusive. Les autorités sont très attachées au dialogue constructif noué avec les services du FMI à Niamey en mai dernier dans le cadre des consultations de 2019 au titre de l'article IV et de la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC. Elles souscrivent globalement à l'évaluation et aux recommandations des services du FMI, qui sont en phase avec leur plan de développement économique et social (PDES) pour la période 2017–21.

Au cours de la période considérée, le pays a continué à enregistrer de bons résultats macroéconomiques et la mise en œuvre du programme est restée globalement satisfaisante. Il convient de noter que les résultats de ce programme ont été obtenus dans le contexte d'une situation sécuritaire tendue dans le pays et la région, de termes de l'échange négatifs et de problèmes de développement gigantesques, dont le changement climatique.

La situation sécuritaire tendue au Niger et dans la région a pesé sur l'activité économique et sur les résultats budgétaires. Ce contexte délicat a aussi contraint les autorités à augmenter les dépenses de sécurité tout en restant fermement déterminées à atteindre les objectifs de leur programme appuyé par la FEC. Sur ce point, elles ont récemment pris les mesures qui s'imposent pour s'attaquer aux arriérés intérieurs, notamment un remboursement partiel important afin de faciliter l'achèvement de cette quatrième revue.

Évolution récente de l'économie, résultats du programme et perspectives

Évolution récente de l'économie

En 2018, la croissance de l'économie du Niger s'est établie à 6,5 %, contre 4,9 % en 2017, principalement sous l'impulsion des secteurs de l'agriculture, de l'extraction aurifère, du bâtiment et des services.

L'inflation, estimée à 2,7 % en moyenne, est passée en dessous du critère de convergence de l'UEMOA fixé à 3 %. Le crédit au secteur privé a progressé de 6,9 %.

Le rééquilibrage budgétaire avance et la réduction du déficit global a été plus prononcée que prévu, de 5,7 % du PIB en 2017 à 4,1 % du PIB en 2018, à la faveur de la maîtrise des

dépenses courantes et de la transition des prêts aux dons pour les investissements financés par des capitaux étrangers. La mobilisation de ressources intérieures a été renforcée grâce à l'adoption de plans de performance pour les administrations des impôts et des douanes, la suppression de certaines exonérations fiscales et la taxation du secteur non structuré. Toutefois, la faible contribution des ressources naturelles et la suppression d'une taxe sur les télécommunications ont eu un impact négatif sur les recettes.

Dans le secteur extérieur, le déficit des transactions courantes s'est creusé, passant de 15,7 % du PIB en 2017 à 18,2 % du PIB, essentiellement en raison de la faiblesse des exportations de ressources naturelles et de l'augmentation des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement. S'il a été en grande partie financé par l'aide des donateurs et les investissements directs étrangers, le déficit global de la balance des paiements a atteint 2,3 % du PIB. En sa qualité de membre de l'UEMOA, le Niger utilise le franc CFA, qui est indexé sur l'euro, ce qui s'avère bénéfique pour son économie.

Les autorités prennent note avec satisfaction des conclusions de la nouvelle analyse de viabilité de la dette publique réalisée pour cette revue, qui souligne que le risque de surendettement du Niger reste jugé modéré.

Résultats du programme

La mise en œuvre du programme appuyé par la FEC en faveur du Niger est dans l'ensemble en bonne voie. Tous les critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs pour fin décembre 2018 et fin mars 2019 ont été remplis, à l'exception de l'apurement des arriérés de paiement intérieurs du fait des tensions sur les marchés financiers régionaux et des besoins urgents de dépenses sécuritaires. Les autorités ont relancé le processus d'apurement en juin 2019 après une émission obligataire à hauteur de 30 milliards de francs CFA sachant que la situation s'est améliorée sur le marché financier régional. En outre, elles s'engagent à redoubler d'efforts dans le cadre de la loi de finances rectificative pour environ 56 milliards de francs CFA afin d'apurer les arriérés intérieurs et d'appliquer les mesures qui s'imposent pour éviter leur réapparition. Sur ce point, elles sont sensibles aux recommandations des services du FMI et surveilleront mieux les arriérés de paiement, notamment en créant une division chargée de la gestion de la dette au Trésor pour permettre l'intégration de la gestion de la trésorerie et de la dette.

S'agissant des repères structurels, des progrès satisfaisants ont été accomplis malgré des retards imputables aux capacités restreintes du Niger. Néanmoins, les autorités ont progressé dans leur tentative d'officialisation des plans de performance entre les administrations des impôts et des douanes ainsi que dans la rationalisation des exonérations discrétionnaires.

Perspectives

Les perspectives de l'économie du Niger demeurent favorables à moyen terme. La croissance devrait atteindre au moins 7 % ces cinq prochaines années. Elle sera tirée notamment par la rénovation d'infrastructures de premier plan, par la construction de l'oléoduc entre le Niger et le Bénin, qui devrait stimuler les exportations et les recettes budgétaires, et par les

importants travaux publics entrepris pour accueillir le sommet de l'Union africaine en juillet 2019.

Mesures pour le reste de l'année 2019 et le moyen terme

Les priorités resteront axées sur la préservation de la stabilité macroéconomique, l'augmentation des recettes budgétaires parallèlement à l'amélioration de la qualité des dépenses publiques et de la gestion de la dette, le développement d'un secteur privé dynamique, le renforcement de la gouvernance et la promotion de l'éducation des filles.

Politique budgétaire

Les autorités sont attachées aux mesures budgétaires convenues dans le cadre du programme, l'objectif étant de ramener le déficit budgétaire à 3,0 % en 2020. À ce titre, elles poursuivront leurs efforts de rééquilibrage budgétaire. À moyen terme, le déficit budgétaire sera progressivement ramené à 2 % du PIB grâce à la poursuite de la mise en œuvre de mesures visant à accroître les recettes intérieures et l'efficacité des dépenses publiques. Les exportations de pétrole devraient aussi contribuer fortement à augmenter les recettes budgétaires, ce qui permettra de faire face aux dépenses prioritaires. La dette publique devrait aussi diminuer peu à peu pour passer de 53,8 % du PIB en 2018 à 43,3 % du PIB d'ici à 2024.

Concernant l'augmentation des recettes, les autorités restent déterminées à appliquer des mesures ambitieuses relatives à la politique et à l'administration fiscales. Celles-ci engloberont le rétablissement partiel de la taxe sur les appels internationaux, l'application de la TVA sur les services bancaires et l'élargissement de l'assiette fiscale afin de couvrir le secteur non structuré, notamment via une taxation forfaitaire, et d'alléger l'impôt sur le secteur privé formel. Les autorités continueront aussi à donner la priorité à la rationalisation des exonérations fiscales, au recouvrement des arriérés d'impôt, au marquage moléculaire des produits pétroliers afin de lutter contre la fraude et à la mise en œuvre des plans de performance des administrations des impôts et des douanes. Le ministère des Finances a officiellement transmis ces plans de performance au FMI et a ainsi satisfait à cette mesure préalable pour la revue. Les initiatives visant à accroître les recettes consisteront aussi à utiliser la valeur de transaction des importations, à recouvrer les arriérés d'impôt et à rationaliser les exonérations fiscales. Sur ce dernier point, un comité a été mis sur pied afin de travailler sur des solutions pour réduire les exonérations en examinant les différents codes. Un texte de loi sera présenté à l'Assemblée nationale, lequel sera inclus dans le budget 2020.

Les autorités ont conscience de la nécessité d'utiliser les rares ressources publiques d'une manière efficace, efficiente et transparente. Sur ce point, elles continueront à faire en sorte que les dépenses publiques donnent de meilleurs résultats et se traduisent par des services de plus grande qualité, notamment en poursuivant l'exécution du budget-programme mis en place en 2018. En outre, elles prennent acte du besoin d'améliorer la qualité des dépenses d'investissement public. Pour renforcer l'efficacité de l'investissement public, le comité interministériel de sélection qui met en œuvre le plan d'investissement public étudiera uniquement les projets qui ont été évalués convenablement. Les mesures qui s'imposent seront aussi prises pour surveiller les risques budgétaires liés aux partenariats public-privé (PPP) et

garantir les bénéfices les plus élevés pour le Niger.

Des réformes de la gestion des finances publiques seront menées afin d'améliorer la passation de marchés publics en augmentant la part des procédures d'appel d'offres pour atteindre la norme de l'UEMOA en la matière. Les audits des marchés publics, y compris ceux des organismes administratifs publics qui reçoivent des subventions et transferts importants de l'administration centrale, seront accélérés.

D'autres initiatives sont prévues pour améliorer l'efficacité du secteur public, notamment à travers la réforme de la fonction publique, du fonctionnement et de la gouvernance des entreprises publiques et de la gestion des ressources humaines.

Tout en continuant à rationaliser les dépenses, les autorités continueront à lutter contre la pauvreté et les problèmes sociaux, en renforçant les dispositifs de protection sous la forme de programmes de transferts monétaires et de cantines scolaires. Sur ce point, un système de suivi des dépenses sociales a été mis au point dans le but d'améliorer l'efficacité et de développer ces programmes.

Gestion de la dette

Les autorités sont déterminées à continuer d'améliorer la gestion de la dette et de la trésorerie. Pour ce faire, la coordination entre les institutions pour la gestion de la dette sera renforcée en accentuant l'efficacité du Comité interministériel de la dette publique et de l'appui budgétaire. Des progrès satisfaisants ont aussi été accomplis pour mettre en place le compte unique du Trésor (CUT) et le processus de transfert de tous les comptes admissibles auprès de banques commerciales devrait s'achever d'ici à fin septembre 2019. Dans ce contexte, les fonctions bancaires du Trésor seront renforcées.

Secteur financier

Faciliter le développement et l'inclusion du secteur financier demeure aussi une grande priorité pour renforcer le secteur privé. Dans cet esprit, des mesures seront prises pour faire connaître de nouveaux dispositifs de financement comme le crédit-bail et le warrantage, mécanisme de financement mis au point par la banque centrale régionale (BCEAO), et le cofinancement à travers la Maison de l'entreprise. La stratégie visant à moderniser le secteur du microfinancement et à remédier aux problèmes historiques sera aussi mise en œuvre résolument après la table ronde que les autorités prévoient d'organiser à cette fin.

Réformes structurelles

Des réformes structurelles seront menées avec fermeté pour améliorer le climat des affaires dans l'optique de garantir l'essor du secteur privé et de favoriser les créations d'emplois. Le plan national de développement (PNDES) pour la période 2017–21 s'articule autour du secteur privé, qui est l'un des principaux moteurs pour accélérer la croissance économique à moyen et long terme. Malgré les progrès accomplis ces dernières années pour que le Niger occupe une meilleure place dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale, les autorités poursuivront encore leurs efforts, y compris pour créer un secteur privé local solide. Pour ce

faire, elles réactiveront les lieux de consultation avec le secteur privé et les donateurs afin de proposer un nombre suffisant de réformes concrètes, évaluables et limitées dans le temps.

En matière de gouvernance et de lutte contre la corruption, les autorités réitèrent leur engagement à continuer de renforcer le cadre institutionnel et juridique. Sur ce point, elles prendront des mesures pour examiner le financement d'institutions essentielles comme le tribunal d'audit et garantir leur efficacité ainsi que pour publier leurs travaux. Elles collaborent avec le FMI sur des solutions pour améliorer le processus de déclarations de patrimoine des fonctionnaires, conformément aux meilleures pratiques internationales, afin de l'élargir et d'améliorer le respect des règles. À plus long terme, les autorités projettent de présenter la révision du cadre juridique à l'Assemblée nationale ou de l'adopter par décret d'ici à fin septembre 2019. D'autres mesures visant à améliorer la gouvernance seront mises en œuvre, dont l'adhésion à l'initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) d'ici à fin 2019, et l'application des recommandations du récent Rapport sur l'évaluation nationale des risques aux termes de la norme du GAFI de 2012 sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Les autorités continueront à répondre aux défis démographiques du pays conformément aux objectifs du PDES. Elles agiront sur la foi de leur Politique nationale genre et du décret sur l'éducation des filles pour sensibiliser davantage la population aux questions de genre et de démographie. Sur ce point, le soutien constant de la communauté internationale sera indispensable pour concrétiser divers projets dans ce domaine.

Conclusion

Les autorités nigériennes, que nous représentons, sont fermement résolues à atteindre les objectifs du programme appuyé par la FEC. Compte tenu de leurs bons résultats au titre du programme et des efforts déployés en permanence pour préserver la stabilité macroéconomique et remédier aux problèmes de développement dans un contexte sécuritaire délicat, nous serions reconnaissants aux administrateurs de souscrire à l'achèvement de la quatrième revue et au prolongement et au réaménagement de l'accord au titre de la FEC. Nous sollicitons aussi l'approbation par les administrateurs des demandes formulées par les autorités de dérogation pour non-respect d'un critère de réalisation et de modification de critères de réalisation.